

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3  
BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE N° 13585 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine SAMEDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE 1988

## La session de l'ONU et le discours de M. Mitterrand

### Un Nobel mérité

En 1957, le prix Nobel de la paix était attribué au ministre canadien des relations extérieures Lester Pearson, pour le rôle qu'il avait joué dans le dénouement de la crise de Suez et la création, dont il était l'initiateur, des « casques bleus », ces soldats de l'ONU placés en écran entre les combattants, que l'Organisation était parvenue à séparer. Depuis lors, les « casques bleus » avaient été l'objet de toutes sortes de sarcasmes et d'attaques : en France, du temps du général de Gaulle, et en URSS notamment. Que le prix Nobel de la paix leur soit attribué est un signe des temps.

Rien, sans doute, ne pouvait davantage faire plaisir aux fonctionnaires de la grande maison de verre des bords de l'East River que cette éclatante reconnaissance de l'utilité de leur existence et de leur mandat.

En désignant la force de maintien de la paix, le comité Nobel a particulièrement bien choisi la partie de l'ensemble qu'il souhaitait récompenser. Chacun l'ONU en tant que telle eût été prendre le risque de relancer les critiques et polémiques suscitées par telle ou telle organisation du système. Il est beaucoup plus malaisé, même si cela peut paraître parfois justifié, de critiquer les soldats de la paix. D'autant plus que la récompense paraît, au regard du tableau d'honneur des Nobel de la paix, particulièrement méritée.

Les « casques bleus », déployés depuis trente-deux ans pour réduire les tensions et prévenir la reprise des conflits en de nombreux points chauds de la planète, appartiennent par milliers à toute une variété de nations. Souvent désarmés, opérant dans des circonstances difficiles, beaucoup ont payé de leur vie leur rôle de pacificateurs. Dans ces conditions, c'est toute la communauté des nations qui doit se sentir concernée par la distinction dont ils sont l'objet.

Au-delà de la reconnaissance du rôle de l'Organisation, le prix récompense pour bonne partie celui qui le recevra à Oslo le 10 décembre prochain (date du quarantième anniversaire de la Charte des droits de l'homme), M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU. Les succès diplomatiques enregistrés en 1988, au printemps en Afghanistan et dans le conflit iran-irakien, ont été, de plus, beaucoup à cet intermédiaire discret, tenace et efficace.

Que l'honneur rejaille aussi sur lui, on ne peut que s'en féliciter. Son poids dans la poursuite de négociations délicates pour parvenir à de véritables situations de paix devrait s'en trouver renforcé, et la réhabilitation d'une institution et de l'homme qui l'incarne tombe à point nommé pour faire un peu oublier les controverses suscitées autour de son prédécesseur, M. Waldheim.

M 0147 - 1001 0 - 4,50 F



3790147004500 10010

## Paris accueillera la conférence sur le désarmement chimique

M. François Mitterrand a annoncé jeudi devant l'Assemblée générale des Nations unies à New-York que la France abandonnait l'idée de se doter d'un stock minimum d'armes chimiques avant même la destruction éventuelle de tous les arsenaux existants. La négociation d'un nouveau traité pourrait être relancée par la réunion d'une conférence internationale à Paris.

NEW-YORK (Nations unies)  
de nos envoyés spéciaux

Intervenant devant l'Assemblée générale des Nations unies à New-York, jeudi 29 septembre, le jour même où l'Organisation recevait la distinction du Nobel de la paix, le président de la République aurait pu céder à l'euphorie onusienne. Il n'en fit rien. Il rendit, certes, à l'Organisation et à son secrétaire général l'hommage qui leur est dû. Mais, s'il marqua très clairement la volonté de la France d'apporter sa pierre à l'édifice, il le fit avec prudence, avec un souci notable du concret, sans lyrisme et sans dérapage cocardier.

Surtout, loin de donner dans un optimisme béat, il prit soin d'insister sur ce qui reste à faire, sur ce

qui ne va pas, et d'affirmer qu'il ne faut se satisfaire ni des progrès en cours sur la voie du désarmement ni de la solution effective ou probable de certains conflits régionaux, car un autre danger menace, qui est, dit-il, « comme la guerre, pire que la guerre ». C'est « cet immense malheur qui précipitera plus sérieusement qu'aucun autre danger le monde vers un désordre sans limite », c'est le fossé qui se creuse entre les pays développés et ceux qui ne le sont pas. S'il n'aborda ce sujet qu'en dernière partie de son discours, c'est pour lui que M. Mitterrand trouva les mots les plus forts.

CHARLES LESCAUT  
et CLAIRE TRÉAN.

(Lire la suite page 4.)

## Quand une République balte veut « redéfinir » l'Union soviétique

### En Estonie, « la révolution en chantant »

Tandis que des changements de responsables au plus haut niveau du parti étaient annoncés, vendredi à Moscou, à l'issue des travaux du plénum du comité central - qui devait être suivi, samedi, d'une réunion du Soviet suprême, - un important congrès devait se réunir en Estonie, celui d'un nouveau mouvement politique estonien, le Front populaire.

TALLIN  
de notre envoyé spécial

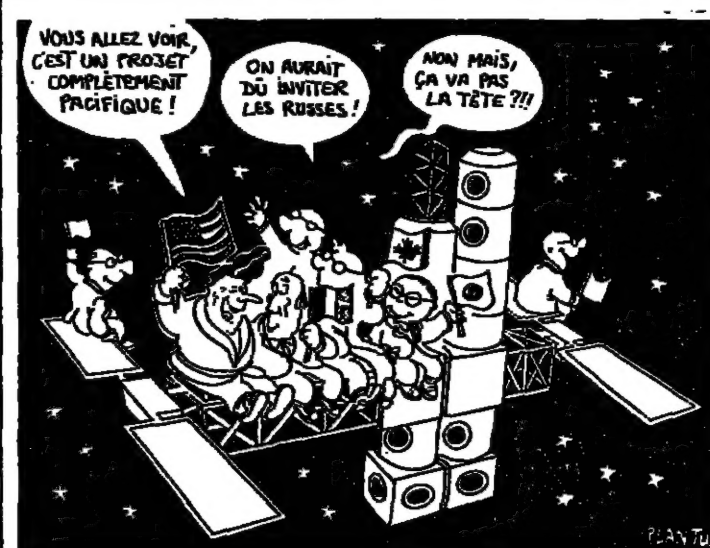
Cette révolution a déjà son nom. On l'appelle la « révolution en chantant », car, d'un rassemblement de masse à l'autre, tous les chants de l'identité nationale ont resurgi, le rock s'est mis de la partie, et c'est sur ces rythmes mêlés que la plus petite des Républiques baltes, l'Estonie, s'est lancée seule dans une grande entreprise - la redéfinition de l'Union soviétique.

## La réunion précipitée du comité central

### Cinq dirigeants, dont M. Gromyko, sont évincés du bureau politique du PC soviétique

La session du comité central du parti soviétique, convoquée à l'improviste ce vendredi 30 septembre s'est achevée en début d'après-midi par un important remaniement. M. Gromyko, membre du politburo et chef de l'Etat, a offert sa démission, qui a été acceptée.

Quittent également le bureau politique M. Solomentssev, président du comité de contrôle du parti, et, parmi les suppléants, MM. Demitchev et Dolguikh. M. Dobrynine, secrétaire du parti chargé des affaires internationales, a également donné sa démission.



L'Europe participera à la création de la station spatiale américaine.  
Lire page 36, l'article de JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Entrent au politburo M. Vadim Medvedev, jusqu'ici secrétaire du parti chargé des relations avec les PC au pouvoir, en tant que membre titulaire, ainsi que, comme suppléant, MM. Vlasov (ministre de l'intérieur), Loukianov et M. Birioukova. Enfin, M. Tchebrikov, déjà membre du politburo, a été élu secrétaire du parti : il devrait quitter en conséquence ses fonctions à la tête du KGB, la police secrète.

Ces nominations seront complétées par des changements dans la composition du gouvernement soviétique, qui seront annoncés samedi à l'issue de la session du Soviet suprême.

(Lire nos informations page 5.)



## Les Jeux de Séoul

### ■ Athlétisme : le désert français

Depuis Berlin en 1936, l'athlétisme français a toujours rapporté une médaille du rendez-vous olympique. Le relais 4 x 100 mètres messieurs représente la dernière chance de continuer cette série.

### ■ Escrime : la France épée d'or

Philippe Ribout, Jean-Michel Henry, Olivier Lenglet et Eric Srecki ont conquis la médaille d'or par équipes devant la RFA.

### ■ Canoë : à la bonne heure

Philippe Renaud et Joël Bettin n'étaient pas favoris. Mais ils ont été exacts au rendez-vous sur 500 mètres en prenant la médaille de bronze.

Lire pages 28 à 30 les articles de nos envoyés spéciaux

## La grève des surveillants de prison s'envenime

### Le blues des porte-clefs de Fresnes

Face au mouvement de protestation des surveillants de prison, le ministre de la justice a choisi la fermeté : « Ouvert à la concertation », le garde des sceaux estime que « celle-ci ne peut s'instaurer tant que le service public de la justice sera entravé ». Ses déclarations n'ont pas apaisé la contestation des gardiens qui, selon les syndicats, doit s'étendre et se durcir.

Quand, le 27 septembre, le téléx du directeur de l'administration pénitentiaire, M. François Bonnelle, est tombé, il a vite fait le tour des surveillants. Aussitôt après, tout aussi comminatoire, c'est une circulaire, qui, comme son nom l'indique, s'est mise à circuler. « Il apparaît que, dans certains établissements, des piquets [sont] constitués en vue d'entraver le fonctionnement normal du service pénitentiaire. Les perturbations qui en résultent portent aussi bien sur l'activité des juridictions que sur la vie en déten-

tion. Elles ne sauraient être tolérées plus longtemps. » Et M. Bonnelle de demander aux directeurs de prison de rappeler à leurs troupes qu'il s'agit là d'actes collectifs d'indiscipline caractérisés susceptibles de porter atteinte à l'ordre public, et de leur enjoindre de « relever l'identité » de ces indisciplinés. « Il doit être mis fin à ce mouvement sans tarder, poursuit M. Bonnelle (...), faute de quoi le procureur de la République doit être saisi et le concours de la force publique requis. »

Les gardiens de prison ont mal pris la chose, et ils ont du coup durci leur mouvement. Quand, à Fresnes, un premier surveillant « a ramassé une calotte » envoyée par un policier, ils sont venus à soixante-dix, aussitôt sortis de la cantine, pour lui prêter main forte. Et ils étaient peut-être deux cents logés sur place à dégringoler les escaliers dès qu'ils ont vu les images à la télévision.

« Il serait temps que M. Bonnelle cesse de se comporter

comme le préfet de police qu'il a été », tempête M. Jacques Viannes, le secrétaire général du syndicat des surveillants FO. « Des policiers à gardiens de prison entre fonctionnaires, on n'a pas apprécié », grognent les gardiens de base. « Quand les détenus font les maroilles sur les toits de la Santé, on met trois jours à leur envoyer la police. Pour nous on n'attend pas. »

AGATHE LOGEAT.  
(Lire la suite page 13.)

## JEAN GUITTON

de l'Académie française

### Un siècle, une vie

Les Mémoires du plus grand philosophe chrétien vivant.

ROBERT LAFFONT  
des livres ouverts sur la vie

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 125 pes. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 120 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 120 esc. ; République Fédérale, 235 F ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 1,80 \$ ; USA (Haut Canada), 2 \$



# Débats

## REVENU MINIMUM

### Salarier l'exclusion ?

par CHRISTIAN CHASSÉRIAUD (\*)

LES populations du quart-monde, frappées plus durement que d'autres groupes sociaux par la crise durable, doivent affronter de plus en plus des situations qui relèvent de la survie : manque ou insuffisance de nourriture, exclusion de la protection sociale et donc de l'accès aux soins médicaux, difficulté pour se maintenir dans un logement pour lequel on n'arrive plus à assumer le loyer et, pour certains, les « sans domicile fixe » de plus en plus jeunes et de plus en plus nombreux ; exclusion de tout logement pour des raisons d'insolvabilité totale.

Une société doit donc s'interroger devant de telles situations sociales qui engendrent de multiples souffrances individuelles et qui mettent en danger la nécessaire cohésion de l'ensemble du corps social. Notre société, pour faire face à cette situation, a décidé à travers son expression politique d'instaurer un « minimum vital » qui est qualifié « d'insertion ».

Une question se pose donc sur la nature de cette « insertion » envisagée ; car, autant il est possible d'assurer un petit revenu financier à de nombreux pauvres, autant il reste difficile de permettre des insertions sociales. Et cela pour plusieurs raisons qui laissent craindre bien évidemment que ce salaire minimum d'insertion ne se transforme en une gestion d'une population paupérisée à travers l'octroi d'un revenu minimum qui peut devenir, si on n'y prend garde, « un salaire de l'exclusion sociale ».

#### Les effets pervers

Parmi les raisons qui font exister le danger de l'institutionnalisation du « salaire de l'exclusion », certaines tiennent au processus même de déqualification sociale que les populations en situation de pauvreté vivent dans une quotidienneté sans issue. En effet, la pauvreté est avant tout une mise à l'écart, une mise hors du jeu social d'une partie de la population. Cette mise à l'écart atteint directement l'identité sociale des personnes et des groupes. Et, au fur et à mesure que le temps social qui rythme la pauvreté se déroule, la spirale engendrant des déficiences sociales de plus en plus lourdes se creuse. Cela va jusqu'à générer chez les personnes concernées des conflits psychologiques dont les origines tiennent avant tout à la position sociale déclassée et régressive qu'occupent ceux et celles qui deviennent des exclus. Se multiplient alors les déviances et les marginalités de tous ordres, toute une pathologie sociale qui, à son tour, fait naître l'insécurité en devenant la toile de fond dans la constitution des réseaux d'exclusion.

Ces personnes cumulent très souvent une pauvreté aux divers visages, et avant tout matérielle et économique, mais aussi culturelle

et sociale. Combien parmi les plus pauvres sont sans formation professionnelle, dans une situation de quasi-illettrisme qui les place dans une impossibilité de maîtriser le langage des codes sociaux indispensables pour une gestion de base des actes de la vie quotidienne !

Le danger que représente, dans ses effets pervers, la mise en place d'un revenu minimum consiste donc à désigner ceux et celles qui, parmi nous, ne peuvent plus concourir à la création de richesses économiques, pour en faire des déficients sociaux vis-à-vis desquels il sera nécessaire d'engager des actions sociales de réparation. Le revenu minimum d'insertion présente donc, dans sa mise en place même, cette importante contradiction : il risque, à travers des effets sociaux non maîtrisés, de stigmatiser et donc d'exclure un peu plus ceux qui en seront les bénéficiaires. En cela, il peut devenir le nouveau marqueur des pauvres de cette fin du vingtième siècle.

L'attitude que nous pouvons avoir vis-à-vis des exclus rejoint directement celle qu'en tant que pays riche du monde occidental nous avons avec les pays du tiers-monde : soit nous les assistons de manière chronique pour les maintenir dans une dépendance économique et culturelle, soit nous les accompagnons pour trouver par eux-mêmes et dans eux-mêmes les moyens de leur développement. Une même problématique se pose vis-à-vis de ceux de nos concitoyens qui se trouvent dans une situation d'exclusion et de pauvreté : soit un revenu minimum qui présente le danger de les enfermer et de les stigmatiser dans une situation chronique d'assistance, surtout si ce temps

de revenu minimum ne débouche pas sur une situation autre ; soit la mise en place d'autres formes de réponses qui généralisent l'idée d'une utilité sociale et donc d'une reconnaissance sociale.

Responsable depuis plus de six ans d'une association de réinsertion sociale à Périgueux (l'APARE), j'ai pu expérimenter un autre type de réponse aux problèmes locaux d'exclusion, de pauvreté et d'insertion sociale. Elle peut se décrire comme une tentative « d'insertion sociale par la reconnaissance économique » des personnes en situation de déqualification sociale, hommes ou femmes, jeunes et moins jeunes.

#### Acteurs et partenaires

Pour cela, trois entreprises dites « d'insertion sociale » (EIS) liées juridiquement à l'association, permettent chaque année à une soixantaine d'hommes et de femmes en grande difficulté (sans logement, sans ressources, sans protection sociale) de se rejoindre comme acteurs et partenaires à travers l'acte de production. Nous avons créé trois entreprises : Périgord Tous Services au niveau du second œuvre du bâtiment ; La Repasserie pour le repassage et l'entretien du linge ; Créa-Pierres-Périgord, qui fabrique des pierres reconstituées.

Les salariés de ces entreprises (les personnes en grande difficulté, jeunes et moins jeunes) les utilisent donc comme des supports possibles à leur insertion et cela de manière volontairement

(\*) Directeur de l'Association périgourdine d'action et de recherche sur l'exclusion (Périgueux).

temporaire pour une durée de huit mois à un an et demi.

Ces personnes bénéficient d'un statut de salariés suivant les règles de droit commun liées au contrat de travail. A partir de ce statut social, ces personnes en grande difficulté sont repositionnées de manière radicale différente de celle qui caractérisait leur situation antérieure de « sans droits ». En effet, ce nouveau statut social et économique leur permet de retrouver des ressources et des droits sociaux auxquels elles n'avaient plus accès : se loger, se soigner, se nourrir devient à nouveau possible. Faire partie d'une communauté sociale redevient possible.

Entre le minimum social d'insertion par l'octroi d'un revenu et l'aventure de l'insertion sociale par la reconnaissance économique se pose donc un choix de société vis-à-vis des plus pauvres, très durement touchés par la crise.

De manière traditionnelle, parce qu'elle l'avait inscrite dans ses valeurs, la gauche a toujours fait prévaloir la libération des plus pauvres et des plus opprimés à travers une dignité et une citoyenneté retrouvées. Elle a toujours défendu le « droit au travail », le droit pour chaque individu de participer à la création des richesses et à leur redistribution.

Il faut donc qu'elle fasse attention de ne pas céder au maintien des plus pauvres dans des marginalités et des inégalités sociales en ne leur permettant que de se partager les miettes d'un impôt sur les fortunes sans perspective d'un devenir autre que celui d'être réduit dans une nouvelle forme de pauvreté sociale et de sous-citoyenneté à travers un « minimum social garanti ». Ce serait accepter que le pauvre reste l'opprimé, objet de la charité publique ou de la charité privée.

### Travail social et illusions

par PHILIPPE GABERAN (\*)

LA lutte contre la pauvreté ne peut pas se mettre en une équation dont les facteurs économiques et politiques seraient les variables numériques. Ce problème, principale source d'instabilité pour toute société, ne pourra pas se résoudre par la mise en place d'une allocation, aussi bien pensée soit-elle. L'incontournable inconnu de notre équation de départ est le facteur humain. Et l'on a peine à croire que les sciences humaines aient tant fait de progrès à lire l'insuffisance des thérapies proposées. Presque toutes ignorent les données de la psychologie du développement et de la pédagogie de la déficience.

Notre société semble redécouvrir ses travailleurs sociaux. Une catégorie de professionnels jusqu'alors fort souvent décriés, traités de parasites. Trop contents de se sentir enfin valorisés, beaucoup d'entre nous se porteront heureux au front, animés d'un discours sur la solidarité nationale, l'illusion aux lèvres et la fleur au fusil. Et peu d'entre nous en reviendront.

Car, tout d'abord, la formation des travailleurs sociaux est largement insuffisante pour affronter ce nouveau problème. Jusqu'à ce jour, très peu d'écoles de formation ont osé mettre à leur programme la psychologie de l'adulte et l'analyse des problèmes liés à ce stade de la vie. Les problèmes du chômage, de la pauvreté, ne figurent pas ou si peu au programme de formation, essentiellement centré sur l'adolescent ! Par ailleurs, il faudra être vigilant sur l'âge des travailleurs sociaux, car il faut en connaître un peu soi-même sur la vie avant de l'enseigner aux autres. Les travailleurs sociaux se trouveront donc au front en ayant leur expérience à faire et mèneront la lutte contre la pauvreté en essayant de combattre le moins de dégâts possible, en attendant que le savoir-faire vienne leur prêter l'appui nécessaire.

Alors, il ne faudra pas se bercer d'illusions, et dès le départ, dans ce nouvel enjeu social, le travailleur social ne devra pas dénier la réalité. Combien d'entre nous savent par expérience que nous ne pouvons pas réparer l'irréparable.

Le « scandale » de la pauvreté est avant tout le scandale de la vie. Dès l'instant de la naissance, il n'y a plus de retour en arrière possible, et chaque étape louée, escamotée ou saignée l'est de façon irréversible. Notre travail consiste très souvent à colmater les brèches, à reprendre des accros, à poser des pitons, bref, à masquer des béances et à offrir des béquilles. Jamais notre travail ne ramène à l'individu fort et entier. Canguilhem écrit : « Aucune guérison n'est retour à l'innocence biologique ».

#### Au plus bas de la condition humaine

Or ces hommes et ces femmes tombés dans le quart-monde sont presque au plus bas de la condition humaine. Leur faire remonter la pente n'est pas l'affaire de quelques courts stades ou de bons sentiments. Est-il de bon sens de demander aux entreprises de jouer un rôle social à l'égard de cette population à l'heure où l'on parle de guerre économique, de suppression des faibles, de performance et de compétitivité ?

Enfin, la société ne doit pas une fois encore signer un faux contrat avec ses travailleurs sociaux. En effet, même en cas de succès, la formation – autant que la dignité et la soif de vivre – donnée ou redonnée à ces gens restera précaire. Nous parlons d'alphabétisation, soit de l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul. A quelle qualification professionnelle ou poste de travail pourront-ils bien prétendre ces personnes alors que le chômage et les licenciements frappent des individus munis d'un minimum de bagage professionnel, voire de formations supérieures ? Les fonds des collectivités locales sont-ils extensibles à souhait pour embaucher autant que nécessaire, même à titre de TUC, SIVP, PIL ou autres, tous ces « mutilés de la guerre économique » ?

Il faut être conscient de ces problèmes et ne pas se bercer d'illusions. La victoire sur la pauvreté ne s'obtiendra pas par un coup de baguette magique nommée impôt de solidarité sur la fortune ou revenu minimum d'insertion. Et il ne faudrait pas non plus, les illusions envolées et la bouche emplie d'un goût amer, se retourner, fielleux, contre les travailleurs sociaux, accusés une fois encore de ne pas faire leur boulot. Le constat est cruel et la vérité n'est pas belle à entendre. Aussi, bien souvent, l'éducateur se condamne au silence car il connaît trop la vanité des paroles faciles. Comme le souligne Michel Noblecourt, il n'existe qu'un remède à la pauvreté : « La conjurer avant qu'elle ne se développe ». Je spécifierai : la circonscire avant qu'elle ne se transmette. Car aujourd'hui, comme il y a deux cents ans, la pauvreté s'hérédite.

(\*) Educateur spécialisé.

## BIBLIOGRAPHIE

### La mort dans les yeux

PUISQUE la mort, comme le soleil, ne peut se regarder en face, il reste aux âmes courageuses, à défaut de la mort, les mourants.

Ce sont eux que Valérie Winckler a choisis de photographier et de montrer dans un beau livre : *La Mort si proche*. Après avoir scruté il y a quelques années les pils et les rils de la naissance, elle se place cette fois au terme, au seul autre moment important de la vie, selon l'ironique sagesse lyonnaise, qui prétend qu'entre la naissance et la mort « le reste n'est que remplissage ».

Visages creusés, chairs épuisées, corps défaits, guettant parfois le souffle et la chaleur d'un autre corps. Enfants, personnes âgées – peu de simples adultes – encore habitées de cette vie qu'ils confessaient agripper avec avidité.

Ils ont fait leur temps. Ils se sentent vides. Ils sont de trop, du moins ils le disent, et cependant ils implorent : pas encore. C'est que, de l'événement de cette non-génération, on ne sait pas trop où l'on va atterrir...

Il faut regarder ces regards comme Valérie Winckler a su le voir. Sans un soupçon de voyeurisme. Cette femme malade que sa fillelette embrasse, ce bébé cancéreux au crâne lisse comme un galet, cet enfant chevé dans les bras de sa maman, cette vieille dame soumise comme un bébé. Pour nous les restituer, l'auteur a vécu avec eux. A l'Institut Curie à Paris, à l'hôpital Cochin, dans des maisons médicales, la confiance s'est lentement tissée entre eux et leur photographe.

Ainsi se capte l'imperceptible vérité qui rend par instants ces visages insupportables. Parce qu'ils ne sont pas exotiques. Parce que ce sont ceux, familiers, de nos parents, de nos enfants, de nos voisins.

Le livre s'enrichit même de clichés que l'auteur n'a pas pris. Dans le contrepoint des textes qu'elle délivre en confidence, elle raconte par exemple qu'elle n'a pu photographier l'abacuse détrempé d'un père devant son enfant condamné ; elle cite la maman de Christelle, morte à cinq ans : « J'ai envie d'être encainte, mais de ma fille. J'ai envie de la refaire. » Ou ce cri d'un petit garçon, un mois avant de mourir : « Maman, je crois que tu peux arrêter ta pitié. Il serait temps d'en faire un autre. »

Ces mourants sont d'abord considérés et rendus comme des

vivants. Ils pensent, doutent, hurlent à mi-voix l'angoisse, la souffrance, la résignation, l'espoir et la tendresse, et du coup ils nous retiennent.

Alors n'ayez pas peur ! Ils ne sont pas si contagieux que les autres vivants. Ils ne vous prêteront pas votre vie. Ou plutôt si. Avec eux, on découvre que la vie comme le feu se partage sans se diminuer.

« On repense à sa vie, on essaie de comprendre », dit une malade de quatre-vingt-deux ans. Nous aussi. C'est la force de Valérie Winckler que de nous y entraîner. Son livre est finalement tonique. Il ne dépayse pas, il purifie.

CHARLES VIAL.

★ *La Mort si proche*, de Valérie Winckler, Editions du Castorion, 128 p., 120 F.

**AU SOMMAIRE D'OCTOBRE**

**Le Monde DES PHILATELISTES**

OFFICIEL de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Mondial de l'automobile : les constructeurs français sur timbres étrangers.
- Les Jeux olympiques d'Olympie.
- Cartes postales : le musée Jean-Jaurès à Castres.

**LE MONDE DES PHILATELISTES**

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bour-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bour-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouls. Rédacteur en chef : Daniel Verne. Correspondant en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27 Téléc. MONDIPAR 650572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

Recommandations sur les microfilms et Index du Monde au (1) 42-47-98-01.

**Le Monde**

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

**Le Monde**

PUBLICITE

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tout FRANCE

3 354 F 399 F 504 F 687 F

6 672 F 762 F 972 F 1 337 F

9 954 F 1 089 F 1 404 F 1 952 F

1m 1 280 F 1 380 F 1 800 F 2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner Renvoyer ce BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse : nous sommes à votre disposition pour vous adresser votre bulletin à l'adresse nouvelle avant son départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les monts propres en capital d'imprimerie.

5023 من الأصل



# L'attribution du prix Nobel de la paix aux « forces de la paix » de l'ONU

Les cinq « sages » du comité Nobel du Parlement norvégien ont attribué, jeudi 29 septembre, le prix Nobel de la paix 1988 aux Forces des Nations unies pour le maintien de la paix. En agissant ainsi, et notamment en s'abstenant de récompenser MM. Reagan et Gorbatchev — souligne notre correspondant à Oslo, François Nétto, — le jury a joué la carte de la prudence, même si le président du comité, M. Egil Aarvik, estime qu'il est plus satisfaisant de décerner le prix à un ou des individus qu'à une organisation. « Cette année, cependant, les Nations unies étaient tellement bien placées qu'il était difficile de récompenser quelqu'un d'autre », disait-il, jeudi, à Oslo.

Sans être directement personnalisé, ce choix ne s'adresse pas moins — et ce n'est pas faux de

l'interpréter ainsi — au secrétaire général de l'Organisation internationale, M. Javier Perez de Cuellar, qui aurait sans aucun doute été un lauréat tout indiqué cette année si sa candidature avait pu être prise en considération et était parvenue au comité avant le 1<sup>er</sup> février dernier, comme l'exige la procédure.

M. de Cuellar reste, ajoute notre correspondant, étroitement associé à cette distinction, qu'il viendra recevoir à Oslo, le 10 décembre, en sa qualité de chef suprême des soldats de l'ONU. Dans le télégramme qu'elle lui a adressé, le premier ministre norvégien, M<sup>me</sup> Brundtland, a, d'ailleurs, indiqué qu'elle voyait dans le choix du comité un hommage particulier aux efforts personnels déployés par le secrétaire général et à

l'impact qu'ont eu ces derniers temps les travaux de l'ONU pour la paix et la sécurité dans le monde.

La décision du comité Nobel a été saluée quasi-unaniment dans le monde, à commencer, bien évidemment, par le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar. Sous les applaudissements des délégués réunis pour l'ouverture des débats de l'Assemblée générale annuelle, ce dernier a estimé que la récompense attribuée à l'organisation mondiale était pour elle « une source de fierté et de joie » en même temps qu'« un hommage au courage et au sacrifice de ceux qui ont contribué et continuent à contribuer à nos opérations de maintien de la paix ».

Le président Reagan, qui figurait avec M. Gorbatchev parmi les favoris pour le prix, a

estimé que le jury d'Oslo avait pris une « décision admirable ». On rappelle à cette occasion, à Washington, qu'un officier supérieur américain, le lieutenant-colonel William Higgins, numéro deux de l'ONUST, l'une des forces des Nations unies, est détenu en otage au Liban depuis le 17 février.

La seule note discordante est venue de l'Union soviétique. Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guegnadi Guerassimov, a critiqué jeudi, à New-York, le travail des observateurs de l'ONU en Afghanistan et au Pakistan, énumérant « les violations flagrantes » des accords de Genève par Islamabad que, selon lui, ils ne rapportent pas.

## La FINUL a payé un lourd tribut pour une mission impossible

BEYROUTH  
de notre envoyée spéciale

Leurs check-points blancs sur lesquels flotte le drapeau bleu des Nations unies sont légion au Liban sud, où les soldats de la FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban), déployés maintenant depuis dix ans, font partie du paysage. Arrivée en 1978 à la suite de la résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant le retrait des forces israéliennes qui avaient effectué à cette date leur première invasion d'importance au Liban sud, la FINUL devait, à l'origine, « confirmer ce retrait, rétablir la paix et la sécurité et aider le gouvernement libanais à assurer la restauration de son autorité » sur cette partie de son territoire, frontalière d'Israël.

Mission impossible pour ces « casques bleus » qui, dotés uniquement d'armes légères et défensives, se sont très vite heurtés, d'une part à la volonté israélienne de garder une ceinture de sécurité le long de la frontière, et, de l'autre, à l'activisme des combattants de l'OPLP, qui, alors maîtres du terrain, n'entendaient pas se voir contester leur droit à s'attaquer à l'Etat hébreu.

Quand celui-ci envahit en force le Liban en juin 1982, c'est la rage au cœur devant leur impuissance que les « casques bleus » regardent passer les longues colonnes de chars israéliens qui défilent tranquillement leur présence, en principe protectrice pour le Liban.

Durant l'occupation israélienne du Liban sud, les soldats de la FINUL vont, avec plus ou moins de détermination suivant les contingents, se heurter de plus en plus souvent aux forces israéliennes et apparaître à la population comme son seul défenseur. Témoins attentifs de la politique de la « main de fer » israélienne, les « casques bleus » n'hésitent pas alors, chaque fois qu'ils le peuvent, à tenter de s'interposer pour protéger les villageois qu'ils côtoient quotidiennement. C'est à cette époque que M. Rabin, ministre israélien de la défense, traite de « salopards » les « casques bleus » français particulièrement vigilants sur le comportement de l'occupant israélien.

FRANÇOISE CHIPAUX.

qu'elle le décide, ses barrières pour effectuer des opérations de « représailles » hors de la « zone de sécurité ». Accusée par chaque partie d'être complice de l'autre, sa tâche devient de plus en plus difficile et elle est contrainte de se protéger de mieux en mieux.

Les cinq mille sept cent soixante-dix « casques bleus » de neuf pays (Fidji, Finlande, France, Ghana, Irlande, Italie, Népal, Norvège, Suède), dont cinq cents français continuent toutefois de bénéficier des faveurs de la population, qui regarde ces soldats de la paix, à la fois comme des témoins de ses malheurs, des bons samaritains qui lui viennent souvent en aide et aussi des clients qui font marcher le commerce de la région.

Si elle n'a pu répondre à sa mission première, la FINUL n'en a pas moins payé un lourd tribut : cent cinquante et un morts, dont vingt-sept français, pour tenter d'arracher le Liban sud au chaos généralisé.

Porte-parole efficace de la FINUL et expert d'une région qu'il connaît depuis dix ans, M. Timor Gohel, a affirmé jeudi que c'était avec « joie et surprise » que la FINUL avait appris l'attribution du Prix Nobel de la paix aux forces des Nations unies.

## Les armements classiques en Europe

### Le maréchal Akhromeev demande une réduction de l'aviation d'attaque de l'OTAN

STOCKHOLM  
de notre envoyé spécial

Invité jeudi 29 septembre du SIPRI (Institut international de Stockholm de recherche sur l'armement), le maréchal Akhromeev a prononcé une conférence sur le thème du contrôle et de la réduction des armements résumant avec une particulière netteté les positions de l'URSS sur les différentes négociations en cours.

Il s'en dégage en premier lieu une impression de très grande fermeté. Le chef d'état-major des forces armées soviétiques se défend certes contre toute idée de « durcissement » mais l'heure n'est plus, à l'entendre, à de quelconques gestes unilatéraux de la part de l'URSS, tout progrès ne pouvant désormais résulter que d'ententes bilatérales. Ainsi en est-il en particulier des négociations sur les forces classiques en Europe. L'URSS veut bien admettre qu'il existe des « asymétries » entre les forces de l'OTAN et celles du pacte de Varsovie. Elles sont à l'avantage de ce dernier en matière de blindés et d'artillerie, mais c'est l'Ouest, selon le maréchal, qui bénéficie d'un avantage marqué dans le domaine de l'aviation d'attaque. Or, dit-il en substance, rien ne pourra être accompli en dehors d'un strict principe de « réciprocité ».

#### Une doctrine défensive

Autre point fort : les forces navales. C'est sur les mers et les océans, estime le chef d'état-major soviétique, que « le risque de confrontations militaires s'accroît constamment ». Or rien n'est fait pour éliminer ce domaine d'extension des « mesures de confiance » appliquées ou envisagées pour les forces terrestres. « On ne saurait permettre à cette situation de se prolonger plus longtemps ».

Le maréchal Akhromeev énumère encore quelques points de contentieux non résolus entre Moscou et Washington, qu'il s'agisse des missiles de croisière basés sur des bateaux, du respect et de l'interprétation du traité ABM, de la prise en compte ou non des bombardiers stratégiques américains à capacité nucléaire. Rien de cela, cependant, n'incite au pessimisme ; le maréchal estime qu'il y a de bonnes chances pour qu'un traité sur la réduction de 50 % des armements stratégiques (START) puisse être signé et qu'un

accord se dessine à Vienne sur les forces classiques.

Dans cette perspective, il insiste sur le caractère exclusivement défensif de la nouvelle doctrine militaire soviétique et sur le principe de « suffisance » qui en est le corollaire. Là encore cependant, souligne-t-il, le but ne sera atteint — même si des transformations sont déjà en cours en URSS — que sur la base d'actions « mutuelles ».

Rien n'est dit, curieusement, des forces nucléaires autres que soviétiques et américaines, dont on sait, il est vrai, que Moscou n'exige pas la prise en compte avant que soit acquiescée une réduction des armements stratégiques des deux Super-Grands. Plus surprenant peut-être est le silence observé sur une éventuelle réduction des forces

nucléaires à courte portée sur le théâtre européen.

On apprendra encore, en marge de cette visite, que le maréchal Ogarkov, prédécesseur du maréchal Akhromeev à la tête de l'état-major soviétique, a quitté récemment son commandement du « théâtre occidental ». Il a rejoint à Moscou le corps des inspecteurs généraux au ministère de la défense. A soixante et onze ans, ce n'est apparemment pas une promotion.

Le maréchal n'a pas soufflé mot de la session du comité central réunie vendredi à Moscou. Dans son entourage, on admettait seulement n'en avoir appris la convocation — et le rappel précipité de M. Chevardnadze des Etats-Unis — que jeudi matin, par la radio.

ALAIN JACOB.

### Pékin estime que des progrès ont été accomplis en direction d'un sommet sino-soviétique

Pékin accorde une grande importance à la rencontre des ministres chinois et soviétiques des affaires étrangères, le 26 septembre aux Nations unies (*Le Monde* du 30 septembre) et estime que ce nouveau pas dans le rapprochement sino-soviétique pourrait déboucher dans un avenir pas trop lointain sur un sommet entre M. Deng Xiaoping et M. Gorbatchev. Au lendemain de cette rencontre, à l'issue de laquelle il avait été annoncé que M. Qian Qichen se rendrait à Moscou avant la fin de l'année et que sa visite serait suivie de celle de M. Chevardnadze à Pékin en 1989, le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a déclaré que « l'échange de visites entre les deux ministres constitue un pas en avant en direction d'une rencontre entre les dirigeants des deux pays ». « Nous espérons que les deux parties arriveront en faveur de ce sommet », rendu possible par « la volonté soviétique de favoriser un règlement rapide de la question cambodgienne », a-t-il ajouté.

La Chine avait mis comme condition préalable à tout sommet sino-soviétique la solution du principal des « trois obstacles » mis par Pékin à une normalisation de ses relations avec Moscou, c'est-à-dire l'occupation vietnamienne du Cambodge.

Longtemps méfiants, les Chinois considèrent aujourd'hui que des progrès ont été accomplis dans ce sens. Ils espèrent que le Cambodge sera au cœur des entretiens entre M. Qian et M. Chevardnadze.

Les dernières rencontres à haut niveau entre dirigeants des deux « grands » du communisme datent du début du conflit sino-soviétique (visites de Khrouchtchev à Pékin en 1958 et 1959, de Zhou Enlai à Moscou en 1961). Après des lustres de confrontation, les contacts avaient repris au niveau des vice-ministres des affaires étrangères. Ces rencontres ont permis de débayer le terrain, de même que les contacts entre ministres repris en 1984 dans le cadre de l'ONU.

Pendant des années, Chinois et Soviétiques avaient profité de l'entrevue de dirigeants pour se rencontrer (scale de M. Gromyko à Pékin en 1969 au retour des funérailles de Ho Chi Minh, délégations chinoises aux obsèques de Brejnev, Andropov et Tchernomko). Les deux pays n'ont désormais plus besoin de se cacher derrière de tels prétextes, et le temps semble mûr pour des conversations à haut niveau, comme les Chinois et les Soviétiques en ont déjà avec les Etats-Unis.

P. de B.

## Quatorze opérations de paix

### Sept en cours...

Les Forces de maintien de la paix de l'ONU, lauréates, jeudi 29 septembre, du prix Nobel de la paix, sont intervenues quatorze fois au cours de conflits en Europe, en Asie, en Afrique et au Proche-Orient. Sept de ses forces sont encore présentes sur le terrain. Sept autres missions ont pris fin. Voici les sept missions en cours :

— ONUST (Organisation des Nations unies chargée de l'observation de la trêve, créée le 11 juin 1948), 239 hommes, siège à Jérusalem, 16 pays participants, dont les Etats-Unis et l'Union soviétique. Mise sur pied pour assurer la trêve entre Israël et ses voisins arabes, elle maintient encore une présence dans le Sinaï, à Beyrouth et à Amman. Coût annuel : 20 millions de dollars.

— GOMNUIP (Groupe d'observateurs militaires des Nations unies en Inde et au Pakistan), 24 hommes, sièges à Rawalpindi (Pakistan) et à Srinagar (Inde).

Déployé le long de la ligne de cessez-le-feu dans la région de Jammou-Cachemire, il continue de patrouiller la frontière reconnue par les deux pays depuis 1972. Coût annuel : 7 millions de dollars.

— UNFICYP (Force de maintien de la paix à Chypre, 27 mars 1964), 2 100 hommes, siège à Nicosie. Créée pour servir de tampon entre les communautés turque et grecque, elle assure l'établissement de la ligne de démarcation tracée par l'intervention de l'armée turque. Coût annuel : 25 millions de dollars.

— UNDOF (Force des Nations unies d'observation du désengagement, 3 juin 1974), 1 330 hommes, siège à Damas. Assure, en vertu des accords israélo-syriens, la séparation des forces ennemies sur les hauteurs de Golan. Coût annuel : 33 millions de dollars.

— FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban, 19 mars 1978), 5 800 hommes,

siège à Nakoura. Chargée d'empêcher, depuis la fin d'une intervention israélienne au Liban, des actions militaires ou terroristes palestiniennes dans les régions frontalières d'Israël et des pénétrations militaires israéliennes au Liban. Coût annuel : 140 millions de dollars.

— UNGOMAP (Mission des Nations unies pour l'Afghanistan et le Pakistan, 14 avril 1988), 50 personnes, sièges à Kaboul et à Islamabad. Investie essentiellement d'une mission de liaison, elle assure le contact entre les factions de la guerre civile afghane. Coût annuel : 8 millions de dollars.

— GOMNUPI (Groupe d'observateurs pour l'Irak et l'Irak, 9 août 1988), 350 personnes, sièges à Téhéran et à Bagdad. Créé en vertu de la résolution 598, le groupe observe le respect du cessez-le-feu accepté par les belligérants le 20 août dernier. Coût annuel : 140 millions de dollars.

## ... et sept par le passé

Voici la liste des missions des forces de l'ONU dans le passé :

— CORÉE (1950-1953). Commandées par le général américain MacArthur, les forces d'intervention de l'ONU (un fort contingent américain rejoint par ceux de quatorze autres nations) débarquent le 1<sup>er</sup> juillet 1950 en Corée du Sud, envahies par les communistes de Corée du Nord soutenus par la Chine. Après plus de deux ans de combats suivis de négociations, la paix est signée à Panmunjon, le 27 juillet 1953. L'ONU a perdu en Corée 38 500 hommes. Un commandement de l'ONU existe toujours en Corée du Sud, les troupes américaines demeurant, du moins en théorie, sous la bannière de l'organisation internationale.

— SUEZ (1956-1967). Après l'expédition d'une force anglo-franco-israélienne en Egypte, à la suite de la nationalisation du canal de Suez, l'Assemblée générale de l'ONU envoie en novembre 1956 une Force d'urgence de 6 000 hommes (FINUL) au Sinaï — le terme de « casque bleu » y apparaît pour la première fois — pour surveiller le cessez-le-feu. Le

président Nasser obtient le retrait de cette force en mai 1967. Par la suite, éclate la guerre israélo-arabe de six jours.

— CONGO (1960-1964). A la demande du gouvernement de Léopoldville (actuel Kinshasa), le Conseil de sécurité envoie une force de 20 000 hommes pour « rétablir l'ordre et maintenir l'unité du pays ». Le secrétaire général Dag Hammarskjöld, qui s'était rendu sur place, trouve la mort dans un accident d'avion en 1961. Après avoir été contraint d'intervenir contre le rébellion katangaise, la force de l'ONU quitte le Congo ex-belge le 30 juin 1964.

— NOUVELLE-GUINÉE OCCIDENTALE (IRIAN-JAYAY) (1962-1963). Alors que les combats se déroulaient entre Hollandais et commandos indonésiens infiltrés en Nouvelle-Guinée, les Pays-Bas remettent à l'ONU, en octobre 1962, l'administration du pays. Une force intérimaire de l'organisation intervient pour faciliter la transition pacifique de l'autorité hollandaise à l'indonésienne.

— YÉMEN DU NORD (1963-1964). Leur mission consistait à patrouiller le long d'une partie de la frontière entre le Yémen et l'Arabie saoudite afin d'éviter que celle-ci ne fournisse des armes aux Yéménites monarchistes. La mission des Nations unies est dissoute fin 1964, elle n'avait pas obtenu de résultats.

— PROCHE-ORIENT (juillet-août 1967). Après la guerre de six jours entre Israël et les pays arabes, l'ONU a envoyé des observateurs pour le maintien du cessez-le-feu sur les deux rives du canal de Suez.

— PROCHE-ORIENT (1973-1979). Après la guerre du Kippour, en octobre 1973, des observateurs de l'ONU ont été installés sur la rive ouest du canal, entre les Egyptiens et les Israéliens. Après le dégagement des forces, les casques bleus de la FINUL (7 000 hommes) ont été réaffectés le 25 octobre 1973 au Sinaï, prenant position dans une zone-tampon à l'est du canal. La FINUL fut dissoute le 24 juillet 1979, quatre mois après la signature du traité de paix israélo-égyptien.

**JEAN LACOUTURE  
ROLAND MEHL**

**DE GAULLE  
OU L'ÉTERNEL DÉFI**

56 témoignages recueillis et présentés par Jean Lacouture et Roland Mehl. D'après la série télévisée réalisée par Jean Labbé.

La vie et la carrière du général de Gaulle racontées par ceux qui en furent les plus proches témoins. De Stéphane Hessel à Henry Kissinger, de François Mitterrand à Willy Brandt, Claude Mauriac ou Bernard Tricot, cinquante-six personnalités proposent un portrait croisé et contrasté de l'homme du 18 Juin.

Collection L'Histoire immédiate dirigée par J.-C. Guillebaud. 129 F

**Editions du Seuil**

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : \_\_\_\_\_  
 Prénom : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 Code postal : \_\_\_\_\_  
 Ville : \_\_\_\_\_  
 Pays : \_\_\_\_\_



## Diplomatie

## Le discours de M. Mitterrand à l'ONU et sa visite à Washington

## Paris accueillera la conférence sur le désarmement chimique

(Suite de la première page.)

De cette tribune où il s'était exprimé pour la dernière fois en 1983, le président de la République voulait aussi rendre compte de la mise à jour des positions françaises en matière de désarmement et témoigner de sa volonté d'y prendre une part active. Cela est possible dans deux domaines : celui des armes conventionnelles et celui des armes chimiques. C'est sur le second que le discours de jeudi innove. La France, c'est désormais officiel, renonce à la position qu'elle défendait précédemment et qui l'avait isolée à la conférence de Genève, dont le but est d'aboutir à une convention interdisant la fabrication des armes chimiques et obligeant à la destruction des stocks.

Insistant sur la nécessité de « forcer l'allure » à Genève et d'aboutir à cette convention, le président estime que pendant la longue période (dix ans) requise pour la destruction des stocks, « les usines d'armes chimiques devront être fermées et placées, comme les stocks, sous contrôle international avant d'être démantelées ». Il n'est donc plus question de la constitution de « stocks de réserve », que réclamait la France, pendant cette longue période de démantèlement, au cours de laquelle l'URSS conservera en Europe une écrasante supériorité.

## Deux ans pour progresser sur le désarmement

Le changement est significatif, même si le discours n'est pas d'une totale transparence. Après avoir affirmé que, contrairement à l'URSS et aux États-Unis, la France ne possède pas d'armes chimiques, le président a laissé entendre qu'elle se garde la possibilité d'en produire et qu'elle n'y renoncera qu'une fois signée la convention internationale.

M. Mitterrand avait été pris de vitesse sur le sujet par le président Reagan, qui, lundi, dans la même enceinte, avait proposé la convocation d'une réunion internationale visant à réaffirmer solennellement l'interdiction de l'emploi des armes chimiques. Il l'a été à nouveau jeudi, quand les Américains, avant les Français, ont proposé que cette réunion se tienne à Paris. On approuve, mais sûr, côté français, mais l'on insiste sur le fait qu'une telle réunion serait insuffisante – voire de pure diversion – si elle se bornait à prohiber une nouvelle fois l'emploi des armes chimiques et pas leur fabrication.

M. Mitterrand est allé d'ailleurs un peu plus avant que le président Reagan, y compris à propos de l'emploi de ces armes, en demandant que l'ONU se charge d'élaborer des mesures de sanction : « *Fournir d'autres, l'empêcher sur toute livraison de produits, de technologies et, plus généralement, d'armes à l'Etat en cause* ». Une proposition qui manifeste, elle aussi, un remarquable changement d'attitude, si l'on songe à l'Irak et au rang qu'occupe la France parmi les fournisseurs de ce pays.

## Prudence sur les Nations unies

A propos des armes conventionnelles, M. Mitterrand a rappelé des positions déjà connues, et qui sont celles de l'OTAN, sur l'objet des futures négociations, à savoir établir un équilibre au plus bas niveau et interdire qu'aucune arme ne dispose de moyens de lancer une attaque par surprise, ni de mener une guerre prolongée. « *Que chacun puisse se défendre comme c'est son droit sans menacer quiconque* », a précisé M. Mitterrand. Il a insisté sur le fait que la perspective d'une telle négociation dans le cadre de la CSCE est « *une organisation sans précédent depuis un demi-siècle* ».

Il l'a fait en des termes que ne rendrait pas M. Genscher, qui, s'exprimant deux jours plus tôt de cette même tribune, avait, à plusieurs reprises, fait référence au président français. M. Mitterrand a notamment formulé à nouveau l'idée qu'on fixe à la négociation une échéance de deux années. Faute de résultat à cette date, « *qui pourrait empêcher chacun de reprendre sa liberté d'action ?* », c'est-à-dire, si l'on comprend bien, alors, mais alors seulement, la modernisation des armes nucléaires restant stationnées en Europe.

Une issue favorable à ces négociations sur les armes classiques pourrait, en revanche, à l'Europe, sur laquelle pèsent encore si rigoureusement les conséquences de la dernière guerre mondiale, de vastes et nouvelles perspectives d'avenir. On n'est pas loin de l'idée de la « maison commune » chère à M. Genscher comme à M. Gorbatchev.

Il est intéressant de noter, également, la retenue manifestée par

M. Mitterrand à l'égard de la « *renaissance de l'ONU* », en tout cas telle que MM. Reagan et Chirac voudraient la voir se matérialiser. Les propos du président ont semblé teintés d'une mise en garde contre une célébration précoce de ce qui pourrait n'être qu'un répit. « *Si le rapprochement entre les États-Unis et l'Union soviétique contribue à la cessation des combats dans diverses régions, il reste insuffisant pour ramener une paix durable* », car « *les causes profondes demeurent* », a-t-il dit avant de citer l'Amérique centrale, le Proche-Orient, le Cambodge.

Faisant preuve d'un optimisme surprenant, M. Mitterrand pense cependant que le Cambodge « *entrevu la fin de son calvaire* » et a confirmé que la France « *se tient prête, si tel est le souhait des partenaires cambodgiens, à inviter les parties concernées à se rencontrer à Paris le moment venu* ».

Pour le Proche-Orient – après avoir évoqué en termes désormais rituels le sort du Liban – M. Mitterrand ne s'est pas éloigné du canevas déjà connu, à cette différence près qu'il a endossé officiellement la proposition qui circule déjà depuis quelque temps dans les milieux diplomatiques de New York, à savoir la mise en œuvre d'une consultation entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (États-Unis, Union soviétique, Chine, France, Grande-Bretagne), destinée à défricher le terrain en vue d'une conférence préparatoire. Cette proposition illustre un léger glissement de la position française qui, jusqu'ici, s'en tenait à un « *comité préparatoire* » aux contours plus larges. Par la même occasion, M. Mitterrand a officialisé la procédure des consultations « *à cinq* », inaugurée au début de 1987 par l'approche commune du conflit du Golfe.

Sans fondement juridique en regard à la Charte de l'ONU, cette procédure a l'avantage de permettre d'obtenir l'accord des principales puissances dotées du droit de veto, avant la mise en route d'un processus de décision onusien. « *Ce travail préparatoire devrait aboutir à des recommandations sur l'organisation, le calendrier et les participants de la future conférence internationale sur le Proche-Orient* », a déclaré le président. Malgré l'appui déjà exprimé par l'Union soviétique et la Chine, des divergences importantes continuent d'exister à ce propos avec la droite israélienne et les États-Unis.

Se félicitant des succès obtenus par l'ONU en Afghanistan, dans le golfe Persique et au Sahara occidental, M. Mitterrand a pressé les gouvernements d'assurer l'équilibre du budget des Nations unies, indiquant qu'il serait juste que ce soient ceux qui ont pris part, directement ou indirectement, à la guerre qui assurent le financement de la paix : « *Je ne veux pas croire que, après avoir été prodigues à leur effort de guerre, les États, à commencer par les plus puissants, lésineront sur les efforts de paix* », a-t-il affirmé.

## Le FMI et la dette

Une tonalité nouvelle a pu être constatée également à propos des relations Nord-Sud et de l'aide au développement des pays pauvres. Alors qu'il y a « *urgence* », « *l'aide internationale stagne ou régresse* », a-t-il dit. Certes, « *toute dette contractée doit être payée* », mais « *on peut en réduire le coût sans en transférer la charge sur les contribuables des pays créanciers* », a estimé le chef de l'Etat, qui a cité un exemple intéressant de conversion financière, celui du Mexique, qui a, au début de cette année, échangé une partie de sa dette contre des bons du Trésor, libérant ainsi la comptabilité des banques privées.

A cette occasion, a constaté M. Mitterrand, « *plusieurs pays ont imaginé de créer un fonds multilatéral qui, en garantissant le service des intérêts, en abaîsserait le coût* ». « *Pour la France, ajoute-t-il, la meilleure technique consisterait dans la création d'un fonds auprès du FMI, chargé de garantir le paiement des intérêts servis sur certaines créances commerciales converties en obligations* ». Pour financer ce fonds, le président propose que les pays développés lui

réservent l'usage de leurs parts d'une émission nouvelle de droits de tirage spéciaux.

Fidèle à ce qui est désormais une louable tradition, M. Mitterrand a, une fois de plus, le progrès économique et le progrès des libertés. S'il y a urgence en matière économique, il y a aussi, pour beaucoup de malheureux, urgence en matière de droits de l'homme. « *Il convient aujourd'hui, devant certaines situations d'urgence, de détresse ou d'injustice extrême, d'affirmer un droit d'assistance humanitaire* », a-t-il déclaré, utilisant une formule nouvelle, dont il conviendra de préciser le sens pratique, comme d'ailleurs pour l'idée d'un « *casier des droits de l'humanité* », concernant la protection de l'environnement et l'utilisation de nouvelles technologies.

CHARLES LESCAUT et CLAIRE TRÉAN.



## Amériques

CHILI : le plébiscite du 5 octobre

## Les sondages prévoient une victoire du « non » au général Pinochet

SANTIAGO de notre envoyé spécial

Curieuse atmosphère que celle de Santiago à quelques jours du plébiscite. Alors que le « oui » ou le « non » à Pinochet occupent la plupart des esprits, on n'a vu guère les traces sur les murs, champs de bataille habituels des campagnes électorales. Pas de banderoles ni d'affiches. Des graffitis qui tiennent difficilement plus d'une journée : les Chiliens n'aiment visiblement pas barbouiller leurs façades ; et, d'ailleurs, la loi l'interdit.

Le « commando du non » s'est installé face au bâtiment où siège la justice militaire. Mais aucune pancarte ne le signale. Il faut entrer dans ses bureaux pour savoir que c'est là, à deux pas du QG des généraux, que les anciens persécuteurs du régime – des socialistes aux démocrates-chrétiens – préparent ce 5 octobre où l'on saura si le dictateur en place depuis quinze ans a obtenu de rester huit années de plus.

Même discrétion de la télévision : il faut attendre jusqu'à 23 heures pour voir les deux programmes de quinze minutes accordés aux partisans du non et du oui. Des chefs d'entreprise se réunissent dans un cinéma de la ville : ils forment la minorité – vilipendée par Pinochet – des « entrepreneurs pour la démocratie ». Il y a là un ancien « patron des patrons », M. Orlando Sáenz, qui dit qu'on ne peut pas être chrétien et voter « oui » mercredi prochain. Il y a là aussi quelques rogateurs du régime, dont l'un, M. Federico Willoughby, a même été le porte-parole du général-président. L'accueil est chaleureux pour ces convertis, tout comme pour les dirigeants démocrates-chrétiens présents à cette manifestation.

Pour un peu, on croirait que le Chili est déjà entré en démocratie et qu'il vit cette situation tranquillement – même si les discours évo-

quent des horreurs toutes récentes. En cette dernière semaine de campagne, il semblerait que les corps de fièvre appartenant au passé : les milliers de manifestants dispersés à coups de jets d'eau et de gaz lacrymogènes, quelques-uns assassinés ; samedi dernier, l'ultime mouvement de foule pour acclamer sur le chemin de l'aéroport la plus célèbre des exilés, la veuve de Salvador Allende, revenue au pays « sans rancune ni esprit de vengeance ».

Les opposants à Pinochet ont eu le talent de choisir l'allégorie pour thème de campagne et de dessiner leur « non » (démobilisateur a priori) sur fond d'arroyo-ciel et de soleil vacancier. Les spots télévisés qu'ils diffusent depuis le début de septembre transmettent l'image d'une liberté à venir célébrée dans la musique et la fête. Le choc a été immédiat : alors que le régime, dans ses quinze minutes quotidiennes, donnait dans le rétroscène, l'opposition gagnait des adeptes par ses sourires.

« Les Chiliens savent aujourd'hui grâces à la télévision que le « non » est légal, qu'ils ont le droit de voter de cette façon. La peur les a quittés », dit Ricardo Lagos dirigeant du Parti pour la démocratie, créé en 1987 avec des socialistes et des indépendants pour préparer la campagne de cette année. Lui-même a été l'un de ceux qui ont fait reculer le pour.

Le non peut-il l'emporter ?

Certains sondages le prévoient. Ils ont l'inconvénient d'être faits par des organisations universitaires proches de l'opposition. « Pinochet est le candidat de la violence, non du consensus que recherche la plupart des Chiliens », disent les responsables de deux de ces organismes : le Centre d'étude de la réalité contemporaine et la Faculté latino-américaine des sciences sociales. De l'avis général, le candidat officiel et unique prévu par la Constitution de 1980 pour le plébiscite

français se sont-ils portés candidats, comme il est assez naturel puisque la France est « dépositaire » du protocole de Genève bannissant l'utilisation des armes chimiques, et qu'il s'agit de rendre plus contraignant ? Selon le porte-parole de l'Elysée, le choix de Paris ferait suite à une initiative française, mais aussi bien M. Mitterrand lui-même que des officiels américains ont confirmé que la proposition avait bien été faite par le président Reagan.

Reste à fixer une date – puisque l'idée d'une conférence a recueilli une large adhésion, y compris de la part des Soviétiques. Les Français semblent moins pressés que les Américains. Quand on lui a demandé si la conférence pourrait se réunir « à bref délai », le président français a répondu qu'il faudrait en tout état de cause au moins trois mois, ce qui revient à peu près à exclure sa convocation avant la fin du mandat du président Reagan.

Les entretiens de la Maison Blanche ont aussi porté sur les relations Est-Ouest, le contrôle des armements, la conférence de Vienne sur la sécurité en Europe. Selon le porte-parole américain, le Liban et le Cambodge ont également été mentionnés. Le président français a lui-même indiqué à la presse que M. Reagan lui a demandé quelles étaient les questions les plus urgentes à régler. La dette du tiers-monde et le Liban, a répondu M. Mitterrand.

## Divergences proche-orientales

En revanche, les suggestions présentées le matin même à l'ONU par M. Mitterrand concernant le Proche-Orient n'ont pas été discutées (la France propose des entretiens entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité pour ouvrir la voie à une conférence de paix, mais l'adhésion de Washington à cette approche reste incertaine : « *Je ne peux pas prétendre que la position des États-Unis ait changé* », a déclaré M. Mitterrand.

JAN KRAUZE.

(Washington considère que l'essentiel est de parvenir à des conversations directes entre les parties, en limitant l'importance de la phase préparatoire).

L'entretien, a-t-on indiqué de source américaine, a été « cordial ». M. Mitterrand estimant, de son côté, que les relations franco-américaines étaient « bonnes et amicales », ce qui permet d'évoquer « franchement » les points de désaccord. A titre d'exemple, le président français a déclaré avoir demandé à son interlocuteur « pourquoi les États-Unis subventionnent à ce point leur agriculture ».

M. Mitterrand n'a en tous cas pas profité de cette dernière visite à M. Reagan pour se répandre en compliments sur son hôte. Lorsqu'on lui a demandé – en présence du président américain – si, à son avis, M. Reagan aurait mérité le prix Nobel de la paix, le président français a évité de répondre, indiquant seulement qu'il n'était pas membre du jury du prix Nobel. Il a, en revanche, trouvé « excellent » le choix de la Force de paix des Nations unies. M. Reagan, lui-même, avait déclaré un peu plus tôt qu'il n'aurait « pu mériter ce prix autant que ceux qui l'ont reçu », et il a affiché tout au long de la journée une excellente humeur, que le succès du lancement de la navette Discovery suffisait amplement à justifier.

Aussitôt après un dîner officiel à la Maison Blanche et une brève conférence de presse, le président français – qui s'était par ailleurs entretenu à New-York avec M. Dukakis – a regagné Paris dans la nuit, sans s'attarder à la résidence officielle de Blair House, réservée aux chefs d'État étrangers, et qu'il aurait été le premier à utiliser depuis sa restauration. M. Mitterrand n'a pas non plus rencontré le personnel de l'ambassade de France, qui avait observé une journée de grève au début du mois pour protester contre un réajustement à la baisse de ses indemnités de résidence.

JAN KRAUZE.



## Europe

### Quand une République balte veut « redéfinir » l'Union soviétique En Estonie, « la révolution en chantant »

(Suite de la première page.)

Partout le tabou tient, mais ici c'est en toute liberté qu'on discute de toutes les formes imaginables d'une indépendance estonienne — y compris hors de l'URSS — et le premier secrétaire du parti, M. Vaino Vähja, parle tranquillement de la nécessité de faire de l'URSS une « Fédération d'États souverains », une « Union de nations vraiment libres ». C'est reconnaître que tout est à faire en ce domaine, mais la presse estonienne a franchi depuis l'été un pas autrement plus spectaculaire en écrivant que c'est en vertu d'une pure et simple annexion que l'ensemble des États baltes se sont en 1940 retrouvés incorporés à l'URSS. Tout ressort au grand jour : les clauses secrètes du pacte Molotov-Ribbentrop, par lesquelles Hitler avait reconnu à Staline le droit d'absorber les trois Républiques baltes ; l'horreur des déportations de masse qui avaient suivi et le souvenir magnifié de cette République d'entre-deux-guerres qu'on appelait jusqu'à présent « bourgeoise », pour ne pas rappeler qu'elle avait été indépendante.

Tout ressort. Le Kremlin scrute. Les Soviétiques n'arrivent pas à croire que les rumeurs venant de là-bas soient vraiment des rumeurs, mais, dans la quinzaine précédente de la moins peuplée des Républiques soviétiques, ne laisserait voir qu'une révolution y est bel et bien en cours. Le congrès de fondation d'un mouvement politique indépendant du bloc s'y ouvre samedi 1<sup>er</sup> octobre. En un rien de temps, ce « front populaire » peut mobiliser trois cent mille personnes. De jour comme de nuit, le dimanche comme en semaine, une réunion suit l'autre. Longs débats ici de la refonte du système scolaire ; là, de la redéfinition des prix agricoles ; ailleurs, de l'établissement de représentations consulaires dans les pays scandinaves voisins. Et partout, bien sûr, non seulement de l'indépendance nationale, mais, beaucoup plus concrètement aussi, des conditions d'obtention de la citoyenneté estonienne que le Soviet suprême de la République va bientôt instituer, avec l'assentiment du Parti.

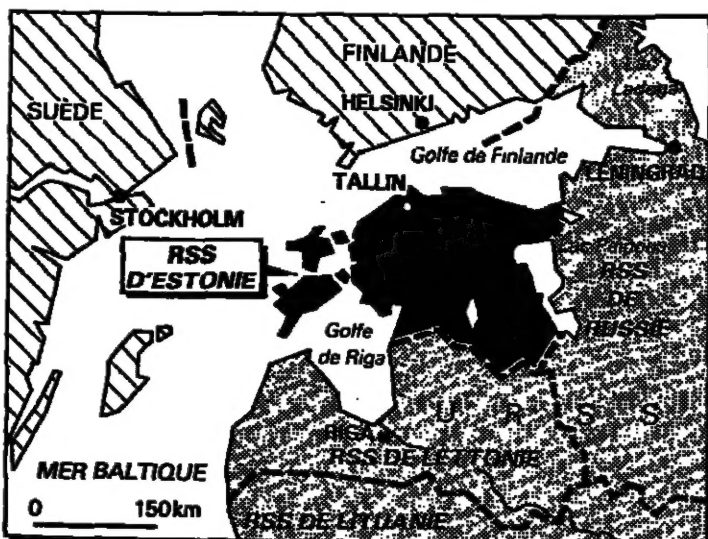
#### « Combattre le scepticisme de la population »

C'est une révolution, mais menée par des luthériens retenus, auxquels l'histoire a trop souvent appris à ne pas se bercer d'enthousiasme. Écrivains, professeurs, économistes ou journalistes, vedettes de la télévision, la plupart de ses chefs de file sont membres du Parti, de ces hommes — si nombreux dans les pays communistes — qui ont pris leur carte parce qu'ils ne voulaient pas se condamner à la marginalité et qui sortent bruyamment de l'anonymat dès qu'un espoir de changement apparaît. Mart Kadarik par exemple, trente-trois ans, est rédacteur en chef depuis six ans d'*Eesti*, le quotidien du Parti de Tartu, la ville universitaire d'Estonie. C'est lui et lui seul qui a pris la décision, il y a juste un an, de publier un article de quatre intellectuels appelant à instaurer l'autonomie économique de la République. La réforme des entreprises venait alors d'être lancée par M. Gorbatchev. L'idée mûrissait en fait de leur redonner l'esprit d'initiative et la responsabilité de leur travail en les dégageant de la tutelle des ministères centraux ; et ces quatre hommes proposaient donc d'appliquer le même raisonnement aux Républiques, à l'Estonie en l'occurrence.

A priori, rien ne violait la l'orthodoxie puisqu'il ne s'agissait que d'aller plus avant dans une direction tracée par le Parti. En fait pourtant, cette proposition était évidemment une bombe, puisque l'économie estonienne reste aujourd'hui contrôlée à 90% depuis Moscou. Vouloir renverser la proportion, c'est vouloir modifier radicalement les rapports entre l'Estonie et l'État soviétique central.

Cet article était une bombe, mais Mart Kadarik l'a immédiatement accepté car « la crise était telle qu'il fallait publier à l'importe quel programme positif pour combattre le scepticisme de la population » — en fait pour mobiliser les Estoniens et leur faire comprendre qu'il était temps de saisir la chance offerte par la « perestroïka ». Consulté, M. Gorbatchev n'aurait peut-être pas donné son feu vert à une telle amplification de ses réformes, mais personne ne lui a demandé son avis. Consulté, le premier secrétaire de Tartu aurait peut-être mis son veto, mais il ne l'a pas été non plus.

Après une première vague de réactions officielles violentes, il apparaît vite que l'établissement du parti n'a déjà plus les moyens politiques de riposter. Dans toute l'Estonie l'idée d'opposer des arguments qui ne semblent pas, dans le même temps, contredire la « perestroïka ».



Plus petite des Républiques baltes avec une superficie de 45 100 kilomètres carrés, l'Estonie compte 1,5 million d'habitants, dont 900 000 de souche estonienne.

Toute l'élite intellectuelle et journalistique de la République s'y rallie. Il n'est bien sûr pas question de recourir aux « méthodes administratives » contre qui que ce soit.

Six mois plus tard, l'intelligentsia a si totalement pris l'initiative dans la République que l'ensemble des unions de créateurs — écrivains, artistes, journalistes, architectes, etc. — se réunissent au siège du Parlement pour mettre au point une batterie complète de réformes. Nouvelle innovation : l'intelligentsia ne se contente pas de s'adresser aux dirigeants du parti estonien. Elle définit aussi les positions que la délégation de ce parti devrait défendre en juin à Moscou, à la dix-neuvième conférence du Parti soviétique. Deux semaines plus tard, le 13 juin, l'émission télévisée « Réflexions » est consacrée aux « moyens d'utiliser l'initiative des citoyens ».

Tous les Estoniens sont devant leur écran car, depuis son lancement en octobre, l'émission a un succès colossal ; on y débat des sujets sociopolitiques les plus brûlants, on le fait en direct, et le public peut poser des questions. Là, les invités : Edgar Savisaar, trente-huit ans, petit, trapu, grosses lunettes et prodigieux talent d'orateur, est l'un des quatre signataires de l'appel à l'autonomie économique. A ce titre, il est déjà devenu une autorité politique et, soudain, sans avoir prévenu personne, il lance l'idée d'un mouvement démocratique de soutien à la « perestroïka ». Tout le monde est pour. La réaction du public est plus que favorable et, la nuit durant, on rédige dans le studio même une déclaration de fondation de ce « front populaire », qui bénéficie aussitôt d'un tel soutien que le Parti le reconnaît le 29 avril comme « mouvement des larges couches du peuple ».

Le lendemain, la télévision lui consacre une émission spéciale, et le défilé du 1<sup>er</sup> mai se transforme en manifestation de soutien au front, qui revendique aujourd'hui cinquante mille adhérents sur un million et demi d'habitants.

#### L'école de l'audace

De cette épopée, on pourrait de loin donner une version policière qui se tiendrait. Ses principaux acteurs sont communistes. L'idée de front populaire avait d'abord été lancée dans les *Nouvelles de Moscou*, l'organe de pointe de la « perestroïka ». M. Gorbatchev a besoin, contre les conservateurs, d'organiser une mobilisation populaire en sa faveur, et il est vrai enfin que les résolutions adoptées par la dix-neuvième conférence reprennent les idées d'autonomie économique et de front populaire.

Il est tout à fait certain aussi que M. Gorbatchev et son équipe n'ont rigoureusement rien fait pour empêcher le mouvement estonien de se développer. De là à conclure qu'ils l'ont organisé, il y a pourtant un pas à ne pas franchir.

En Estonie, les Estoniens ne représentent aujourd'hui plus que 60% de la population ; au rythme où se développe l'immigration des autres Républiques — russe avant tout — ils ne seront bientôt plus autre chose qu'une minorité nationale, et cette évolution, sensible dans bien d'autres Républiques et régions, est d'autant plus mal vécue ici qu'elle semble prolonger et achever l'annexion de 1940.

Pis, les Russes, qui ne se donnent que rarement la peine d'apprendre trois mots d'estonien, sont, la plupart du temps, ouvriers ou cadres d'usines créées depuis Moscou, souvent très polluantes et exigeant une main-d'œuvre importante, pour la plupart immigrée.

Un sourd ressentiment historique, la montée des préoccupations écolo-

giques, les aspirations démocratiques et la crainte d'une menace imminente de submersion étrangère ont ainsi créé un étrange hybride politique. Comme tous ces grands mouvements qui soulèvent un peuple, le mouvement estonien est un peu tout à la fois : libéral et assouffé d'ordre ; xénophobe et attentif aux droits des minorités ; nationaliste et ouvert sur le monde ; conservateur et radicalement réformateur, passéiste et novateur.

« Nous sommes menacés dans notre existence même », entend-on constamment, et cette conviction est si forte qu'on avait vu, dès 1980, quarante intellectuels estoniens protester publiquement contre le recul de leur langue et le ravage de leur pays. Quand la « glasnost » n'en était, fin 1986, qu'à ses balbutiements, la pression populaire avait déjà réussi à faire suspendre l'ouverture de nouvelles mines de phosphates, qui auraient pu provoquer, explique Arvo Valton, l'un des plus célèbres écrivains estoniens, « la disparition d'un tiers de la nappe phréatique du Golfe de Finlande et une arrivée massive de nouveaux immigrants ». Déjà, la fronde était

rampante, et il suffit de remonter jusqu'à l'enfance politique de la tête de l'Estonie pour tomber sur la fracture de la fin du vingtième siècle : 1968. A l'époque, un département de recherches sociologiques venait de s'ouvrir à l'université de Tartu. On découvrait de nouvelles approches, de nouveaux auteurs, les modèles alternatifs, et les idées de la tentative de réforme économique de 1965 — mêlées aux premiers enthousiasmes du « Printemps de Prague ». Les esprits s'échauffaient. Les bouches aussi.

Mari Lauristin, fille d'une gloire du mouvement communiste estonien et chef du département de journalisme de l'université de Tartu, n'était pas encore devenue l'un des dirigeants les plus populaires du Front mais était déjà un pilier du département de sociologie. Le secrétaire général du comité central chargé de l'idéologie, Indrek Toome, n'était pas encore l'interlocuteur privilégié du front mais était déjà responsable des Komsozols à l'institut polytechnique de Tallin et participait à ce 68 estonien. « Le pluralisme », explique Mari Lauristin, est depuis les années 60 une réalité que le brejnévisme n'avait fait que refouler. Des statuts aux réformateurs, tout le monde cohabitait dès cette époque dans l'appareil, ajoutée, en estimant que la Suède est plus proche que l'URSS de l'idée qu'elle se fait du socialisme.

Devant l'université, parents et enfants endimanchés font la queue. Les notes d'un quatuor s'échappent bientôt des fenêtres de la salle des fêtes et se répandent dans ces rues sortées des premières années du siècle passé — quand le recteur était un Français qui apportait ici le siècle des Lumières et les idées de 1789. Tartu était alors, pour tout l'empire, l'école de l'audace politique.

La tradition est vivace. Mais cette minuscule Estonie pourrait-elle vraiment ouvrir la voie à l'URSS ? Tout en fait douter, pourtant l'équipe de M. Gorbatchev a placé ici de grands espoirs.

BERNARD GUETTA.

### Plénum du comité central suivi d'une session extraordinaire du Soviet suprême Les changements au bureau politique

MOSCOU  
de notre correspondant

L'URSS de la « perestroïka » aura connu deux journées décisives. A peine avait-on appris que le comité central serait réuni à l'improviste vendredi 30 septembre qu'une brève dépêche de l'agence Tass annonçait, jeudi, que le Soviet suprême était à son tour convoqué en session extraordinaire pour le lendemain. A tort ou à raison, tous les partisans des réformes ont alors mieux respiré.

A elle seule la soudaine réunion du plénum du comité central pouvait, en effet, signifier que les conservateurs passaient à l'offensive ouverte, et que, si ce n'était pas M. Gorbatchev lui-même, c'était sa politique qui était en difficulté. Ce n'était qu'une des hypothèses, mais les adversaires du changement avaient, depuis deux mois, montré tant d'assurance et la rentrée du secrétaire général enregistré depuis

trois semaines tant de ratés que l'hypothèse était plausible.

Dès lors, en revanche, que le plénum ne faisait que précéder une session du Soviet suprême, c'était a priori que le comité central allait devoir se prononcer non seulement sur des changements internes au parti, mais aussi sur des modifications législatives ou constitutionnelles.

Or qui dit lois ou projets de loi nouveaux dit réformes, et qui dit réformes dit développement de la « perestroïka ». Quelques heures plus tôt M. Vadim Potiliev, le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, avait d'ailleurs déclaré que ce plénum constituerait « un nouveau pas dans la réalisation des décisions de la dix-neuvième conférence », c'est-à-dire dans l'application du programme de réformes politiques de M. Gorbatchev.

R. G.

#### « M. Niet »

André Andrievitch Gromyko, soixante-dix-neuf ans, « M. Niet », qui a quitté, vendredi 30 septembre, ses fonctions de membre du bureau politique du PCUS, a été, pendant plus d'un quart de siècle, le symbole de la diplomatie de l'Union soviétique, présent à tous les rendez-vous de l'histoire de la seconde moitié de ce siècle.

Né en juillet 1909 à Staroye Gromyko (Biélorussie), ce fils de paysan fait des études d'agronomie à Minsk, avant de venir dans la capitale, où il s'initie à l'anglais et à l'économie. Il n'entre au Parti communiste qu'en 1931, en pleine bataille pour l'élimination de la « clique anti-parti » de Trotski.

En 1939, à trente ans, il est nommé conseiller à l'ambassade soviétique de Washington. Quatre ans plus tard, il remplace l'ambassadeur. Dans l'ombre de Staline, il assiste aux conférences de Téhéran et de Yalta. De 1946 à 1948, André Gromyko représente l'URSS au tout

nouveau Conseil de sécurité de l'ONU, tout en étant vice-ministre des affaires étrangères. Les votes qu'il lance à la tribune lui valent alors son surnom de « M. Niet ».

Premier vice-ministre des affaires étrangères en 1949, puis à nouveau à partir de 1953, après un bref passage à Londres comme ambassadeur, il est nommé ministre par Krouchtchev en 1957. Il occupera cette fonction sans discontinuer jusqu'en 1985, un record de longévité.

Son poids politique devient réel en 1973 avec son entrée au bureau politique. Il augmente sous Brejnev vieillissant, puis sous Andropov et Tchernenko, malades. Mikhaïl Gorbatchev, soucieux de donner au monde une autre image de l'Union soviétique, l'écarte dès son arrivée au pouvoir, lui confiant, en juillet 1985, la fonction honorifique de président du présidium du Soviet suprême, un poste de chef de l'Etat sans véritable pouvoir.

### Mercedes-Benz vous propose ses spécialités

#### Nos suggestions:

- La nouvelle 190
- La nouvelle 190E
- La nouvelle 190E2.3
- La nouvelle 190E2.6
- La nouvelle 190E2.5-16
- La nouvelle 190D
- La nouvelle 190D2.5
- La nouvelle 190D2.5 Turbo
- La nouvelle 200E
- La 200D
- La 230E
- La 250D
- La nouvelle 250D Turbo
- La 260E

- La 300E 4-Matic
- Le 300TE
- Le 300CE
- Le 300TD Turbo

- La 260SE
- La 300SE
- Le 300SL
- La 500SE
- La 560SEL
- La 560SEC

- Le 230 GE
- Le nouveau 250 GE
- Le 280 GE

DÉCOUVREZ LES NOUVEAUX MODÈLES MERCEDES EN ACTION  
DU 29 SEPTEMBRE AU 9 OCTOBRE A LA GRANDE CASCADE.

Mercedes vous invite à découvrir  
les nouveaux modèles de la gamme 1989.  
De 10 h à 19 h\* au centre d'essais Mercedes  
à la Grande Cascade du bois de Boulogne.

\* de 13 h à 19 h le 29 septembre.



MERCEDES-BENZ





## Au cœur du "croissant d'or,"

**LE "CROISSANT D'OR," LE NOUVEAU POLE ECONOMIQUE EUROPEEN.** Les grands centres d'affaires se déplacent aujourd'hui vers l'Ouest Parisien, particulièrement vers le "croissant d'or" qui s'étend le long de la boucle Ouest de la Seine, de Boulogne jusqu'à Levallois en passant par la Défense.

Premier pôle d'affaires européen, c'est dans le "croissant d'or" – formidable concentration d'affaires, d'activités et d'énergies nouvelles – que se développe aujourd'hui toute l'activité économique.

**DE GRANDES ENTREPRISES ONT DEJA CHOISI LE PRESTIGIEUX CENTRE DE LONGCHAMP A SURESNES.** En plein cœur du "croissant d'or," Suresnes connaît un grand essor économique ne cessant de se développer et d'accueillir de nouvelles sociétés. Les grands groupes comme AXA, LA CANCAVA, le Groupe MONCEAU, RENAULT VEHICULES INDUSTRIELS et la Société AVIONS MARCEL DASSAULT, ont depuis longtemps compris l'intérêt stratégique du CENTRE D'AFFAIRES DE LONGCHAMP. Remarquablement situé, très proche du centre de Paris,



مكنا من الأصل

... Le Monde • Samedi 1<sup>er</sup> octobre 1988 73



## le Centre d'Affaires de Longchamp.

plein Sud, en Front de Seine, face au bois de Boulogne et contre le parc du Château, le prestigieux CENTRE D'AFFAIRES DE LONGCHAMP occupe en effet un site privilégié pour l'activité des entreprises, une véritable vitrine au bord de la Seine.

**UN CENTRE D'AFFAIRES BIEN DESSERVI PAR LES TRANSPORTS.** Bien desservi par les transports, le CENTRE D'AFFAIRES DE LONGCHAMP vous permet de rejoindre rapidement les plus grands pôles d'affaires et le centre de Paris. Avec les 2 gares SNCF, toutes proches, vous êtes à la Défense (ligne A du

RER) en 5 minutes, au cœur de Paris (Saint-Lazare) en moins de 15 minutes. De plus la réalisation de la jonction entre la ligne A et la ligne C du RER est inscrite au X<sup>e</sup> plan (à partir de 1989). 8 lignes d'autobus vous relient également au Pont de Neuilly et à la Porte Maillot. Entouré d'importants espaces verts et de rencontres, d'une architecture de grande qualité, le Centre d'Affaires de COGEDIM est conçu pour répondre aux besoins actuels et futurs des entreprises en matière notamment de communication, d'adaptabilité, de rationalité et de qualité de vie.

**COGEDIM**

1 million de m<sup>2</sup> de bureaux d'expérience

21, rue d'Astorg - Paris 8<sup>e</sup> Tél.: 42.66.34.56

sant d'or,"

DES ONT DÉJÀ CHOISI LE  
E LONGCHAMP A SES RES-  
croissant d  
donomique  
plus de nouve  
me AXA, LA  
VALET VE  
ONS MARC  
smpis l'unt  
DE LONG  
roche du

u  
p  
ar  
a  
é  
le  
é  
p  
la  
di  
25  
se  
se  
et  
in  
P.

S  
ier  
la  
sur  
sur  
fac-  
es  
en-  
ré-  
les  
les  
la  
nes  
ait  
ill  
ta-  
p-

ué  
m-  
ar-  
te  
à  
ne  
les  
ac,  
la-  
la-  
la-  
es-  
les  
us  
or-  
ri-  
un  
lit

té  
ul  
ue  
la  
ic-  
u-  
à  
at  
es  
al  
ité  
ul  
n.  
s.  
Il  
m



## Proche-Orient

Après l'attribution de l'enclave de Taba à l'Egypte

### Les propriétés israéliennes seront l'objet de discussions entre Jérusalem et Le Caire

L'enclave de Taba, sur la mer Rouge, près d'El-Eilat, objet de litige entre Le Caire et Jérusalem, a été attribuée, jeudi 29 septembre, à l'Egypte par la commission d'arbitrage internationale à laquelle s'étaient adressés les deux pays pour régler leur différend frontalier (le Monde du

30 septembre). Le premier ministre israélien, M. Shamir, a indiqué que le sort des propriétés israéliennes situées à Taba devait maintenant être négocié avec l'Egypte « sans toutefois remettre en danger les relations » bilatérales.

LE CAIRE  
de notre correspondant

« Le règlement du litige frontalier de Taba facilitera une amélioration des relations égypto-israéliennes », a déclaré M. Boutros Ghali, ministre d'Etat pour les affaires étrangères, à l'annonce, jeudi 29 septembre, du verdict de la commission d'arbitrage internationale. Mais le responsable égyptien a ajouté dans une intervention télévisée que les relations égypto-israéliennes « ne seront excellentes que quand le droit à l'autodétermination aura été accordé au peuple palestinien. Tel est le vrai obstacle ».

M. Ghali a estimé que les seules difficultés pouvant se dresser devant l'application du verdict concernaient le dédommagement exigé par Israël pour l'hôtel de Taba. Toutefois, une source responsable au ministère des Affaires étrangères a lancé une mise en garde à Israël en affirmant que tout acheminement dans l'application du verdict aura des répercussions sur la paix entre les deux pays.

Alors que la presse officielle s'est contentée de rapporter les informations sur « le retour de Taba », en sanchette, le quotidien d'opposition *l'Al-Naba* (libéral) a été le seul journal de vendredi à commenter la nou-

velle. Pour l'éditorialiste, « Taba ne se mesure pas seulement en mètres, mais sa vraie dimension concerne l'honneur national ».

Si les réactions à l'attribution de Taba à l'Egypte sont encore maigres, cela ne veut pas dire que ce kilomètre carré de plage laisse indifférent, au contraire. Les Egyptiens, qui n'avaient jamais douté du bien fondé de leur position, se préparent depuis plus d'un an au retour de Taba à la souveraineté égyptienne. Pour eux, le triangle de sable et de béton devait non seulement revenir à l'Egypte, mais être dorénavant fermement rattaché à la vallée du Nil.

#### Projets en cours

Pour réaliser cet objectif, le gouvernement égyptien a percé en plein roc une route aboutissant à quelques kilomètres au sud de Taba. Cette nouvelle voie, ouverte au trafic il y a moins d'un mois, a réduit de deux heures la durée du trajet Le Caire-Taba, qui n'est plus que de 5 heures. La route ne sera pas la seule manière de parvenir à Taba. Des études ont été engagées en vue de transformer l'ancienne base aérienne israélienne installée à Ras Naqb en aéroport civil. En cas de réalisation de ce projet, Taba ne sera plus qu'à une heure du Caire.

Autre grand projet d'infrastructure engagé dès avant le verdict de

la commission d'arbitrage : la construction d'une centrale électrique près de Taba. Cette centrale, qui devrait être opérationnelle dans quelques mois, pourra non seulement alimenter l'hôtel, mais aussi tous les autres projets touristiques en perspective.

Les responsables du ministère du tourisme, qui ont réussi à relancer de manière spectaculaire une industrie en partie de viciée début 1986, encouragent maintenant les investisseurs à prendre pied sur le golfe d'Alakba. Les responsables du ministère estiment que la région peut connaître un vrai boom grâce à ses atouts : des hivers où l'eau est à 22 degrés, une faune et une flore marines parmi les plus belles au monde et des prix assez abordables. Vingt-deux projets prévoyant des investissements de plus de 200 millions de dollars ont déjà été retenus. Les plus importants de ces projets, appartenant tous au secteur privé, sont la construction de quatre grands hôtels, dont un intercontinental de deux cents chambres au sud de Taba.

La clientèle escomptée est surtout européenne. Les touristes israéliens, depuis le nombre a nettement baissé depuis le début du soulèvement palestinien, ne constituent pas actuellement une clientèle jugée intéressante pour des raisons principalement économiques. Mais la clientèle égyptienne est, elle aussi, prise en compte. Ce sont les Egyptiens qui meublent les hôtels du Sinaï durant la saison d'été. Ils seront encore plus nombreux grâce à la nouvelle route.

Restent enfin « les frères arabes » que pourraient bientôt attirer les grands hôtels et leurs roulettes. Le Hilton de Cherm-el-Cheikh, ex Intercontinental, au sud de Taba, ont déjà déposé une demande d'ouverture de casino. Voilà une nouvelle Riviera en perspective pour les possesseurs de pétrodollars d'une Arabie saoudite dont la côte n'est qu'à quelques kilomètres.

ALEXANDRE BUCCIANTI

## Afrique

ANGOLA : la fin de la conférence de Brazzaville

### La question de la réconciliation nationale a ralenti les pourparlers

BRAZZAVILLE  
de notre envoyé spécial

Après pratiquement quatre journées complètes de négociations - les trois heures dans la capitale congolaise et les huit heures en cinq mois - les Cubains, les Angolais et les Sud-Africains n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un calendrier du retrait des troupes cubaines d'Angola. Faut-il parler d'échec en cette date symbolique du 29 septembre, dixième anniversaire de l'adoption par les Nations unies de la résolution 435 sur l'indépendance de la Namibie ?

Le succès de ces négociations aurait constitué un beau cadeau en même temps qu'une revanche sur un passé fait de trop fréquentes déceptions. En tout cas, cette date-butoir qui avait été fixée par M. Reagan et Gorbatchev lors du sommet de Moscou, le 29 mai, n'a pas été respectée.

Les efforts du médiateur américain, M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, n'ont pas permis, malgré les prolongations, de combler le fossé qui sépare encore les positions des uns et des autres. Le communiqué final ne mentionne même pas que des progrès ont été accomplis, en dépit des assurances américaines selon lesquelles ceux-ci ont été « significatifs ». Le document se borne à indiquer que « les délégations ont exprimé leur ferme intention de résoudre les difficultés subsistantes après consultation avec leur gouvernement ». Toutes reviennent prochainement à Brazzaville pour tenter de trouver un terrain d'entente avant l'échéance du 1<sup>er</sup> novembre fixée à Genève pour le début de la mise en application de la résolution 435.

Cet objectif, selon les Américains et les Sud-Africains, reste réalisable. La commission technique des Nations unies, composée d'une vingtaine de membres, dont la formation a été acquiescée lors de la rencontre à Pretoria, la semaine dernière, entre M. Pieter Botha et Javier Perez de Cuellar, doit arriver à Windhoek, capitale de la Namibie, au début de la semaine prochaine.

Il n'empêche que des obstacles de taille restent à surmonter pour ce qui concerne le processus de désengagement du contingent cubain, condition sine qua non mise par Pretoria et Washington à l'indépendance de la dernière colonie d'Afrique. Un principe sur lequel toutes les parties sont d'accord, comme l'a

souligné un membre de la délégation américaine, mais dont les modalités se heurtent toujours à des exigences contraires. Il semble, sans que cela soit officiellement confirmé, qu'on se soit plus ou moins mis d'accord sur un retrait échelonné sur deux ans, les divergences se manifestant encore sur le rythme et les différentes phases du processus.

#### Du travail à la maison

Les Cubains insistent sur l'aspect « politique, logistique, tactique du retrait en relation avec la sécurité des troupes cubaines et angolaises », alors que les Sud-Africains mettent, pour leur part, l'accent sur la rapidité initiale et l'impulsion générale qui devraient être données à tout le mouvement.

D'un commun accord, toutes les parties se sont refusées à fournir les détails techniques de l'opération et les points sur lesquels butent encore les discussions. Les médiateurs américains ont mis au point des documents de travail à partir desquels les différents experts parlementent. Après ces quatre jours de travaux, chaque délégation avait besoin, selon les termes d'un haut diplomate de l'administration Reagan, de « respirer profondément ». « Nous rapportons beaucoup de travail à la maison », a résumé M. Neil Van Heerden, chef de la délégation de Pretoria, qui s'est déclaré « satisfait », soulignant à plusieurs reprises le « bon esprit » des entretiens.

Pour reprendre la formule du diplomate sud-africain, « beaucoup de terrain a été déblayé ». Il reste maintenant à chacune des délégations à présenter les résultats à son gouvernement et à préparer la prochaine rencontre, dont la date n'a pas été fixée.

Comme l'a précisé une source officielle occidentale, la dynamique du processus existe toujours. La volonté d'aboutir également, même si l'on est en droit de penser que le processus de paix est, de fait, ralenti par l'absence de réconciliation nationale sur le terrain en Angola, entre l'UNITA et le MPLA, le parti au pouvoir. Cette donnée est dans tous les esprits et, qu'on le veuille ou non, est le corollaire au rétablissement total de la paix dans cette partie de l'Afrique. L'ombre du mouvement rebelle de Jonas Savimbi, le grand absent de ces négociations, continue de planer sur elles. Après tout, les soldats de Fidel Castro ne sont-ils pas en Angola pour protéger la souveraineté du gouvernement de M. José Eduardo dos Santos ?

Mais il a été décidé de réaliser, dans un premier temps, un accord sur le départ des « barbus » pour pouvoir, ensuite, faire accéder la Namibie à l'indépendance et, enfin, régler la question du retour à la paix civile en Angola. Ce scénario, dont les termes peuvent se comprendre, ne correspond pas à la logique de chacun des Etats concernés, ce qui explique peut-être la progression à pas comptés des conférences congolaises.

MICHEL BOLE-RICHARD

● MAURITANIE : encore un mort à la prison de Walata, selon Radio-Dakar. - La mort, en Mauritanie, du lieutenant Abdoul Khoudouss Bâ, l'un des officiers négro-mauritaniens condamnés à la prison à perpétuité en décembre à la suite d'une tentative avortée de coup d'Etat, a été annoncée, le jeudi 29 septembre, par sa famille, dans un communiqué diffusé par Radio-Dakar.

Le lieutenant Bâ, ingénieur du génie, extradé d'Algérie, où il suivait un stage après l'annonce de la découverte du complot, était détenu dans la prison de Walata, où plusieurs décès de détenus noirs avaient été annoncés la semaine dernière de sources concordantes. Ils avaient été démentis de sources proches du pouvoir (le Monde du 29 septembre).

Le décès serait intervenu le

15 septembre et serait dû aux mauvaises conditions de détention dans la prison de Walata, selon les Forces de libération africaine de Mauritanie (FLAM, mouvement d'opposition négro-mauritanien, non reconnu). - (AFP.)

● ZIMBABWE : manifestation contre la corruption. - Des heurts violents ont opposé, le jeudi 29 septembre, sur le campus d'Harare, la police et plus de 500 étudiants protestant contre la corruption au sein du gouvernement. 478 étudiants ont été arrêtés et gardés à vue pour les besoins de l'enquête. Dans un tract de trois pages distribué sur les lieux, les étudiants se déclarent « alarmés par le nombre grandissant de cas de corruption, scandales et crimes dont sont responsables des dirigeants, au sein du gouvernement comme du parti ». - (AFP.)

## ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 60 octobre

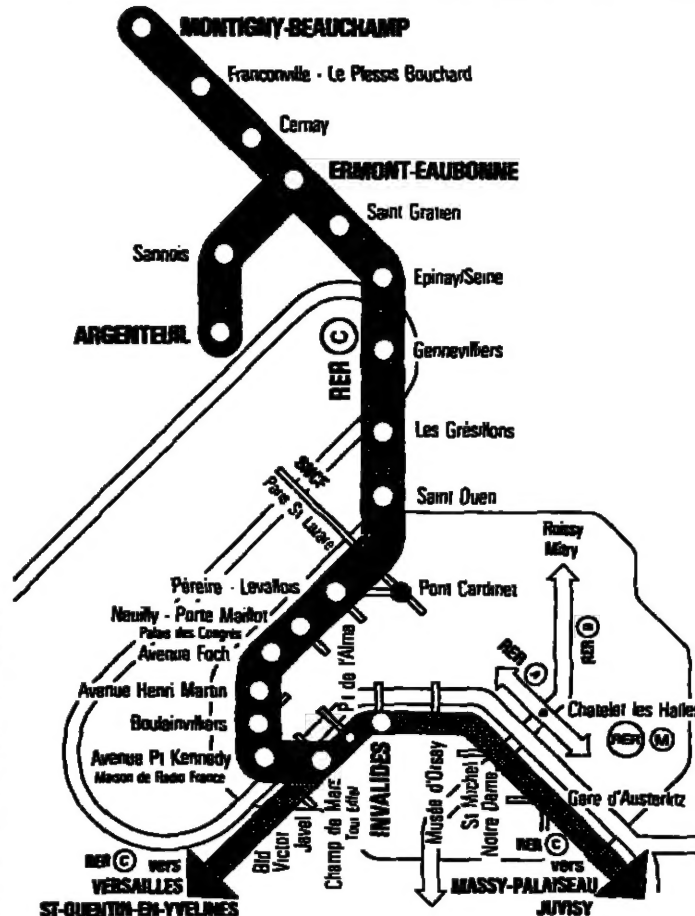
EN  
CINQUE  
16 F

immigrés  
L'AVENIR  
ENSEMBLE

POUR QU'ALICE  
RENTRE DORMIR  
CHEZ  
PAPA-MAMAN

LE R.E.R. RELIE  
PARIS  
A VALLÉE DE  
MONTMORENCY.

Le 25 septembre, pour qu'Alice rentre dormir chez papa-maman, pour que vous et moi ayons la vie plus facile, la ligne C du RER s'étend vers Argenteuil et Montigny-Beauchamp. Elle relie Vallée de Montmorency à 13 gares dans Paris, pour la plupart en correspondance avec le métro et à Saint-Michel avec la ligne B du RER. Seulement 21 minutes pour aller directement d'Erment-Eaubonne au Palais des Congrès. Un train circule tous les quarts d'heure d'Orly à Erment-Eaubonne ; en pointe jusqu'à Argenteuil, pendant les heures creuses alternativement jusqu'à Montigny-Beauchamp ou Argenteuil. Avec les trains bleu, blanc, rouge à deux niveaux, le RER va vraiment dans votre sens.



TEMPS DE TRAJET (1) 45' 42' 39' 42' 39' 36' 33' 30' 28' 25' 22' 17' 15' 12' 11' 8' 7' 5' 2' 0'

- MONTIGNY-BEAUCHAMP (2)
- FRANCONVILLE-LE PLESSIS BOUCHARD (2)
- CERNY (2)
- ARGENTEUIL
- SANNOIS
- ERMONT-EAUBONNE
- SANTO-DEN
- EPINAY-SUR-SEINE
- GENEVILLIERS
- LES GRÉSILLONS
- SANTO-DEN
- FERREY-LEVALLOIS
- NEUILLY-BOITE MAILLOT - PALAIS DES CONGRÈS
- AVENUE FOCH
- AVENUE HENRI MARIN
- BOULANVILLIERS
- AVENUE KENNEDY - MASON DE BORD FRANCE
- CHAMP DE MARS - TOUR EIFFEL
- POINT DE L'ALAM
- INVALIDES

(1) Au départ de chaque gare jusqu'à Invalides. (2) Gares desservies en heures de pointe à partir de mai 89.



Le réseau qui va vraiment dans votre sens.

RATP

SNCF

سكنا من الأمل







# Politique

Avant le second tour des élections cantonales

## Duels droite-gauche

1192 sièges de conseillers généraux restent à pourvoir, dimanche 2 octobre, dont 15 des 19 désignés à la proportionnelle à Saint-Pierre-et-Miquelon. Dans les 1177 cantons (dont 40 outre-mer), où le premier tour s'est soldé par un ballottage, restent en lice, dans la plupart des cas, un candidat de gauche et un candidat de droite. Ces cas classiques de duel souffrent pourtant de exceptions.

A gauche, le PC a respecté la discipline républicaine en faveur du mieux placé. Toutefois, il a tenu compte des cas

particuliers où le PS soutenait un divers gauche pour refuser de se retirer. C'est le cas à Lapalisse dans l'Allier, mais également à Ardenne dans l'Indre, ou encore à Dornes dans la Nièvre. A Sigeau (Aude), le PC a refusé de se retirer derrière le PS, qui était en position plus favorable.

Même s'ils ont été désavoués par leurs instances dirigeantes, quatre candidats socialistes imposent leur présence au représentant communiste, qui les avait devancés au premier tour. C'est le cas à Firminy dans la Loire, à Saint-Dizier

dans la Haute-Marne, à Auchel dans le Pas-de-Calais et à Montceau-les-Mines en Saône-et-Loire.

A droite, le maintien de certains candidats conduit à des triangulaires, y compris contre des sortants. Deux cantons de l'Ain (Champagne-en-Valromey et Meximieux) relèvent de ce cas de figure, mais aussi Ambenas (Ardèche), Vic-sur-Cère (Cantal), Ligny-en-Barrois et Revigny-sur-Ornain (Meuse), Rautot (Eure), Antrain et Dinard (Ille-et-Vilaine), Grandchamp et Maureon (Morbihan),

Guines (Pas-de-Calais), Condrieu (Rhône), La Crau (Var)... Dans certains cantons traditionnellement favorables à la droite, la discipline n'aura pas été jusqu'au retrait du candidat de droite le mieux placé : la compétition continuera jusqu'au 2 octobre à Espalion (Aveyron), Courtenay (Loiret), Cholet-II (Maine-et-Loire), Grez-en-Bouère (Mayenne), Soultz-sous-Forêt (Bas-Rhin), Chamois (Haute-Savoie), Beauvoir-sur-Niort, Mauléon, Mazères-en-Gâtine (Deux-Sèvres), Maisons-Laffitte (Yvelines).

La préparation des municipales à Marseille

M. Pezet lance sa campagne au milieu des rumeurs

MARSEILLE de notre correspondant régional

Trois mois après sa désignation par les militants socialistes comme tête de liste du PS aux prochaines élections municipales à Marseille, M. Michel Pezet, député des Bouches-du-Rhône, a lancé sa campagne, le jeudi 29 septembre, en présentant à la presse les locaux de sa permanence sur la Canebière et en dévoilant les grandes lignes du programme du Parti socialiste. Sa liste devrait avoir les mêmes contours que celle constituée par M. Gaston Defferre en 1983, avec la participation du Parti communiste et de socio-professionnels.

En ce qui concerne le PC, il a précisé que les discussions engagées pour la reconduction du précédent accord devraient aboutir avant le 15 décembre. Il a également indiqué que le second de liste auquel doit revenir, en cas de succès, le poste de premier adjoint, serait socialiste, sans confirmer le nom généralement avancé du député Philippe Sammarco.

Selon M. Pezet, la bataille des municipales à Marseille sera politiquement celle de la droite contre la gauche, sous-tendue par une opposition de programmes, celui du PS ayant pour priorité la solidarité dans le cadre d'une grande région métropolitaine.

Le lancement de la campagne du chef de file du PS marseillais sur le thème « Marseille respectée » intervient cependant dans un climat de rumeurs liées au maintien de la candidature du maire socialiste sortant, M. Robert Vigouroux. Selon ces rumeurs très insistantes, la candidature de M. Pezet pourrait ne pas être confirmée ou être laissée en suspens par la convention nationale du PS, qui se réunit le 13 novembre prochain pour donner officiellement les investitures.

La détermination de M. Vigouroux aurait, explique-t-on, impressionné certains responsables nationaux du PS, qui hésiteraient à prendre le risque d'un désaveu du maire de Marseille — et logiquement de son exclusion du parti, — alors que son profil et sa popularité en feraient un candidat plus consensuel que M. Pezet. Interrogé à ce sujet, l'homme fort de la fédération socialiste n'a pas exclu de s'entendre avec M. Vigouroux, ajoutant que si ce dernier restait sur ses positions, « ce serait une candidature de division ».

G. P.

## Boulogne-Billancourt : l'UDF tente de réduire l'omniprésence du RPR

Le premier tour de scrutin n'a pas apaisé les tensions dans le canton de Boulogne-Billancourt nord-est, où trois adjoints au maire se disputaient le siège laissé vacant par le maire de la ville, M. Georges Gorse, pour cause de cumul. Du moins les adjoints ne sont-ils plus que deux puisque les 6 407 électeurs qui ont voté dimanche dernier ont placé en tête M. Gérard de Vassel, adjoint à la culture, membre du CNL et soutenu par le RPR, avec 39 % des suffrages exprimés, suivi de M. Hugues Sirven-Viennot, adjoint aux affaires économiques, UDF-PR (29 %), laissant loin derrière M. Jacques Dubois, dissident du CDS (6 %). Celui-ci, sa carte du parti à l'appui, explique qu'il est toujours membre du CDS. Mais ce dernier ne l'a pas soutenu, apportant même, via l'UDF, son appui au candidat officiel de la confédération.

Seuls les deux premiers ayant franchi la barre de 10 % des inscrits pouvaient figurer au second tour. Dans les états-majors de la droite, certains espéraient que M. Sirven-Viennot accepterait de s'effacer pour éviter un combat « fratricide ». Mais celui-ci en a décidé autrement, contrainant d'aller « au bout de sa logique », puisqu'il revendiquait un réajustement, au profit de l'UDF,

du pouvoir politique à Boulogne, et qu'il peut désormais y prétendre sans aucun risque de voir la gauche s'emparer du canton.

De surcroît, M. Sirven-Viennot a été « choqué » par la campagne très dure que ses « alliés » ont menée contre lui (notamment un tract diffamatoire anonyme diffusé la veille du second tour) et il s'est résolu, dans l'impossibilité de négocier, à valser ou mourir... politiquement, il va de soi.

En face de lui, M. de Vassel, qui est conseiller municipal depuis 1965 et dispose du soutien officiel de M. Gorse, bénéficie d'une apparente légitimité et part plutôt favori. Mais sa grande qualité, aux yeux du maire et du RPR, est, sans doute, de ne représenter, contrairement à M. Sirven-Viennot, aucun danger dans la perspective municipale : c'est un candidat plutôt terre qui, de son propre aveu, n'a pas d'autres ambitions que le conseil général ; sa présence est surtout la conséquence d'une négociation départementale entre RPR et CNL.

Le troisième larron, M. Dubois, ne fait plus mystère aujourd'hui de son rôle exact dans la bataille : il appelle, par voie d'affiches, à voter pour M. de Vassel après avoir fait

dire aux journalistes, par son service de presse, tout le mal qu'il convenait de penser de M. Sirven-Viennot. « La candidature de M. Dubois, admet tout naturellement M. de Vassel, n'avait d'autre but que de gêner le candidat UDF. »

Au risque de peiner les candidats, il faut bien dire que la bagarre que se livrent ici les deux adjoints n'a rien à voir avec la gestion du département. Elle n'est que la traduction d'une lutte d'appareil pour le contrôle de Boulogne sur fond de combinaisons et d'après rivalités. Aux électeurs de s'y retrouver face au spectacle d'une famille désunie, anticipant la disparition du « patriarche », qui se déchire autour d'un héritage alléchant.

FRANÇOIS ROLLIN.

## Var : le RPR soutenu par le FN

Les candidats RPR en lice au second tour dans les cantons de Coers, Grimaud et Solliès-Pont, bénéficient du soutien officiel de la fédération varoise du FN. Cette dernière a précisé que les trois représentants du RPR avaient « expressément demandé » aux candidats du FN d'appeler leurs électeurs à

voter en leur faveur, conformément aux consignes données, dimanche soir 25 septembre, par M. Jean-Marie Le Pen. La fédération départementale du RPR a démenti, pour sa part, que ses représentants aient requis un tel soutien.

M. Yann Piat, député (FN) du Var, indique, quant à elle, dans un entretien publié, vendredi, dans le *Figaro*, que « puisque le secrétaire départemental du RPR a affirmé qu'aucun accord ne devait être noué avec le FN, nous resterons à l'écart de la campagne entre les deux tours, y compris dans les cantons où les candidats du RPR avaient requis notre soutien. (...) En revanche, poursuit-elle, il existe un risque de faire passer un candidat de gauche à la Crau. J'ai donc appelé à voter en faveur du candidat de droite le mieux placé au second tour, à savoir M. Philippe de Camion (RPR dissident). »

Dans ce département, le Front national n'est pas en danger tripartite qui opposera, au second tour, dans le canton d'Ardenne, le conseiller sortant (UDF), M. Bernard de Fougères, à deux candidats de gauche. En effet, comme elle l'avait annoncé à la veille du premier tour, M. Nicole Desnigues (PCF), arrivée en troisième position avec 22,78 % des suffrages, s'est maintenue pour barrer la route à M. André Piat, maire du Poinçonnet, soutenu par le PS. Toutefois, elle s'est engagée, « si elle était élue, à donner sa voix à André Laignel, lors de l'élection du nouveau président du conseil général ».

Le secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, chef de file de l'opposition de gauche à l'Assemblée départementale, avait tendu la main de l'ouverture à M. Piat, jusqu'à présent modéré, pour tenter de faire basculer la majorité du conseil à gauche. Les adhérents les plus influents de la section socialiste marseillaise du Poinçonnet n'ont pas apprécié cette candidature et menacent d'ailleurs encore de démissionner. M. Piat ne s'est-il pas lui-même présenté, durant la campagne, comme un candidat « indépendant » ?

Déjà, au premier tour, l'ouverture n'avait pas fait recette puisque dans le canton de Vaux, M. Bernard Gagnepain, candidat de la majorité présidentielle, était arrivé en troisième position avec 14,02 % des voix, derrière le conseiller sortant (UDF) et M. Pierre Rousseau (div. l.).

M. André Laignel ne semble donc plus en mesure de retrouver sa présidence, perdue en 1985.

P. L.

## Indre : le PCF s'oppose à l'ouverture

CHATEAUROUX de notre correspondant

L'ouverture tombe à plat dans l'Indre, comme en témoigne le ballottage qui opposera, au second tour, dans le canton d'Ardenne, le conseiller sortant (UDF), M. Bernard de Fougères, à deux candidats de gauche. En effet, comme elle l'avait annoncé à la veille du premier tour, M. Nicole Desnigues (PCF), arrivée en troisième position avec 22,78 % des suffrages, s'est maintenue pour barrer la route à M. André Piat, maire du Poinçonnet, soutenu par le PS. Toutefois, elle s'est engagée, « si elle était élue, à donner sa voix à André Laignel, lors de l'élection du nouveau président du conseil général ».

Le secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, chef de file de l'opposition de gauche à l'Assemblée départementale, avait tendu la main de l'ouverture à M. Piat, jusqu'à présent modéré, pour tenter de faire basculer la majorité du conseil à gauche. Les adhérents les plus influents de la section socialiste marseillaise du Poinçonnet n'ont pas apprécié cette candidature et menacent d'ailleurs encore de démissionner. M. Piat ne s'est-il pas lui-même présenté, durant la campagne, comme un candidat « indépendant » ?

Déjà, au premier tour, l'ouverture n'avait pas fait recette puisque dans le canton de Vaux, M. Bernard Gagnepain, candidat de la majorité présidentielle, était arrivé en troisième position avec 14,02 % des voix, derrière le conseiller sortant (UDF) et M. Pierre Rousseau (div. l.).

M. André Laignel ne semble donc plus en mesure de retrouver sa présidence, perdue en 1985.

P. L.



VOUS  
VOULEZ  
CHANGER  
LA VIE...

COMMENCEZ  
PAR CHANGER  
D'HEBDO !

AUX  
KIOSQUES  
CITOYENS!

NOUVELLE FORMULE

CHAQUE VENDREDI

25F

Drouant

Le Restaurant est ouvert le Samedi et le Dimanche

Place Gallion, 75002 Paris Réservation : 42.65.15.16. Voirurier



LE DOSSIER DE  
LA V<sup>e</sup>  
REPUBLIQUE

30 ans  
de la vie  
des Français

Saga N° 1

En vente partout

ALTERNATIVES  
ECONOMIQUES n° 60  
octobre

ETATS-UNIS  
Le bilan Reagan  
16 F

50 من الأصل



## Politique

### La préparation de la consultation du 6 novembre sur la Nouvelle-Calédonie

#### « Nous avons absolument besoin du référendum pour pérenniser les accords »

déclare M. Jean-Marie Tjibaou

Le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, a quitté, vendredi 30 septembre, la Nouvelle-Calédonie pour venir participer, en métropole, à une « campagne d'explication » avant le référendum du 6 novembre. Il a notamment précisé que son programme prévoyait, en particulier, une rencontre avec M. Jacques Chirac, qui le traitait naguère de « terroriste » : « Je lui demanderai l'explication de notre manière de comprendre les accords de Matignon et je lui demanderai s'il peut donner des garanties de suivi concret par son groupe », a indiqué le chef du

mouvement indépendantiste. M. Tjibaou, qui s'exprimait sur Radio Djido, l'organe du FLNKS, a rappelé que pour le FLNKS le « oui » au référendum doit apporter aux signataires des accords de Matignon, et de la rue Oudinot « la garantie de la nation au-delà de la garantie donnée par un parti politique ».

Il a souligné qu'il venait en métropole, où se trouve déjà le président du RPCR, M. Jacques

Lafleur, « pour expliquer que nous avons absolument besoin du référendum pour pérenniser les accords et aussi par rapport à l'amnistie, aux indemnités des sinistres, etc., et surtout pour la période des dix ans à venir ».

Interrogé, d'autre part, sur RFO, le président du FLNKS a déclaré : « J'ai eu l'occasion de dire que la poignée de main était lourde à gérer pour M. Lafleur et pour moi-même. Ces accords ont soulevé beaucoup de promesses et d'espérances

mais nous n'en sommes encore qu'à la définition des chantiers à mettre en place. »

Comme on lui demandait si des vies n'auraient pas pu être épargnées, dans l'histoire récente du territoire, M. Tjibaou a répondu :

« En 1789, en France, on aurait pu faire l'économie de milliers de vies. Mais il a peut-être fallu des milliers de vies pour que la Déclaration des droits de l'homme voie le jour. Les souffrances et les sacrifices ont peut-être ouvert les yeux, fait se poser des questions... »

### Les émerveillements du docteur Kouchner

Quand Bernard Kouchner parle de ce qu'il aime, on dirait un séisme. Tout son corps devient vibrant. Et, en ce moment, il parle beaucoup de la Nouvelle-Calédonie.

Non qu'il ait succombé aux charmes de l'exotisme austral. La Nouvelle-Calédonie, Bernard Kouchner la connaît déjà. Il y avait travaillé comme médecin baroudeur, en 1979, à l'époque où il parcourait la planète pour essayer de sauver les « boat-people » et dirigeait la campagne « Un bateau pour le Vietnam ». Il n'oublie pas que c'est à Nouméa qu'il avait finalement découvert l'île-de-Lumière, ce cargo de la Compagnie des chargeurs calédoniens qui servait ensuite de bouée de sauvetage à tant de réfugiés en détresse.

Mais la Nouvelle-Calédonie génère aussi le docteur Kouchner avait alors rencontré une terre peuplée d'hommes rudes, après, repliés sur eux-mêmes, engoncés dans les certitudes de la Calédonie, aveuglés à la montée du nationalisme canaque. Une communauté qui n'avait pas caché ses exécrables réactions à l'égard de l'ancien militant de l'Union des étudiants communistes.

La Nouvelle-Calédonie qu'il vient de redécouvrir en tant que secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, au cours d'un voyage de sept jours, est devenue une terre d'espérance. Bernard Kouchner en parle comme d'une nouvelle

île-de-Lumière. Ce qui s'y passe est tout simplement, à ses yeux, extraordinaire. Il ne trouve pas de mots assez forts pour exprimer ce qu'il a vu, entendu, ressenti, et pour en rendre grâce à tous ceux qui ont facilité « ce miracle », en commençant, bien sûr, par les trois principaux protagonistes des accords de Matignon et de la rue Oudinot, Michel Rocard, Jacques Lafleur, Jean-Marie Tjibaou, sans oublier tous les autres Calédoniens, ni François Mitterrand, sans la réélection duquel tout cela n'aurait pas pu se produire : « Je le dis sans emphase : la France est en train de réaliser là-bas une invention politique. Grâce à l'aventure individuelle des hommes qui ont conclu ces accords. C'est une

parole ! Un moment magique ! Quelle intelligence ! Quelle chance ! Quelle fierté de faire partie de ce gouvernement ! Voilà vingt ans que je me bats, avec beaucoup d'autres, pour faire la guerre à la guerre et voilà que la guerre recule ! Et c'est en France que cela se passe, chez nous, en Nouvelle-Calédonie ! Nous n'arrêtons pas de crier, en faisant référence aux malheurs du tiers-monde : « Parlons-nous avant de mourir », et voilà qu'en Nouvelle-Calédonie, enfin, des hommes ont décidé de faire la paix avant la guerre. Pour une fois, on n'oublie pas les leçons du passé. La France

se souvient de sa propre histoire, de ses guerres coloniales... »

Bernard Kouchner n'en finit pas de s'émerveiller : « Comme le monde serait beau s'il y avait aujourd'hui des Nouvelle-Calédonie un peu partout ! D'un seul coup, l'imagination est revenue en métropole ; l'aventure revient rôder chez nous. »

« Une bonne surprise »

Le médecin volant, qui s'est si souvent cogné la tête contre les murs, dans ses campagnes contre les maîtres du monde, serait-il donc soudain devenu optimiste sous l'effet euphorisant de la Calédonie rocardienne ? Le sémaphore se fige un instant. « Non. Il y a en Nouvelle-Calédonie des dangers de dérapage en permanence et dans cette situation fragile, le plus important sera, dit-il, de préserver l'équilibre entre les uns et les autres pour contrebalancer, justement, les déséquilibres. Mais moi, qui désespère des hommes j'espère une bonne surprise en Nouvelle-Calédonie. »

Le sémaphore se fait moins romantique et plus clinique : « Jamais depuis longtemps, je ne m'étais senti aussi utile parce que la Nouvelle-Calédonie, qui est à la fois l'Occident et le tiers-monde, c'est un peu la quintessence du champ de l'action humanitaire qui consiste à jeter des ponts entre les

droits de l'homme, la morale et la politique. Il y a là-bas une adéquation entre ma mission et les réalités locales et s'il s'y passe en ce moment quelque chose de magique il va falloir travailler très vite concrètement. »

Bernard Kouchner est bien déterminé à investir totalement son secrétariat d'Etat. A la suite de sa « mission exploratoire », une mission d'évaluation sanitaire va séjourner en Nouvelle-Calédonie pendant plusieurs semaines, à partir du 10 octobre, pour dresser, au contact de trente et une tribus et d'un « échantillon » de deux mille cinq cents personnes, une carte sanitaire du territoire, puis formuler « toutes les propositions » qu'elle jugera opportunes « en matière d'équipement, de formation, ou de prévention ».

Cette mission sera composée de trois épidémiologistes, de trois médecins de la santé publique, d'un gynécologue, d'un pédiatre, d'un dentiste, d'un coordonnateur local. Elle remetra ses conclusions avant la fin de l'année.

En visitant lui-même les tribus des régions de brousse privées d'eau potable, d'électricité, et, souvent, des soins les plus élémentaires, le secrétaire d'Etat a pu mesurer l'ampleur de la tâche à accomplir pour faire accéder la plupart des Canaques à une véritable « humanité ».

Il sait déjà, grosso modo, à quoi s'en tenir. Les conclusions provisoires de sa propre mission sont claires : « Une véritable politique d'éducation sanitaire, de santé publique, et donc de prévention, doit être mise en place. Le problème de l'eau potable doit être revu dans les tribus. Le rôle potentiel des « vigiles de santé » doit être développé par la création et le financement immédiat d'une caisse de solidarité, gérée par les médecins des dispensaires, afin de dédommager ces vigiles de leurs heures de bénévolat. Le financement de vingt médecins affectés à la direction territoriale de l'Action sanitaire et sociale, pour permettre aux médecins des dispensaires de visiter plus régulièrement les tribus, doit être envisagé à très court terme. »

A plus long terme, leur nombre devra être très certainement porté à quarante. Parallèlement, il convient de se préoccuper de la formation aux études de médecine d'étudiants mélanésiens. La formation et le financement des études d'infirmières spécialisées en gynécologie, anesthésie et psychiatrie doivent être mis en place dès le mois de décembre. La création d'une structure médicale légère à Nouméa — un « hôtel médicalisé » — permettra à des patients légers, à des convalescents et à leurs familles de séjourner à moindre frais.

Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire n'a que mépris pour « les aboyeurs politiques de droite et de gauche ». Pour lui, le seul débat qui vaille, c'est celui, justement, qui commence en Nouvelle-Calédonie, « où la bande à Rocard, Lafleur, Tjibaou » agit comme le font les ONG (Organisations non gouvernementales), les représentants de la société civile : en agissant d'hommes à hommes, à l'écart et à l'abri du politique, en tenant un langage de vérité, en convaincant, en s'écouant et en se comprenant... » Le sémaphore se réveille : « Si c'était ça, demandez-le, le vrai retour au politique ? » Et si c'était ça, au fond, le principal enjeu national du référendum ?

ALAIN ROLLAT.

### Les dissensions au sein du Front national

#### M. Bruno Megret devient délégué général

M. Bruno Megret, ancien directeur de campagne de M. Jean-Marie Le Pen lors de la récente élection présidentielle, a été nommé, le jeudi 29 septembre, à de nouvelles responsabilités au sein du Front national en devenant « délégué général ». Le président du FN a officiellement décidé de « transformer son état-major de campagne présidentielle en délégation générale permanente directement rattachée à lui », dont la direction est confiée à l'ancien député de l'Isère, M. Megret, « dans le but de développer et de renforcer les actions politiques de l'avenir ». Nouvelle structure du Front, cette délégation générale « sera chargée de coordonner et de développer notamment les actions de propagande, d'étude et de formation ».

Cette promotion de M. Megret intervient après que MM. François Bachelot et Pascal Arrighi, respectivement ex-chef et démissionnaire de ce parti, eurent réclamé la tenue d'un congrès extraordinaire pour procéder à une réorganisation et dénoncé le poids et l'influence du secrétaire général, M. Jean-Pierre Stirbois, qui, selon eux, porte préjudice au mouvement. Ce dernier conserve la responsabilité de la gestion de l'appareil du parti.

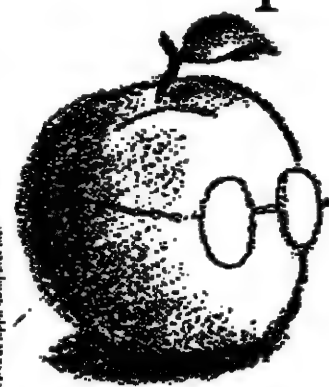
« Il est impossible de rester dans ce parti avec un chef qui dirige tout sans rien savoir des réalités locales et un « gauleter » comme Stirbois qui flingue tout et tous », a déclaré, jeudi à Compiègne (Oise), M. Guy Harlé d'Ophove, vice-président du conseil régional de Picardie, exclu du FN par M. Le Pen, quarante-huit heures auparavant, pour avoir appelé les électeurs du Front de son département à voter pour les candidats RPR et UDF au second tour des cantonales.

M. Harlé d'Ophove a également critiqué « la cour parisienne de M. Le Pen » qui « balance des mots d'ordre et des circulaires complètement débilles » et ses membres qui viennent en province « quand il y a des sièges de député à gagner, mais refusent de se mouiller dans des élections locales, genre cantonales, quand il n'y a que des vases à ramasser ».

Cette « emprise du parisianisme » est dénoncée, dans un entretien avec le Figaro de vendredi, par Mme Yvonne Piat, seule rescapée du groupe FN de l'Assemblée nationale, qui siège avec les non-inscrits. Le député du Var est en froid avec son parti, dont elle estime qu'« en l'état actuel [il] ne répond plus aux besoins des Français ».

### Apple Expo 88

Rencontrez un fana d'HyperCard, et comprenez tout de suite ce que vous pourrez en faire.



A la fois navigateur à travers l'information, organisateur de celle-ci, outil de programmation et... ressource graphique, HyperCard a tout bouleversé. Et l'enthousiasme qu'il soulève est à la hauteur de ses ambitions. Avec lui, Macintosh devient plus souple que jamais. Chacun pouvant le plier à ses utilisations.

En ce moment, à Apple Expo, le partage de son expérience y est bien sûr de règle. Et les plus fanas font cadeau de leurs nuits blanches à ceux qui s'y mettent. L'occasion rêvée pour avoir à votre tour le dédic.



Cette année, Apple Expo, c'est plus de 150 exposants sur toute la Grande Halle de la Villette. Partenaires d'Apple, créateurs et éditeurs de logiciels, constructeurs de périphériques, organismes de formation et éditeurs de presse — tout cela vaut bien une visite approfondie, n'est-ce pas ? Sans oublier la « Ville - Apple... Et ça aussi, ça donne des idées.



### Le monde se rejoint à la Villette

Du mercredi 28 septembre au samedi 1<sup>er</sup> octobre. De 10 à 19 h. Métro Porte de Pantin. La Grande Halle, la Villette. Pour le calendrier des conférences ou d'autres informations : 3614 code : APPL.

« M. Laignel : union de la gauche. — M. André Laignel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, dans une interview publiée par l'Express (daté 30 septembre-6 octobre) affirme : « Si l'intérêt national le réclame, pourquoi ne pas envisager, un jour, telle ou telle nationalisation ? » M. Laignel refuse toute dérive des alliances du PS »

**CE QUI VA SANS DIRE VA MIEUX EN LE DISANT... ET**

LE PRÊT-À-PORTER MASCULIN  
SIGNÉ DES GRANDS COUTURIERS

à des prix **É-TON-NANTS** (de -25 % à -35 %)

**C'EST STEPHANE MEN'S de luxe**

JE VOUS LE GARANTIS.

**2 MAGASINS « RÉVOLUTIONNAIRES » A PARIS A VOTRE SERVICE**

Ouverts (en fond de cour) de midi à 19 h 30 du lundi au samedi  
Champs-Élysées : 5, rue de Washington — Métro George-V  
Rive gauche : 130, bd Saint-Germain — Métro Odéon  
A Strasbourg : 19, faubourg National (1 étage)

**FOURRURES GEORGE V**  
EXCLUSIVEMENT

pendant le **SALON L'AUTO**  
du vendredi 30 sept. au samedi 8 octobre

**40%**

**SUR TOUS LES PRIX MARQUÉS\***  
\* Cet escompte sera effectué directement à nos caisses

**FOURRURES GEORGE V**  
40, Av. George V, Paris 8<sup>e</sup>

**Prochain**

**STATS-UNIS**  
Le bilan Reagan



# Société

## ESPACE

Après le lancement réussi de Discovery

### L'équipage de la navette procède à des expériences scientifiques

Plein succès pour la navette Discovery, qui a mis en orbite le gros satellite de télécommunications TDRS-C.

La navette avait quitté son pas de tir du centre spatial Kennedy jeudi 29 septembre à 16 h 37 (heure française). Le départ avait été repoussé à deux reprises, d'abord d'une heure, ensuite de trente-huit minutes, en raison de vents en altitude différents de ceux qui étaient attendus. Ces jets streams soufflent entre 6 et 13 kilomètres d'altitude, une zone critique où l'assemblage formé par la navette, son gros réservoir externe et ses deux propulseurs à poudre est soumis à de fortes contraintes. A

part de retard, le lancement s'est parfaitement passé, devant une foule nombreuse chez qui la joie a remplacé l'anxiété.

La navette a atteint une orbite circulaire haute de 296 kilomètres et inclinée de 28,45° sur l'équateur.

Six heures et treize minutes plus tard, les astronautes ont extrait de la soute le satellite TDRS-C. Après que la navette se fut suffisamment éloignée, son propulseur (IUS) a été mis à feu et a placé le satellite en orbite géostationnaire. L'opération constituait la partie la plus importante de la mission.

Les astronautes devaient effectuer vendredi diverses expériences scientifiques : cristallisations en apesanteur, essais de communications par ondes infrarouges, agglutination de globules rouges... Tout allait bien à bord malgré une température excessive (30°C) due au blocage par de la glace d'un système de refroidissement. Il faudra que ce système fonctionne quand les portes de la soute seront refermées, pour le retour vers la Terre, programmé lundi 3 octobre vers 17 h 30. Mais cela laisse tout le temps de réchauffer les canalisations obstruées.

### Le « ouf ! » de l'Amérique

WASHINGTON correspondance

« Les Etats-Unis sont de retour dans l'espace... » Le commentaire officiel accompagnant la montée impressionnante de Discovery fut repris partout et sur tous les tons par ceux qui, de près ou de loin, ont assisté au lancement de Capitanvernal. La fête technologique unifiée pendant trente-deux mois, repris... L'amour-propre national, de nouveau flétri, est satisfait. Les images de la télévision étaient éloquentes.

Pendant quelques secondes, Discovery, poursuivant son ascension, disparut dans les nuages. La oule qui avait exulté au moment où, dans un bruit de tonnerre, l'énorme véhicule s'élevait lentement de son pas de lancement, devint silencieuse.

Quelques-uns parmi les dizaines de milliers de personnes sises par terre ou dans leurs autos, se signèrent. D'autres avaient la gorge serrée, au bord des larmes. Mais lorsque, quelques secondes plus tard, Discovery fit sa réapparition, les clameurs reprirent et on entendit un grand « Ah ! » de soulagement. Une femme qui avait perdu son emploi après le désastre de Challenger, s'écria : « Nous sommes de retour dans l'espace... Il le faut, l'an avait besoin... »

La suspense prolongé jusqu'au dernier moment, avec l'annonce d'un retard au lancement, avait risqué les nerfs.

Dans toutes les écoles, notamment celle de Concord (New-Hampshire) où enseignait Christina McAuliffe, disparue avec Challenger, des élèves n'eurent pas le courage de regarder le petit écran, craignant d'assister à un nouveau désastre. D'autres, au contraire, mais la grande majorité tout simplement, croisaient leurs doigts, un geste traditionnel exprimant l'espoir d'un succès, sans les bars, les habitués lèvent joyeusement leur verre de bière, poussant des cris d'encouragement : « Go... Discovery... Go... »

« Dans les bureaux de la ASA, l'euphorie ne connait pas de limites. D'après les huit minutes et demie après le départ, lorsque les fusées portées se séparèrent, mission accomplie, du véhicule. Le champagne commença à couler, tandis que de petites banderoles étoilées paraissaient aux boutonsnières.

Après de longs mois d'humiliation, les Américains ont repris confiance dans la qualité de leur technologie. Une confiance qui accompagne inévitablement une certaine montée de fièvre patriotique encouragée, en outre, par le relatif succès américain aux Jeux olympiques de Séoul.

Les experts politiques pensent que le succès de Discovery favorisera le candidat républicain, le vice-président Bush, plus apte que le démocrate à faire braver, non sans démagogie, la rumeur nationaliste.

HENRI PIERRE.

Le Monde  
EN BANQUE  
DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE  
INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987  
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL  
OU VOTRE MINTEL  
POUR TOUTES RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM.  
SERVEUR

Tel : 01 45 48 70 72

## MÉDECINE

Après le succès des manifestations

### La coordination des infirmières lance un nouvel ordre de grève pour le 6 octobre

La journée d'action des infirmières, à laquelle appelaient la coordination des infirmières de l'Île-de-France et l'ensemble des syndicats, a été largement suivie, avec 80 % de grévistes, selon les estimations du ministère de la Santé.

Dans toute la France, des manifestations ont eu lieu devant les directions de l'action sanitaire et sociale et les préfectures, mais le service

aux malades a été assuré. Dans tous les hôpitaux, des infirmières avaient été réquisitionnées pour assurer les soins quotidiens aux malades, indique-t-on de source syndicale. En revanche, les blocs opératoires ont tourné au ralenti et des opérations ont été déprogrammées.

La coordination de l'Île-de-France, à l'origine de ce mouvement, a appelé à la poursuite de

l'action le 6 octobre — pour l'ouverture des négociations avec le ministère — et le 7 octobre. La CFDT a également lancé un mot d'ordre de grève pour le 6 octobre, tandis que la CGT, qui a déposé un préavis de grève pour cette même date, « prend acte que le personnel a décidé de continuer la grève vendredi dans certains établissements ».

Beaucoup de badauds ont applaudi au passage des manifestants et dans le cortège les commentaires allaient bon train sur le président de la République et toutes les personnalités, les syndicats de médecins... qui depuis quelques jours ont pris fait et cause pour le mouvement. Grande fut donc leur déception quand leur délégation revint vers 11 h 30 en annonçant qu'elle n'avait pas été reçue par le ministre. Cette donnée a certainement pesé lourd dans la décision de reprendre la grève le 6 octobre.

L'ouverture de la coordination aux autres personnels hospitaliers a donné lieu à un débat animé. Il est au centre, il est vrai, de la polémique avec les centrales syndicales. Les infirmières estiment dans leur grande majorité que ces derniers, en examinant le problème de l'ensemble des personnels hospitaliers et de santé, ont trop souvent oublié leurs propres revendications. La profession n'est d'ailleurs syndiquée qu'à 8 %.

« Nous ne pouvons pas prendre en charge les demandes des aides-soignantes ou des laborantins. Qu'ils s'organisent eux aussi en coordination et ensuite nous pourrions envisager des actions communes. » Le message a apparemment été entendu, puisque, dès jeudi après-midi, des aides-soignants, agents hospitaliers et administratifs se sont réunis pour créer une nouvelle coordination.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

## RELIGIONS

Dans une lettre apostolique

### Jean-Paul II exalte « la parité de l'homme et de la femme »

Jean-Paul II a rendu public, le vendredi 30 septembre au Vatican, une lettre apostolique, *Mulieris Dignitatem*, portant sur « la dignité et la vocation de la femme ». C'est la première fois qu'un pape consacre un tel document (120 pages) à la question féminine (1).

La lettre de Jean-Paul II n'est pas un manifeste sur la place des femmes dans la société et dans l'Eglise. Le dernier synode mondial des évêques à Rome (octobre 1987) avait déjà abondamment traité de la question des femmes laïques. Le pape annonce lui-même qu'il fera des propositions plus précises sur ce sujet dans une exhortation apostolique à venir, qui est le document habituel de conclusion des synodes.

Il se livre cette fois à une méditation originale sur la Bible (Ancien et Nouveau Testament) pour montrer que les textes fondateurs de la foi chrétienne ne sont pas misogynes. Les auteurs, selon lui, aucune discrimination touchant la femme.

La démonstration du pape est d'abord liée au rôle de Marie. « C'est une femme », écrit Jean-Paul II, qui est au cœur de l'événement-clé de l'histoire du Christ. Il fait de Marie « le modèle de toute union à Dieu ». Elle est « l'archétype de tout le genre humain ».

« Homme et femme sont tous les deux des êtres humains créés à l'image de Dieu », rappelle Jean-Paul II, en citant la Genèse. « L'homme et la femme sont appelés depuis le commencement, ajoute-t-il, non seulement à exister l'un à côté de l'autre ou bien ensemble, mais aussi à exister réciproquement l'un pour l'autre » : si l'idée n'est pas neuve, la terminologie l'est dans la bouche d'un responsable d'Eglise, plus habitué à parler de « complémentarité » à propos de la femme que de « réciprocité ».

Elle est à nouveau illustrée par les relations de Jésus avec les femmes dans l'Evangile. Prenant l'exemple de ses dialogues avec la Samaritaine ou la femme adultère, Jean-Paul II écrit que « Jésus s'est fait auprès de ses contemporains l'avocat de la vraie dignité de la femme ». Elles sont nombreuses au pied de la croix. Elles sont les premiers témoins de la résurrection.

L'Evangile est même, pour Jean-Paul II, « une protestation cohérente » contre tout ce qui peut offenser la dignité de la femme : « La parité de l'homme et de la femme, telle qu'elle s'est manifestée d'une manière si claire dans les œuvres et les paroles de Jésus de Nazareth, constitue le fondement le plus étendu de la dignité et de la vocation de la femme dans l'Eglise et dans le monde ».

#### « Un objet de possession »

Si les textes anciens sont si formels, pourquoi la femme a-t-elle été si longtemps maintenue en situation d'infériorité ? La menace était déjà contenue dans la Genèse, répond Jean-Paul II : « Le désir le portera

vers son mari. Et lui dominera sur toi » (3-16). « L'égalité fondamentale entre l'homme et la femme a été rompue, au détriment de cette dernière », écrit le pape, qui se dit heurté par toutes les situations — dans le couple et plus largement — où la femme est un objet de domination et de possession de l'homme ».

La femme paie, mais « elle paie pour le péché de l'autre, ajoutée ». C'est elle qui paie et paie seule. Il prend l'exemple de la mère célibataire et de l'avortement : « Que de fois ne demeure-t-elle pas abandonnée avec sa maternité, quand l'homme, le père de l'enfant, ne veut pas en accepter la responsabilité ? (...) Elle se libère de l'enfant, mais à quel prix ? »

Jean-Paul II souligne la diversité des vocations féminines dans la société et dans l'Eglise (« maternité », « virginité », insistant sur la vie professionnelle. Il exalte l'exemple « des saintes martyres, des vierges, des mères de famille, qui ont témoigné de leur foi avec courage et qui, par l'éducation de leurs enfants, dans l'esprit de l'Evangile, ont transmis la foi et la tradition de l'Eglise »).

En effet, admet-il dans sa réécriture plutôt « féministe » de la Bible, Jean-Paul II revient à des conceptions traditionnelles à propos du rôle de la femme dans l'Eglise. Il ferme de nouveau la porte à toute forme de

ministère ordonné (diacre ou prêtre) pour la femme. « En n'appelant que des hommes, à titre des apôtres, écrit-il, le Christ a agi d'une manière totalement libre et souveraine », c'est-à-dire indépendamment de la mentalité de son temps.

Et le pape complète en ces termes la démonstration : « Si le Christ, en instituant l'Eucharistie, l'a lié de manière aussi explicite au service sacerdotal des apôtres, il est légitime de penser qu'il voulait, de cette façon, exprimer la relation entre l'homme et la femme (...). » L'Eucharistie exprime, avant tout, « l'acte rédempteur du Christ-époux envers l'Eglise-épouse. Cela devient transparent et sans équivoque, poursuit le pape, lorsque le service sacerdotal de l'Eucharistie, où le prêtre agit in persona Christi, est accompli par l'homme ». Le pape confirme ainsi l'enseignement de ses prédécesseurs, notamment la déclaration « Inter Insigniores » de Paul VI en 1977, sur la question toujours controversée de l'admission des femmes catholiques au sacerdoce ministériel.

H. T.

### Une relecture « féministe » de la Bible

INÉGALITÉ, soumission, culpabilité : au cours de son histoire, l'Eglise catholique n'a pas peu contribué à alourdir ce triple fardeau de la femme. Elle n'a longtemps retenu pour seul idéal féminin que la vierge, l'épouse ou la mère au foyer.

Il faudra attendre l'après-guerre et le XII<sup>e</sup> pour qu'elle reconnaisse enfin à la femme une place dans la société, autre que celle de la maternité soumise. Jean XXIII, le premier, parla de la promotion de la femme comme d'un « signe des temps » (Pacem in terris-1963). Le concile Vatican II (1962-1965) devait aussi protester contre les discriminations et élargir les responsabilités de la femme dans l'Eglise, tout en maintenant la porte fermée à un quelconque ministère ordonné.

Jean-Paul II se place sur un autre registre. Il propose une relecture « féministe » de la Bible pour tenter de rompre avec l'imagerie traditionnelle sur la prétendue infériorité de la femme héritée de la Création divine. L'homme est aussi responsable que sa compagne de la chute dans le péché. Le pape fait table rase de clichés sexistes et de scories tirés d'une lecture simpliste de l'Ancien et du Nouveau Testament, qui ont marqué si fortement les mentalités.

La revendication féministe aussi a changé et a perdu de son agressivité. Le souci de l'égalité féminine est au

moins aussi vif aujourd'hui que celui de l'égalité.

Si les femmes dans l'Eglise revendiquent un partage plus équitable des responsabilités, la question de leur ordination a perdu de son caractère mobilisateur, sauf peut-être au Canada et aux Etats-Unis. Cela n'excuse ni le classicisme de la démonstration du pape sur l'impossibilité de principe pour les femmes d'accéder au sacerdoce ou au diaconat, ni la faiblesse des propositions, au dernier synode sur les laïques et dans cette lettre, pour que leur rôle soit effectivement rééquilibré dans l'Eglise et dans la société.

HENRI TINCO.

Le chef de l'Eglise lituanienne pour la première fois à Rome. — Mgr Julius Steponavičius, administrateur apostolique de Vilnius (Lituanie), considéré comme le cardinal in pectore nommé secrétaire par Jean-Paul II au consistoire de 1983, est arrivé à Rome le mercredi 28 septembre, après trente ans de résidence surveillée dans le village de Zdanovo. Cette permission, qui lui a été donnée pour la première fois par les autorités soviétiques, serait le premier résultat de la rencontre de juin dernier, à Moscou, entre M. Gorbatchev et le cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat.

### Répétition générale

S'il n'y avait pas ces affichettes placardées à l'entrée des ascenseurs de tous les services de l'hôpital annonçant « infirmières en grève » et ces tracts, imprimés à la va-vite et collés sur les battants des couloirs, on aurait du mal à croire que 95 % des infirmières de Saint-Antoine étaient en grève. Même va-et-vient des visiteurs entre les bâtiments gris. Mêmes elles et venues des agents hospitaliers poussant leurs brancards. Même promenade tranquille des malades qui savent que la sortie est proche. Bref, la vie quotidienne d'un jour ordinaire.

Apparemment. En fait, l'hôpital fonctionne au rythme des dimanches. Service minimum. Personnel désigné par la direction. Soins assurés, mais pas de consultation. Dans les couloirs, les infirmières travaillent et portent sur leur blouse blanche un badge vert indiquant qu'elles sont en grève. A la japonaise. Entraînées par la coordination, elles réclament une augmentation des effectifs, se revoltent contre l'hémorragie des salaires et redoutent la paralysie de la formation. Mais l'hôpital est l'hôpital. Comme le souligne une infirmière : « Faire grève ici, ce n'est pas comme à la RATP ou à la SNCF. »

Elle soigne les malades depuis dix-neuf ans. Depuis dix-neuf ans, huit heures par jour ou par nuit, un week-end sur deux de garde. Un salaire de misère. Pourquoi s'est-elle révoltée seulement aujourd'hui ? « On aime ce que l'on fait », confie-t-elle avant d'ajouter : « C'est cela notre faiblesse. »

Grève dure. Mais grève digne. Grève surgit de la base. « Si ce mouvement a tant de succès, dit une infirmière, c'est parce que les revendications de la coordination traduisent exactement ce que nous ressentons. » Alors que l'on reproche aux syndicats d'être trop « politisés », la coordination, elle, pose brutalement la question de l'infirmière. Une surveillance délicate à ce propos : « Quant à la vie au travail, mais aussi qualité de la vie familiale. »

#### Nous

#### recommanderons

Que feront-elles demain, ces grévistes malgré elles ? « Nous recommanderons s'il le faut, pour obtenir gain de cause. » Les manifestations de ce jeudi ont donc été — et chacune le sera bien conscient — une répétition générale.

Et les malades (900 à Saint-Antoine) ? « Ils nous soutiennent, indique une infirmière. A ceux qui nous le demandaient, nous avons expliqué la cause de notre colère. »

Le corps médical, lui, observe. Mais il se déclare solidaire. Ainsi le professeur Roland Parc, qui dirige le centre de chirurgie digestive de Saint-Antoine, affirme que « physiquement et psychologiquement le métier d'infirmière est dur, très dur ». Il déplore « le manque de personnel, les conditions de travail difficiles, les salaires médiocres ».

Dans ce service de chirurgie, un des plus importants de France, travaillent 66 infirmières sur vingt-quatre heures, pour 122 lits, dont 22 de réanimation. Seules les infirmières ont fait grève ce jeudi. Mais dans les jours qui viennent, les aides-soignantes, les agents hospitaliers, par exemple, ne seront-ils pas, eux aussi, tentés de rentrer dans la ronde des revendications, si la coordination obtient satisfaction ?

« Nous aussi, on a besoin d'être surpris », lance cette secrétaire d'un service de Saint-Antoine. Bref, la voie est étroite pour les pouvoirs publics. Parce que tout simplement, il n'existe pas d'hôpital sans infirmières. »

JEAN PERRIN.

Le gouvernement envisage une législation sur la bioéthique. — M. Pierre Aillaud, garde des sceaux, et M. Claude Evrin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, ont procédé le mercredi 28 septembre, à l'installation d'un groupe de travail interministériel « bioéthique et droit ». Animé par M. Guy Bibrant, président de section au Conseil d'Etat, ce groupe aura pour mission de faire aboutir les propositions contenues dans l'étude du Conseil d'Etat sur « l'éthique et le droit » (Le Monde des

26 et 30 mars). Ce rapport avait conclu à la nécessité de donner un cadre juridique aux principaux problèmes de la bioéthique (essais sur l'homme, utilisation des éléments du corps humain, procréation médicalement assistée, registres épidémiologiques, comités d'éthique). Dès cet automne, le Parlement examinera une proposition de loi relative aux essais de médicaments chez l'homme, déposée par les sénateurs Claude Hurlet (Union centriste) et Francis Sureau (PS).



# Société

## JUSTICE

Face à la multiplication des incidents

### Le garde des sceaux « enjoint une cessation immédiate du mouvement » des gardiens de prison

Face au mouvement national de protestation des surveillants de prison, le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, a choisi la fermeté, après avoir longuement reçu, jeudi 29 septembre, les neuf directeurs régionaux de l'administration pénitentiaire. Le ministre de la justice a fait diffuser un communiqué déclarant notamment : « Le ministre a constaté qu'une minorité d'agents de l'administration pénitentiaire (...) se livre à des manifestations qui perturbent gravement le fonctionnement des établissements, des tribunaux et des cours d'assises, (...) En outre, en interdisant l'accès des prisons aux avocats, certains agents portent une atteinte grave aux garanties fondamentales de notre démocratie. (...) Ces obstacles opposés délibérément au fonctionnement du service public de la justice sont devenus intolérables. Il a demandé aux directeurs régionaux de porter à la connaissance des personnels pénitentiaires que, s'il demeure ouvert à la concertation, celle-ci ne peut s'instaurer tant que le service public de la

justice sera entravé dans son fonctionnement. Il leur a demandé d'avertir solennellement les agents (...) des conséquences de leur comportement (...), de leur enjoindre de cesser immédiatement ce mouvement. »

Alors que, tout au long de la journée, le mouvement paraissait se durcir, divers incidents ont été signalés. A Marseille, les policiers ont de nouveau forcé l'entrée de l'établissement après une échauffourée avec le piquet de grève. Un surveillant a dû être hospitalisé, comme l'avait été, la veille, un délégué syndical. A Loos-les-Lille, une centaine de policiers ont dégagé l'entrée de la maison d'arrêt en tirant des grenades lacrymogènes.

A Fleury-Mérogis, où le piquet de grève avait fini par laisser passer le fourgon conduisant Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron au Palais de justice, les gardiens ont décidé d'empêcher la tenue des cours et des ateliers et les extractions, y compris celles de détenus qui doivent comparaître

devant une cour d'assises. M<sup>re</sup> Marie-Christine Eténa, qui doit défendre les membres d'Action directe poursuivis pour l'assassinat du PDG de Renault, M. Georges Besse, à partir du 7 octobre, devant la cour d'assises de Paris, a fait savoir qu'elle demanderait le renvoi du procès « si nous ne pouvons voir nos clients au plus tard mardi prochain ».

Si certaines divisions sont apparues parmi les organisations syndicales du monde pénitentiaire, les déclarations du ministre de la justice ont pour le moment été mal reçues. Le mouvement — illimité, s'étend et se durcit. Protestation contre le budget de la justice prévu pour 1989, qui ne résout pas, estime-t-elle, les problèmes de sous-effectifs et les conditions de travail et de salaires, l'intersyndicale (FO, CGT, UFAP, SPI) a demandé une audience au ministre de la justice « afin d'obtenir l'assurance d'une révision budgétaire » et appelle les personnels à poursuivre le mouvement.

## FAITS DIVERS

### La fillette poignardée à Clermont-Ferrand aurait subi des sévices sexuels

Après l'autopsie du corps de Ludvine Passet, neuf ans, le procureur de la République à Clermont-Ferrand a indiqué, jeudi 29 septembre, que la fillette a probablement subi des sévices sexuels. Le décès, a-t-il ajouté, est consécutif à un coup de couteau porté à l'abdomen (nos dernières éditions du 30 septembre).

Le corps de l'enfant avait été retrouvé, mercredi soir, par un membre de la famille dans la cave d'un immeuble situé 19 boulevard La Fayette, où la mère de Ludvine travaille dans un cabinet de conseil juridique. La fillette avait été déshabillée, et le meurtrier lui avait entravé les chevilles et ligoté les poignets derrière le dos.

Les enquêteurs de la sûreté urbaine de Clermont-Ferrand, chargés de l'enquête, ont entendu, jeudi, une douzaine de personnes. Aucune n'a été placée en garde à vue. Les policiers s'efforcent de déterminer pourquoi Ludvine a quitté l'appartement où elle avait déjeuné avec sa mère après sa leçon de piano. Il s'agissait, selon ses proches, d'une enfant très équilibrée, et elle avait été avertie par sa mère des dangers de suivre un inconnu. On ignorait encore jeudi soir si elle était sortie seule de sa propre initiative ou si elle avait répondu à la demande de quelqu'un.

Invité jeudi par TF 1, M. Robert Broussard, directeur central des polices urbaines, a estimé que, « si le meurtre de Ludvine s'inscrit dans une série d'affaires particulièrement atroces (...), on ne peut parler d'une augmentation des meurtres d'enfants ». De son côté, M. Jacques Leauté, recteur de l'Institut de criminologie de Paris, a lancé sur Antenne 2 une mise en garde contre le risque d'autres meurtres d'enfants. « Je ne peux pas vous garantir que la série soit finie aujourd'hui (...), il y a des gens qui ont tout le temps des pulsions meurtrières », a déclaré M. Leauté, pour

qui « malheureusement, la publicité favorise l'imitation ».

Depuis le début de l'année, dix enfants de deux à quinze ans ont été assassinés. Plusieurs de ces crimes ont été accompagnés de violences sexuelles, notamment ceux de Sandrine Avrikian, six ans, à Reims, et de Céline Jourdan, sept ans, à La Motte-du-Caire (Alpes-de-Haute-Provence).

La mort de Ludvine intervient au moment où se développent des initiatives de partisans de la peine de mort. Alors que M<sup>re</sup> Yvonne Piat, députée du Front national, demande l'organisation d'un référendum (lire ci-dessous), les parents de Céline Jourdan ont déposé, jeudi, à la sous-préfecture de Brignoles (Var), une pétition de plus de deux mille signatures destinée au président de la République, dans laquelle ils demandent les peines les plus sévères « pour les deux meurtriers de leur enfant et regrettent vivement que, devant de tels agissements, la peine de mort ne puisse être appliquée ».

● M<sup>re</sup> Yvonne Piat (FN) demande un référendum sur la peine de mort. — Unique député du Front national depuis les dernières élections législatives, M<sup>re</sup> Yvonne Piat vient d'adresser « au chef du gouvernement et aux présidents des deux Assemblées » un texte par lequel elle exprime son souhait de l'organisation d'un référendum tendant à rétablir la peine de mort. Cette démarche lui a été commandée par la multiplicité des violences sexuelles commises sur des enfants et suivies de mort.

● Vingt-trois morts dans les inondations au Bénin. — Les pluies torrentielles qui s'abattent sur le Bénin depuis le mois d'août ont provoqué des dégâts considérables. Selon le dernier bilan officiel, vingt-trois personnes ont trouvé la mort — dont treize lors d'une opération de sauvetage dans un village lacustre — et quelque cent mille habitants sont sans-abri. — (AFP.)

### Le blues des porte-clefs de Fresnes

(Suite de la première page.)

Alors, les mains dans les poches, regroupés face à cette lourde porte de la maison d'arrêt qu'ils refusent d'ouvrir, ils ont la tête des mauvais jours. Hormis les urgences de l'hôpital de la prison et les familles, personne n'entre, personne ne sort. Les entrants, comme on dit, sont renvoyés au dépôt. Les « extractions » de détenus sont bloquées.

Ainsi Jean-Marc Rouillon qui doit comparaître avec d'autres membres d'Action directe devant les assises de Paris le 7 octobre accusé de complicité dans l'assassinat de Georges Besse, n'a pu aller au Palais de justice et son escorte — motards, voiture banalisée, fourgon — est-elle repartie bredouille. « Mais attention, on ne veut pas pénaliser les détenus. Il y avait deux mariages prévus ce matin à la maison d'arrêt. Ils ont eu lieu. Un détenu avait un « passe » parce que sa fille est morte : on l'a laissé aller à l'enterrement. On veut dire qu'on en a marre. On veut discuter.

c'est tout. On attend l'ouverture de quelque chose. Un petit mot. »

Ces gardiens de base sont-ils habilement manœuvrés par leurs syndicats qui semblent découvrir sous M. Pierre Arpaillange des problèmes qui n'étaient guère différents sous M. Alain Chalandon ? Ce n'est pas invraisemblable bien que l'idée les horrifie. Sont-ils écorchés, las, à bout ? Sûrement.

On peut appeler Pierre et dire qu'il s'ennuie presque ce métier s'il pouvait l'exercer normalement. A vingt-huit ans, il est surveillant depuis six ans après avoir été électricien en usine. Quand il a fait son stage au centre des jeunes détenus de Fleury, en 1982, il trouvait ça « super » : « On avait le temps de discuter avec les gens. Quand ils ne savaient pas écrire, je leur faisais leurs « bafoilles ». À la famille et je leur lisais la réponse. Quand un type avait le cafard, on prenait le temps de parler. »

Le temps... Temps suspendu et si compté des détenus ; temps cadencé et toujours en fuite des surveillants. Pierre a le « blues ». « On n'est plus que des porte-clefs. » Quand il arrive le matin, seul agent à l'étage, il a la responsabilité de cent soixante détenus répartis dans une courbe de 100 mètres de long. « A l'infirmerie, on compte les formes dans les lits. On vérifie qu'il n'y a pas d'écouls, pas d'incidents. » Courrier, mouvements divers (déjeuner, douche, promenade, distribution d'eau chaude) : il faut tout consigner dans un cahier.

7200 F par mois

Transmises par les fameux « yoyos », des bouts de ficelle qui sautillent d'un étage à l'autre, les consignes font un incessant va-et-vient. Il y a le bruit des portes qui claquent, des pas qui résonnent, des voix qui s'envoient dans cet enfer immense. Vite, tout va trop vite. On ferme les yeux sur les petites entorses au règlement (les « chauffés », bricolées dans les cellules pour pallier le manque d'eau chaude, par exemple). On houpille, on se fait houpiller. On a peur de l'incident. « Le stress, quel. C'est pas de la vraie peur, c'est une tension trop forte. »

En six ans, Pierre a passé un mois de vacances avec sa femme et ses enfants. Le reste du temps, quand ses congés — statut spécial oblige (!) — tombent en octobre ou en avril, il fait du sport sans partir de chez lui. Il gagne 7200 F par mois. Il attend souvent trois mois

qu'on lui paye ses « paniers » (prime de nuit) à 1336 F, ses primes de jours fériés (12 F). Il essaie de se repérer dans un horaire mouvant, récupéré sur un petit carnet d'écolier, qui le conduit à travailler de 7 heures à 13 heures et de 13 heures à 19 heures, à cocher une journée qui se termine à 13 heures avec une nuit qui commence à 19 heures.

Il y a aussi les récupérations de trois jours octroyées après une nuit de surveillance. « Le premier jour, on rentre claqué. Souvent le troisième jour de repos sans parce qu'on n'est pas assez nombreux. A la Santé, je connais un gars qui a fait cent cinq heures en dix jours alors que sur le mois on en doit cent soixante-dix. Vous imaginez la vie de famille... »

Paul, appelez-le Paul, habite dans l'enceinte de Fresnes. Ici on dit pompeusement « le domaine ». Surveillant depuis deux ans après avoir été licencié pour raison économique de son entreprise de bâtiment, il vit avec femme et enfants dans le logement des Basses-folies, récemment réhabilités résidences du château d'eau. Il gagne 6500 F par mois, paye 2500 F de loyer et vient de recevoir ses impôts locaux : 4700 F. « Mon logement, un F 4, donne d'un côté sur la maison d'arrêt de femmes à 15 mètres des murs d'enceinte. Au nord, sur le grand quartier de Fresnes, au sud sur la future A 86 en construction. La maternité est à côté, mais les enfants, à cause d'un petit mur, sont obligés de faire tout le tour, soit 1,5 kilomètre, pour y arriver. 4700 F d'impôts locaux pour ça, vous vous rendez-compte. »

Les surveillants stagiaires, eux, sont logés à deux ou trois dans d'anciennes cellules. Ils payent autour de 500 F par mois pour une « piaule » où ils ne peuvent recevoir personne. Ne leur dites surtout pas qu'ils sont contre l'humanisation des prisons lorsqu'ils protestent contre la multiplication des activités éducatives, socio-culturelles, sportives désormais ouvertes aux détenus. « Le yoga, le culturisme, les cours d'informatique, le théâtre, les arts plastiques, on n'est pas contre. La télévision, quand elle est arrivée dans les cellules sous Badinter, à nous aussi ça a changé la vie. Avant, les nuits étaient insupportables. On avait tout le temps des « coups » (des automutilations). »

Physiquement, financièrement : « Il est passé, disent-ils, le temps où les détenus avaient un deuxième métier. On n'est plus en période de plein emploi et on est trop éreintés pour ça ». Ils disent « ne plus tenir le coup ». D'autant que les tensions

## Apple Expo 88 Quatrième rencontre : Jean-Louis Gassée vous parle de la pomme, des ordinateurs personnels et du monde. En V.O.

samedi  
**1**  
OCTOBRE

Apple Expo se termine demain. Et pour aller plus loin, parler de l'avenir et de ce que décideront

le CD-ROM à 15 h 30 seront les dernières conférences d'un cycle qui, malgré la variété des sujets, aura tourné autour d'une seule idée : offrir à l'homme les moyens de donner le meilleur de lui-même.

Toute l'idée d'Apple en quelle sorte.



les ordinateurs personnels changeront à nos vies, c'est Jean-Louis Gassée (Président Apple Produits) qui animera le débat à 13 h 30. Un visionnaire dont la V.O. est en français, profitez-en !... Et pour finir en beauté, le 1<sup>er</sup> octobre, Macintosh et la musique à 11 h 30 et HyperCard et

## Le monde se rejoint à la Villette

Du mercredi 28 septembre au samedi 1<sup>er</sup> octobre. De 10 à 19 h. Métro Porte de Pantin. La Grande Halle, la Villette. Pour plus de détails sur [numéro] la grande Halle [numéro] chaque conférence : 3614 code : APPLE.

## ENVIRONNEMENT

### Au Salon de l'automobile Les Verts manifestent pour le pot catalytique

M. Calvet m'a mis un pot catalytique : cet avertisseur, placé sur trois voitures françaises (Renault 5, Peugeot 205 et Citroën AX) venues spécialement de Suisse, a créé un bref embouteillage, jeudi 29 septembre, devant le Mondial de l'Automobile de la porte de Versailles, à Paris. Il s'agissait pour les Verts, auxquels étaient joints pour l'occasion des Grünen ouest-allemands et suisses, les Amis de la Terre et Robin des Bois, de démontrer « la mauvaise foi des constructeurs français et particulièrement du PDG de Peugeot-Citroën », qui affirment ne pas pouvoir mettre à bon compte sur le marché français des petites cylindrées équipées de pots catalytiques. « Pourquoi ce qui vaut pour les Allemands, les Suisses ou les Autrichiens ne vaudrait-il pas pour les Français ? », a souligné Solange Fomex, le porte-parole des Verts.

Les militants écologistes ont ensuite visité le Salon au pas de course, constatant que, parmi les constructeurs français, seul Renault présente une R 25 équipée d'un catalyseur. Ils ont dialogué avec les agents du stand Peugeot et leur ont remis la plaquette destinée aux clients suisses de la 205, où l'on peut lire que le catalyseur est le « triomphe du bon sens ».

Les Verts ont annoncé qu'ils demanderaient à leurs collègues européens réunis à Bruxelles les 1<sup>er</sup> et 2 octobre prochain de boycotter les voitures françaises. Les Amis de la Terre demandent seulement la « suspension » des achats de voitures Peugeot.

● Émeute en Italie contre des déchets industriels. — Quelques deux mille personnes, protestant contre un décret gouvernemental ordonnant à la ville de Manfredonia (Pouilles), un port du sud de l'Italie, de recevoir des déchets industriels provenant du Nigeria, ont envahi le maire, jeudi 29 septembre, où ils se sont livrés à des actes de vandalisme. Ils ont aussi retourné des voitures de la police et coupé des lignes téléphoniques. Le conseil municipal a démissionné en bloc. A Livourne, où un autre cargo transportant des déchets venus d'Afrique est à quai, le déchargement n'a toujours pas commencé. — (Reuters.)

## Au tribunal d'Evry

### Un référé pour « voie de fait »

Placés dans l'impossibilité de communiquer avec leurs clients, quatre avocats de l'Essonne ont chargé leur bâtonnier, M<sup>re</sup> François-Joseph Varin, d'assigner en référé le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, le directeur de l'administration pénitentiaire et le directeur de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis. A l'audience, vendredi 30 septembre le bâtonnier devait demander au tribunal d'Evry de condamner les responsables de l'administration pénitentiaire à « prendre toutes mesures » de nature à permettre aux détenus de rencontrer leurs défenseurs et ce, sous astreinte de 100 000 F par jour de retard.

Dans leur assignation, les avocats rappellent que, le 28 septembre, « des individus se prétendant gardiens de prison » leur ont interdit l'accès de la maison d'arrêt en invoquant une directive syndicale. La liberté de communication d'un détenu avec son conseil étant expressément prévue à la fois par le code de procédure pénale et par la Convention européenne des droits de l'homme, les défenseurs estiment qu'ils sont victimes d'une « voie de fait » que le tribunal d'Evry doit faire cesser et inaiter sur « le carence de l'administration à faire respecter une liberté fondamentale ».

Le président du tribunal doit rendre son ordonnance le mardi 4 octobre.



## Société

Pour organiser le développement de l'enseignement supérieur

M. Jospin lance  
une politique contractuelle  
avec les régions et les universités

La politique universitaire du gouvernement et son attitude à l'égard du monde étudiant ont fait l'objet, jeudi 29 septembre, d'une série d'initiatives, annoncées à la fois par le premier ministre et par le ministre de l'Éducation. Tandis que M. Lionel Jospin présentait, à la conférence des présidents d'université, un programme de travail qui met en œuvre les orientations tracées devant le monde universitaire le 30 juin (le Monde du 2 juillet), M. Michel Rocard examinait, de son côté, l'ensemble des problèmes universitaires avec une délégation du principal syndicat étudiant, l'UNEF-Indépendante et démocratique (UNEF-ID).

Cette stéréophonie gouvernementale prouve, à n'en pas douter, une volonté commune d'améliorer la situation des enseignements supérieurs, selon la formule de M. Lionel Jospin. Mais ces interventions parallèles, le même jour, à la même heure, laissent quelque peu perplexes.

L'essentiel de la partition est tout de même revenu au ministre de l'Éducation. Son objectif reste d'accueillir un nombre croissant d'étudiants et de leur donner « les meilleures chances de réussite ». Pour y parvenir, il a tracé les lignes de force et le calendrier de lancement d'une politique universitaire ambitieuse et qui peut, à terme, bouleverser les habitudes et la gestion des universités. Il s'agit de mettre en œuvre une « approche nouvelle » ainsi définie : « une convergence des actions prenant en compte à la fois les objectifs nationaux et les réalités locales, une démarche concertée et programmée de l'ensemble des partenaires ». M. Jospin propose d'instaurer une véritable politique contractuelle entre les universités, les collectivités territoriales et l'État, et d'inscrire ces contrats dans la durée, afin de rompre avec le pilotage à vue, qui prévaut le plus souvent aujourd'hui.

Premier acte : d'ici au 15 février 1989, les recteurs sont chargés de coordonner, dans chaque région et avec toutes les parties concernées, la préparation d'un « schéma de développement concerté des formations post-baccalauréat » (premiers cycles universitaires, instituts universitaires de technologie, classes préparatoires aux grandes écoles, sections de techniciens supérieurs). Prolongeant la réflexion déjà engagée dans un certain nombre de régions, ces schémas ont un double objectif : apprécier les équilibres entre formations, évaluer l'effort de l'harmonisation des filières et définir « un projet d'optimisation du système d'enseignement assurant la mise en harmonie des formations conduisant au baccalauréat avec les poursuites d'études qui peuvent être offertes après le bac ».

D'autre part, ces schémas devront prendre en compte les aspects quantitatifs : perspectives d'évolution des effectifs, état des capacités d'accueil de chaque académie et prévisions des développements nécessaires. On souligne, au ministère, que l'augmentation prévisible des flux d'étudiants pose sans doute des problèmes de capacité d'accueil mais permet, en contrepartie, de procéder à ce réajustement en douceur des différentes filières de formation.

Un effort  
pluriannuel

Deuxième acte : à partir du 15 février, le ministre engagera avec les établissements d'enseignement supérieur une concertation conduisant, d'ici au mois de juin 1989, à la mise en place de contrats quadriennaux de développement. Pour des raisons budgétaires, mais aussi compte tenu de l'ampleur de la tâche, cette politique contractuelle ne sera lancée en 1989 que sur une première tranche de six ou sept régions, celles « où la démographie scolaire connaît la plus forte progression ». On pense notamment au Nord-Pas-de-Calais, dont les quatre universités organisent, les 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre, des assises régionales destinées à alerter l'opinion et les pouvoirs publics sur la situation très difficile de l'enseignement supérieur dans cette région.

Ces contrats de quatre ans passés entre l'État et chaque université seront globaux. Partant de la photographie de l'établissement, ils fixe-

ront une dotation budgétaire prenant à la fois « des éléments actualisés de façon automatique et des éléments spécifiques », attribués selon les projets présentés. Les contrats comporteront également « une programmation indicative », des emplois, tant en ce qui concerne le renouvellement que le développement. Seront enfin précisés « les mécanismes d'évaluation des résultats ».

Le ministre de l'Éducation engage donc un triple pari : faire entrer le monde universitaire dans l'ère de la gestion par objectifs ; élargir au domaine complexe des formations une politique contractuelle jusqu'à présent mise en œuvre dans le seul domaine de la recherche ; enfin, articuler un « cadrage » naturel avec une décentralisation dynamique.

Un pari qui suppose des moyens financiers. M. Lionel Jospin a réaffirmé sa « conviction profonde de la nécessité d'un effort financier important en faveur de l'enseignement supérieur. Il va de soi qu'un tel redressement devra s'inscrire dans la durée ».

Toutefois, à une question des présidents d'université sur l'éventualité d'une loi de programmation, il a répondu qu'il y avait personnellement favorable, mais que ce n'était « pas à l'ordre du jour » du gouvernement. Une façon de renvoyer la balle dans le camp du premier ministre, qui, au même moment, devant les étudiants de l'UNEF-ID, rappelait « la nécessité d'un effort financier continu et pluriannuel pour l'enseignement supérieur, sous-tendu par une large concertation avec les partenaires sociaux ».

Alors que le ministre de l'Éducation s'engage sur la voie d'une politique contractuelle avec les universités, il semble que l'on réfléchisse, du côté du premier ministre, à la mise en œuvre de contrats de plan avec les partenaires sociaux, notamment les syndicats enseignants et étudiants, et les associations de parents d'élèves. Parallélisme ou complémentarité ?

« Un observatoire  
de la vie  
étudiante »

Enfin, M. Michel Rocard et M. Lionel Jospin ont annoncé plusieurs initiatives en faveur des étudiants. Le premier ministre a « engagé positivement et concrètement les modalités de la reconnaissance du fait syndical étudiant ». Les syndicats étudiants ont actuellement un statut d'association. Dans les mois qui viennent, un décret interministériel devrait leur accorder le statut de syndicat à part entière et, quelques-uns, au moins, des avantages qui en résultent (financement de la formation des élus, subventions accordées en fonction de la représentativité...).

En outre, le gouvernement va créer, au mois d'octobre, « un observatoire de la vie étudiante » qui aura pour objectif de « mieux cerner les besoins et les aspirations des étudiants ». Il ne s'agit pas d'une institution, mais d'un « organe léger », placé auprès du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) et qui travaillera par appels d'offres auprès des équipes de recherche universitaires ou des institutions spécialisées, sur des terrains aussi variés que le logement, le statut social des étudiants ou les problèmes d'insertion professionnelle.

Dernier point : M. Lionel Jospin a confié à deux architectes — MM. Guy et Cantal-Duparc (déjà animateur de Banlieues 89) — une mission exploratoire destinée à tracer les grandes lignes d'une « politique d'urbanisme et d'architecture des campus ». Il faut, a-t-il affirmé, redonner physiquement à l'université « un rôle dans la cité ».

En s'efforçant de s'attaquer de front aux défis quantitatifs et aux enjeux qualitatifs du développement de l'enseignement supérieur, aux problèmes pédagogiques et à ceux de la recherche (qui feront l'objet d'une communication au prochain conseil des ministres), au long terme et à la vie quotidienne sur les campus, le gouvernement s'engage sur une voie ambitieuse. Mais il lui faudra beaucoup de ténacité pour bousculer des modes de pensée et de fonctionnement profondément enracinés dans le monde universitaire.

« Je tiendrai parole », a fermement assuré M. Jospin aux présidents d'université.

GÉRARD COURTOIS.

**ODOUL** AGENT DE  
Garde-meubles  
42 08 10 30  
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

## Communication

Le conflit de l'audiovisuel public

## Le front de la grève coupé en deux

Le personnel d'Antenne 2 a décidé, jeudi 29 septembre, la reprise du travail pour le soir même après avoir obtenu de la direction l'assurance du paiement de la moitié des jours de grève. En revanche, la tension demeure intacte dans les autres sociétés publiques de l'audiovisuel, même si la combativité des salariés y est inégale. Sur le front d'Antenne 2, Radio-France et Radio-France internationale où la grève a été lar-

gement reconduite. L'INA, elle, devait se prononcer vendredi matin à l'issue d'une assemblée générale, tandis qu'à la SFP et à TDF, seule la CGT appelait à la poursuite du mouvement. La diffusion par TDF de toutes les chaînes a repris progressivement dans l'après-midi de jeudi et était normale vendredi 30 septembre. RFO enfin, la société de radio-télévision pour l'outre-mer,

commençait vendredi matin son premier jour de grève sur des revendications spécifiques aux DOM-TOM. Dans une lettre adressée au premier ministre, le leader de la CGT, M. Henri Krasucki, en appelle à « la responsabilité du gouvernement », rappelant certaines revendications salariales et réitérant la demande d'abrogation de la loi Léotard.

Vers quoi se dirige désormais ce conflit ? Qui en tire les ficelles ? Qui mène vraiment la grève ? Est-elle seulement « menée » ? Les acteurs et observateurs de la crise qui secoue l'audiovisuel public ne finissent pas depuis quelques jours de se perdre en conjectures. Le conflit apparaît à beaucoup comme inévitable, quand certains acteurs ne le décrivent pas carrément comme « ingérable ».

Les discussions, en tout cas, parmi les personnels, parmi les sociétés, s'accroissent. Les solidarités se fissurent, qui montrent qu'il ne s'agit pas d'un front commun de l'audiovisuel public — masque autant de problèmes spécifiques à chacune des entreprises et de conflits purement internes.

Antenne 2, consciente de son rôle et de son image de navire amiral de la flotte « service public », s'angoisse de son manque de moyens vis-à-vis de son étroit concurrent TF 1. FR 3, en plus qu'assure des incertitudes sur son avenir et son statut « marginal » par rapport aux chaînes privées, et A 2, ainsi que du mépris dans lequel on la tient. Radio-France internationale explore de frustrations si longtemps refoulées, parente pauvre d'autant plus négligée que peu capte sur le territoire puisque destinée à l'étranger. Radio-France outre-mer, elle, souffre de son jour passé et présent politique.

Il y a dans l'arrêt de la grève sur Antenne 2 une logique certaine. C'est dans cette société et au sein de la rédaction qu'avait démarré le conflit. C'est là qu'il se fissure, et cela sous l'impulsion des journalistes.

Un conflit  
particulier

Négocié presque d'un bout à l'autre sur le plan interne, face à un directeur général, M. Francis Brun-Buisson, sans cesse monté en première ligne, ce conflit est apparu au

## Mouvement étroitement surveillé à TF 1

On n'aime pas beaucoup les grèves chez Bouygues ni la publicité qui pourrait leur être faite. Les journalistes qui, le 29 septembre, tentaient de pénétrer, carte de presse à l'appui, dans les locaux de Cognac-Jay se voyaient opposer un refus ferme et légèrement ironique : « On a déjà trop de journalistes dans cette maison ! » Le groupe de travaux publics qui a pris le contrôle de TF 1 en 1987 tient à démontrer qu'il fait régner, depuis, dans la chaîne un véritable consensus social.

C'est pourquoi la direction de la Une n'a pas apprécié le mouvement de grève lancé par la CGT et la CFDT pour réclamer l'abrogation de la loi Léotard et le retour de TF 1 au service public. Une grève dénoncée par la CFDT et FO comme une « provocation politique », mais qui a été votée par une forte majorité du personnel (322 sur 720 votants).

La direction de la chaîne — qui a pourtant d'autres soucis avec l'offensive boursière menée sur le

groupe Bouygues — n'a pas ménagé ses efforts pour décourager les grévistes : tracts distribués par les cadres, appels sur le circuit de vidéo interne, commentaires sur la « personnalisation des salaires » en vigueur dans l'entreprise.

Le directeur des « ressources humaines » surveillait étroitement les assemblées générales et les votes à bulletin secret. Une pression efficace puisque seuls 95 salariés sur 1 481 auraient débrayé, selon la direction : 150 selon les syndicats. Le mouvement n'a pas troublé le déroulement des émissions : les points névralgiques de Cognac-Jay, notamment la région finale, sont depuis longtemps tenus par des personnels « sûrs », et des intérimaires étaient mobilisés pour parer à toute défaillance. Seules les coupures de Télédiffusion de France ont empêché, jeudi, TF 1 d'être présente sur tous les écrans.

M. C. I.

Avant un deuxième appel  
à l'épargne publique

## « Politis »

## change de formule

Vendredi 30 septembre, Politis nouvelle formule est en kiosque. L'hebdomadaire lancé en janvier par Bernard Langlois et son équipe change de formule, mais pas de fond : le journal demeure résolument ancré à gauche. Sa maquette, plus aérée et plus petite format, s'enrichit de seize pages et de nouvelles rubriques (« Portrait », « Semaine extraordinaire » et une chronique télévision signée de Robert Escarpit, ancien chroniqueur au Monde). En revanche, l'encart spécial qui retraçait un jour de la Révolution française a disparu : sa fabrication était trop onéreuse (100 000 F par semaine).

Car, en dépit de l'optimisme de sa rédaction — une trentaine de journalistes, « Politis » affronte des difficultés financières. Sa perte d'exploitation est de l'ordre de 2 millions de francs. La nouvelle maquette, moins coûteuse ainsi que l'augmentation de son prix de vente (25 F, soit 5 F de plus) devraient l'aider à se remettre à flot. Des négociations avec une régie publicitaire sont en cours.

Fort d'un capital de 4 millions de francs souscrits par six mille cinq cents actionnaires, Politis vend actuellement 30 000 exemplaires, dont 8 500 par abonnement. Un nouvel appel à l'épargne publique sera lancé à la fin de l'année, lorsque l'assemblée des actionnaires et la Commission des opérations en Bourse (COB) auront donné leur aval à sa direction.

Y.-M. L.

## Les projets

## du « Nouvel Observateur »

L'hebdomadaire le Nouvel Observateur va avancer sa parution d'un jour — le jeudi au lieu du vendredi — à Paris, dans l'Est et les villes de plus de cent mille habitants, à partir de mi-novembre. Il s'aligne ainsi sur le jour de parution choisi par l'Événement du jeudi, souvent en tête de la diffusion en kiosque à Paris et dans plusieurs grandes villes durant ces derniers mois. Le Nouvel Observateur gagnera quatre pages de plus et sera totalement imprimé en quadrichromie à cette occasion. Une campagne par voie d'affichage et de presse annoncera ces modifications.

Le chiffre d'affaires de l'hebdomadaire en 1987 est de 288 millions de francs — contre 272 millions l'année précédente — et le résultat net de 624 000 francs. La direction du titre prévoit une vente en France d'environ trois cent quarante mille exemplaires en 1988, contre trois cent trois mille neuf cent soixante-douze en 1987.

Le groupe de presse auquel appartient le Nouvel Observateur étudie plusieurs projets. En plus de Challenge (quarante-quatre mille exemplaires diffusés), Télématique Magazine (soixante-quatre mille exemplaires), des activités télématiques de l'hebdomadaire (messageries comme Aline, Maud, Jane ; jeux comme Game et Wargame ; astrologie comme Véga, etc.), et des services hébergés (VSD, Amstrad, etc.). Le groupe présidé par M. Claude Péridier envisage de lancer, fin 1989, un magazine de cinéma avec le mensuel Rolling Stone dont le Nouvel Observateur possède 10 % du capital.

L'augmentation de capital de « Libération »  
Les actionnaires extérieurs détiennent  
la minorité de blocage

Libération vient de boucler son augmentation de capital décidée en juin. Les quatre actionnaires extérieurs au quotidien de Serge July auraient dû théoriquement souscrire 20 millions de francs. L'augmentation n'atteindra finalement que 18,5 millions de francs. Cette somme a été versée par Communication et participations (8,9 millions de francs), BSN (5,4 millions), la Manufacture de Montreuil (3,6 millions) et Gadagne SA (500 000 francs).

A l'occasion de cette augmentation de capital, close le 28 septembre, une nouvelle société, la Société anonyme d'investissement et de presse (SAIP), holding de la société éditrice de Libération et de ses filiales, a été constituée avec l'aide de la Banexi, la banque d'affaires de la BNP.

Le capital de la SAIP — 115 813 200 francs — est dorénavant détenu à 35,2 % par les quatre actionnaires extérieurs de Libération qui possèdent donc la minorité de blocage. Le reste est aux mains des trois sociétés de personnels du journal (64,8 %).

L'augmentation de capital est surtout le fait de Communication et participation qui détiennent désormais 50,7 % des parts et qui regroupent des personnes physiques comme Gilbert Trigano, Françoise Giroud, Alain

YVES-MARIE LABÉ.

L'amiral Philippe de Gaulle critique la série  
d'émissions consacrée à son père sur TF 1

« Je soupçonne une manipulation consciente », l'amiral Philippe de Gaulle, dans un entretien au Figaro du 30 septembre, s'élève contre la série télévisée consacrée à son père et diffusée par TF 1. Débutée par deux fois de sa demande de visionner les émissions de Jean Lacouture et Jean Labbé, avant diffusion, l'amiral de Gaulle déclare notamment : « Je suis un peu agacé des leçons de morale gaullienne déversées par des gens qui n'ont jamais cessé de combattre mon père. » « On va rajouter l'histoire du général à partir de la vision que les socialistes voudraient en donner », estime-t-il.

En affirmant, par exemple, que le général de Gaulle fut le favori de

Pétain, on « fonde le droit à la légitime ingratitude politique. Du coup, les socialistes peuvent être les héritiers du gaullisme ». Ou en parlant de coup d'État pour l'arrivée au pouvoir du général en 1958, « on lui fait endosser des pratiques pseudo-monarchiques » qu'il n'a pas inventées.

« Ce n'est pas très difficile de modifier l'histoire, affirme l'amiral de Gaulle. Il suffit de gommer un détail ici, de souligner un trait là (...) et de Gaulle redevient progressivement un agitateur, un César qui a passé son temps à menacer la République. On finirait par oublier qu'il l'a rétablie deux fois ».

## CANTONALES

DIMANCHE DES 20 HEURES :  
LES RÉSULTATS

## ACTUALITÉ

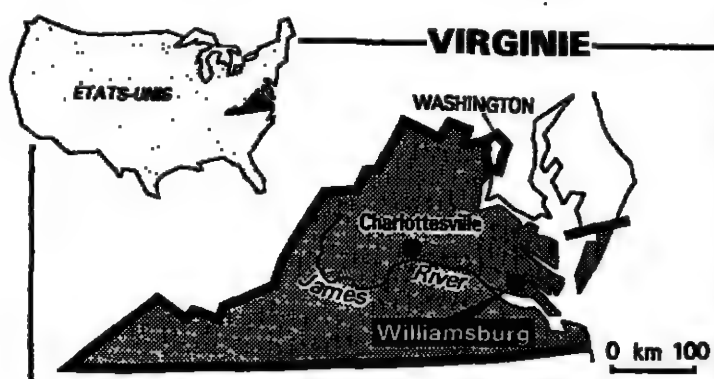
36.15 LEMONDE

هكذا من الأصل



# Le Monde SANS VISA

Deux siècles d'histoire  
préservés et lustrés  
avec un soin extrême.  
A Williamsburg,  
la Virginie a arrêté  
les pendules à l'heure  
où naissait une nation.



## Virginie, mémoire et nostalgie de la jeune Amérique

par Danielle  
Rouard

**M**AIS à quoi joue cette femme en costume du dix-septième siècle figée dans l'instantané d'un cliché aux côtés d'un bébé cool soumis aux soins d'un barbier ? Ce pourrait être la soubrette d'une pièce de boulevard ou l'effigie de cire d'une célébrité du musée Grévin. La réalité dépasse la fiction. Mrs Margaret Tower, quarante-cinq ans, mariée, grand-mère et coiffeuse de son état, exerce sous l'objectif du photographe son métier quotidien dans son ordinaire habit à Williamsburg, Virginie. Vaste dessin... A la veille de l'an 2000, Williamsburg, quatre mille habitants, vit à l'heure de son âge d'or passé, lorsqu'elle brillait de ses feux de capitale coloniale de la Virginie, premier Etat constitué pour la fondation des Etats-Unis.

Où, mieux qu'à Williamsburg, respirer cette nostalgie de la jeune Amérique qui enflamme tout citoyen blanc d'outre-Atlantique ? A ce point, le mythe dépasse la romance. Car ici « le futur peut apprendre du passé », vous dit-on.

L'étude ne manque pas de moyens. Dix-sept cents personnes, du chercheur sociologue au balayeur, se penchent sur l'histoire. Expérience in vitro, peut-on dire. Ils travaillent, s'habillent, mangent et dorment, comme les habitants de la capitale le faisaient en leur temps. Le fonctionnement de la communauté est assuré par les millions de dollars qu'apportent chaque année les millions de visiteurs à Williamsburg. Le profit est la seule source de financement. Comme jadis, pour ces premiers colons de Virginie, venus à la seule recherche du profit, sans vouloir évangéliser, à la différence de ceux qui quelques années plus tard débarquèrent au Massachusetts ou en Pennsylvanie. Profit et autofinancement : l'espérance est devenue depuis credo. Aucun détail n'a été négligé pour que vive le Williamsburg de l'époque et qu'ainsi les jeunes générations saisissent l'esprit des ancêtres. Ainsi Margaret en sa demeure...

Margaret, jeune fille, arrive un beau jour, il y a vingt-cinq ans, à Williamsburg pour y épouser un forgeron embauché par la ville. C'est d'ailleurs pour elle l'unique

façon d'être autorisée à résider dans la cité. En effet, commencée dans les années 20 grâce aux fonds donnés par John Nelson Rockefeller, la rénovation de la cité est presque terminée lorsque Margaret débarque. Et le projet de recherche historique in situ fonctionne déjà. Les volontaires sont nombreux à vouloir travailler. Mais les élus sont rares, triés sur le volet.

### Le salon aux perruques

Margaret se marie donc. Enthousiaste, elle veut servir la cause. Sans diplôme, mais curieuse de tout, elle se forme au métier de coiffeuse. Elle apprend au fil des jours à couper cheveux et barbes, à boucler et poudrer perruques, selon les recettes du « dix-septième ». Elle ouvre salon, dans une des maisons restaurées. L'étroit escalier accède à une chambre où s'installe le client. Serrée dans son lourd costume, infatigable, Margaret coiffe depuis un quart de siècle toute la colonie, tous ceux venus à Williamsburg pour faire revivre l'histoire... et y vivre leurs propres rêves d'enfants. « Il faut une âme de gitan et l'amour du voyage pour vivre ici », explique Margaret tout en maniant le blaireau. « C'est un voyage dans le temps. On nous ressentons ce que les colons sentaient à l'époque. Je ne copie pas, j'ai mon propre style. Mais j'apprends ainsi l'histoire aux enfants et aux adultes qui viennent en visite. Ils m'adorent. L'histoire habituellement est si ennuyeuse ».

Pendant longtemps, Margaret a vécu dans cette maison. Depuis peu — légère entorse à sa méthode —, elle la quitte le soir pour un pavillon tout confort dans les environs de Williamsburg. Abandonné, le costume. Retrouvée, la « credit card », la TV, et le lavo-vaisselle, bref tous les ingrédients du vingtième siècle. Comment bascule-t-on ainsi d'un monde à l'autre ? Voyager dans le temps, du soir au matin et

chaque jour de l'année, n'est pas une mince aventure. Margaret « navigue sans problème », benvenue de jouer sa vie « comme au théâtre mais en mieux ». Car elle « le » sait : elle est « investie d'une mission ».

Les pommes qu'elle achète chez l'épicier voisin sont produites sans engrais chimique « comme autrefois ». Dans la taverne de Christians Campbell ou chez Josiah Chowning, on vous sert « comme autrefois » la soupe aux cacahutes, le jambon de Virginie et la tarte de gibier coloniale. Au dessert, les glaces aux figues et les gâteaux à la farine de maïs. Le tout arrosé de bière ou de whisky frappé à la menthe. Il faut un fort appétit pour goûter à ces plats solides d'autan. Et un goût sérieux pour la pureté du provincialisme colonial, rêve perdu dans la douce vie yankee.

Thomas Jefferson, George Washington, et tant d'autres... Ces grands hommes qui firent la jeune Amérique arrivaient alors en calèche, longeant l'allée ombragée de peupliers pour s'installer au Capitole de Williamsburg, une réplique de la Maison carrée de Nîmes. Le temps d'une assemblée où se forgeait la démocratie naissante, ils quittaient leurs riches plantations de Virginie. Sur les rives de la James River, on savait si bien vivre... Bals et banquets se succédaient. Cinquante convives s'amonçant pour le dîner du soir ne prenaient jamais au dépourvu l'épouse qui régnait sur son domaine. En témoignent les journaux intimes conservés par les descendants. Envoyée l'opulence d'alors ! La plupart de ces plantations sont devenues musées. Mais l'âme de ce passé habite toujours Berkeley, sauvée du naufrage par son héritier, le dernier gentleman-farmer de Virginie à vivre selon l'art des ancêtres.

Dans sa demeure géorgienne, l'homme né en 1900 reçoit avec élégance, vêtu d'un tweed londonien raffiné. Veuf, il fait marcher son exploitation à l'aide de huit ouvriers agricoles. Lui-même ne répugne pas à conduire le tracteur. Il a ce teint hâlé par les travaux des champs. Il garde cet

humour sudiste et ce talent de conteur qui séduit les hommes... et plus encore les femmes. Les plants et pépinières ont remplacé le tabac, qui fit la fortune de la Virginie. Deux tavernes aménagées dans les dépendances offrent aux visiteurs les tartes et le « Berkeley Branded Bourbon », la spécialité du lieu. « Le bourbon a été inventé ici », affirme le maître de maison.

### Le souvenir des « Sudistes »

Chaque année, le premier dimanche de novembre, il commémore le premier « Thanksgiving » de toute l'histoire américaine. « C'est à Berkeley, vous explique-t-il, deux ans avant l'arrivée des colons au Massachusetts, que cette fête fut créée. Les émigrants débarquèrent là, en Virginie, épuisés mais sains et saufs ; ils s'agenouillèrent sur la rive, pour remercier Dieu

de les avoir protégés. « Je célèbre ce souvenir selon les règles transmises par eux », insiste ce descendant des pionniers. « Trop longtemps, la paternité du Thanksgiving fut attribuée au Massachusetts ». « Erreur historique corrigée dit-il, par le président Kennedy. » La fête est fin. Y sont conviés les descendants des grands planteurs et le peuple, mais pas de célébrités. « Parce que la commémoration de Berkeley est faite pour tous les Américains. C'est leur tradition. C'est un héritage commun. » Au cœur de l'automne, sur la James River, brille la flamme d'un souvenir heureux. Comme si c'était hier seulement...

Pour un peu résonnerait encore le bruit des canons de la guerre civile. En ces terres de Virginie s'affrontèrent colons du Nord et du Sud. Ici triomphèrent ceux qu'on continue d'appeler aujourd'hui — avec quelque discrétion certes — les Yankees. Trois siècles d'Union se sont

écoulés sans réussir à effacer totalement dans le cœur des « Sudistes » les traces amères de la défaite. De nombreuses lettres, carnets et récits transmis précieusement de génération en génération en relatent le moindre événement. Richmond, capitale de l'Etat qui remplaça Williamsburg, a reconstruit « la Maison Blanche de la Confédération », son musée. Sur les anciens champs de bataille se retrouvent au fil des saisons et tout au long de l'année les descendants des combattants. Ils y reconstituent en grandeur nature les célèbres combats.

Chaque petite ville de Virginie possède son « club » d'histoire de la guerre civile ; cent à trois cents membres s'acharnent à l'étude des stratégies d'alors. « Un général belge est récemment venu assister à une de nos batailles. Nos généraux défunts restent des maîtres de l'art de la guerre », confie avec fierté un membre du club de Charlottesville, chauffeur de car de son état. Lui-même s'est abonné au « Virginia Country's Civil War Quarterly », une revue trimestrielle publiée par la « Civil War Society ». Cette dernière a même une concurrente.

(Lire la suite page 16.)

## EXPLORATOR EXPEDITIONS



LA BROCHURE 1989  
VIENT DE PARAÎTRE  
AVEC PLUS DE  
CENT ITINÉRAIRES  
INÉDITS

Envoi gratuit sur  
simple demande

EXPLORATOR 10, PLACE DE LA MADAME TUDOR PARIS  
TEL. (1) 42.86.86.34

Nom, Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

LMH



## DECOUVERTE

## Musée de guerre pour la paix

En juin 1944, Caen s'est trouvée au centre de la bataille de Normandie, « une des plus longues, des plus dures et des plus cruelles de notre histoire », devait rappeler François Mitterrand en inaugurant, le 6 juin dernier, soit quarante-quatre ans plus tard, dans cette même ville, un « musée » pas comme les autres. Un Mémorial — tel est son nom — y retrace, pour les générations à venir, les différentes phases de cette guerre qui, ici, plaide en faveur de la paix en disséquant ce « déchirement de peuples faits pour vivre ensemble ». Un lieu insolite qui ne se contente pas, en effet, de relater le déroulement de la République, « de n'être qu'un pleur musée historique, un musée du souvenir » mais dont la vocation est d'expliquer et de faire comprendre que « la paix n'est pas possible dans la déshumanisation des peuples et qu'au niveau mondial seule une solide organisation commune rendra cette paix durable ».

Un lieu de recueillement et de commémoration, donc, mais aussi, de réconciliation et de dialogue, de travail et de recherche, de spectacles et d'expositions. Le lieu, aussi, d'une réflexion permanente sur les libertés et les droits de l'homme. Pour ce faire, le Mémorial invite les visiteurs à un voyage dans notre histoire et dans notre mémoire collective. En espérant qu'ils quitteront ces lieux convaincus de la fragilité de l'équilibre mondial actuel. En état de vigilance, à l'affût des « signes » qui, dans notre actualité, pourraient conduire à la répé-

tion d'une situation qu'ils viennent de vivre ou de revivre.

Un véritable voyage historique, à travers notre siècle, de 1918 à 1988. Un itinéraire qui ressemble, en fait, à une descente aux enfers tout au long d'une effective descente en spirale, au cœur d'une sphère située au centre de l'édifice conçu par l'architecte Jacques Millet et aménagé par Yves Devraigne, responsable de la muséographie et de la scénographie. Une véritable mise en scène de l'espace dans laquelle, explique ce dernier, « tout concourt à placer le visiteur dans l'état d'esprit de l'époque ».

Une « mise en condition » qui s'opère notamment par le biais d'ambiances lumineuses et sonores. Une sorte d'histoire impressionniste où des voix d'outre-tombe (celles d'Hitler, de Pétain ou de De Gaulle) vous impressionnent comme la lumière impressionne la pellicule, au point qu'on écoute à plusieurs reprises l'étonnant et quasi extraterrestre dialogue téléphonique entre Weygand et Huntziger, une fois la défaite consommée. Passionnante (mais angoissante) plongée à travers la faillite de la paix (« la der des ders », simple préface de l'entre-deux-guerres et la crise économique qui provoque — ou facilite — la montée du nazisme face à des démocraties affaiblies), la France des années noires (l'invasion, la débâcle, l'occupation et l'affrontement entre ceux qui composent, voire collaborent, et ceux qui refusent l'asservissement à une idéologie fasciste et raciste), la guerre mon-

diale et la guerre totale (avec l'entrée en lice des États-Unis et de l'Union soviétique), la débâcle, enfin, et la défaite de l'Allemagne suivie de la reddition japonaise après l'explosion de deux bombes atomiques.

Mélange des genres, aussi, d'une histoire qui juxtapose *Mariella*, de Tino Rossi, *la Java*, de Mistinguett, *Parlez-moi d'amour*, de Lucienne Boyer et la montée du fascisme illustrée par les sinistres et impressionnantes parades militaires de Nuremberg ou de

**Endroit exceptionnel que ce Mémorial, à Caen, qui met en scène rien moins que la seconde guerre mondiale et pose la question : pourquoi ?**

Rome. Ambiguïté, également, d'une histoire qui apparaît, aujourd'hui, noire et blanche mais qui, à l'époque, peignait volontiers de gris le quotidien des occupants. « 40 millions de collaborateurs ? 40 millions de résistants ? » — résume, cruellement, une inscription — interpellante.

Confiée à l'Institut d'histoire du temps présent — un laboratoire du CNRS — la conception historique du Mémorial vise trois objectifs. D'abord, présenter aussi clairement que possible les acquis les plus récents sur les enjeux, le déroulement, la signification de la seconde guerre mondiale. Ensuite, replacer le conflit dans sa dimension planétaire. Enfin, diffuser à



MAISON DE LA PAIX

la fois un message élaboré et pointu destiné à un public exigeant (donnant toutes les garanties scientifiques sur un sujet autour duquel controverses et polémiques ne manquent pas) et un message simple et accessible à tous grâce à des chronologies simplifiées, des cartes, des films de montage. Le Mémorial utilise largement les techniques audiovisuelles et informatiques les plus récentes, offrant ainsi aux jeunes visiteurs, souvent rebutés par les musées traditionnels, de multiples séductions.

Ici, en effet, la leçon d'histoire se fait jeu avec, notamment, de

nombreuses maquettes, objets et matériels, ainsi que des collections d'uniformes et d'armes légères. Mais surtout, avec la possibilité, grâce à des minicels, de consulter le Centre de recherche et de documentation installé dans l'édifice et de « dialoguer » avec des bornes de consultation qui, munies de vidéodisques, répondent immédiatement aux questions posées, sous forme de scénarios animés et sonorisés dans la langue choisie. Une manière originale d'interroger l'histoire de la deuxième guerre en se mettant, par exemple, l'espace d'un instant dans la peau d'un soldat allemand ou canadien. A cela s'ajoutent deux spectacles audiovisuels réalisés par la société de production Cinéma 7, dirigée par Jacques Perrin : *Espérance*, qui, à travers l'image et la musique, propose une réflexion sur la fragilité de nos démocraties et le *Jour J* qui retrace, sur trois écrans géants, la bataille de Normandie, vue simultanément, là aussi, du côté allié et du côté allemand. A signaler, enfin, une présentation très spec-

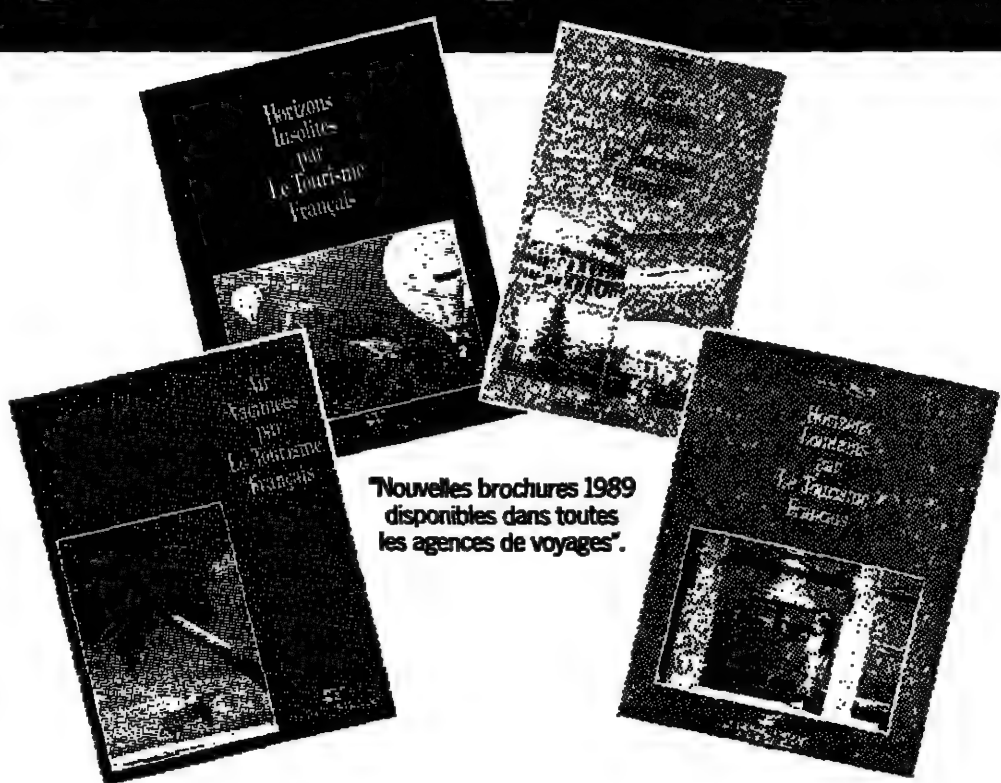
taculaire de cette même bataille et de la fin de la guerre en Europe par une succession de cartes animées et de montages de films d'archives dont certains inédits.

De quoi faire du Mémorial de la bataille de Normandie un « musée » passionnant. Un musée-mémoire où, paradoxalement, on ne voit pas le temps passer. Un lieu culturel nouveau où la reconstruction du passé débouche sur une réflexion sur le présent. Un musée de guerre. Pour la paix.

P. Fr.

• Situé au nord de Caen (240 km de Paris), en bordure du boulevard périphérique (direction Bayeux-Cherbourg), le Mémorial est ouvert tous les jours. De 9 heures à 19 heures (jusqu'à 22 heures le vendredi). Entrée 30 F, 15 F de douze ans à seize ans. On y trouve boutique, bar-café, restaurant et garderie. Renseignements : Mémorial Caen-Normandie, esplanade Eisenhower, 14000 Caen, tél. : 31-06-06-44.

**Nous avons changé notre image, pas notre philosophie.**



Nouvelles brochures 1989 disponibles dans toutes les agences de voyages.

**LE TOURISME FRANÇAIS**  
votre exigence est la bienvenue

Le Tourisme Français - 96, rue de la Victoire - 75429 Paris Cedex 09 - Tél. : (1) 42 80 67 80 et dans toutes les agences de voyages.

## Virginie, mémoire et nostalgie

(Suite de la page 15.)

En moins d'un siècle et demi se construisit ainsi le vaste empire américain. A l'Union créée, la Virginie revendique son appartenance. Mais le rêve doit rester vivant d'une ferveur collective pour un unique destin. Où prit naissance l'inspiration ? Dans ces temps reculés du dix-septième siècle. Elisabeth dite « la Reine vierge » régnait alors sur le trône d'Angleterre, lorsque débarquèrent les immigrants de la James River. Le premier sujet de Sa Majesté, une fille née sur cette rive, fut donc nommée Virginie. Les colons rencontrèrent les habitants de la région, des Indiens. Ceux-ci leur firent découvrir le maïs et le tabac. John Smith, un de ces Anglais, marchand-aventurier, épousa même en 1607 Pocahontas, princesse indienne qui devint lady Rebecca. Mais la paisible cohabitation ne dura pas. De ces Indiens, comme de ces esclaves noirs dont le travail gratuit permit la prospérité des plantations, peu de traces subsistent en Virginie. L'Union abolit l'esclavage, et la décadence économique du Sud commença. La Virginie garde la nostalgie de ce pays de Cocagne qui fut le décor des débuts de son histoire.

C'est à Washington qu'il faut terminer le voyage, pour combler les trous de la mémoire. Plus pré-

cisément au Musée national de l'histoire américaine et aussi dans les musées *black* de la capitale, dont 80 % des habitants sont noirs. Mais en ces lieux pleins de savoir, l'air qu'on respire n'est plus tout à fait celui de la terre fondatrice. Les magasins de souvenirs pullulent, les gadgets font fureur. Ainsi en poupées de carton à découper, la lignée des épouses de tous les présidents passés et même Nancy Reagan. Ou, en jeu de cinquante-deux cartes, les principales personnalités d'origine noire.

Dans ces boutiques se pressent des millions de citoyens venus de tous les États d'Amérique. Qu'y cherchent-ils ? De tous ces contrastes, qu'assument-ils ? Dis-moi qui tu es et je te dirai qui tu es... Le succès qu'ils accordent à leur concitoyen, le romancier John Updike, est significatif. Ils se retrouvent dans sa vision lucide et caustique des mœurs américaines. Si l'on en croit John Updike, le puritanisme n'est pas mort dans leur cœur. Ni la soif d'idéal, comme l'ennui et la peur de la mort. Mais, écrit-il dans *Rabbit est riche* (1) « pour eux, la vie, c'est une grosse tôle pleine de fantômes ».

DANIELLE ROUARD.

(1) Éditions Gallimard.

## LES GRANDS VOYAGES EXTRAORDINAIRES

vous invitent à découvrir...

• WEEK-END LONDRES ... 995 FF*	• L'INDE ... 15.400 FF*
• LA THAILANDE ... 6.490 FF*	• LE JAPON ... 22.920 FF*
• LA CHINE ... 8.390 FF*	• LE TRAIN DES HAWAIIAIS ... 25.490 FF*
• L'ÉGYPTÉ ... 9.950 FF*	• LA VOIE DE L'ORIENT EXPRESS ... 25.000 FF*
• L'INDONÉSIE ... 12.490 FF*	

\* à partir de

vps

7 et 9, rue Beaumont  
75011 PARIS

Tél. : (1) 42.57.68.73  
Tlx : 240 883

"L'art du voyage retrouvé"

DEMANDEZ LA DOCUMENTATION - RENSEIGNEMENTS GRATUITS

## Carnet de route

En 1585, la première expédition venue d'Angleterre accoste au sud de la baie de Chesapeake. Les explorateurs éblouis donnent à la région le nom de Virginie... André Kaspi, dans son ouvrage *Les Américains* publié au Seuil dans la collection « Points Histoire », raconte remarquablement cette naissance de la Virginie. Ainsi apprend-on que la première cargaison de tabac — la richesse de cet État — atteignit l'Angleterre après des semaines de rude traversée en 1617.

Mais aujourd'hui en Virginie, fumer est interdit dans de nombreux restaurants et lieux publics, et il ne faut plus que quelques heures pour faire le trajet. Par un vol régulier Paris-Washington, assuré par diverses compagnies.

De la capitale, il est aisé de se rendre ensuite à Richmond, distante de 200 kilomètres environ, vers le Sud. L'hébergement est luxueux, au Grand Hyatt ou au Four Seasons Hotel de Washington, plus simple, si l'on préfère, au Quality Inn de Williamsburg ou à l'English Inn de Charlottesville. L'office de tourisme de Virginie fournit tous renseignements utiles (1). A Paris, s'adresser à l'office de tourisme des États-Unis (2).

Il existe également des formules « circuit ». Ainsi « Vacances fabuleuses » de Pan Am propose un itinéraire de sept jours à travers la Virginie pour 5 000 francs environ tout compris : le vol sur Pan Am, l'hébergement pour sept nuits dans une chambre double et la location d'une voiture pour la semaine.

(1) Virginia Division of tourism, 202 North 9th Street, Suite 500, Richmond, Virginia 23219, USA. Téléphone : 804/786-2051, télex : 828323 VDED RCH.

(2) Office du tourisme, ambassade des États-Unis, 2, avenue Gabriel, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : 42-60-57-15. Par courrier ou par téléphone, uniquement.

مكتبة من الأصل



## ENQUETE

# Un agent de voyages tout neuf

**D**ANS son petit bureau de la rue Jobbé-Duval, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Jean-François Alexandre, trente-huit ans, fait penser au héros du film américain *Big*, cet adolescent qui rêve d'être adulte et qui, une fois son vœu exaucé, décroche une situation dorée grâce à sa compétence encore fraîche en matière de jolies. Son jouet à lui s'appelle Top Resa, une manifestation qui fête aujourd'hui son dixième anniversaire et s'est imposée comme le rendez-vous incontournable des professionnels du tourisme. Une sorte de Salon de l'auto où les revendeurs - les agents de voyages - viennent découvrir à quoi ressemble la mode d'hiver concoctée dans les ateliers des producteurs : voyagistes, hôteliers, offices de tourisme, réceptifs étrangers, loueurs de voitures, compagnies aériennes et maritimes.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En décembre 1980, lors du premier Top Resa organisé à Deauville (la première édition s'était tenue l'année précédente au PLM Saint-Jacques, à Paris), on avait enregistré 115 exposants et 600 visiteurs préinscrits. Cette année, Top Resa accueille 350 exposants (environ 2 500 personnes sur les stands) représentant 800 marques, attend quelque 3 300 visiteurs préinscrits et table sur un chiffre final avoisinant les 5 000. Une affluence qui s'explique par la qualité du « plateau » présenté, puisqu'à l'exception des deux premiers (le Club Méditerranée et Nouvelles Frontières qui disposent de leur propre réseau de distribution), la totalité des voyagistes figurant au « Top 50 » de la profession auront planté leur tente à Deauville.

C'est, en effet, un immense chapiteau, situé entre le casino et les célèbres « planches », qui abri-

tera cette année une manifestation qui, victime de son succès, a déjà dû déménager deux fois pour éviter l'asphyxie et la paralysie continue. Après l'hôtel du Golf (où les chambres avaient été transformées en « salons-contact ») et les locaux d'un casino désormais envahi par les machines à sous, Top Resa espère bien pouvoir s'installer dès l'an prochain dans le complexe de congrès-expositions qui devrait succéder à l'actuel chapiteau et dont on espère qu'il ne contribuera pas à défigurer encore davantage une station plus malmenée par ses urbanistes et ses édiles que par l'outrage des ans...

Réfugié lui-même dans l'arrière-pays, où il a pignon sur bocage, Jean-François Alexandre n'est pas le seul à déplorer l'enlaidissement d'un lieu dont l'image de marque et la situation (« le 21<sup>e</sup> arrondissement de Paris ») ont certainement contribué au succès de Top Resa et à la convivialité qui y règne.

Autant d'éléments auxquels se sont ajoutés, précise-t-il, « le sérieux et le savoir-faire d'une organisation qui compense la faiblesse de ses effectifs - trois personnes seulement - par un souci du sur-mesure, un contact étroit avec ses clients et la passion avec laquelle elle monte cette pièce où tout se joue en une seule représentation ». « Notre seule préoccupation, c'est la réussite de notre manifestation au plan technique », insiste celui qui se présente avant tout comme un organisateur de Salons. Et qui n'oublie pas, au passage, de relever « l'excellente collaboration avec la chaîne Lucien Barrière et la municipalité de Deauville ». Reste le revers de la médaille : l'insuffisante capacité hôtelière locale qui contraint nombre de

participants à chercher une solution extérieure.

Conforté, de l'avis même de son organisateur, par la confiance et l'adhésion des professionnels, le succès de Top Resa reflète-t-il pour autant la bonne santé du secteur du tourisme ? « En fait, relève Jean-François Alexandre, les difficultés rencontrées par la profession, dans les années 82-84, avec, notamment, une certaine

les menaces représentées pour cette profession par la télématique et l'informatique... » Dix ans après, constate-t-il, ces dernières sont effectivement entrées dans les agences mais elles n'ont, en aucun cas, remplacé le rôle de l'agent de comptoir. (...) C'est vrai qu'on assiste à des mouvements, à des intégrations, à des absorptions, à des regroupements, mais je suis intimement

**A Deauville, les professionnels du tourisme vont se rencontrer et fêter le 10<sup>e</sup> anniversaire du Salon Top Resa. Ils devront aussi réfléchir sur cette formule lancée par l'un d'entre eux : « L'agent de voyages de papa devra s'adapter ou disparaître. »**

basile du pouvoir d'achat, puis le contrôle des changes, ont provoqué une sorte de prise de conscience face à un contexte extrêmement concurrentiel. (...) A partir du moment où il y a concurrence, il faut se montrer et il faut se battre. » Une situation, constate-t-il, qui a été favorable à Top Resa car Top Resa est un outil qui permet de se battre.

Cela dit, Top Resa ne risque-t-il pas de voir se tarir une autre source de son succès : les agents de voyages souvent présentés comme une espèce menacée de disparition ? « En 1979 déjà, se souvient Jean-François Alexandre, on débattait sur le thème : l'agent de voyages, technicien ou presse-bouton ? Et on évoquait

convaincu que l'agent de voyages existera toujours et que cette profession n'est pas en péril. (...) Cela dit, elle risque de changer de mains : les moins bons disparaîtront au profit de ceux qui se donneront des moyens modernes de gestion et de promotion, ceux qui sauront à la fois gérer et séduire : l'agent de voyages de papa devra s'adapter ou disparaître. »

Encore faut-il que les Français se décident à utiliser plus nombreux les services des agences de voyages. Pour Jean-François Alexandre, « la faiblesse du marché français, ce n'est pas le nombre de gens qui partent en vacances, mais le petit nombre de ceux qui passent par une agence

de voyages et c'est ça qui fait la force des marchés anglais et allemands. (...) Le problème est davantage dans le comportement du client français, individualiste, que dans l'état d'une profession qui n'a toujours pas réussi, contrairement aux agents immobiliers ou aux agents de change, par exemple, à convaincre le public de son utilité. »

D'autres évolutions, en revanche, sont d'ores et déjà en cours. Ainsi, aux self-made men passionnés, capables de prendre des risques, succèdent de plus en plus des hommes jeunes ayant une formation de gestionnaires et qui, relève Jean-François Alexandre, « vendent un produit comme ils vendraient une voiture ou une machine à écrire, ce qui se répercute dans la qualité des brochures, de la communication et de la publicité ». Les professionnels français sont-ils, pour autant, prêts à affronter la bataille de 1993 et à faire bonne figure sur le marché unique européen ? « Certes, reconnaît-il, nous ne sommes pas assez présents à l'extérieur, mais des rapprochements s'opèrent, des groupes se constituent, et même si nous sommes peut-être partis un peu tard, je ne vois pas pourquoi nous serions laminés. D'autant que nous disposons d'un atout maître : la qualité du voyage, domaine où nous occupons souvent une position unique en Europe. » Et de suggérer la création d'une Chambre syndicale du « haut voyage », comme cela existe pour la « haute couture ».

Top Resa face à l'Europe ?

« Nous n'avons pas attendu 1993 pour avoir des exposants européens (Sunair, Hotelplan, Touroper). Reste que notre vocation première, c'est de servir les détaillants français. Et c'est le produit qui correspond à cette vocation, c'est-à-dire Top Resa, que nous voulons conforter, consolider et améliorer, à Deauville. Inutile de l'exporter dans la mesure où il existe, chez nos voisins, des Salons correspondants et bien établis. » Il est mieux que chacun reste à sa place, les conclut celui qui se présente un volontiers comme « un garçon prudent, un Normand, un pragmatique » qui se satisfait tout à fait d'être « le premier dans son village ».

Sûr de lui et sûr d'un produit qui lui fait accepter avec sérénité la concurrence et la multiplication des Salons professionnels dans le secteur du tourisme : « On est dans un pays de libre entreprise. J'accepte ce régime. C'est aux voyagistes de choisir. Ce que je critique, c'est ceux qui disent : il faut être partout. Ce n'est pas vrai, c'est un mauvais calcul : il faut faire un choix. Moi, je refuse du monde... »

Heureux homme qui, paraphrasant une célèbre expression américaine, peut, aujourd'hui, se vanter d'avoir mis sur pieds « la bonne manifestation, au bon endroit et à la bonne date ».

PATRICK FRANCES.

# ALTEA

## HOTEL

*Altea en France  
C'est plus de quarante hôtels  
au cœur des régions  
et au centre des villes*

Réervation : Tel. (1) 42.68.22.88. Tel. Vert. : 05.28.88.00.



*Altea, des hôtels en synergie avec la ville.*

En France : Albi, Angers, Beaune, Belfort, Besançon, Briançon, Cabourg, Clermont-Ferrand, Colmar, Deauville, Dijon, Dunkerque, Fos-sur-Mer, Grande-Motte, Lyon, Mâcon, Marseille, Metz, Montpellier, Mont-St-Michel, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nemours, Nice Orange, Orléans, Paris, Reims, Rennes, Roubaix, Saint-Etienne, Saint-Valéry-en-Caux, Strasbourg, Toulon, Toulouse, Val-de-Reuil, Valfréjus. Et aussi en Allemagne : Cologne, Francfort. En Autriche : Mondsee. En Belgique : Louvain-la-Neuve. En Hollande : Beek Maastricht, Groningen, Nijmegen, Tilburg, Vlieland. Au Portugal : Lisbonne.

Une chaîne de Pullman International Hotels. Groupe Wagons-Lits.

# SHOP

## FANTASTIC!

Où le shopping est fantastique à Jersey!  
A ST HELENS, dans les rues piétonnes  
jalonnées de boutiques tentatrices  
et exonérées de taxes vous ferez de  
séduction en séduction.

Et bien sûr en automne, vous ferez de  
longues promenades dans le calme sur  
les plages et dans la campagne ; vous  
prendrez l'incomparable thé anglais  
accompagné de scones et autres  
 douceurs ; vous parcourrez les superbes  
golfs et vous finirez la soirée dans un  
pub à l'odeur de vieux cuir et de bois ciré.

FANTASTIC!  
**JERSEY**  
L'ILE FLEUR EN AUTOMNE



Pour en savoir beaucoup beaucoup plus sur notre ILE FLEUR,  
Pour recevoir une documentation en couleur, avec le programme de séjour et coupon à : Mairie de St  
Jersey, 10, Boulevard Mahatma, 75008 Paris. Tél. (1) 42 62 83 84. Ouvert du lundi au vendredi de 10  
h à 18 h. Minut. Code : 2616 + JERSEY.

COUPON

NOM (prénoms et nom) \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_



# Evasion

**N°1 SUR L'ATLANTIQUE NORD USA, CARAIBES, HAWAII**

**VACANCES FABULEUSES**

DE TOUT PETITS PRIX sur les vols réguliers quotidiens directs.

LE SERVICE d'une grande compagnie internationale.

LE CHOIX ILLIMITÉ des formules de voyages : séjours, circuits individuels ou de groupes, camping, hôtels, voitures, camping-cars, golf, etc.

LE SPÉCIALISTE du voyage américain sur mesure.

L'ASSISTANCE de nos correspondants sur tout le territoire américain.

1, rue Scribe, 75009 PARIS - Tél. : 42-66-41-76  
ou dans toutes les agences de voyages

« LE VOYAGE QUE VOUS AIMEZ »

**uniclam** LIC A 1205

L'Amérique c'est notre terre, l'Afrique notre passion.

Fondé il y a plus de 15 ans, uniclām est le grand spécialiste de l'Amérique latine et de l'Afrique.

**DES VOLS RÉGULIERS**

MEXIQUE à partir de 3 100 F

PÉROU à partir de 5 600 F

RIO à partir de 5 600 F

**DES CIRCUITS**

PÉROU/BOLIVIE à partir de 16 830 F

MEXIQUE 9 jours à partir de 8 600 F

**LES PLUS D'UNICLAM**

Réunions diverses, éditions de guides sur le PÉROU, LE MEXIQUE et le courrier d'uniclām.

Un réseau bien structuré avec des agences à :

- 63, rue Monsieur-Le-Prince 75004 PARIS ☎ 43.29.12.36
- 11, rue du 4-Septembre 75002 PARIS ☎ 40.15.07.07
- 13, rue des Fleurs 69100 BRUNOISE ☎ 89.56.10.21
- 6, rue des Pucelles 67000 STRASBOURG ☎ 88.35.30.62
- 52, rue du Palais-Gallien 33000 BORDEAUX ☎ 56.44.44.91
- 16, rue du Docteur-Moquet 35000 RENNES ☎ 76.46.00.08
- 157, rue Nationale 59000 LILLE ☎ 20.30.98.20
- 19, quai Roulin-Rolland 69000 LYON ☎ 78.42.75.85
- 21, rue Antoine-Mercier 31000 TOULOUSE ☎ 61.22.88.80

**uniclām**

Cameroon : 1 à partir de 6 900 F  
Ile Maurice, Ile de la Réunion, etc.

**Visit France**

Week-ends escapades Paris dans un des hôtels de renom sélectionnés par Visit France, week-ends spectacles (Lido, Alcazar...).

Réveillons : 7 destinations pour passer agréablement les fêtes de fin d'année.

Les destinations soleil : Corse, Côte d'Azur...

Des séjours originaux : golf, thalasso, remise en forme, carnaval de Nice.

**ET LES OFFRES SPÉCIALES**

pour moins de 1000 F par personne.

Avion + 1 nuit avec petit déjeuner en chambre double, dans une des cinq grandes métropoles régionales : Bastia, Marseille, Nice, Perpignan, Toulouse.

Chez votre agent de voyages ou dans les points de vente Air Inter et au Centre d'information Visit France du Terminal Elysées - 49, Champs-Élysées - 75008 Paris. Tél. : 42.88.39.40.

**UNE MONTAGNE AU BORD DE LA MER**

c'est avec un clin d'œil que Visit France ouvre sa nouvelle brochure hiver 88/89 : la neige mais aussi le soleil, la mer et nos merveilleuses régions.

**300 COURTS SÉJOURS EN FRANCE**

détente, découverte, distraction tout compris, avion (aller-retour) + hôtel + ... vous sont proposés au départ des escales desservies par les lignes Air Inter.

Les sports d'hiver le temps d'un week-end ou d'une semaine, Font-Romeu, Morzine, Alpe d'Huez... plusieurs formules sont possibles.

**Visit France**

LE SPÉCIALISTE DU COURT SÉJOUR EN FRANCE PAR AVION

**Les voyages Diffusion**

**NOUVELLE BROCHURE**

**Le monde à votre portée**

**DES CIRCUITS TOUT COMPRIS**  
pour vous permettre de découvrir l'essentiel des pays visités.

(Transports - Pension complète - Guide local parlant français - Visites et excursions incluses - Taxes d'aéroport - Assurance annulation et rapatriement)

FLORIDE (9j.) : 8980 F*	INDE/NEPAL (14 j.) : 9990 F*
MEXIQUE (11j.) : 12480 F*	CEYLAN (9j.) : 6990 F*
EGYPTE (12j.) : 7480 F*	THAÏLANDE (11 j.) : 8990 F*
EGYPTE (9j.) : 6490 F*	CHINE (15 j.) : 13950 F*
KENYA (9j.) : 8900 F*	

\*Meilleurs prix en chambre double, exercice 88/89

BROCHURE GRATUITE SUR DEMANDE

**REPUBLIQUE TOURS**

**CAP SOLEIL** : une programmation grand public, sportive, animée et ensoleillée vers le BASSIN MÉDITERRANÉEN, le MAGHREB et l'AFRIQUE : TUNISIE, MAROC, GRÈCE, CANARIES, BALEARÉS, MALTE, ÉGYPTE, KENYA, SÉNÉGAL, SEYCHELLES.

**CAP EUROPE** : des voyages sur mesure, à la carte, individualisés, pour tous ceux qui depuis longtemps ont l'EUROPE au cœur : GRANDE-BRETAGNE, ÎLES ANGLONORMANDES, IRLANDE, HOLLANDE, AUTRICHE, ITALIE, ESPAGNE, PORTUGAL.

REPUBLIQUE TOURS... c'est aussi de nombreux titres à part : tel « CAP AFRIQUE », et des créations à part entière comme les brochures « REVILLONS D'AILLEURS » et « SOLEILS MAGIQUES » de cet automne : des voyages hors saison pour bénéficier des meilleures conditions de prix, de confort, et d'un accueil privilégié.

Un quart de siècle de vie intense... et pas une ride ! Avec un dynamisme et une passion qui n'ont jamais faibli, REPUBLIQUE TOURS vogue vers 1992 et assume pleinement la double identité de ses deux CAPS :

**la Brochure Soleils Magiques**

TUNISIE	1750 F
BALEARÉS	1850 F
MAROC	1960 F
GRÈCE	2345 F
SÉNÉGAL	3790 F
EGYPTE	5800 F
KENYA	6600 F

REPUBLIQUE TOURS

PARIS : 1, rue de la Harpe, 75001 Paris, tel. 01-42-55-28-28  
LYON : 51, rue de la République, 69001 Lyon, tel. 78-45-83-83, et dans toutes les agences de voyages

**Le Monde**

Je désire recevoir les brochures suivantes :

☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5 ☐ 6 ☐ 7 ☐ 8

☐ 9 ☐ 10 ☐ 11 ☐ 12 ☐ 13 ☐ 14 ☐ 15

Retourner à : **MORGANE**

**Le Monde PUBLICITE**

5, rue de Montcaumon, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

NOM \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

**TOUT ATOUT**

**TOUS SERVICES**

Une équipe franco-brésilienne vous assure les meilleures prestations, les circuits les mieux étudiés.

Notre propre agence réceptive à Rio Sarava Tours, vous offre une assistance permanente.

**TOUT COMPRIS**

A la fois producteur et vendeur, ATOUT BRÉSIL vous assure le Brésil en direct.

Des départs garantis (minimum 2 personnes) sans supplément de prix.

**TOUS PRIX**

- Vols secs à tarifs préférentiels toute l'année.
- Séjour à Rio, 12 jours à partir de 7 500 F.
- ATOUT LIBERTÉ : « Séjours plages » et mini-circuits.
- « Expéditions » à combiner, à votre gré, à votre rythme...
- Circuit « BRÉSIL BAROQUE », 15 jours en demi-pension, hôtel 4 étoiles : 16 500 F.
- Circuit ATOUT BRÉSIL « 19 jours » en demi-pension, hôtel luxe : 19 950 F.

9, rue d'Odessa, 75014 Paris : 43-20-78-78. Et chez votre agent de voyages.

**TOUT NOUVEAU**

**ATOUT BRÉSIL**

**ÉGYPTE**

**EDEN le spécialiste**

Bénéficiez de l'expérience et du savoir-faire de notre équipe franco-égyptienne à Paris, au Caire, à Louxor... en place depuis plus de dix ans. Eden met également à votre disposition sa technique, renforcée par un système de réservation et de programmation entièrement informatisé.

Nous avons choisi délibérément de rester un spécialiste en vous proposant une sélection sur nos destinations vedettes, que nous testons chaque année sur place.

**VOIS DIRECTS**

Pour Louxor et Le Caire, afin d'arriver en forme et consacrer plus de temps à vos découvertes.

**PRESTATIONS DE PREMIER CHOIX**

- Bateaux luxueux flambant neufs pour une croisière de confort.
- Hôtels tels le Méridien, le Sheraton, l'Hyatt.
- Guides conférenciers de haut niveau.
- Nos accompagnateurs sont des amateurs qui prendront soin de vous, telle une délégation de VIP.

**QUALITÉ/PRIX**

Grâce à notre volume d'achat et notre réputation, nous avons pu négocier des conditions tarifaires exceptionnelles.

**CROISIÈRES**

- Croisières Haute-Egypte, 9 jours, 5 640 F.
- Croisière des Dieux, 9 jours, 5 980 F.
- Le Fleuve Dieu, 9 jours, 8 405 F.
- Croisière pharaonique, 12 jours, 10 510 F.

**TERRES EXOTIQUES**

Nous vous proposons aussi notre « cocktail de terres exotiques ».

Fidèle à notre réputation de spécialistes sur l'Égypte, la Thaïlande et Cuba, nous offrons cette saison, une nouveauté : l'Océan Indien.

- L'Ile Maurice ou Seychelles, 7 345 F.
- Cuba, la perle des Caraïbes, 6 995 F.
- Thaïlande, circuit évasion thaï, 4 035 F.

Renseignements et demande de brochure :  
(1) 42-96-88-11  
et dans toutes les agences de voyages.

مكتبة من الأصل



سكذا من الأصل

## NEW YORK A PARTIR DE 2000 F.A.R. RIO A PARTIR DE 5395 F.A.R.

### DES VOLS RÉGULIERS À PRIX RÉDUITS

Access International, fondé en octobre 1983 à New York, est la 1<sup>re</sup> agence du réseau ACCESS ouvrant la voie des vols réguliers à prix réduits. En un peu plus de 4 ans, le réseau ACCESS s'est largement étendu sur le plan international et propose aujourd'hui tous les types de voyages à tous types de voyageurs. Avec 45 collaborateurs à New York, 30 à Paris et déjà 7 à Londres, ce nouveau pôle dans le monde du tourisme est en pleine croissance.

### LE SPÉCIALISTE DES AMÉRIQUES

Dès sa création, en mars 1985, ACCESS VOYAGES s'est positionné comme le spécialiste des Amériques avec 88% de sa clientèle globale à destination des États-Unis. Un grand choix de vols réguliers est assuré à des prix réduits (plus de 40 destinations aux USA, au Canada, et en Amérique du Sud).

Sa force commerciale est soutenue par le réseau ACCESS représenté à New York, Chicago, Paris et Londres. C'est toute l'année qu'ACCESS VOYAGES offre des billets d'avion à prix réduit avec sièges réservés et donc places assurées sur les vols réguliers. C'est en cela qu'il se démarque des autres spécialistes du voyage pas cher. De plus, ACCESS VOYAGES offre tous les services d'une agence classique et organise des séjours sur place avec hébergement et transport local, circuits et croisières.

### LES SERVICES PLUS

- Système téléphonique de réservations et paiement par carte bancaire.
- Service à la carte, organisation de voyages personnalisés selon la demande du client.

### NOUVEAUTÉ

Afin d'étendre ses services, ACCESS VOYAGES va faire paraître une brochure regroupant les prestations annexes :

- réservations d'hôtels ;
- locations de voitures ;
- pass-aériens.

**ACCESS**

6, rue Pierre-Lescot 75001 PARIS - Tél. : (1) 40 13 02 02

## BLEU. BLANC. ROUGE.

Bleu ciel. Blanc sable. Rouge fruit.

Bleu lagon. Blanc nacré. Rouge corail. Bleu rêve. Blanc lumière. Rouge passion.

Bleu. Blanc. Rouge. Ce sont les couleurs des Vacances à la Française.

Dans 17 pays et 23 destinations découvrez la formule idéale pour vos vacances : séjour pleine détente, Framissima, circuits découverte, circuits aventure, croisières...

Avec FRAM, vos vacances seront hautes en couleurs. Vos vacances seront Bleu. Blanc. Rouge.

Pour tout savoir sur son nouveau catalogue, FRAM vous accueille au Salon Top Resa, stands D17, D18, D19.



CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

## evasion VOUS PRESENTE LA

## SICILE

PASSIONNEMENT

"L'ITALIE SANS LA SICILE NE REPRÉSENTE AUCUNE IMAGE DANS NOTRE ÂME, ICI SE TROUVE LA CLÉ DE TOUT"

L. W. VON GOETHE

exclusivité

## "CARTA SICILIA"

La « CARTA SICILIA » c'est 7 nuits en demi-pension en hôtels\*\*\*

qu'il y a :

- 2 déjeuners ou dîners dans des restaurants typiques ;
- 2 cocktails dans un piano-bar ;
- une journée de visite guidée à Palerme ;
- assurance EUROPE ASSISTANCE ;
- réduction dans des restaurants, discothèques, magasins ;
- location d'une PANDA contre le seul règlement du kilométrage ;
- un kit comprenant le sac de voyage, le porte-cartes, etc.

DEPART de Paris le samedi pour Palerme du 5 novembre 1988 au 18 mars 1989.

PRIX: Frs. 4.470 par vol spécial du 18.2 au 18.3.1989

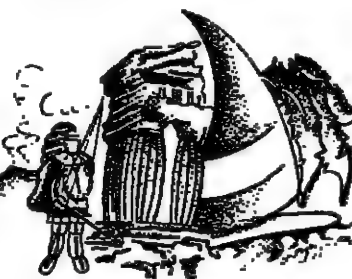
Fr. 5.350 par vol régulier du 5.11.1988 au 18.3.1989

Renseignements complémentaires et inscriptions: EVASION

PARIS: Tél. 48 97 20 20 NICE: Tél. 93 87 35 87

LYON: Tél. 78 42 18 41 BORDEAUX: Tél. 56 50 22 83

LILLE: Tél. 20 55 23 36



## ★ LE NOUVEAU BRÉSIL ★ "FORTALEZA"

### Le St-TROP' des TROPIQUES

Vol DIRECT au départ de PARIS tous les jeudis\*. Hôtel Club le "St TROP" avec animation française.

Forfait d'une semaine à partir de 6 990 F comprenant :

- Vol aller et retour PARIS/FORTALEZA/PARIS.
- Hébergement au club "St TROP" du Brésil
- Petits déjeuners brésiliens
- Assurance multirisques voyages

PARIS/RIO DE JANEIRO aller et retour  
**5 550 F**

Renseignements  
et brochures :

28, rue Delambre  
75014 PARIS  
43.20.90.46

**EL CONDOR**

78, av. des Ternes  
75017 PARIS  
45.74.64.30

\* Sous réserve d'approbation gouvernementale

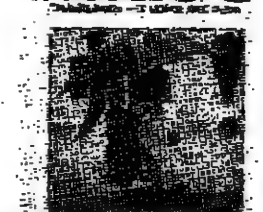
## PLANETE-AKIOU LE MONDE AVEC TALENT

PLANETE-AKIOU, fort de son expérience et de sa notoriété, offre le monde avec talent à tous les grands voyageurs assoiffés de culture, d'inédit et d'aventure qui exigent néanmoins une organisation fiable et de grande qualité.

Pour satisfaire leurs attentes, de la plus originale à la plus traditionnelle, pour aller jusqu'au bout du monde et de leurs rêves, PLANETE-AKIOU a choisi de décliner le monde avec talent en trois formules :

• **ORIENTISSIMO-LATINISSIMO** : Des voyages individuels sur mesure. Pour les voyageurs indépendants désireux de construire leur circuit à leur rythme, en toute liberté, mais soucieux d'en assurer la sécurité et la réussite.

### AKIOU



### PLANETE



### \* AKIOU : Des voyages originaux organisés en petits groupes

Pour les voyageurs passionnés et dotés d'une curiosité culturelle insatiable, des destinations inédites, des circuits insolites animés par des conférenciers de talent, permettant de découvrir, pendant qu'il en est encore temps, une nature farouche et des peuples aux traditions intactes.

### \* PLANETE : Des voyages découverte et détente

Pour les voyageurs à la recherche de la découverte plus classique et du farniente, des circuits et des séjours fidèles à notre conception du voyage différent et à notre souci de grande qualité.

## Le Kenya... tout le Kenya.

Venez le découvrir avec Transsafari. Notre brochure vous initiera au rêve et nous vous aiderons à le réaliser.

Une 1<sup>re</sup> découverte du Kenya avec notre safari Tigre, les plus belles réserves en 7 jours.

Pour les connaisseurs, le safari Shaba, camp de base sur les traces de Roy Adamson - Ernest Hemingway n'aurait pas renié ce programme.

Nos séjours sur les plages de l'Océan Indien :

Océan Village Club à Mombasa - côte Sud - 1<sup>er</sup> Village Club Français au Kenya - cadre boisé, fleur, somptueux buffets (langoustes, etc.) en pension complète, boissons comprises.

Pour les amoureux de la voile, le Djebel

Amour vous emmènera de criques en plages désertes le long de la côte du Kenya (ski nautique, pêche au gros, chasse sous-marine etc.). Possibilité d'affrètement.

**transsafari**

13, rue Aubert,  
75009 PARIS  
Tél. : (1) 47.42.15.15



## MEXIQUE GUATEMALA CUBA

Trois grandes destinations qu'Amerimex vous propose de découvrir, soit séparément, soit en les combinant pour réaliser un voyage plus complet.

Ces trois pays Caraïbes ont chacun leurs charmes. Notre but est de tout mettre en œuvre pour que votre voyage soit une réussite.



**amerimex**

13, RUE AUBERT, 75009 PARIS - Tél. : (1) 47.42.15.15



■ **FORMALITES D'ENTREE**  
Passport en cours de validité. Une carte de tourisme (70 F) est établie par votre agence de voyages.

■ **AUCUN VACCIN**

■ **COMPAGNIES AERIENNES**  
Au départ de Paris-Orly, Cubana de Aviacion et Iberia.

■ **LES TOURS-OPERATEURS**  
Amistour, Arts et Vie, Cie des Voyages, Eden, Ecuador, El Condor, GoVoyages, Havanatour, Jet Tours, Nouvelles Frontières, Tourisme Français, Touristra, Transjours, Unidam, Zenith.

■ **LES NOUVEAUTES DE L'ANNEE**

C'est un formidable développement du tourisme individuel : vol seul et location de voiture à partir de 6.680 F pour quatre personnes.

Cuba est la plus grande des Antilles : cent fois La Martinique. Des centaines de kilomètres de plages splendides. Mais c'est beaucoup plus qu'une île au soleil.

La vieille ville coloniale de La Havane et des centaines de palais, églises et musées témoignent de plus de quatre siècles de présence espagnole.

Surtout dix millions de Cubains accueillants et chaleureux feront de vos vacances une réussite au son toujours présent de la musique.

### LES SERVICES DE L'OFFICE

Renseignements et documentation :  
24, rue du 4-Septembre,  
75002 Paris.  
Tél. : (1) 47.42.54.15.



## LA TABLE

## Extra... muros

LES temps ne sont plus où, en semaine, après un rendez-vous (au Fouquet's par exemple) entre couples amis, à sept heures du soir, on quittait les Champs-Élysées pour se retrouver, les pieds sous la table, avant la demie de huit heures à Saint-Germain, voire à Pontchartrain, bref en un restaurant renommé de la grande banlieue. A cette heure-là, aujourd'hui, il faut souvent une heure pour arriver à Courbevoie! Alors, au lieu du soir, c'est aux déjeuners (dans les coins à usine) que ces maisons essaient d'emplir leur salle. Et puis, soyons francs, à quelques exceptions près, même excellente, la cuisine y est celle de partout, avec les mêmes plats qui, à force d'être à la mode (où de vouloir l'être) deviennent ennuyeux.

Bien plutôt on recherchera l'insolite ou l'original, comme par exemple en ce gentil *Connemara* du Chesnay. *Connemara* parce que jouxtant un importateur fumeur de saumon irlandais qui donne, ainsi, à la carte du jeune et bon cuisinier Pascal Eynard-Machet, un « ton » différent. Deux petites salles (20 plus 15 couverts, cette dernière formant salon) sur fond ocre, aux chaises noires, aux nappes blanches, le tout gentiment accueillant comme le sourire de la patronne, Sylvie Eynard-Machet.

Carte courte avec bien entendu le saumon irlandais (en filettes excellentes) frais mariné (avec blini), fumé, en tartare, etc. Que si vous voulez bien m'entendre vous accompagnerez d'un bon whisky de malt! Un foie gras « maison », des poissons (le pot-au-feu de homard est renommé),



le bœuf d'Angus, des desserts dont, à la commande, une « vraie » Tatin. La carte des vins est courte (mais une dizaine de bouteilles ne dépassent pas les 100 F) et si à la carte il faut compter 200/300 F, un menu à 145 F (choix de quatre entrées, quatre plats, fromages et quatre desserts) est très recommandable (135 F sans fromages).

Le chef annonce pour sa nouvelle carte l'Aran scallop soup, un plat « typé », et bien entendu l'irish coffee.

De l'autre côté, capital, c'est la Marne et la banlieue des guinguettes. Et voilà encore une insolite nouveauté, à Saint-Maur, devant un paysage qui pourrait

être signé Monet (un bras de la Marne, une passerelle, un rayon de soleil mouillé sur les arbres verts), nous retrouvons ici *Georgette Deseat*, qui, l'autre année, avait quitté Louis Landès, avenue du Maine. C'est *Chez Georgette*, une maison blanche avec un petit jardin, une mini-terrasse, une salle blanche de maison de famille aux tableaux touchants, une moquette « chaude » et bien entendu les plats que l'on connaît hier et que l'on imagine pérennes, la salade de légumes confits, le foie gras (en salade, rôti en papillottes, frais au torchon), un ragout d'escargots au vin blanc, le confit de canard, le magret... Mais avec aussi (nous sommes au pays des guinguettes) la friture (selon l'idée du jour, mais pas de poissons marins, cela vaut mieux!), la giboulette de lapereau aux olives, les œufs à la neige.

Jean-Pierre Deseat, toujours méconnaissable, « meuble » la musique de fond en vrai gourmand et la carte des vins en connaisseur (et aussi des armagnacs (un Garbage et un Farbos 1973 qui valent la dégustation). Et bien sûr, avec le froid, le tourin et la garbure... A la carte compter 250-300 F et un remarquable menu : choix de cinq entrées, cinq plats, fromages et dessert à 150 F.

LA REYNIÈRE.

● LE CONNEMARA, 41, route de Ruell au Chesnay (78150). Tél. : 39-55-63-07. Fermé le lundi et les deux derniers dimanches du mois. Parking facile. Chiens acceptés. C.B.-A.E.D.C.

● CHEZ GEORGETTE, 39, quai de la Pie à Saint-Maur (94100). Tél. : 48-83-57-87. Fermé le mardi. Parking facile. Chiens acceptés. Carte bleue.

## L'Embellie

Embellie, en effet, sur cette rue de la Colombe, vestige du vieux Paris, en l'île de la Cité. C'est au coin de la rue des Ursins (où logea Racine - 1672-1677), une vieille maison, une belle salle de pierres, de piliers et de poutres qui vit se succéder de nombreuses enseignes (la dernière, idiote, « Les Ursins dans le caviar », fit long feu) et que voilà enfin aux mains d'un bon cuisinier, Eric Fischer.

L'Embellie, donc, aux tables espacées, élégantes, nous propose un menu-carte à 185 F (deux plats, fromages, dessert, café et truffes) et une carte. La cassiolette de lapin en gelée de muscadet (avec le foie un peu trop cuit) était honorable, la bavaroise d'avocat et son radis noir, crème de fenouil, originale.

Notons aussi un chausson de ris de veau velouté de morilles, le suprême de turbot au beurre rouge, les filets de sole pochés au sabayon de moules, des noisettes d'agneau rôties et leur purée d'ail, un succulent ris de veau aux pommes frites dans sa sauce aux écrevisses, etc.

Desserts variés (dont une Tatin servie avec la crème fraîche) et choix de cinq cafés (de 12 à 15 F) et de trois thés. A la carte, avec quelques vins à moins de 100 F (dont un bon d'Alsace, côtes-de-castillon 1983, à 68 F), compter 250-300 F. Douce musique de fond, trois sortes de pain.

● L'EMBELLE, 3, rue de la Colombe, 75004 Paris. Tél. : 46-33-26-28. Fermé dimanche. Parking : Notre-Dame. A.E.D.C., C.B.

## La Passion

C'est celle de la cuisine et qui, sans doute aucun, anime Gilles Zellenwanger installé ici depuis plus d'un an, dans un cadre gentil, un peu triste aussi mais qu'il doit aménager rapidement (du moins félicite-t-il de ne pas céder aux tentations de l'emprunt et des magnificences dans lesquelles tombent trop de jeunes nouveaux installés).

Assisté de sa jeune épouse à la réception, il nous montre déjà un beau talent dans son menu-carte (180 F) et dans ses plats, même (si le ragout de homard est à l'américaine) et non « à l'américaine » ainsi qu'il se doit.

La côte de bœuf est d'Angus, accompagnée d'une sauce bordelaise, le tourmeos Rossini, et

le bourguignon de queue de bœuf, ce qui est bien alléchant.

Les desserts sont somptueux avec en apothéose la « passion d'Eva » (la fillette de la maison). A cette carte comptez 350 F. Mais au menu j'ai goûté avec plaisir l'assiette marinée du pêcheur, le gigot de lotte bardé au bacon, et, après les fromages, une bonne crème renversée. Arrochés d'un givry (côtes-de-castillon-àux-moines) 1985 à 85 F la demie, j'ai donc pu me régaler pour moins de 300 F, café compris.

● LA PASSION, 41, rue des Petits-Champs, 75001 Paris. Tél. : 42-97-53-41. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : Pyramides. A.E., C.B., D.C.

## Le Petit Poste à Levallois

Poste parce qu'ancien relais de poste. Mais ce n'est plus, dans une maison banale, qu'un petit bistrot-restaurant aimable et dont le succès tient essentiellement à la bonne cuisine du chef-patron P.-J. Labouche (un ancien élève de Robuchon), un passionné de poissons.

Dans les entrées : ravioli de saumon au beurre de truffes (59 F), salade océane (49 F), tartare de poissons (56 F), puis, après — ce jour-là en suggestion du jour : un pot-au-feu de la mer, — la carte proposait : fricassée de lieu à l'ancholade (89 F), escalope de saumon au sauternes (92 F), daurade sauce safranée (88 F) et blanquette de lotte beurre d'orange (93 F). Des viandes bien sûr (un petit sauté d'agneau minute, une noix de bœuf au poivre vert et raisins (80 F), deux fromages (ce qui est sage dans les petites maisons) et les desserts.

Honorable carte des vins et service « printanier » de Fabienne. Dommage que la baguette soit le seul (et combien médiocrement banal) pain proposé! Comptez 250 F.

● LE PETIT POSTE, 39, rue Rivey, 92300 Levallois. Tél. : 47-37-34-46. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : Mairie. C.B., D.C., A.E.

## L'Étape

Un agréable restaurant de quartier, mais qui veut mieux

que cette classification car Alain Stoltz est un bon cuisinier, et son aimable épouse mieux qu'une hôtesse : un maître d'hôtel! Ici pas de cloches, pas d'assiettes préparées, mais l'adresse de madame à lever les filets d'une sole meunière, d'un saint-pierre grillé, est mieux que sympathique.

A la carte, un panaché de coquillages en salade (35 F) s'oppose au fondant de canard au filet d'oe aux baies de groseilles (50 F) au cabécou de Rocamadour sur toast (35 F). Puis, après les poissons, très séduisant saumon à l'unilatéral escorté de lentilles (75 F), les viandes, le rognon grillé dans sa graisse (100 F), la tête de veau grichée (80 F), un pigeon rôti aux figues fraîches (95 F). Desserts excellents.

Quelques vins sélectionnés par Alain (dont un touraine mesland à 60 F pour le courant). Et, sur cette carte, une quinzaine de points rouges permettant de choisir une entrée, un plat et un dessert pour une addition de 150 F.

● L'ÉTAPE, 89, rue de la Convention 75015 Paris. Tél. : 45-54-73-49. Fermé samedi midi et dimanche. Parking en face (au n° 98). Carte bleue. Chiens acceptés.

## Oh! Duo

Une formule qui plaira aux petites bourses tout en les régulant. Car on peut se contenter d'une entrée (sur neuf au choix) et d'un plat (sur une dizaine) pour 78 F. Ajoutez-y le fromage (25 F), un vin en pichet à 32 F. Vous aurez, pour 150 F, parfaitement déjeuné ou dîné dans un cadre plaisant. Françoise, en salle, vous servira, avec le sourire, la cuisine de Joël fillettes de hadcock, salade d'épinards aux poissons crus, suprême de poulet aux épinards, roulé d'agneau menthe fraîche, tarte aux pommes chaudes ou œufs à la neige au coulis de griottelle.

● OH! DUO, 54, avenue Emile-Zola 75015 Paris. Tél. : 45-77-28-82. Fermé samedi midi et dimanche. Carte bleue. Parking Beaugrenelle. Chiens acceptés.

L.R.

## GHEZZI a choisi pour vous son CHIANTI CLASSICO

PARIS 3, rue Lebon - Paris 17 51, rue Dancourt - Paris 16 104, rue Bolivar - Paris 10

ANTICHE FATTORIE FIORENTINE PASTA E SUGHI

## + SUISSE LA BONNE ADRESSE

LAUSANNE 100 lits et confort, tranquillité, sit. privilégiée à 200 m de la gare et du centre des affaires. CHAMBERY avec radio, TV, ligne téléph. direct. Services 24 h sur 24. Bar, et salles de conf. de 10 à 60 places. 48, av. de la Gare - Tél. 1941/21-20-67-71 - Tél. 68844 R. HAEGERLI, PROPRIÉTAIRE

## VACANCES-VOYAGES

## HÔTELS

## Campagne

CHAUMONT-SUR-THARONNE HOTEL \*\*\* RESTAURANT \*\*\*\* LA CROIX BLANCHE 41600 CHAUMONT-SUR-THARONNE Tél. : 54-68-55-12 Relais gastronomique

## Côte d'Azur

06160 CAP-D'ANTIBES MOTEL ROI SOLEIL 153, bd Kennedy. A 500 m de la mer. Studios et ch. Part., piscine, 2 pers. 1150 F la sem. 1780 F 2 sem. 3100 F 4 sem. L.C. (sauf juin, juil., août, sept.). Tél. 93-61-68-30.

## NICE

HOTEL LA MALMAISON Mésopotamie Westery \*\*\* 4000 Hôtel de charme près mer, calme, grand confort. 59 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES TV COULEUR PAR SATELLITES Restaurant de qualité. 40, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE Tél. 93-87-62-56 - Tél. 470-018.

HOTEL VICTORIA \*\*\* 33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE Tél. 93-88-39-60 Plein centre-ville, calme, petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, tél. direct, animar.

## Montagne

05350 SAINT-VÉRYAN (Hautes-Alpes, Queyras) Parc régional. Site classé. Stat. village. Piste, fond, Piste hte course. d'Europe, 2040 m. LE VILLARD, tél. 92-45-82-08 GRILL ET CHAMBRES-STUDIO Appart. Depuis 650 F pers./semaine. BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62 1/2 pers. 1029 F à 1680 F la sem. Pension compl. 1316 F à 1925 F la sem. Spécial Noël 12 j. 2500 F.

## Paris

SORBONNE HOTEL DIANA \*\* 73, rue Saint-Jacques Chambres avec bain, w.-c., TV couleur. Tél. direct. De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

## Italie

VENISE HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES \*\*\* (près du Théâtre la Fenice) 5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Réservation : 41-53-32-333 VENISE. Tél. : 411190 VENISE 1. Directeur : Dante Apollonio. télécopieur : 041-520 37 21.

les gourmets font la différence GLACES-SORBETS Dégustation - A emporter

RAIMO Glacier 59/61 Bd de Reuilly 75012 PARIS Tél. 43 43 70 17 Mo. DAUMESNIL (Félix Eboué)

## VOTRE TABLE PENDANT LE SALON DE L'AUTO

● Ambiance musicale et Orchestre - P.M.E. : prix moyen du repas - 2... H. : ouvert jusqu'à heures

## DINERS

RIVE DROITE	
COPENHAGUE au 1 <sup>er</sup> étage	F. dim.
FLORA DANICA Tous les jours au rez-de-chaussée	142, Champs-Élysées, 9, 43-59-20-41, de 12 heures à 22 h 30
EL PICADOR 43-87-28-87 80, bd des Batignolles, 17 <sup>e</sup> F, lundi, mardi	SPECIALITES DANOISES ET SCANDINAVES
PHARAMOND F. dim., lundi midi 24, r. de la Grande-Tranquillité, 1 <sup>er</sup> 42-33-06-72	HORS-D'ŒUVRE DANOIS, MIGNON DE RENNE AU VIN CANARD SALLÉ SAUMON MARINÉ A L'ANETH.
RIVE GAUCHE	
LE MAHARAJAH 43-54-26-07 Spéc. indiennes	Déj., dîner j. 22 h 30. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Paella. Zermelle. Gambes. Bocalo. Calamars rôtis. Environ 180 F. Plats à emporter.
	Déj., dîner aux HALLES dans un cadre 1900 AUTHENTIQUE. Spéc. de TRIPES, POISSONS, GRILLADES au feu de bois. SALONS de 5, 7 et 16 couverts.

## RESIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

COTE D'AZUR MENTON - LOCATIONS MEUBLÉES ÉTÉ - HIVER Demandez notre catalogue photos Agence Amaraux BP 175 06505 MENTON CEDEX Tél. : 93-57-69-69.

MÉGÈVE/MONT-D'ARBOIS près du trou n° 2 du golf à vendre APPARTEMENT magnifique 2 pièces 50 m<sup>2</sup>, terrasse + jardin + garage + cave + casier à skis. Cuisine équipée. Prix : 950 000 F. Tél. : (16) 50-83-38-26.

## Aux quatre coins de France

## Vins et alcools

CHAMPAGNE de qualité Cuvée du Récolteur brut. Millésime 1982 Tarif sur demande. Vieilles bouteilles de chère Direct de la P.S. Champagne du Récolteur. Dabou P. & L. 3 « Les Alouettes » VENTIL, 51200 EPERNAV - Tél. : 25-58-48-57.

MERCUREY A.O.C. Vente directe 12 bouteilles 1984 : 480 F TTC franco dom. TARIF SUR DEMANDE. Tél. 85-47-13-94. Louis Mochet, viticulteur, 71600 MERCUREY.





**Istanbul gourmand**

«L'imam s'est évanoui». C'est ainsi qu'en turc — imam bayıldı — on désigne les aubergines farcies. Tomates, oignon, persil, selon un protocole de cuisson qui rendra l'ensemble, servi froid avec un jus de citron, d'une succulence qui fait succomber, dit la tradition, le goûteur le plus austère. C'est avec une telle entrée en matière que Pacha Tours (25, rue Godot-de-Mauray, 75009 Paris, tél. : 42-65-85-45) annonce un week-end gastronomique à Istanbul qui, à la visite des mosquées Bleue, Sainte-Sophie, mosquée de Soliman, palais de Topkapı et grand Bazar, ajoute cinq escales gourmandes dans les meilleurs restaurants de la ville.

Les départs sont prévus le vendredi de Paris, une fois par mois (18 novembre, 9 décembre, 27 janvier, etc.) pour quatre personnes au moins. Prix en hôtel

3 étoiles : 3 275 F (ou 3 575 F en 4 étoiles) comprenant les vols Paris-Istanbul-Paris, les transferts, la pension complète, les visites et un guide parlant français. Un supplément de 500 F par personne est prévu s'il n'y a que deux participants.

## Films en voyage

Un tour du monde en cinquante-cinq heures de projection. Le Festival de films de voyage (moyens et longs métrages) se tiendra du 15 octobre au 7 décembre, à Paris-18<sup>e</sup>, 9 bis, avenue d'Alsace, dans l'hôtel particulier du Club des ingénieurs arts et métiers. Chaque programme comprend un film d'une durée de 1 heure à 1 h 45, précédé par un diaporama incluant des cartes et un résumé des principaux points d'intérêt concernant l'histoire, les arts, les coutumes, l'économie du pays concerné. Pre-

miers programmes : en Chine, de Pékin au Xin-Kang (16 et 19 octobre) ; de la Vieille Russie à la Sibérie et à l'Asie centrale (16 et 19 octobre) ; Thaïlande et Bali (les 23 et 26 octobre), l'Égypte (les 23 et 26 octobre), puis la Turquie, l'Italie et le Japon. Renseignements par répondeur au 47-05-26-60.

## Fugues d'automne

Le Tourisme français vient de publier sa brochure *Escapades d'automne* (disponible dans les agences de voyages). Elle propose des évasions culturelles ou gastronomiques adaptées à presque tous les goûts et tous les budgets.

En un jour, le chemin des légendes normandes (départ le 6 novembre, 545 F) permet en passant par Bourneville, La Haye-de-Routot, la forêt de Brotonne et Jumièges, d'écouter des contes oubliés par trop de mémoires. Un jour encore pour Honfleur, mais aussi Trouville et Deauville (le 1<sup>er</sup> et le 15 octobre, les 11 et 26 novembre, 445 F) et une journée gastronomique en Sologne (le 29 octobre, 620 F).

En deux, le célèbre route Jacques Coeur (départ le 1<sup>er</sup> et le 22 octobre, le 11 et 11 novembre, 995 F) avec la visite des châteaux de la Verrerie-d'Oizon, d'Ainay-le-Vieil, de l'abbaye de Noirlac et, bien entendu, de Bourges où l'on passera la nuit. Le Futuroscope de Poitiers, mais aussi une vente aux

enchères de vins à Beaune (départ le 20 novembre, 975 F) et un concert à Cabourg (départ le 21 octobre, le 18 novembre et le 18 décembre, 1 120 F), ainsi que le Festival d'Angers (départ les 7 et 14 octobre, 2 490 F pour trois jours) constituent quelques-unes des propositions de ce catalogue. Les prix comprennent : voyage en car, l'hébergement, les repas, les visites et les services d'un guide.



**A bord d'une jonque**

Les voyageurs avaient tout imaginé, sauf une « croisière » à bord d'une jonque. C'est chose faite avec VPS Voyages (17, rue Rampon, 75011 Paris, tél. : 43-57-65-72) qui propose un séjour en Thaïlande de vingt et un jours agrémenté d'une traversée de quatre jours sur

une embarcation traditionnelle.

Après une nuit de repos à Pattaya, les voyageurs partent en jonque à la découverte des îles. Il est précisé que l'équipage se compose d'un skipper européen, d'un matelot thaï et de deux cuisiniers. Le reste du séjour, à terre, est consacré au farniente, dans un hôtel de luxe à Phuket, dans le sud du pays, où des activités sportives sont prévues. Le prix comprend l'hébergement en chambre double avec petit déjeuner américain, les transports aériens les transferts et la pension complète pendant la croisière. Au départ de Paris, jusqu'au 30 novembre 1988, forfait par personne : 12 390 F s'il y a deux participants, 11 600 F s'il y en a quatre.

## Venise et les belles lettres

Venise attire autant les mots que les visiteurs. Après une visite à la Sérénissime, impossible pour un écrivain de ne pas coucher quelques lignes bien senties sur le charme de la cité des Doges. Tous y ont plus ou moins succombé. Lire et partir (16, rue de l'Arcade, 75008 Paris, tél. : 42-65-86-45) a choisi les écrivains français du dix-neuvième siècle et du vingtième siècle pour servir de guides à une longue promenade littéraire du lundi 14 au dimanche 20 novembre, autour des grands repères historiques de la ville. Prix : 7 700 francs par personne



## Art, histoire et fin de semaine

Jeux de pierre et de verdure ou l'art des jardins en Val de Loire. Architecture, sonnettes, cloches et campaniles 29 degrés à l'ombre, quelle chaleur pour une si petite villa. Histoire d'une réussite ou les géniales intuitions d'un moine bénédictin : dom Pérignon. Du parchemin à la pierre, du terroir à la lumière : Saint-Trophime, Saint-Gilles, Montmajour. Bestioles et routes du vin de l'Aquitaine anglaise. Ainsi se définissent quelques-uns des week-ends « Art et histoire » de la prestigieuse chaîne des

Relais et châteaux, qui profite de son implantation dans des sites exceptionnels pour faire apprécier les richesses du patrimoine environnant. Ces week-ends à thème balisent le champ de la vie littéraire et artistique : peinture, littérature, histoire, mais aussi architecture et décoration intérieure, art des jardins. Sans oublier la gastronomie.

A la qualité de l'accueil dans les Relais et châteaux, s'ajoutent la visite de monuments, de collections et d'expositions et la rencontre avec des artistes ou des artisans. Visite d'une fonderie de cloches, conversation avec des peintres, par exemple. Le prix (2 628 F en moyenne par personne en chambre double) comprend l'hébergement pour deux jours, les repas et leurs boissons, le transport sur les lieux visités, et la présence d'un conférencier. Renseignements et réservations auprès de Relais et châteaux, Hôtel de Clillon, 10, place de la Concorde, 75008 Paris. Tél. : 47-42-00-20.

## Du meilleur de l'Occident

### PARIS

4 vols hebdomadaires (ma, mer, jeu, ven) pour Delhi et Bombay.

### FRANCFORT

Vols journaliers, non stop vers Delhi et Bombay.

### AMSTERDAM

Tous les mercredis et samedis vers Delhi et Bombay.

### GENEVE

Tous les samedis vers Delhi et Bombay.

### ROME

3 vols hebdomadaires vers Delhi et Bombay.

### LONDRES

12 vols hebdomadaires vers Delhi et Bombay.

## Au meilleur de l'Orient

### DELHI

### BOMBAY

### SINGAPOUR

### SYDNEY

### BANGKOK

### TOKYO

### OSAKA

### HONG KONG

### KUALA LUMPUR

Les bons endroits, aux meilleurs horaires. Découvrez-les grâce à notre flotte aérienne et au dernier-né des Boeing, le 747-300.

Notre nouvel horaire d'hiver vous permet de choisir parmi 23 vols hebdomadaires entre l'Europe et l'Inde. Personne ne vous en offre autant. Avec nous, vous bénéficiez des meilleures correspondances vers l'Extrême-Orient et l'Asie du Sud-Est. Sans parler de nos vols intérieurs : qui mieux que nous peut connaître l'Inde et ses secrets ? Si vous voyagez avec nous jusqu'à votre destination finale, vous n'aurez même pas à changer de terminal.

Pour vos réservations, seule Air India vous donne l'accès direct et immédiat au réseau informatique national d'Indian Airlines, pour voyager au mieux dans tout le pays.

En outre, nous pouvons préparer pour vous le programme d'escale de vos rêves, l'occasion idéale pour enfin aller voir le Taj Mahal.

De l'Occident à l'Orient, nous relierons chaque jour le meilleur des deux Mondes. Essayez quand vous voulez, vous adorerez.

# AIR-INDIA

## Du meilleur de l'Occident. Au meilleur de l'Orient





## JEUX

## échecs

N° 1300

## SUR UN VOLCAN

(7<sup>th</sup> championnat de Grande-Bretagne, Londres, 1988)

Blancs : GALLAGHER.

Noirs : JACKSON.

Gambit du N. Défense Fischer.

1. e4 e5 2. f3 f6 3. f4 f5 4. f5 g6 5. f6 g7 6. f7 g8 7. f8 g9 8. f9 g10 9. f10 g11 10. f11 g12 11. f12 g13 12. f13 g14 13. f14 g15 14. f15 g16 15. f16 g17 16. f17 g18 17. f18 g19 18. f19 g20 19. f20 g21 20. f21 g22 21. f22 g23 22. f23 g24 23. f24 g25 24. f25 g26 25. f26 g27 26. f27 g28 27. f28 g29 28. f29 g30 29. f30 g31 30. f31 g32 31. f32 g33 32. f33 g34 33. f34 g35 34. f35 g36 35. f36 g37 36. f37 g38 37. f38 g39 38. f39 g40 39. f40 g41 40. f41 g42 41. f42 g43 42. f43 g44 43. f44 g45 44. f45 g46 45. f46 g47 46. f47 g48 47. f48 g49 48. f49 g50 49. f50 g51 50. f51 g52 51. f52 g53 52. f53 g54 53. f54 g55 54. f55 g56 55. f56 g57 56. f57 g58 57. f58 g59 58. f59 g60 59. f60 g61 60. f61 g62 61. f62 g63 62. f63 g64 63. f64 g65 64. f65 g66 65. f66 g67 66. f67 g68 67. f68 g69 68. f69 g70 69. f70 g71 70. f71 g72 71. f72 g73 72. f73 g74 73. f74 g75 74. f75 g76 75. f76 g77 76. f77 g78 77. f78 g79 78. f79 g80 79. f80 g81 80. f81 g82 81. f82 g83 82. f83 g84 83. f84 g85 84. f85 g86 85. f86 g87 86. f87 g88 87. f88 g89 88. f89 g90 89. f90 g91 90. f91 g92 91. f92 g93 92. f93 g94 93. f94 g95 94. f95 g96 95. f96 g97 96. f97 g98 97. f98 g99 98. f99 g100 99. f100 g101 100. f101 g102 101. f102 g103 102. f103 g104 103. f104 g105 104. f105 g106 105. f106 g107 106. f107 g108 107. f108 g109 108. f109 g110 109. f110 g111 110. f111 g112 111. f112 g113 112. f113 g114 113. f114 g115 114. f115 g116 115. f116 g117 116. f117 g118 117. f118 g119 118. f119 g120 119. f120 g121 120. f121 g122 121. f122 g123 122. f123 g124 123. f124 g125 124. f125 g126 125. f126 g127 126. f127 g128 127. f128 g129 128. f129 g130 129. f130 g131 130. f131 g132 131. f132 g133 132. f133 g134 133. f134 g135 134. f135 g136 135. f136 g137 136. f137 g138 137. f138 g139 138. f139 g140 139. f140 g141 140. f141 g142 141. f142 g143 142. f143 g144 143. f144 g145 144. f145 g146 145. f146 g147 146. f147 g148 147. f148 g149 148. f149 g150 149. f150 g151 150. f151 g152 151. f152 g153 152. f153 g154 153. f154 g155 154. f155 g156 155. f156 g157 156. f157 g158 157. f158 g159 158. f159 g160 159. f160 g161 160. f161 g162 161. f162 g163 162. f163 g164 163. f164 g165 164. f165 g166 165. f166 g167 166. f167 g168 167. f168 g169 168. f169 g170 169. f170 g171 170. f171 g172 171. f172 g173 172. f173 g174 173. f174 g175 174. f175 g176 175. f176 g177 176. f177 g178 177. f178 g179 178. f179 g180 179. f180 g181 180. f181 g182 181. f182 g183 182. f183 g184 183. f184 g185 184. f185 g186 185. f186 g187 186. f187 g188 187. f188 g189 188. f189 g190 189. f190 g191 190. f191 g192 191. f192 g193 192. f193 g194 193. f194 g195 194. f195 g196 195. f196 g197 196. f197 g198 197. f198 g199 198. f199 g200 199. f200 g201 200. f201 g202 201. f202 g203 202. f203 g204 203. f204 g205 204. f205 g206 205. f206 g207 206. f207 g208 207. f208 g209 208. f209 g210 209. f210 g211 210. f211 g212 211. f212 g213 212. f213 g214 213. f214 g215 214. f215 g216 215. f216 g217 216. f217 g218 217. f218 g219 218. f219 g220 219. f220 g221 220. f221 g222 221. f222 g223 222. f223 g224 223. f224 g225 224. f225 g226 225. f226 g227 226. f227 g228 227. f228 g229 228. f229 g230 229. f230 g231 230. f231 g232 231. f232 g233 232. f233 g234 233. f234 g235 234. f235 g236 235. f236 g237 236. f237 g238 237. f238 g239 238. f239 g240 239. f240 g241 240. f241 g242 241. f242 g243 242. f243 g244 243. f244 g245 244. f245 g246 245. f246 g247 246. f247 g248 247. f248 g249 248. f249 g250 249. f250 g251 250. f251 g252 251. f252 g253 252. f253 g254 253. f254 g255 254. f255 g256 255. f256 g257 256. f257 g258 257. f258 g259 258. f259 g260 259. f260 g261 260. f261 g262 261. f262 g263 262. f263 g264 263. f264 g265 264. f265 g266 265. f266 g267 266. f267 g268 267. f268 g269 268. f269 g270 269. f270 g271 270. f271 g272 271. f272 g273 272. f273 g274 273. f274 g275 274. f275 g276 275. f276 g277 276. f277 g278 277. f278 g279 278. f279 g280 279. f280 g281 280. f281 g282 281. f282 g283 282. f283 g284 283. f284 g285 284. f285 g286 285. f286 g287 286. f287 g288 287. f288 g289 288. f289 g290 289. f290 g291 290. f291 g292 291. f292 g293 292. f293 g294 293. f294 g295 294. f295 g296 295. f296 g297 296. f297 g298 297. f298 g299 298. f299 g300 299. f300 g301 300. f301 g302 301. f302 g303 302. f303 g304 303. f304 g305 304. f305 g306 305. f306 g307 306. f307 g308 307. f308 g309 308. f309 g310 309. f310 g311 310. f311 g312 311. f312 g313 312. f313 g314 313. f314 g315 314. f315 g316 315. f316 g317 316. f317 g318 317. f318 g319 318. f319 g320 319. f320 g321 320. f321 g322 321. f322 g323 322. f323 g324 323. f324 g325 324. f325 g326 325. f326 g327 326. f327 g328 327. f328 g329 328. f329 g330 329. f330 g331 330. f331 g332 331. f332 g333 332. f333 g334 333. f334 g335 334. f335 g336 335. f336 g337 336. f337 g338 337. f338 g339 338. f339 g340 339. f340 g341 340. f341 g342 341. f342 g343 342. f343 g344 343. f344 g345 344. f345 g346 345. f346 g347 346. f347 g348 347. f348 g349 348. f349 g350 349. f350 g351 350. f351 g352 351. f352 g353 352. f353 g354 353. f354 g355 354. f355 g356 355. f356 g357 356. f357 g358 357. f358 g359 358. f359 g360 359. f360 g361 360. f361 g362 361. f362 g363 362. f363 g364 363. f364 g365 364. f365 g366 365. f366 g367 366. f367 g368 367. f368 g369 368. f369 g370 369. f370 g371 370. f371 g372 371. f372 g373 372. f373 g374 373. f374 g375 374. f375 g376 375. f376 g377 376. f377 g378 377. f378 g379 378. f379 g380 379. f380 g381 380. f381 g382 381. f382 g383 382. f383 g384 383. f384 g385 384. f385 g386 385. f386 g387 386. f387 g388 387. f388 g389 388. f389 g390 389. f390 g391 390. f391 g392 391. f392 g393 392. f393 g394 393. f394 g395 394. f395 g396 395. f396 g397 396. f397 g398 397. f398 g399 398. f399 g400 399. f400 g401 400. f401 g402 401. f402 g403 402. f403 g404 403. f404 g405 404. f405 g406 405. f406 g407 406. f407 g408 407. f408 g409 408. f409 g410 409. f410 g411 410. f411 g412 411. f412 g413 412. f413 g414 413. f414 g415 414. f415 g416 415. f416 g417 416. f417 g418 417. f418 g419 418. f419 g420 419. f420 g421 420. f421 g422 421. f422 g423 422. f423 g424 423. f424 g425 424. f425 g426 425. f426 g427 426. f427 g428 427. f428 g429 428. f429 g430 429. f430 g431 430. f431 g432 431. f432 g433 432. f433 g434 433. f434 g435 434. f435 g436 435. f436 g437 436. f437 g438 437. f438 g439 438. f439 g440 439. f440 g441 440. f441 g442 441. f442 g443 442. f443 g444 443. f444 g445 444. f445 g446 445. f446 g447 446. f447 g448 447. f448 g449 448. f449 g450 449. f450 g451 450. f451 g452 451. f452 g453 452. f453 g454 453. f454 g455 454. f455 g456 455. f456 g457 456. f457 g458 457. f458 g459 458. f459 g460 459. f460 g461 460. f461 g462 461. f462 g463 462. f463 g464 463. f464 g465 464. f465 g466 465. f466 g467 466. f467 g468 467. f468 g469 468. f469 g470 469. f470 g471 470. f471 g472 471. f472 g473 472. f473 g474 473. f474 g475 474. f475 g476 475. f476 g477 476. f477 g478 477. f478 g479 478. f479 g480 479. f480 g481 480. f481 g482 481. f482 g483 482. f483 g484 483. f484 g485 484. f485 g486 485. f486 g487 486. f487 g488 487. f488 g489 488. f489 g490 489. f490 g491 490. f491 g492 491. f492 g493 492. f493 g494 493. f494 g495 494. f495 g496 495. f496 g497 496. f497 g498 497. f498 g499 498. f499 g500 499. f500 g501 500. f501 g502 501. f502 g503 502. f503 g504 503. f504 g505 504. f505 g506 505. f506 g507 506. f507 g508 507. f508 g509 508. f509 g510 509. f510 g511 510. f511 g512 511. f512 g513 512. f513 g514 513. f514 g515 514. f515 g516 515. f516 g517 516. f517 g518 517. f518 g519 518. f519 g520 519. f520 g521 520. f521 g522 521. f522 g523 522. f523 g524 523. f524 g525 524. f525 g526 525. f526 g527 526. f527 g528 527. f528 g529 528. f529 g530 529. f530 g531 530. f531 g532 531. f532 g533 532. f533 g534 533. f534 g535 534. f535 g536 535. f536 g537 536. f537 g538 537. f538 g539 538. f539 g540 539. f540 g541 540. f541 g542 541. f542 g543 542. f543 g544 543. f544 g545 544. f545 g546 545. f546 g547 546. f547 g548 547. f548 g549 548. f549 g550 549. f550 g551 550. f551 g552 551. f552 g553 552. f553 g554 553. f554 g555 554. f555 g556 555. f556 g557 556. f557 g558 557. f558 g559 558. f559 g560 559. f560 g561 560. f561 g562 561. f562 g563 562. f563 g564 563. f564 g565 564. f565 g566 565. f566 g567 566. f567 g568 567. f568 g569 568. f569 g570 569. f570 g571 570. f571 g572 571. f572 g573 572. f573 g574 573. f574 g575 574. f575 g576 575. f576 g577 576. f577 g578 577. f578 g579 578. f579 g580 579. f580 g581 580. f581 g582 581. f582 g583 582. f583 g584 583. f584 g585 584. f585 g586 585. f586 g587 586. f587 g588 587. f588 g589 588. f589 g590 589. f590 g591 590. f591 g592 591. f592 g593 592. f593 g594 593. f594 g595 594. f595 g596 595. f596 g597 596. f597 g598 597. f598 g599 598. f599 g600 599. f600 g601 600. f601 g602 601. f602 g603 602. f603 g604 603. f604 g605 604. f605 g606 605. f606 g607 606. f607 g608 607. f608 g609 608. f609 g610 609. f610 g611 610. f611 g612 611. f612 g613 612. f613 g614 613. f614 g615 614. f615 g616 615. f616 g617 616. f617 g618 617. f618 g619 618. f619 g620 619. f620 g621 620. f621 g622 621. f622 g623 622. f623 g624 623. f624 g625 624. f625 g626 625. f626 g627 626. f627 g628 627. f628 g629 628. f629 g630 629. f630 g631 630. f631 g632 631. f632 g633 632. f633 g634 633. f634 g635 634. f635 g636 635. f636 g637 636. f637 g638 637. f638 g639 638. f639 g640 639. f640 g641 640. f641 g642 641. f642 g643 642. f643 g644 643. f644 g645 644. f645 g646 645. f646 g647 646. f647 g648 647. f648 g649 648. f649 g650 649. f650 g651 650. f651 g652 651. f652 g653 652. f653 g654 653. f654 g655 654. f655 g656 655. f656 g657 656. f657 g658 657. f658 g659 658. f659 g660 659. f660 g661 660. f661 g662 661. f662 g663 662. f663 g664 663. f664 g665 664. f665 g666 665. f666 g667 666. f667 g668 667. f668 g669 668. f669 g670 669. f670 g671 670. f671 g672 671. f672 g673 672. f673 g674 673. f674 g675 674. f675 g676 675. f676 g677 676. f677 g678 677. f678 g679 678. f679 g680 679. f680 g681 680. f681 g682 681. f682 g683 682. f683 g684 683. f684 g685 684. f685 g686 685. f686 g687 686. f687 g688 687. f688 g689 688. f689 g690 689. f690 g691 690. f691 g692 691. f692 g693 692. f693 g694 693. f694 g695 694. f695 g696 695. f696 g697 696. f697 g698 697. f698 g699 698. f699 g700 699. f700 g701 700. f701 g702 701. f702 g703 702. f703 g704 703. f704 g705 704. f705 g706 705. f706 g707 706. f707 g708 707. f708 g709 708. f709 g710 709. f710 g711 710. f711 g712 711. f712 g713 712. f713 g714 713. f714 g715 714. f715 g716 715. f716 g717 716. f717 g718 717. f718 g719 718. f719 g720 719. f720 g721 720. f721 g722 721. f722 g723 722. f723 g724 723. f724 g725 724. f725 g726 725. f726 g727 726. f727 g728 727. f728 g729 728. f729 g730 729. f730 g731 730. f731 g732 731. f732 g733 732. f733 g734 733. f734 g735 734. f735 g736 735. f736 g737 736. f737 g738 737. f738 g739 738. f739 g740 739. f740 g741 740. f741 g742 741. f742 g743 742. f743 g744 743. f744 g745 744. f745 g746 745. f746 g747 746. f747 g748 747. f748 g749 748. f749 g750 749. f750 g751 750. f751 g752 751. f752 g753 752. f753 g754 753. f754 g755 754. f755 g756 755. f756 g757 756. f757 g758 757. f758 g759 758. f759 g760 759. f760 g761 760. f761 g762 761. f762 g763 762. f763 g764 763. f764 g765 764. f765 g766 765. f766 g767 766. f767 g768 767. f768 g769 768. f769 g770 769. f770 g771 770. f771 g772 771. f772 g773 772. f773 g774 773. f774 g775 774. f775 g776 775. f776 g777 776. f777 g778 777. f778 g779 778. f779 g780 779. f780 g781 780. f781 g782 781. f782 g783 782. f783 g784 783. f784 g785 784. f785 g786 785. f786 g787 786. f787 g788 787. f788 g789 788. f789 g790 789. f790 g791 790. f791 g792 791. f792 g793 792. f793 g794 793. f794 g795 794. f795 g796 795. f796 g797 796. f797 g798 797. f798 g799 798. f799 g800 799. f800 g801 800. f801 g802 801. f802 g803 802. f803 g804 803. f804 g805 804. f805 g806 805. f806 g807 806. f807 g808 807. f808 g809 808. f809 g810 809. f810 g811 810. f811 g812 811. f812 g813 812. f813 g814 813. f814 g815 814. f815 g816 815. f816 g817 816. f817 g818 817. f818 g819 818. f819 g820 819. f820 g821 820. f821 g822 821. f822 g823 822. f823 g824 823. f824 g825 824. f825 g826 825. f826 g827 826. f827 g828 827. f828 g829 828. f829 g830 829. f830 g831 830. f831 g832 831. f832 g833 832. f833 g834 833. f834 g835 834. f835 g836 835. f836 g837 836. f837 g838 837. f838 g839 838. f839 g840 839. f840 g841 840. f841 g842 841. f842 g843 842. f843 g844 843. f844 g845 844. f845 g846 845. f846 g847 846. f847 g848 847. f848 g849 848. f849 g850 849. f850 g851 850. f851 g852 851. f852 g853 852. f853 g854 853. f854 g855 854. f855 g856 855. f856 g857 856. f857 g858 857. f858 g859 858. f859 g860 859. f860 g861 860. f861 g862 861. f862 g863 862. f863 g864 863. f864 g865 864. f865 g866 865. f866 g867 866. f867 g868 867. f868 g869 868. f869 g870 869. f870 g871 870. f871 g872 871. f872 g873 872. f873 g874 873. f874 g875 874. f875 g876 875. f876 g877 876. f877 g878 877. f878 g879 878. f879 g880 879. f880 g881 880. f881 g882 881. f882 g883 882. f883 g884 883. f884 g885 884. f885 g886 885. f886 g887 886. f887 g888 887. f888 g889 888. f889 g890 889. f890 g891 890. f891 g892 891. f892 g893 892. f893 g894 893. f894 g895 894. f895 g896 895. f896 g897 896. f897 g898 897. f898 g899 898. f899 g900 899. f900 g901 900. f901 g902 901. f902 g903 902. f903 g904 903. f904 g905 904. f905 g906 905. f906 g907 906. f907 g908 907. f908 g909 908. f909 g910 909. f910 g911 910. f911 g912 911. f912 g913 912. f913 g914 913. f914 g915 914. f915 g916 915. f916 g917 916. f917 g918 917. f918 g919 918. f919 g920 919. f920 g921 920. f921 g922 921. f922 g923 922. f923 g924 923. f924 g925 924. f925 g926 925. f926 g927 926. f927 g928 927. f928 g929 928. f929 g930 929. f930 g931 930. f931 g932 931. f932 g933 932. f933 g934 933. f934 g935 934. f935 g936 935. f936 g937 936. f937 g938 937. f938 g939 938. f939 g940 939. f940 g941 940. f941 g942 941. f942 g943 942. f943 g944 943. f944 g945 944. f945 g946 945. f946 g947 946. f947 g948 947. f948 g949 948. f949 g



# Culture

## THÉÂTRE

« La Mouette », par le Théâtre d'Art de Moscou  
Trahi par les siens

La saison soviétique commence avec le Théâtre d'Art de Moscou, qui fut celui de Stanislavski et nous paraît très fatigué.

Premier retour à Chaillot depuis que Vitez n'y est plus. Cœur serré. Le temps de rejoindre les fauteuils, des images traversent la tête : les images de Vitez, le grand chien fou, tout noir, de Faust, avec les villageois qui s'arrêtent sur la route, héraldiques, et puis, à bas vers les falaises d'Elisabeth, le spectre du roi qui tend le bras à Hamlet, tous trois réunis au-delà du meurtre, et puis, au large des Baléares, la vieille religieuse du *Soulier de satin*, la « sœur chiffonnrière », qui monte sur le bateau et qui ne sait pas trop si elle va se laisser fourguer, dans un lot de pots cassés et de linges déchirés, cet inviolable, hâve, fiévreux, Rodrigue, et tant d'autres moments dont l'intelligence et la splendeur faisaient écho à Vilar, le salut au-dessus des banquettes de la vie et de la mort. Chaillot, immense catacombe de cet art du théâtre, où nous flânons nombreux à descendre pour la première fois, au printemps 1945, afin de voir au cinéma : *Les Enfants du Paradis*, de Carné.

Bien, n'y pensons plus. Soyons à la page. Traversons le grand foyer dont les boiseries sont la Seine et la tour Eiffel. Jérôme Savary l'a fait bricker, ce foyer, il est flamboyant, et un orchestre de jazz, style dancing de l'entre-deux-guerres, joue devant six ou huit pékins, attablés devant du picon-fraise. Vague imitation du casino de Trouville. Aberrant. Mais la location de ce foyer par des clubs, des assemblées, était l'une des choses qui permettaient à Vilar d'équilibrer un peu les comptes.

Ce soir, dans la salle du théâtre, des acteurs soviétiques sont venus jouer *La Mouette*. C'est le Théâtre artistique de Moscou. Anniversaire : ce théâtre a été créé en 1898, ouvert le 14 octobre. *La Mouette* y fut jouée le 17 décembre 1898, dans une

mise en scène de Stanislavski et de Nemirovitch-Dantchenko (mais ils n'étaient pas d'accord sur tout). Stanislavski n'aimait pas vraiment la pièce de Tchekhov. Et Nemirovitch-Dantchenko n'aimait pas vraiment les idées de Stanislavski, il les trouvait trop compliquées : « Le spectateur est toujours bête, écrivait-il à Stanislavski le 2 septembre 1898, il faut se conduire avec lui comme avec un enfant. » Ce qui est une étrange manière d'envisager les spectateurs, les enfants, le théâtre, etc.

C'est Stanislavski qui, sur le conseil de Tchekhov qui allait s'en rendre compte, interpréta Trigorine. Il joua comme un mannequin. « Il se traîne sur le plateau comme un paralysé », disait Tchekhov à Gorki.

### Entre vaudeville et mélo

A Chaillot, la mise en scène est du directeur actuel du Théâtre Artistique, Oleg Efremov. Nous attendions cela le cœur battant : *La Mouette* jouée par les Russes ! C'est la déception, en fait ! Et c'est peu dire. Habités à voir Tchekhov

dans des mises en scène d'un Stein, d'un Strehler, d'un Vitez, comment pouvions-nous prévoir cette *Mouette* de mélo ?

L'élément premier du décor est un mince petit temple à colonnes, genre temple de l'amour, dans quoi Nina, au premier acte, dit la pièce de Tchekhov. Situé en plein centre de la scène, monté sur des gros rails de tramway, ce « théâtre miniature » va avancer vers nous, ou s'éloigner, durant toute la soirée. Plusieurs scènes de la pièce seront jouées sur cette scène secondaire, c'est la grosse idée géniale d'Efremov, c'est d'ailleurs la seule : le théâtre dans le théâtre. Nouveauté.

Les comédiens jouent très « extérieur », à traits très forts. Du guignol presque, entre vaudeville et mélo. Par exemple lorsque Trigorine demande à Arkadina de lui laisser des libertés, cela tourne à la bataille musquée, au jeu de chignon, puis la réconciliation se fait dans le plus du rideau (nous sommes sur le théâtre-bis), comme dans un drap, et nous voyons réapparaître Arkadina, défaite, décoiffée, qui s'assied en écartant les cuisses. Et elle nous annonce que son Trigorine est bien à elle, exactement du ton dont une mère maquerelle nous dirait qu'elle

a récupéré son mac. Tout le jeu de cette *Mouette* est de ce genre. Trop facile semble se prendre pour un mannequin tombé de filles qui prend des poses. Trigorine est grotesque, comme si cet écrivain très étudié par Tchekhov n'était qu'un cabot miteux qui claironne des stupidités. Aucun rôle ne paraît senti ni compris : c'est un défilé de simagrées. Deux exceptions : l'actrice qui joue Nina - E. Maïorova - est une gentille jeune fille, sans dimension mais pas trop bruyante ni gesticulante, et le rôle du médecin, Dorn, est tenu par un homme qui a été l'un des plus grands acteurs soviétiques, Imokenti Smoktounovski, mais qui, le soir tout au moins où nous l'avons vu, dormait sur scène. Zéro.

Bref, l'acte des plus faibles *Mouettes* que nous ayons vues. D'ici quelques jours, Efremov va nous donner son *Oncle Vania*. Gardons l'espoir. Précisons que c'est Vitez, non pas Savary, qui a programmé à Chaillot, avant son départ, la venue de cette *Mouette*. A croire qu'il ne l'avait pas vue.

MICHEL COURNOT.

★ Chaillot. Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre, 20 h 30.

### « Le Buffon des familles » de Vincent Colin

Très curieux. Fait rire et réver. Vous retrouverez des fraîcheurs d'enfance (dommage que nous ne puissions plus y envoyer Nemirovitch-Dantchenko) - lire ci-contre. Dans un vieux petit amphithéâtre ancien, tout en boiseries avec des fresques, six professeurs un peu Nimbus, nous disent des pages (général) de Buffon sur le bœuf, la vache, le rat, les abeilles, et autres camarades de lutte. Le cours est sans cesse interrompu par de petits jouets mécaniques, grenouilles, colibris, oursins, qui sautent sur les pupitres, le tableau noir. Il y a aussi d'autres gags. Mais les paroles de Buffon gardent, à travers toute cette fête, une charge poétique très forte, et une « sagesse » qui émeut. Spectacle court. On entre par le Museum au 2, rue Buffon (métro Austerlitz). Dehors, dans la grande allée du Jardin des plantes, défilée d'une rare beauté. Buffon est là jusqu'au 16 octobre.

★ Du mercredi au samedi à 18 h 30, avec des séances supplémentaires les samedis et dimanches à 15 h 30.

### « La Foire d'empoigne » de Jean Anouilh

« Epuiser ! Voilà un mot auquel je n'aurais pas pensé. Jusqu'ici, on avait toujours parlé de répression. C'était trop franc... L'épuration. Cela vous a un petit air hygienique. C'est une trouvaille. » En 1960, Anouilh n'est pas calmé : par l'entremise d'un Napoléon et d'un Louis XVIII de son invention, il chasse de nouveau ses excès bédouins.

Remarquable numéro d'acteur de Jean Desailly dans le double rôle de Napoléon et du roi, pendant et après les Cent Jours. Jacques François bien aussi dans le rôle de Fouché.

M. C.

★ Madeleine, 21 heures.

### « Baby Boom », de Louis Julien, d'après Jean Vautrin

#### Porte-à-faux

Une nouvelle de Vautrin bien glauque devenue comédie sophistiquée. On y perd beaucoup. Mais il y a Anémone.

Le rideau se lève non pas sur un salon bourgeois bien français, mais sur le loft américain d'un auteur de polars (Olivier Granier). La décoration est à peu près la même - divans chamoisés, paravents translucides (conception Christian Narcy). Anémone (la femme de l'auteur) est enceinte jusqu'aux dents. Tout au moins, elle trébuche un vent de parturiente avancée. Ce n'est qu'un cousin sous son pull-over.

Jean Vautrin a écrit une nouvelle étonnante sur la nervosité d'une femme séduite qui tombe entre les mains d'un escroc et adopte une poupée de chiffon, ses réactions troubles, la passion et les fureurs équivoques de son mari. Louis Julien a gardé la trame et l'a adaptée en forme de comédie sophistiquée que Christian Rauth a mis en scène à l'Auxil. Il donne aux personnages un ton désinvolte et a rajouté le héros des polars, figure malléable, qui se plie aux imaginations de son auteur - c'est Christian Perce, très à l'aise

dans son rôle Fregoli. Il joue cabaret, mais c'est bien puisqu'il est « à côté » des autres.

Les autres ne savent pas bien où ils sont. La pièce est hésitante. Elle suit de trop près (sauf à la fin) les péripéties de la nouvelle. La construction en brèves séquences interrompues par de bruyantes modifications de décor cassent le rythme, empêchent les acteurs d'installer leurs personnages. De plus, pour ne pas céder au climat oppressant de Vautrin, la pièce reste en surface et, du coup, on s'ennuie peu au complet, encore moins à son entourage, à cette famille caricaturée à la hâte, sortie d'un « sit com » des années 50, à ces fantoches embarqués dans une histoire ni crédible ni vraiment burlesque.

A vrai dire, on ne s'intéresse qu'à Anémone, pour ce qu'elle est : vulnérable, inquiétante. Imprévisible. Avec elle, tout est normal, y compris adopter une poupée de chiffon, la chérir comme un bébé fragile, la tuer... Et même s'emparer du héros de polar, de la créature de son époux. Apparemment farfelue mais les deux pieds sur terre, toujours innocente, insaisissable, Anémone est irrésistible.

COLETTE GODARD.

★ Auxil, 20 h 30.

### « L'Étrange Mr Knight » par le Théâtre de la Mandragore

#### Frissons pour tous

Théâtre en noir et blanc ou cinéma en relief ? Ni l'un ni l'autre, mais un genre inédit, le cinématome, inventé par les Belges du Théâtre de la Mandragore.

L'écran est noir, la nuit est blanche, et un savant fou s'affaire dans une sombre demeure, assis d'un serviteur aux gestes balourdés. Pas de doute, il s'agit d'un remake de *Frankenstein*, et comme le projecteur tourne, qu'un pianiste en frac noir accompagne le défilé des sous-titres, on se cale, rassuré, dans son fauteuil. Comme au cinéma.

Grossière erreur. Sans crier gare, tout bascule en trois dimensions. Le fond-enchaîné est parfait, la synchronisation entre les mots et l'image tout aussi impeccable. Mais cette fois, sur scène, s'activent des comédiens de chair et d'os, habillés et grimés comme au temps du cinéma expressionniste. Leur gestuelle suit, sans effort apparent, le rythme frénétique des seize images/seconde. Petite joie d'amour... Chaque expression est exorcisée,

outrée, et s'insère un autre subtil plaisir : celui du théâtre dans le théâtre.

Mais les enfants, qui ont peur (et dit-on les adultes parfois) s'y trompent. L'émotion est à son comble quand le serviteur rebelle et sans âme ligote l'innocente et charmante fille de son créateur pour se livrer sur elle à des expériences scientifiques à damner un diable. Auparavant, on aura vu un bras gigoter sur la table d'opération, des machines infernales fumer et cliqueter, autant de trucs dont jusqu'alors on croyait seul capable le cinéma. L'illusion est parfaite, et le trouble plus qu'assombrissant. On applaudit la réalisation technique et la performance des comédiens. L'idée aussi, même si elle a ses limites : une ficelle mélodramatique au cinéma fonctionne moins bien au théâtre. Mais on aurait tort de se priver de cette heure de direct et de frissons délicieux.

*L'Étrange Mr Knight* est concocté par le Théâtre de la Mandragore. Des Belges qui ouvrent à l'art du mime des horizons inouïs.

O. G.

★ Au Théâtre du Rainaldy, à 20 h 30.

### Huitième Festival mondial des théâtres de marionnettes à Charleville-Mézières

#### La tradition du merveilleux

Trente-deux pays, cent vingt et une troupes, deux cent vingt-huit spectacles, et le « off » : les grandes poupées chimériques jouent aux marionnettes à Charleville-Mézières.

« J'ai aimé les peintures folles, de salimbanques, ensembles, enluminures populaires... ». On aimerait placer ce Festival de Charleville sous l'égide d'Arthur Rimbaud, à titre de revanche posthume sur l'ennui bourgeois. Mais ce huitième Festival, avec plus de 60 000 visiteurs en une semaine (23 septembre-1<sup>er</sup> octobre), 121 troupes représentant 32 pays, 228 spectacles au total, 90 spectacles « off », 55 troupes, 90 spectacles, c'est moins l'ombre ténébreuse de Rimbaud que le travail acharné de Jacques Félix, fondateur des Petits Comédiens de chiffon dits

1941, qui organisaient les premières rencontres en 1961 et, en 1976, parvenait à faire de Charleville le centre du Congrès international des marionnettistes.

C'est aussi, depuis 1981, la permanence de structures aussi prestigieuses que celles de l'Institut international de la marionnette, et depuis 1987, sous la conduite énergique et subtile de Margareta Niculescu, l'Ecole des arts de la marionnette, foyer toujours brillant où les maîtres de stage se succèdent : Jim Henson, Ariane Mnouchkine ou Tadeusz Kantor. C'est enfin l'afflux des marionnettistes de tradition et d'avant-garde pour qui un passage à Charleville signifie reconnaissance et aussi accession à un prodigieux marché. On vient ici comme à la capitale d'un théâtre non cérébral, de la virtuosité illusionniste, du sacré des enfances préservées, des lointains voyages dans l'espace et le temps.

Danses masquées de moines tibétains, célébrations des dieux par un

groupe d'enfants de Taiwan et leur petit orchestre, légendes initiatiques de l'Afrique, avec des compagnies du Togo, du Tchad, de la Côte d'Ivoire dans un grand déploiement de couleurs, de cloches, de bruits d'eau, et d'humour exorciseur. Versant occidental, la satire poétique et légère du théâtre d'ombres de Richard Bradshaw ou les aventures du fameux théâtre Huvvach de Prague : retrouvailles attendues, quasi rituelles, assurance d'un plaisir reconnu, miraculeusement identique après des années.

#### L'art des émotions essentielles

Pourtant, autour des castelets traditionnels, Charleville 88 a drainé tout un tiers théâtre, spectacles de lumière et de jonglage, de manipulation d'objets, qu'on situerait plutôt du côté du music-hall. Que penser du *Children's Corner*, de Gioacchino (Piacenza) ? Qu'un théâtre d'ombres avec ses raffinements for-

mels de voiles colorés n'ajoute guère à la musique suggestive de Debussy, mais l'alourdît. On s'accommode mieux d'un franc théâtre d'objets, comme le pratique Agnès Limbos de Gare centrale (Bruxelles), dans *Histoire d'un petit pols* où la manipulatrice mue en actrice dialogue avec la matière simple et se révèle une conteuse drôlatique à la façon de Devos. Ou encore Jacques Timpleraud (Théâtre Manarf d'Angers), mime halluciné de *Gigolo 1<sup>er</sup>*, régnant sur un peuple de poupées en celluloid dont il devient l'ange exterminateur. Réseaux surréalistes, utilitaires psychanalytiques : le diem caché n'est plus qu'un clown pathétique.

Alors ? N'existerait-il pas un moyen pour le marionnettiste moderne de préserver une tradition merveilleuse et de s'exprimer directement, en artiste, plutôt qu'en artisan, fût-il de génie ? Avec *Underdog*, le Staffed Puppet Theatre d'Amsterdam prouve que oui. Au centre d'une rotonde noire, le mani-

pulateur, torse nu et harnaché, est une victime masochiste qui affronte en corps à corps ses fantômes et ses fantasmes. Il est moins qu'un chien, le fils, le boy d'un directeur de théâtre, vieillard satanique qui le jette littéralement entre les mains de géantes marionnettes à gaine, celles d'un séducteur méprisant, d'une mère folle, décidée à châtier à coups de poignard les errances sexuelles de son fils, celle d'un médecin travesti qui se dépouille jusqu'à l'état de serpent-vampire, d'un bébé idiot et surdoué, de la mort enfin en fourreau rouge qui l'abandonne à sa solitude d'adolescent vieilli.

Neville Tranter, Australien d'origine, est un artiste bouleversant, ses marionnettes hallucinantes de vie, avec leurs yeux étonnants, leurs bouches fendues déconstruisant la gloire et d'où les voix jaillissent, monstrueuses et naturelles. Ici, la marionnette coïncide avec l'art des émotions essentielles, le magicien des démons et merveilles se fait, tout simplement, poète et personne.

BERNARD RAFFALLI.

**Chaillot!**  
THÉÂTRE D'ART DE MOSCOU  
TCHÉKHOV / OLEG EFREMOV  
**LA MOUETTE**  
30 SEPTEMBRE / 1<sup>er</sup> OCTOBRE  
**ONCLE VANIA**  
DU 4 OCTOBRE AU 8 OCTOBRE  
Spectacles en langue russe  
GRAND THÉÂTRE

**Chaillot!**  
CORNÉILLE / BRIGITTE JAKUES  
**SOPHONISBE**  
DU 6 OCTOBRE AU 3 NOVEMBRE  
THÉÂTRE GEMIER

**Chaillot!**  
BIENTOT... D'ARTAGNAN  
EN NOVEMBRE  
**LE FUNAMBULE**  
JEAN GENET / PIERRE CONSTANT  
L'ILE DU JENIKEN DANSEUR  
MARIONNETTES  
D'ARTAGNAN  
DABADIE / SAVARY / MALAYOV

**Chaillot!**  
APERITIFS CONCERTS  
MARC LAFERRIÈRE QUARTET  
30 SEPTEMBRE / 1<sup>er</sup> OCTOBRE  
SERGE RAHOERSON TRIO  
DU 4 AU 8 OCTOBRE  
A 18 H 30  
GRAND FOYER

**Chaillot!**  
MUSIQUE / CINÉMA  
**SON VITESSE-LUMIÈRE**  
CONCERT-SPECTACLE DE  
FRANÇOIS BAYLE  
L'ACOUSMONIUM DE L'INA-GRM  
12 OCTOBRE  
**CABIRIA**  
PF PASTORNE  
I. PIZZETTI / G. D'ANNUNZIO  
ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE  
DIRECTION JACQUES MERCIER  
15/16 OCTOBRE  
GRAND THÉÂTRE

**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT**  
RESEIGNEMENTS LOCATION 47 72 81 15  
ABONNEMENTS 47 04 86 80

à partir du 4 octobre  
**THÉÂTRE DE L'ŒUVRE**  
PRIX MOULIERE 1988  
**Jacques DUFILHO** **Georges WILSON**  
**JE NE SUIS PAS RAPPAPORT**  
Texte : Jacques Dufilho, Mise en scène : Georges Wilson  
Mise en scène : Georges Wilson  
RÉALISATION : JEAN-PIERRE BARRÉ  
Tél. 48 74 47 36 / 48 74 42 52

**PLUTOT ODEON**  
18 h 30  
27 septembre - 30 octobre  
Jean-François Ferrané  
**TOILE DE FOND**  
Mise en scène : Anne Consigny  
Avec Gabrielle Dutrac-Rosier  
Pascal Etzo - Dominique Buzet



## Culture

## ARTS

La Seine-et-Marne, au Musée du Luxembourg

## Les bonheurs d'un inventaire

L'inventaire de la Seine-et-Marne a permis de recenser les trésors recelés par les églises du département. Certains d'entre eux sont exposés au Musée du Luxembourg.

La Seine-et-Marne est l'un des rares départements dont le découpage n'est pas lié à une province déterminée. Cette pure création administrative regroupe des lambeaux de Champagne, de Brie ou du Gâtinais et quelques territoires dont le nom ne dit rien à ses nouveaux habitants. La proximité de Paris a, bien sûr, pesé lourd sur ses confins qui se disputaient les grandes abbayes et la bourgeoisie parisienne.

En visitant la belle exposition du Luxembourg, il ne faut pas s'attendre à découvrir une quelconque unité. Le disparate est la règle : ce sont les goûts et les modes successives de la cour et de la capitale qui sont exposés ici.

Mais, à travers les objets rassemblés ici, on peut distinguer plusieurs périodes qui correspondent toutes à un moment fort de la vie religieuse. Celle-ci se manifeste souvent à la veille des grandes crises qui sont particulièrement ressenties dans cette zone de grande circulation. Avant l'an mil, les abbayes de Jouarre ou de Chelles ont déjà accumulé d'incalculables trésors. Il en reste quelques reliquaires et des tissus d'une fraîcheur étonnante comme cette pièce de lin rouge ornée de faisans, venue d'Orient.

La fin du treizième siècle et le début du quatorzième siècle sont l'occasion d'exprimer grâce à une abondante statuaire le renouveau du culte marial. L'une des plus belles est celle qui vient de l'église de Savins, en bois polychrome, encore un peu raidie, la bouche marquée d'un pli amer. Chez d'autres, le charme du visage, l'ondulation de la

chevelure, l'élégance de la couronne, la subtilité des draperies, sont plus frappants, mais peut-être plus banaux. Toutes ont défilé les guerres nationales, civiles ou religieuses, qui ont marqué la région. Ainsi cette Vierge de la Renaissance accompagnée d'anges musiciens en albâtre rehaussé d'or d'une sophistication extrême.

La Contre-Réforme, très active ici, a laissé des traces éloquentes. Comme cette *Mise au tombeau* au maniérisme exagéré qui vient de Guignes-Rabutin. Le corps du Christ n'est pas sans évoquer le gisant d'Henri II de Germain Pilon, que l'auteur anonyme a sûrement aperçu. Anonyme aussi cette *Délivrance de saint Pierre* (première moitié du dix-septième siècle) accrochée dans l'église de Rozay-en-Brie. Un tableau caravagesque avec des contrastes heurtés d'ombres et de lumières qui écrasent les plis des vêtements et accusent la brutalité des physiognomies. Un tableau plus passionnant que les ouvrages soignés de Jean Senelle, l'enfant du pays, assez ennuyeux, il faut bien le dire. Simon Guillebaud se souvient sûrement d'un voyage en Italie quand il peint, à la fin du règne de Louis XIV, son *Christ ressuscitant le fils de la veuve de Naïm*. Cinquante ans plus tard, Michel Dandré-Bardon n'oublie pas les Tiepolo, qu'il a dû voir à Venise, en brochant avec fougue les divers épisodes du martyre de saint Vincent.

Si l'exposition, particulièrement bien présentée, permet de voir d'un seul coup quelques chefs-d'œuvre difficiles à débusquer, il est heureux que ceux-ci soient encore pour la plupart dans les lieux pour lesquels ils ont été créés. Les musées, on ne le répète jamais assez, ne sont, dans beaucoup de domaines, que des pis-aller.

EMMANUEL DE ROUX.

★ Trésors sacrés, trésors cachés, patrimoine des églises de Seine-et-Marne. Musée du Luxembourg, jusqu'au 30 octobre.

## MUSIQUES

Les Guetteurs de son, c'est l'affiche de Musica 88, ce sixième Festival des musiques d'aujourd'hui a préservé la ferveur de l'origine sur laquelle veille Laurent Spielmann.

Le coup d'éclat des Soldats, de Zimmermann, dans l'admirable réalisation de l'Opéra de Stuttgart (*le Monde* du 20 septembre), avait attiré au Festival Musica un large public, strasbourgeois certes, mais aussi lointain, qui pouvait faire illusion, pensait-on. Il n'en est rien : en régime de croisière normal, Musica garde sa flamme, les salles sont pleines la plupart du temps.

Les *Ennumérations*, d'Aperghis, ont rempli cinq fois la salle Gignoux du TNS : *Mantra*, de Stockhausen, par Camino et Balista, le grand hommage à Giacinto Scelsi, dirigé par Aldo Brizi, les œuvres de Dillon, Saxton et Waarg, de Xenakis, en première audition, par le London Sinfonietta et Lothar Zagrosok, ont particulièrement marqué les premières journées, avec toujours, le soir, les fêtes du rythme autour de Cecil Taylor, Eric Watson ou Ornette Coleman.

La jeune et nouvelle formation des Percussions de Strasbourg, sur laquelle veillent paternellement les anciens, a voulu que « bon sang ne saurait mentir » en présentant deux créations. *Voices*, de Michael Levine, utilise « l'état du cuivre provoqué par des chutes tournoyantes sur des surfaces réfléchissantes » : gongs, cymbales, crotales et toute la quincaillerie dégingolée dans une sympathique pagaille ou semblent pulvérisés dans quelque moulinette, soutenus par des coups de grosse caisse ou de vases

chinois. Mais, à travers ce brouillard créateur, sourd une vraie musique dorée.

Le *Livre pour claviers*, de Manoury, a paru plus sage et studieux, un peu uniforme, mais il est trop tôt pour apprécier cette partition donnée en fragments éparpillés. Au même programme, *Psychopompas* se voulait une cérémonie funèbre, où les voix accompagnaient les bruits inquiétants produits par la main qui frotte un roseau inséré dans la peau tendue sur un cylindre de métal ; cet instrument napolitain, le pupito, au symbolisme sexuel évident, produit le son de « la vache » des orchestres modernes... Et l'œuvre tient plus de la plaisanterie que du rite ancestral !

Mercredi soir, c'était naturellement la foule (plus de mille personnes) à la Foire-Exposition pour accueillir Pierre Boulez et ses musiciens, avec *Dialogue de l'ombre double* et *Répons*, qui illuminait le grand hall froid et nu de ses chapiteaux de résidences merveilleuses. Et le triomphe fut à nouveau au rendez-vous.

Jeudi, la partie était plus dure à gagner avec un concert consacré tout entier à Brian Ferneyhough. Là encore, le public de Musica se montra exemplaire, presque trop chaleureux à mon gré, pour la création de *La chute d'Icare*, ouvrage beaucoup trop hermétique réunissant une clarinette solo et sept instruments ; mais comment ne pas le rejoindre dans son enthousiasme pour les *Études transcendantales*, grande partition d'une demi-heure, d'une liberté et d'une invention stupéfiantes, magnifiée par la voix de Brenda Mitchell et le Nieuw Ensemble d'Amsterdam, ainsi que pour deux étonnantes solos, l'un pour piccolo, l'autre pour violon seul par Irvine Arditti ?

Musica ne s'achèvera pas sans encore quelques coups d'éclats,

Musica à Strasbourg

## Les guetteurs de son

notamment l'*Homme dans l'ascenseur* de Heiner Goebbels (qui a encore besoin de se faire un prénom) sur un cancheur de Heiner Müller, au Théâtre national de Strasbourg, et dimanche la première française de *Aus Deutschland*, « opéra de lied », un kaléidoscope fusambulesque des styles musicaux qui reflète tout le talent « pervers » de Kagel.

Mais on aura encore jusqu'au 13 octobre pour aller voir une exposition à ne pas manquer : « Sur les traces des musiciens à Strasbourg (1524-1939) » réalisée à l'hôtel de ville avec autant d'érudition passionnée par Geneviève Hoesinger que de goût par André Rodeghiero : Rousseau, Mozart, Wagner, Berlioz, Mahler et bien d'autres défilent au milieu des musiciens et des hauts lieux de la capitale alsacienne, qui revivent grâce à des documents souvent exceptionnels (1).

Mais déjà l'on prépare le Festival 1989, qui s'ouvrira par deux auditions successives de Gruppen de Stockhausen, et le nouvel opéra de Pascal Dusapin mettant en scène Roméo et Juliette au temps de la Révolution.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Musica dispose d'un budget de 7 millions de francs, dont 5,3 % de subventions de l'État et des collectivités locales ; il reçoit une importante aide des mécènes (les *Dernières nouvelles d'Alsace*, les caisses d'épargne, Enceuil, la FNAC, les fondations Total pour la musique et GAN pour le cinéma, Allocar, etc.). Par ailleurs, Musica a cette année une antenne à Bessy où, grâce au concours de l'Institut français, se déroule un mini-festival de même qualité.

(1) Un livre abondamment illustré de Geneviève Hoesinger, sous le même titre, en gardera la trace (160 pages, 96 F, publié par l'ARDAM/La Nuée bleue).

Stockhausen, à l'Opéra-Comique

## Continuité

Après les réactions contrastées suscitées par Montag aus Licht de Stockhausen (le Monde du 27 septembre), le cycle organisé à la salle Favart offre l'occasion d'entendre d'anciennes œuvres du compositeur.

On ne saurait dire que, sauf exceptions, les compositeurs, les interprètes et les musicologues prennent les pièces d'assaut ; ils laissent le public découvrir ce qu'ils croient trop bien connaître. Et pourtant, outre le plaisir de réentendre, dans de bonnes conditions et dans des interprétations irréprochables, des œuvres de référence, on est surpris de constater à quel point, malgré les apparences, Stockhausen est resté fidèle à lui-même. Les voix d'enfants du *Chant des adolescents* (1956) préfigurent étrangement celles de Montag ; de même les trames sonores de *Kontakte* (1960) la *Marseillaise*, ou les notes d'humour parfois de *Hymnen* (1967), les interventions vocales des musiciens dans *Refrain* (1959) ou *Mantra* (1970), etc.

C'est le contexte, principalement, qui a changé. Autrefois, on humait à pleins poulmons ces plages plus directement parlantes dans un univers passablement aride. A présent que, dans le confort éraluisant, se fait joir une nostalgie de l'aridité — nous avions, il y a vingt-cinq ans, des oreilles à toute épreuve —, cette apparence facilitée peut sembler stérile et empêche même d'apprécier à sa juste valeur ce qui, derrière une simplicité esthétique délibérée, reste réellement complexe et nouveau dans la production récente de Stockhausen.

Dans le programme de ces concerts, un va-et-vient entre des œuvres que tout semble d'abord

séparer est soigneusement composé, mais sans vain souci de didactisme. Aux interprètes habituels, toujours étonnants : Suzanne Stephens (cor de basset), Kathinka Pasveer (flûte) et Markers Stockhausen (trompette), se joignent notamment deux pianistes remarquables : Bernhard Wambach et Ellen Corver.

On regrettera seulement que *Kontakte* et *Hymnen* n'aient pas été présentés dans leur version avec solistes et, surtout, que la seconde ne soit pas donnée en une seule soirée. On reste réservé sur le parti pris d'amplifier des œuvres comme les *Klavierstücke* ou *Refrain*, car le bénéfice de cette auscultation microphonique des sons ne compense pas les déformations et l'appauvrissement résultant du passage par les micros et les haut-parleurs, ni la dureté agressive des attaques *forte*, sans parler du souffle inévitable et du murmure persistant des installations. Plus attentif que quiconque en ce domaine, Stockhausen n'a cependant pas le pouvoir de pousser la technologie balbutiante de notre époque à la hauteur de son idéal artistique.

GÉRARD CONDÉ.

★ Salle Favart jusqu'au 6 octobre, tous les soirs à 20 h 30, sauf dimanche.

● Le ministre de la culture s'oppose au transfert d'un tableau en Suisse. — M. Jack Lang a décidé d'empêcher le transfert d'un tableau de Ingres actuellement en France et récemment acheté par un citoyen suisse. Ce portrait du duc d'Orléans avait été vendu 15 millions de francs par le comte de Paris à un industriel de Lausanne. Ce dernier garde la propriété du tableau mais ne pourra l'emporter hors de France.

● Mort de J.-C. Heard. — Le batteur de jazz américain J.-C. Heard, qui a joué notamment avec Dizzy Gillespie, est mort le 27 septembre à Royal Oak, dans le Michigan, où il était hospitalisé. Il était âgé de soixante et onze ans.

Maison de la Poésie subventionnée par la Ville de Paris

101, rue Rambuteau, M<sup>o</sup> Halles, 42362753

jeudi 6 octobre 20 h 30

ARAGON A LA RECHERCHE DE SON IDENTITÉ

LECTURE-CONFÉRENCE avec Bernard DELVAILLE

Du 8 au 23 octobre 1988

☎ 46.61.33.33

Représentations ou Lectures de

l'intégralité des pièces

en un acte de

MARIVAUX



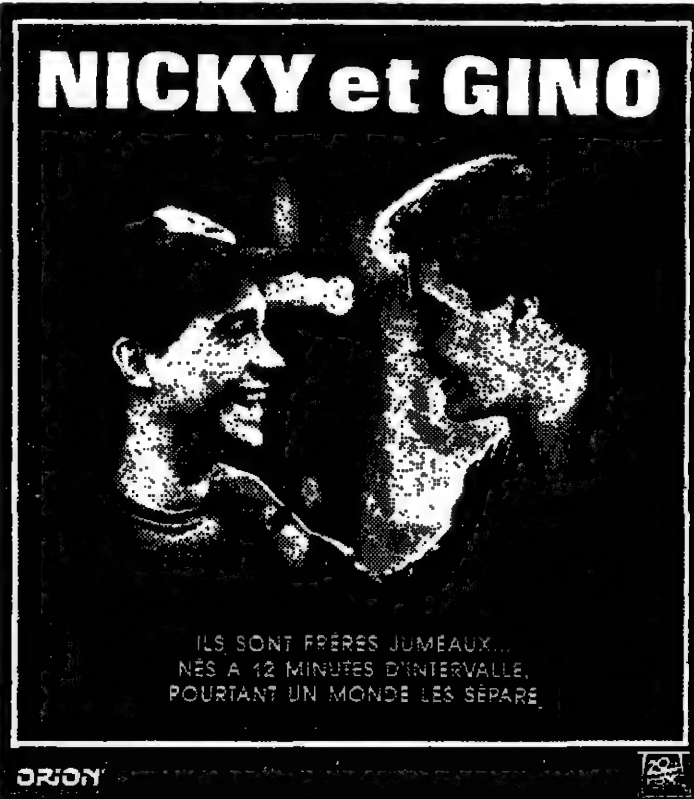
THÉÂTRE DU CAMPAGNOL, Centre Dramatique National de la Barrière Sud "La Piscine", 254, avenue de la Division Leclerc - 92290 CHATENAY-MALABRY

En DOLBY STEREO dans les salles équipées

V.A. : UGC NORMANDIE - UGC ODEON - CINE BEAUBOURG LES HALLES

14 JUILLET BEAUGRENELLE - UGC LYON BASTILLE

V.F. : PARAMOUNT OPÉRA - UGC MONTMARNES - LES IMAGES - UGC GODELINS



ILS SONT FRÈRES JUMEAUX... NÉS A 12 MINUTES D'INTERVALLE... POURTANT UN MONDE LES SÉPARE.

ORION

## OPÉRA COMIQUE

30 septembre 6 octobre 20 h 30

KARLHEINZ

STOCKHAUSEN

CYCLE DE MUSIQUE DE CHAMBRE

Six Concerts

20 solistes 15 œuvres

7 et 8 octobre 20 h 30

ROGER WOODWARD

CECIL TAYLOR

ŒUVRES POUR PIANO

IMPROVISATIONS

9 octobre 16 h

KAIKHOSRU SORABJI

OPUS CLAVICEMBALISTICUM

GEOFFREY MADGE piano

AVEC LE CONCOURS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

LOCATION

☎ 36.96.94 - ☎ 20.91.15

ÉLYSÉES LINCOLN - LES PARNASSIENS - LE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS

"La vie de monsieur BARBIE en elle-même ne m'intéresse pas, ce qui m'intéresse c'est ce qui restera de son procès"

RAYMOND LEVY, jouant de cinéma à LYON, 1967



KLAUS BARBIE SA VIE ET SON TEMPS

le nouveau film de MARCEL OPHÜLS

هكذا من الأصل



# Spectacles

## théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

**LE NAUFRAGE.** Salle Gaveau (45-63-20-30) 19 h.

**BRASSENS, BREL.** Théâtre de Dix-Heures (42-64-35-90), 22 h.

**JE NE SUIS PAS RAPPAPORT.** Gervais (48-74-42-52), 20 h 45.

**BULLE OU LA VOIX DE L'OCEAN.** Amateurs de Paris (43-66-42-17), 14 h 30 et 20 h 30.

**LE GARDIEN.** Dix-Heures Théâtre (42-26-47-47), 20 h 30.

**NOTES EN DUO.** Café de la danse (43-57-05-35), 20 h 15.

**ONCLE VANIA** (en langue russe, loc. d'été). Grand Théâtre national de Chaillet (47-27-81-15), dans le cadre du Festival d'automne (47-27-81-15).

**PAROLES D'OR.** Esplanade de Paris, salle II (42-78-46-42), 18 h 30.

**LA RÉSISTANCE ASCENSION D'ARTURO.** Théâtre de l'Est Parisien (43-64-80-80), 20 h 30.

**LA SECONDE SURPRISE DE L'AMOUR.** Cité internationale universitaire (la Galerie) (45-89-38-69), 20 h 30.

**SOUVENIRS ASSASSINS.** Athénée-Louis-Jourvet (salle C-Bernard), 18 h 30.

**AUTHENTIQUE MAIS VRAI.** Cave du Cloître (42-39-42-12), 22 h 30.

**LA FEMME A CONTRE-JOUR.** Mathurin (42-65-90-00), 21 h.

**SEPT CONTES CROUS.** Marie-Stuart (45-08-17-80), 22 h.

**SIMPLEMENT COMPIQUÉ.** Athénée-Louis-Jourvet (47-42-67-27), dans le cadre du Festival d'automne, 21 h.

**LE GRAND INVITÉ.** Marais (42-78-03-53), 20 h 30.

**ASTÉRIX.** Cirque d'hiver (42-66-20-75), 20 h 30.

**COBACC.** Ciné Diamants (45-80-51-31), 20 h 45.

**HORS PARIS**

**VINCENNES.** Trélat (43-74-34-08), 20 h 30.

**DAJON.** Les Occupants (spectacle musical), Théâtre du Parvis Saint-Jean (80-30-12-12), 20 h 30.

**LEVALLOIS-PERRET.** Le Gardien des oiseaux, Le Petit Théâtre (47-48-17-17), 20 h.

**Classique**

**MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS.** (47-23-51-27). Fernand Henry, 18 h 30. Temporalité, Harmonies.

**OPÉRA-COMIQUE.** Salle Favart (47-42-53-71). Karoline Stockhausen, 20 h 30. Cycle musical de chambre, trois créations nouvelles. Avec la participation de P.-J. Aïmer, P.-H. Chen, J.-C. Chailion, A. Boettger. Dans le cadre du Festival d'automne 4. Paris. Location: 42-96-96-94 (de 12 h à 19 h et dim.).

**SALLE PLEYEL.** (45-63-88-73). Orchestre de Paris, 20 h 30. Dir. Daniel Barenboim, Claudio Arrau (piano). Œuvres de Beethoven, Wolf, Boulez. Location: 45-63-07-93, (de 13 h à 17 h et dim.).

**Music-hall**

**CACTUS BLEU.** (43-38-30-20). Yves M., 23 h.

**LUCERNAIRE.** (45-44-57-34). Gylaine Clément, 18 h 30. Zool Feischer (piano), Christophe Le Van (basse), Vincent Sene (batterie).

**TAC STUDIO.** (43-73-47-47). Claude Gilly, 18 h 30. « Un regard sur la vie », Michel Gaches (piano).

**TOURTOUR.** (48-87-82-48). Evelyne Zamboni, 22 h 30. P. Mink (basse), J.-P. Chiche (guitare), D. Weiss (batterie), M. Tardieu (piano).

**CITY ROCK.** (43-59-52-09). Look de Paris, 22 h 30.

**LOCOMOTIVE.** (42-57-37-37). Big Bam Boo, 1 h, Angletier.

### Ballets

**PALAIS DE L'UNESCO.** (45-07-23-52). 20 h 30. Shiro Daimon, Komako Hamaguchi. Entrée libre selon les places disponibles.

**Opéra**

**OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER.** (47-42-53-71). Rigoletto, 19 h 30. Opéra en trois actes de Giuseppe Verdi. Dir. musicale Alain Guingamp, Alain Lombard. Mise en scène Jean-Marie Simon. Chor. François Gris. Avec T. Ichikawa, C. Barbaux, 3 h 30, Jules César.

## cinéma

**La cinémathèque**

**PALAIS DE CHAILLOT.** (47-24-24-24)

Les Aventures du Roi Pausanias (1933), d'Alexis Granovsky, 16 h; La Vie privée d'Henri VIII (1933, v.o.), d'Alexander Korda, 19 h; Les Carabiniers (1962), de Jean-Luc Godard, 21 h.

**SALLE GARANCE.**

**CENTRE GEORGES-POMPIDOU.** (42-78-37-39)

Le Cinéma français des années cinquante: le Bel Age (1958), de Pierre Kast, loc. d'été; Kacch (1950), de Guy Lefranc, 17 h 30; La Ronde (1950), de Max Ophüls, 20 h 30.

**VIDÉOTHÈQUE DE PARIS.** (42-78-37-39)

Paris: un arondissement par jour: 17<sup>e</sup> arondissement: Batignolles 5 et 17<sup>e</sup> arondissement à travers Gammont (1910-1930), le Petit Vieux des Batignolles (1970) de Jean-Pierre Marchand, 14 h 30; Périphérique: Couverture du périmètre (1964) de Chantal Machet, Laine-Bélon (1984) de Serge Le Ponn, 16 h 30; Batignolles: le 17<sup>e</sup> arondissement à travers Gammont (1910-1930), le Petit Vieux des Batignolles (1970) de Jean-Pierre Marchand, 18 h 30; Périphérique: Couverture du périmètre (1964) de Chantal Machet, Laine-Bélon (1984) de Serge Le Ponn, 20 h 30.

**Les exclusivités**

**A GAUCHE EN SORTANT DE L'ASCENSEUR.** (Fr.): Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26); Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-83-93); Gaumont Ambassade, 3<sup>e</sup> (42-59-19-08); Pathé Français, 4<sup>e</sup> (42-33-88-8); Les Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27).

**LES AILES DU DÉSIR.** (Fr.-Al., v.o.): Saint-André-des-Arts 1, 6<sup>e</sup> (42-26-48-18).

**LES ANNÉES SANDWICHES.** (Fr.): Clichés, 6<sup>e</sup> (46-33-10-42).

**AU REVOIR LES ENFANTS.** (Fr.-Al.): 14 Juillet Parana, 6<sup>e</sup> (42-26-58-00); Ciné Gaumont (Palais Marignan), 8<sup>e</sup> (45-59-31-97).

**BAGDAD CAFÉ.** (Al., v.o.): Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83); 14 Juillet Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06); Gaumont Parana, 14<sup>e</sup> (43-30-34-00); v.f.: Fauvette, 13<sup>e</sup> (43-31-56-86).

**LA BÊTE DE GUERRE.** (Al., v.o.): UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (45-63-16-16).

**BIG (A., v.o.):** Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-57); UGC Danton, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30); UGC Ronsard, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 6<sup>e</sup> (42-20-40-40); v.f.: Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44); Mistral, 14<sup>e</sup> (43-30-12-06); UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01); Trois Sorcières, 19<sup>e</sup> (42-06-79-79); Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

**BIRD (A., v.o.):** 14 Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83); Elyées Lincoln, 8<sup>e</sup> (43-59-36-14).

**BOUQUET L'ANGELOISE.** (Fr.): Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26); UGC Bizarria, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); Pathé Français, 4<sup>e</sup> (42-33-88-8); Les Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27).

**BORIS GODOUNOV.** (Sov., v.o.): Epée de Bois, 5<sup>e</sup> (43-37-57-47).

### Vendredi 30 septembre

**CHOCOLAT.** (Fr.): Clichés, 6<sup>e</sup> (46-33-10-42).

**COLORES.** (A., v.o.): UGC Emmitage, 8<sup>e</sup> (45-63-16-16); v.f.: UGC Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06); Hollywood Boulevard, 9<sup>e</sup> (47-70-10-41); Paris Ciné 1, 10<sup>e</sup> (47-70-21-71).

**LA COMMISSAIRE.** (Sov., v.o.): Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26); Reflet Média Logos, 5<sup>e</sup> (43-54-42-34); Cosmos, 6<sup>e</sup> (45-44-57-34); Le Triomphe, 8<sup>e</sup> (45-63-16-16); L'Entrepôt, 14<sup>e</sup> (43-41-63).

**LE COMPTOIR.** (Fr., v.o.): Forum Arc-en-Ciel, 1<sup>er</sup> (42-97-53-74); Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); Trois Parana, 14<sup>e</sup> (43-30-34-00); Gaumont Aléa, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50); Les Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27).

**CRY FREEDOM.** (Brit., v.o.): Le Triomphe, 8<sup>e</sup> (45-63-16-16).

**DE BRUIT ET DE FUREUR.** (Fr.): Epée de Bois, 5<sup>e</sup> (43-37-57-47).

**LE DERNIER EMPEREUR.** (Brit.-Al., v.o.): Les Trois Balzac, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60).

**EMMANUELLE 6.** (Fr.): George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-66).

**ENCORE.** (Fr.): Studio de la Harpe, 5<sup>e</sup> (46-34-25-52); Studio 43, 9<sup>e</sup> (47-70-63-40).

**L'ENFANCE DE L'ART.** (Fr.): Les Trois Balzac, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60).

**LE FESTIN DE BARIETTE.** (Dan., v.o.): Champs-Élysées, 6<sup>e</sup> (42-20-40-40); 14 Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83); UGC Emmitage, 8<sup>e</sup> (45-63-16-16).

**FRANTIC.** (A., v.o.): George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-66).

**LES GENS DE DUBLIN.** (A., v.o.): Utopia Champollion, 5<sup>e</sup> (42-26-84-65).

**GOOD MORNING VIETNAM.** (A., v.o.): Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83); Pathé Marignan-Concorde, 8<sup>e</sup> (43-59-92-82); UGC Bizarria, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); Les Nation, 12<sup>e</sup> (43-43-04-67); Fauvette, 13<sup>e</sup> (43-31-56-86); Mistral, 14<sup>e</sup> (43-30-12-06); Pathé Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01).

**LES FILMS NOUVEAUX**

**ADA DANS LA JUNGLE.** Film français de Gérard Zingg: Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-57); Pathé Marignan-Concorde, 8<sup>e</sup> (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8<sup>e</sup> (43-87-35-43); Pathé Français, 9<sup>e</sup> (47-70-33-88); Fauvette Bis, 13<sup>e</sup> (43-31-56-86); Pathé Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15<sup>e</sup> (45-79-33-00); Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01); Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

**LA DERNIÈRE TENTATION DU CHRIST.** Film américain de Martin Scorsese, v.o.: Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 3<sup>e</sup> (42-71-52-36); UGC Danton, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30); UGC Emmitage, 8<sup>e</sup> (45-63-16-16); La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-54-07-76); Sept Parana, 14<sup>e</sup> (43-30-34-00); UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-94-94); Images, 18<sup>e</sup> (45-22-47-94); Trois Sorcières, 19<sup>e</sup> (42-06-79-79).

**NEON MANIACS.** Film américain de Joseph Mangini, v.f.: Max-Ville, 9<sup>e</sup> (47-70-73-86).

**NICKY ET GINO.** Film américain de Robert M. Young, v.o.: Ciné Beaubourg, 3<sup>e</sup> (42-71-52-36); UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30); UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); 14 Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); v.f.: UGC Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06); Parana, 14<sup>e</sup> (43-30-34-00); Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44); Images, 18<sup>e</sup> (45-22-47-94).

**MÈRE TERESA.** (Brit., v.o.): Epée de Bois, 5<sup>e</sup> (43-37-57-47).

**MEURTRE A HOLLYWOOD.** (A., v.o.): Clichés, 6<sup>e</sup> (46-33-10-42).

**MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS.** (Brit., v.o.): 14 Juillet Parana, 6<sup>e</sup> (46-33-79-38).

**LES MODERNES.** (A., v.o.): Forum Arc-en-Ciel, 1<sup>er</sup> (42-97-53-74); Pathé Haute-fenille, 6<sup>e</sup> (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8<sup>e</sup> (43-59-92-82); La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-54-07-76); Sept Parana, 14<sup>e</sup> (43-30-34-00).

**NEUF SEMAINES ET DEMIE.** (A., v.o.): Le Triomphe, 8<sup>e</sup> (45-63-16-16).

**NICO.** (A., v.f.): Hollywood Boulevard, 9<sup>e</sup> (47-70-10-41).

**NUIT ITALIENNE.** (It., v.o.): Utopia Champollion, 5<sup>e</sup> (42-26-84-65).

**OEUF.** (Hol., v.o.): Reflet Logos 1, 5<sup>e</sup> (43-54-42-34).

**LA PETITE AMIE.** (Fr.): Pathé Marignan-Concorde, 8<sup>e</sup> (43-59-92-82); Gaumont Parana, 14<sup>e</sup> (43-30-34-00).

**PIÈCE DE CRISTAL.** (A., v.o.): Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-57); UGC Danton, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30); UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94); UGC Bizarria, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44); Mistral, 14<sup>e</sup> (43-30-12-06); Pathé Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15<sup>e</sup> (45-79-33-00); UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-94-94); Images, 18<sup>e</sup> (45-22-47-94); Trois Sorcières, 19<sup>e</sup> (42-06-79-79); Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

**PRESIDIO.** (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-26-12-12); Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (42-26-79-17); George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-66); Pathé Marignan-Concorde, 8<sup>e</sup> (43-59-92-82); Trois Parana, 14<sup>e</sup> (43-30-34-00); UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); Fauvette, 13<sup>e</sup> (43-31-56-86); Convention Saint-Charles, 15<sup>e</sup> (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01); Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

**QUELQUES JOURS AVEC MOI.** (Fr.): Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26); UGC Danton, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06); UGC Bizarria, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44); Mistral, 14<sup>e</sup> (43-30-12-06); UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-94-94); UGC Maillot, 17<sup>e</sup> (42-46-06-06); Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

**RANDONNÉE POUR UN TUEUR.** (A., v.o.): George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-66).

**SALAAM BOMBAY.** (Indo-Fr., v.o.): Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-26-12-12); Racine Odéon, 6<sup>e</sup> (43-26-19-48); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-54-07-76); Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33).

**SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR.** (Brit., v.o.): Clichés, 6<sup>e</sup> (46-33-10-42).

**SAVANNAH.** (Fr.): Utopia Champollion, 5<sup>e</sup> (42-26-84-65).

**TERRE SACRÉE.** (Fr., v.o.): Latina, 6<sup>e</sup> (42-78-47-86); Les Trois Luxembourg, 14<sup>e</sup> (42-30-32-20).

**TROIS SŒURS.** (It.-Fr.-Al., v.o.): Ciné Beaubourg, 3<sup>e</sup> (42-71-52-36); Pathé Marignan-Concorde, 8<sup>e</sup> (43-59-92-82); Gaumont Parana, 14<sup>e</sup> (43-30-34-00); v.f.: Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); Les Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-94-94); Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

**UN MOIS A LA CAMPAGNE.** (Brit., v.o.): Le Normain, 6<sup>e</sup> (45-44-57-34).

**UN MONDE A PART.** (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-26-12-12); Ciné Beaubourg, 3<sup>e</sup> (42-71-52-36); UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30); UGC Ronsard, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94); UGC Bizarria, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33); UGC Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44); Images, 18<sup>e</sup> (45-22-47-94); Trois Sorcières, 19<sup>e</sup> (42-06-79-79); UGC Maillot, 17<sup>e</sup> (42-46-06-06).

### Les grandes reprises

**AGUIRRE, LE COLÈRE DE DIEU.** (All., v.o.): Acacote (ex Studio Clichy), 6<sup>e</sup> (43-36-86-86).

**ASSASSIN ET VOLEUR.** (Fr.): Reflet Logos II, 5<sup>e</sup> (43-54-42-34).

**AUTOPSIE D'UN MEURTRE.** (A., v.o.): Studio des Ursulines, 9<sup>e</sup> (43-26-19-49).

**BREZZY.** (A., v.o.): Action Jean Gache, 9<sup>e</sup> (43-20-44-40).

**CERTAINS L'AIMENT CHAUD.** (A., v.o.): Action Christine, 6<sup>e</sup> (43-29-11-30).

**DOCTEUR FOLAMOUR.** (Brit., v.o.): Le Champ, 5<sup>e</sup> (43-54-51-60).

**LA FÊTE AU CORPS.** (A., v.o.): Utopia Champollion, 5<sup>e</sup> (42-26-84-65).

**LE MONDE D'APU.** (Ind., v.o.): L'Entrepôt, 14<sup>e</sup> (43-43-01-59).

**LE NOM DE LA ROSE.** (Fr.-It.-Al., v.o.): George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-66).

**REVENGE.** (It., v.o.): Hollywood Boulevard, 9<sup>e</sup> (47-70-10-41).

**SEULS LES ANGES ONT DES AILES.** (A., v.o.): Utopia Champollion, 5<sup>e</sup> (42-26-84-65).

**SOUHAIT L'ÉTÉ DERNIER.** (A., v.o.): Les Trois Luxembourg, 14<sup>e</sup> (42-30-32-20).

**LA SOUSSE QUI RUGISSAIT.** (Brit., v.o.): Le Champ, 5<sup>e</sup> (43-54-51-60).

**STRANGER THAN PARADISE.** (A., v.o.): Utopia Champollion, 5<sup>e</sup> (42-26-84-65).

**TAXI DRIVER.** (A., v.o.): Les Trois Luxembourg, 14<sup>e</sup> (42-30-32-20).

**TO BE OR NOT TO BE.** (A., v.o.): Action Jean Gache, 9<sup>e</sup> (43-20-44-40).

### PARIS EN VISITES

**SAMEDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE**

« Exposition Cézanne au Musée d'Orsay, 10 heures, sortie RER, côté quai Anatole-France (Didier Bouchard).

« Montmartre: du Bateau-Lavoir au Lapin Agile », 11 heures et 14 h 30, sortie métro Lamarie (Christine Merle).

« Le Marais: hôtel de Beauséjour et environs de la place des Vosges », 14 h 30, 68, rue François-Simon; « De l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés au Luxembourg », 14 h 30, portail Saint-Germain-des-Prés (Garde-garde du Paris historique).

« Le Marais: de la place des Vosges à l'hôtel de Soissons », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Eveline Bourdais).

« La Mosquée », 14 h 30, entrée place du Puits-de-l'Érmitage (Michèle Poltyer).

« Chiffre d'œuvre du Louvre », du Musée d'Orsay à la Mer de Saint-Germain, 14 h 30, porte Saint-Germain l'Auxerrois (Pierre-Yves Jaislet).

« Appartements royaux du Louvre », 14 h 30, sortie métro Louvre (La France et son passé).

« Architecture contemporaine: Mallet-Stevens et Le Corbusier », 14 h 30, sortie métro Jussieu (Agnès).

« Passages et vieux village de Belleville », 14 h 30, angle rue de Belleville-rue Piat (Les Filineries).

« Spiritistes et médiums au Père-Lachaise », 14 h 45, angle place Gambetta-avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).

« Salons du ministère de la marine », 15 heures, 2, rue Royale (Tourisme Lannier).

« L'Église Saint-Louis », 15 heures, métro Pont-Marie (Marie-Christine Lannier).

« Le couvent des Carmes et son jardin », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

« Les salons du Crédit foncier et la place Vendôme », 15 heures, 19, rue des Capucines (Didier Bouchard).

« Histoire et fonctionnement du Palais de justice », 15 heures, métro Cité, sortie marché aux fleurs (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les mystères des Templiers », 15 heures, Église Saint-Étienne, 195, rue de Temple (Paris et son histoire).

**MONUMENTS HISTORIQUES**

« L'Institut de France », 15 heures, 23, quai Conti (plus le droit d'entrée).

« L'hôtel Potocki », 15 heures, 27, avenue de Friedland.

**POUR LES FEMMES**

« Du haut de la tour Montparnasse », 14 h 30, angle gare Montparnasse boulevard de Vaugirard. Prévoir frais d'ascension (Monuments historiques).

### CONFÉRENCES

Palais de la Découverte, avenue Franklin-D. Roosevelt, 15 heures:

« Récits de peuples et mémoire associative », par Jean-Pierre Nègre.

**Astérix MIS EN SCÈNE PAR JEROME SAVARY**  
D'APRÈS LA BANDE DESSINÉE DE RENE GOSCINNY ET ALBERT UDERZO



**AU CIRQUE D'HIVER-BOUGLIONE/LOCATION: 48787500**











# Les XXI<sup>es</sup> Jeux olympiques à Séoul

## ATHLÉTISME : L'équipe de France attend sa première médaille



### La quatrième marche

Une réforme olympique s'impose à nos yeux français : il faut ajouter une marche au podium et médaille la quatrième. Car ce n'est pas possible, toutes ces bricoles perdues par nos représentants à Séoul pour quelques secondes – voire quelques centièmes de seconde – ou quelques points.

Dernier exemple : Muriel Hermine, vendredi à midi. Dans cette discipline : la natation synchronisée, ce sont les sourires, plus que les figures, qui sont imposés. Exercices pour majorettes nautiques qui, soit dit en passant, auraient davantage leur place dans une revue hollywoodienne, style Esther Williams.

Sauf erreur, on a comptabilisé, pour la délégation française, douze places de quatrième depuis l'ouverture de ces XXI<sup>es</sup> Jeux d'été, de la cycliste Isabelle Gautheron, dans l'épreuve de vitesse, à l'athlète Jean-Louis Prianon sur 10 000 mètres.

Si une quatrième marche était ajoutée au podium olympique, il n'y a pas de médaille supplémentaire – en chocolat ou en fer blanc, peu importe –, était ainsi attribuée, le « club France », qui, semble-t-il, de gros soucis d'argent, aurait doublé, à un poil près, son capital-récompense. M. Nelson Paillon, optimiste président du CNOF (Comité national olympique et sportif français), aurait alors vu juste.

Malheureusement, il n'y a plus personne, au sein de la commission exécutive du CIO, pour militer en faveur de cette idée : plus de Français, veut-on dire,

qui siège dans cette instance suprême, plus de représentant du pays de Pierre de Coubertin. Certes, les annonces, dans les arènes olympiques de Séoul, continuent d'être faites – aussi – en français, et, en juillet 1989, auront lieu au Maroc les premiers Jeux de la francophonie, sportifs et artistiques, réunissant quelque quarante nations. Mais tout de même...

Franchement, quatre marches au podium seraient plus carrées : d'abord cela permettrait de récompenser la moitié des finalistes, au lieu de cette formule hybride qui consiste à en attribuer trois sur huit. Ensuite, le chiffre 4 est plus universel : c'est le nombre des saisons, des éléments, des points cardinaux, et un quatuor ou un quartet ont quand même plus d'allure qu'un trio ou qu'une triplée, non ?

Enfin, et l'on insiste, notre délégation à Séoul serait mieux payée de ses efforts, à l'image du pays : la France profonde a dépassé le tiers pour jouer au quart, elle a eu aussi sa « bande des quatre », et même les Trois Mousquetaires avaient un compagnon d'armes. A ce propos : l'équipe de France de saïre a, jeudi à Séoul, terminé... quatrième.

On pourrait chercher d'autres variations sur ce thème, mais – là on ne plaisante plus – en Corée du Sud c'est interdit : le chiffre 4 est, comme nous l'apprend un spirituel auteur (1), homonyme de « mort ». Il porte malheur, pis que notre chiffre 13, bédardé au maléfique selon nos superstitions.

Au pays du Matin calme, il n'y a pas, entre cent exemples, de numérotage au quatrième étage des hôtels, comme il n'existe pas de chambre 13 dans certains établissements occidentaux.

Voilà au moins une excuse toute trouvée pour les athlètes français quatrièmes à Séoul, qui pourront s'exclamer en toute bonne foi : « On était mandrits ».

MICHEL CASTAING.

(1) Juliette Morillot, professeur, durant cinq ans, à l'Université nationale de Séoul, qui vient de publier aux éditions Souffles Tout sur la Corée, le pays du Matin clair.

SÉOUL  
de notre envoyé spécial

Instant rare, unique même. La « Marseillaise » a retenti, vendredi, dans le stade olympique. La foule s'est levée. Pas Mustapha Badid. Sa médaille d'or autour du cou, le champion olympique français est resté cloué à son fauteuil tandis qu'on hissait le drapeau tricolore. Ce sympathique garçon de vingt-deux ans qui sourit à la vie est handicapé. Il n'a plus de jambes, mais quels bras ! A la force de ses biceps, il a remporté le 1 500 mètres en fauteuil roulant au terme d'un sprint pathétique avec le Belge Paul Van Winckel et l'Américain Graig Blanchette.

Pour récompenser ces sportifs, Juan Antonio Samaranch, le président du CIO, et Primo Nebiolo, le président de la Fédération internationale d'athlétisme, se sont dérangés en personne. Est-ce un signe de la reconnaissance prochaine du sport pour handicapés, invité pour l'instant à titre de démonstration ? Dans quinze jours, des sportifs handicapés viendront du monde entier sur cette même piste pour disputer entre eux les « Jeux paralympiques », que les Coréens ont baptisés « Jeux de la Compens ». Pour Mustapha Badid, ils ne vaudront jamais les vrais Jeux, ni ce moment d'émotion sur la plus haute marche d'un podium en pente douce.

« A Rome c'était une vraie »

Né avec une malformation congénitale, Mustapha Badid a été amputé à l'âge de dix ans pour être appareillé, mais il n'inspire aucune « compassion ». Joyeux luron, sportif accompli, « Mousse » est athlète de haut niveau. C'est à ce titre qu'il est employé par le Crédit Lyonnais. Ses études de comptabilité ne lui servent que plus tard.

Dans l'immédiat, il s'entraîne tous les après-midi à l'INSEP sous la direction de José Marja, un ancien champion de demi-fond. « L'entraînement est sensiblement le même que pour les athlètes valides, dit-il, même si la course en fauteuil s'apparente plus au cyclisme qu'à l'athlétisme ». Il aime la compagnie

### Une élite mal bichonnée

des sportifs « normaux », comme dans le marathon dont il détient le record du monde en 1 h 39 min 31 s.

Sur la piste de Séoul, il n'était pas question de côtoyer Steve Cram ou Said Aouita, bien sûr, mais Mustapha était un peu déçu en constatant que sa médaille d'or n'était pas la même que celle des autres champions olympiques. Sur le revers, un tigre en fauteuil roulant marquait la différence. « Tu crois que je pourrais l'échanger contre une vraie ? A Rome l'an dernier, c'était une vraie ».

Aux championnats du monde d'athlétisme, Badid était déjà le seul Français médaillé d'or. « J'en suis fier. On dit toujours que les Français ne sont pas assez déterminés dans les moments importants. Moi, j'étais fier et je n'ai pas craqué, dit-il, tout en relativisant son exploit. J'aurais préféré que de vrais athlètes comme Quénéhervé, Marie-Rose ou Arpin obtiennent une médaille ».

Seulement voilà. L'athlétisme français a paru bien démuné face à la rude concurrence mondiale. Au fil des jours, les chances de médailles se sont amoindries. C'est Chantal Beaugnot qui trébuche sur une haie dès le premier jour ou encore Thierry Vigneron qui se fait une entorse à la veille de la compétition. C'est Christian Plaziat, démocratisé, qui s'écroule à la fin de son décathlon. C'est Quénéhervé, rentré dans le rang du sprint mondial. C'est Caristan enfin dont la volonté et la barge n'ont pas suffi à porter son corps malade vers la finale du 110 mètres haies.

La plupart de ceux qui se sont qualifiés en finale n'ont pas pu s'approcher du podium. C'était le cas vendredi de Florence Colle, 5<sup>e</sup> du 100 mètres haies ; de Maryse

Ewange-Epée, éliminée du concours de la hauteur à 1,93 mètre ou encore de Raymond Pannier, en perdition dans le 300 mètres steeple bouclé à quelques centièmes du record du monde mythique d'Henry Ronno.

« Un sentiment d'inachèvement »

Le premier bilan que dresse Alain Piron, le directeur technique de l'athlétisme français (DTN), n'est pourtant pas pessimiste. Il consulte les résultats avec des lunettes roses : « Nous allons avoir autant, sinon plus de finalistes qu'à Mexico en 1968, une année record », dit-il à la veille d'une prometteuse journée pour les relais.

« Or on juge la densité d'un athlétisme au nombre des finalistes. Les douces places obtenues jusqu'à aujourd'hui, compte tenu du niveau relevé de ces Jeux, sont le signe que notre athlétisme va bien. Il admet cependant ressentir « un sentiment d'inachèvement. Un pays comme le nôtre devrait avoir obtenu une ou deux médailles ».

Son adjoint, Fernand Urtebise, entraîneur national des haies, se montre davantage déçu. « C'est une leçon », dit-il en constatant le fossé qui sépare encore les meilleurs Français du sommet. Partisan d'une sélection plus restreinte, il n'avait pu être entendu avant les Jeux car, soupçonné, « dans notre système électif, il faut faire plaisir à tout le monde ».

« Il y a des petits génies »

Les résultats lui donnent raison : « En préparant une centaine d'athlètes, nous balayons trop large. Nous emmenons au plus haut

niveau des gens qui n'ont pas tout à fait en eux l'étoffe du champion. En France, nous connaissons les paramètres qui définissent la haute performance, mais nous ne les mettons pas en application. Regardez dans les pays étrangers : un entraîneur ne s'occupe que d'un ou deux athlètes. En Allemagne de l'Est par exemple, Peter Dost ne suit que Thomas Schoenlebe. Moi, j'ai quinze athlètes dans mon groupe. C'est trop contraignant ».

Fort de la leçon de Séoul, Fernand Urtebise entend se libérer de ses tâches à la Fédération française pour se consacrer uniquement à l'entraînement et « faire de Florence Colle et de quelques autres des Amadou Dia Ba ». Le Sénégalais, élève de Fernand Urtebise depuis six ans, a convaincu le maître par sa médaille d'argent au 400 mètres haies que seule « une préparation plus pointue de l'élite pouvait conduire au top niveau ». Resserrer encore l'élite ? Alain Piron est d'accord : « En France aussi il y a de petits génies. Encore faut-il les détecter à douze ans, puis faire travailler de manière dissociée l'élite et la superélite ».

Le patron de l'athlétisme français n'a pas eu le temps de mettre en œuvre ses idées depuis trois ans qu'il est en poste. « J'étais là pour boucher un déficit et redresser un bateau qui coulait, rappelle-t-il. Aujourd'hui, l'athlétisme est remis à flot ». Cette mission accomplie, il va falloir le rendre compétitif sur le plan mondial. Une tâche de longue haleine s'ouvre aux responsables, un peu lassés, comme l'avoue Fernand Urtebise, par « les querelles de personnes abrutissantes » qui sapent le travail d'ensemble.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

## NATATION SYNCHRONISÉE : victoire de la Canadienne Carolyn Waldo

### Muriel Hermine fait bonne figure

La nageuse Muriel Hermine n'a pas réussi, le vendredi 30 septembre, à se placer sur le podium de la piscine du parc olympique. La société de France s'est classée quatrième d'un concours de natation synchronisée, dominé, en solo, par la Canadienne Carolyn Waldo, championne du monde de cette discipline. Muriel Hermine, victime depuis quelques jours d'un début de trachéite, n'a pu rivaliser, dans les meilleures conditions, avec la Japonaise Mikako Kotani, médaillée de bronze, seule concurrente réellement à sa portée.

Parfois, un bras apparaît. Puis un visage figé par un sourire professionnel. Car les ondines doivent toujours montrer bonne figure à leurs juges pontificaliers. Les rangées de dents éclatent de blancheur à chaque fois qu'une tête émerge de l'eau. Les nageuses portent un pince-nez, très utile pour les évolutions en apnée.

Un richissime toujours imposé

Cheveux enserrés en chignon, diadème de rigueur, maillots aux paillettes brillantes, l'uniforme des nageuses est aussi monotone que leur sourire. Trois petites courbettes aux examinateurs, quelques instants de pause figée sur le bord du bassin, et elles plongent, pieds en avant, au son trop amplifié de leur musique. Trois minutes et demi de mouvements des deux côtés de la surface de l'eau. Le temps de décrire des courbes, parfois gracieuses, d'incliner alternativement la tête vers les rives où siègent les juges, d'imiter avec les jambes une vis sans fin, et l'exhibition est terminée.

Les nageuses, essouffées par leur longue présence sous l'eau, n'ont plus qu'à rejoindre le bord. Là, il leur faut encore monter sur un podium, pour attendre, avec un rictus toujours imposé, la lecture des notes attribuées par ces dames. Long moment de tension face à des juges qui ne manifestent jamais aucune expression sur leur visage. La joie, le vrai sourire de jeune fille comblée, ne peuvent éclater qu'à la lecture du résultat.

Carolyn Waldo, la brune Canadienne, a goûté ce privilège. Avec 99

points, elle a augmenté encore son avance acquise lors des épreuves imposées. Mais, secrètement, pouvait-elle imaginer que la juge canadienne ne lui accorde pas 10, la note maximum ? Et Tracie Ruiz-Conforto, l'Américaine de vingt-cinq ans, ne s'attendait-elle pas à 10 que lui a généreusement accordé la représentante des États-Unis ?

Ces deux vedettes se sont donc octroyé les deux premières places. Seule différence avec les Jeux olympiques de Los Angeles, l'ordre est renversé : Carolyn hérite de l'or, Tracie de l'argent. Pour l'accessit, la lutte engagée entre la Japonaise Mikako Kotani et la Française Muriel Hermine, a tourné à l'avantage de la petite Asiatique.

Les larmes de Muriel manifestent la déception d'une nageuse qui a sacrifié l'année de ses vingt-cinq ans à préparer ce rendez-vous. « Après les trois médailles d'or (solo, duo et ballet) acquises l'an passé aux championnats d'Europe, j'avais songé à arrêter. Mais des amis, et surtout Françoise Schuler, mon entraîneur, m'ont poussée à continuer. La question se pose à nouveau aujourd'hui, et je vais réfléchir, car je ne veux pas finir sur une quatrième place ». Muriel met en cause cette méchante trachéite qui l'a affaiblie ces derniers jours. « Je n'ai pas pu me soigner à la codine, car ce produit figure parmi les substances interdites », affirme la nageuse, fière d'avoir perdu « honnêtement ». Elle ne songe plus au show aquatique qu'elle avait imaginé présenter en professionnel. Il faut à nouveau qu'elle enfle son pince-nez et affiche son sourire dans les compétitions internationales si elle veut finir sa carrière amateur « en beauté ».

SERGE BOLLOCH.

SÉOUL  
de notre envoyé spécial

Les ondines se lèvent tôt. Pour assister à leurs évolutions matinales, il n'y a pas grand monde ce vendredi 30 septembre, autour du bassin olympique. Bien sûr, les dames patronesses de la natation synchronisée sont là. Juge ocre et blazer rouge, elles viennent noter les évolutions aquatiques de jeunes filles à la recherche d'une consécration internationale.

Haut perchées sur des chaises habituellement réservées aux arbitres de tennis, ces dames regardent avec attention des jambes sortir de l'eau. Car la natation synchronisée, genre de ballet à l'envers, est surtout un festival de jambes dressées vers le ciel. Au son de musiques où alternent rythmes classiques et phrases contemporaines, les jambes se plient. Tête sous l'eau, les demoiselles

### Mobilisation étudiante

Une manifestation a opposé un millier d'étudiants à la police anti-émeute, le jeudi 29 septembre, à proximité de l'Université de Séoul. Les manifestants demandaient la libération de Oh Yong-Sik, le leader de la Fédération nationale des étudiants, arrêté la semaine précédente pour « troubles de l'ordre public ». Les policiers, équipés de boucliers et de masques ont renvoyé les pierres et les cocktails Molotov que les étudiants leur jetaient mais n'ont pas fait

usage, cette fois, de gaz lacrymogènes. Au moins trois étudiants auraient été blessés. Le lendemain, de petites groupes ont protesté devant l'ambassade américaine et ont envoyé des bombes incendiaires devant le garage de l'armée américaine. Ces manifestants demandaient la libération des sept cents prisonniers politiques détenus par les autorités sud-coréennes. Les responsables étudiants menacent de perturber le déroulement du marathon olympique qui clôturera les Jeux, le dimanche 2 octobre. Quelques 36 000 policiers ont d'ailleurs été mobilisés pour prévenir tout incident. Cette décision aurait été aussi motivée par le désir de décourager toute action terroriste au moment où on peut constater un certain relâchement des mesures de sécurité aux abords des installations olympiques. — (AFP, UPI, Reuters.)

#### ATHLÉTISME

##### Dames

100 mètres haies  
1. Donkova (Bul.), 12 s 38.  
2. G. Siebert (RDA), 12 s 61.  
3. C. Zackiewicz (RFA), 12 s 75.  
4. N. Grigorieva (URSS), 12 s 79.  
5. F. Colle (Fr.), 12 s 98 ; 6. J. Rocheleau (Can.), 12 s 99 ; 7. M. Ewange-Epée (Fr.), 13 s 14 ; 8. C. Oshkenat (RDA), 13 s 73.

10 000 mètres  
1. O. Bondarenko (URSS), 31 min 52 s.  
2. E. McColgan (G-B), 31 min 54 s.  
3. J. Joupieva (URSS), 31 min 19 s 82.

4. K. Ullrich (RDA), 31 min 29 s 27 ; 5. F. Larrieu-Smith (E-U), 31 min 35 s 52 ; 6. L. Jennings (E-U), 31 min 39 s 93 ; 7. W. Xueting (Ch.), 31 min 40 s 23 ; 8. S. Lee (Can.), 31 min 50 s 51 ; 9. A. Sergeant (Fr.), 33 min 17 s 38.

Handicap  
1. L. Ritter (E-U), 2 03 m.  
2. S. Kostadinova (Bul.), 2 01 m.  
3. T. Bykova (URSS), 1 99 m.  
4. O. Tourtchak (URSS), 1 96 m ; 5. G. Antefei (Rou.), 1 m 95 ; 6. L. Andonova (Bul.), 1 93 m ; 7. C. Stanton (Aus.), 1 93 m ; 8. D. Davies (G-B), 1 m 93 m ; 9. S. Kim (CDUS), 1 90 m ; 10. M. Ewange-Epée (Fr.), 1 90 m.

3 000 mètres steeple  
1. J. Kariuki (Ken.), 8 min 15 s 51.  
2. P. Kosch (Ken.), 8 min 6 s 79.  
3. M. Rowland (G-B), 8 min 7 s 96 ; 4. A. Lambroschini (It.), 8 min 12 s 17 ; 5. W. Van Dieck (Bel.), 8 min 13 s 99 ; 6. H. Marsh (E-U), 8 min 14 s 99 ; 7. P. Sang (Ken.), 8 min 15 s 22 ; 8. B. Maminski (Pol.), 8 min 15 s 97 ; 9. 12. R. Pannier (Fr.), 8 min 23 s 80.

Bruno Le Stum a été éliminé en demi-finales en 8 min 26 s 69.

50 kilomètres marche  
1. V. Ivanenko (URSS), 3 h 38 min 29 s.  
2. R. Weigel (RDA), 3 h 38 min 56 s.  
3. H. Gauder (RDA), 3 h 39 min 45 s.  
4. A. Potchev (URSS), 3 h 41 min ; 5. J. Marin (Esp.), 3 h 43 min 3 s ; 6. S. Baker (Aus.), 3 h 44 min 7 s ; 7. B. Gustafsson (Sue.), 3 h 44 min 49 s ; 8. R. Duconchi (It.), 3 h 45 min 43 s ; 9. 16. A. Lemercier (Fr.), 3 h 50 min 28 s.

Décathlon  
1. C. Schenk (RDA), 8 488 pts.  
2. T. Voss (RDA), 8 399.  
3. D. Stoen (Can.), 8 328.  
4. D. Thompson (G-B), 8 306 ; 5. C. Plaziat (Fr.), 8 272 ; 6. A. Blazdel

### Les résultats

(Fr.), 8 268 ; 7. T. Bright (E-U), 8 216 ; 8. R. De Wit (P-B), 8 189.

#### BASKET-BALL

##### Finals

URSS vs Yougoslavie 76-63  
Finals pour la 3<sup>e</sup> place  
Etats-Unis vs Australie 78-69

#### CANOE-KAYAK

##### Dames

K1-500  
1. V. Guecheva (Bul.), 1 min 55 s 19.  
2. B. Schmidt (RDA), 1 min 55 s 31.  
3. Dylowska (Pol.), 1 min 57 s 38.

##### K2-500

1. RDA (B. Schmidt, A. Nothnagel), 1 min 43 s 46 ; 2. Bulgarie, 1 min 44 s 06 ; 3. Pays-Bas, 1 min 46 s.

##### Messieurs

K1-500  
1. G. Gulyay (Hon.), 1 min 44 s 82.  
2. A. Stachle (RDA), 1 min 46 s 38.  
3. P. Mac Donald (N-Z), 1 min 46 s 46.

##### K2-500

1. Nouvelle-Zélande (P. Mac Donald, I. Ferguson), 1 min 33 s 98.  
2. URSS, 1 min 34 s 15 ; 3. Hongrie, 1 min 34 s 32.

##### C1-500

1. O. Henkrodt (RDA), 1 min 56 s 42 ; 2. M. Slivinski (URSS), 1 min 57 s 26 ; 3. M. Marinov (Bul.), 1 min 57 s 27.

##### C2-500

1. URSS (V. Reinecki, N. Jounovski), 1 min 41 s 77 ; 2. Pologne, 1 min 43 s 61 ; 3. France, (P. Rannard, J. Botin), 1 min 43 s 81.

#### ESCRIME

##### Sabre par équipes

1. Hongrie (G. Nebald, B. Szabo, I. Bajdoo, I. Gedeovari, L. Csongradi).  
2. URSS.  
3. Italie.

4. France (J.-F. Lamour, F. Duchoix, P. Delrieu, P. Guichot, H. Graeger-Veyron).

#### HANDBALL

##### Dames

Championnat final  
1. Corée du Sud.  
2. Norvège.  
3. URSS.

#### HOCKEY SUR GAZON

##### Dames

Finals  
Australie vs Corée du Sud, 2-0.  
Finals pour la troisième place  
Pays-Bas vs Grande-Bretagne, 3-1.

JUDO  
Catégorie des moins de 86 kg  
1. P. Seisenbacher (Aut.).  
2. V. Chetakov (URSS).  
3. B. Spijkers (P-B) et A. Osako (Jap.).  
5. F. Cam (Fr.).

#### LUTTE

##### Catégorie des 48 kg

1. T. Kobayashi (Jap.).  
2. I. Tzonoov (Bul.).  
3. S. Karamchakov (URSS).

##### Catégorie des 62 kg

1. J. Smith (E-U).  
2. S. Sarkisian (URSS).  
3. S. Chetev (Bul.).

##### Catégorie des 90 kilos

1. M. Khadartsev (URSS).  
2. A. Ota (Jap.).  
3. K. Tae Woo (Cor. du Sud).

#### NATATION SYNCHRONISÉE

##### Solo

1. C. Waldo (Can.), 200,150 pts.  
2. T. Conforto-Ruiz (E-U), 197,633.  
3. M. Kotani (Jap.), 191,850.  
4. M. Hermine (Fr.), 190,100.

##### Dames

1. T. Kobayashi (Jap.).  
2. T. Mayotte (E-U), 3-6, 6-2, 6-2.  
3. M. Kotani (Jap.), 191,850.

##### Médailles de bronze

1. S. Edberg (Sue.) et B. Gilbert (E-U).

#### TIR A L'ARC

##### Dames

1. K. Soo Nyoung (Cor. du S.), 344 pts.  
2. W. Hoe Kyung (Cor. du S.), 332.  
3. Y. Younsoo (Cor. du S.), 327.

##### La Française Catherine Pellon a été éliminée en quarts de finale.

##### Messieurs

1. J. Barrs (E-U), 338 pts.  
2. P. Sung-Soo (Cor. du S.), 336.  
3. V. Echever (URSS), 335.

##### Le Français Olivier Heck a été éliminé en quarts de finale.

#### VOLLEY-BALL

##### Dames

Finals. — URSS bat Péron, 3 à 2 (10-15, 15-13, 15-13, 15-13).  
Finals pour la troisième place. — Chine b. Japon, 3 à 0 (15-13, 15-6, 15-6).

##### WATER-POLO

Poule de classement. — France bat Chine, 11-4.

هكذا من الأصل



# Les XXI<sup>es</sup> Jeux olympiques à Séoul

## Les champions se disqualifient

SÉOUL  
de nos envoyés spéciaux

Ce stade, décidément, a quelque chose de maudit. Rien ne s'y passe comme prévu. Les splendides performances, la chute des records du monde, cette épopée-là tourne à la confusion.

Et bien sûr, cette dérive de l'athlétisme à Séoul concerne une fois encore Carl Lewis. Après sa médaille d'or de consolation au 100 mètres, par la faute de Ben Johnson, et sa médaille d'argent, au 200 mètres, la police : la relève 4 x 100 mètres américaine a été disqualifiée, vendredi, en séries.

Carl Lewis est interdit de finale. Les États-Unis privés d'une victoire promise. On dira que c'est de la faute de Lewis lui-même. Il ne s'est pas présenté à cette course, cédant sa place, pour cette formalité de qualification, à Albert Robinson, Joe DeLoach, médaille d'or du 200 mètres, se faisant remplacer, lui, par Calvin Smith.

Les États-Unis regorgent de bons sprinters. On avait prévu d'utiliser les seconds pour repêcher les champions. Mais en a pris aux sélections. Le troisième passage du témoin a été sujet à caution. Sujet à des réclamations qu'ont aussitôt déposées trois des autres concurrents, la France, le Nigeria et l'URSS. Les Ménéls, dernier relayeur était parti trop tôt et Calvin Smith ne l'avait rejoint qu'au-delà des limites réglementaires.

Les plaintes ont obtenu gain de cause auprès du jury d'appel. Le 4 x 100 mètres sera amputé, à peu près comme une épreuve de boycottage. Comme le relais de Moscou et celui de Los Angeles. Une occasion perdue, une autre, pour Carl Lewis.

L'enceinte olympique devient chemin de croix. Chaque jour, ou presque, l'évidence, voire la monnaie, sont mises à mal. Vendredi, à l'heure où Lewis apprend son éviction, le président du comité olympique britannique, annonçait

que deux athlètes de son pays avaient été déclarés positifs, au premier examen d'un contrôle antidopage. Deux noms ont immédiatement circulé : Kerrith Brown, médaille de bronze en judo, qui confirmait lui-même l'information, et le sprinter Lindford Christie, médaille d'argent du 100 et médaille de bronze du 200 mètres.

### Le trio sensationnel du 100 mètres

Présent au stade, le coursier plaisait à propos de cette nouvelle en compagnie de journalistes anglais. Il attendait pourtant l'examen du contenu du second flacon, qui a valeur de contre-expertise. Les médecins de l'équipe britannique avaient été avertis de cette première analyse confondante avant le lever du soleil. Ils étaient invités à assister au second contrôle, prévu pour le milieu de l'après-midi.

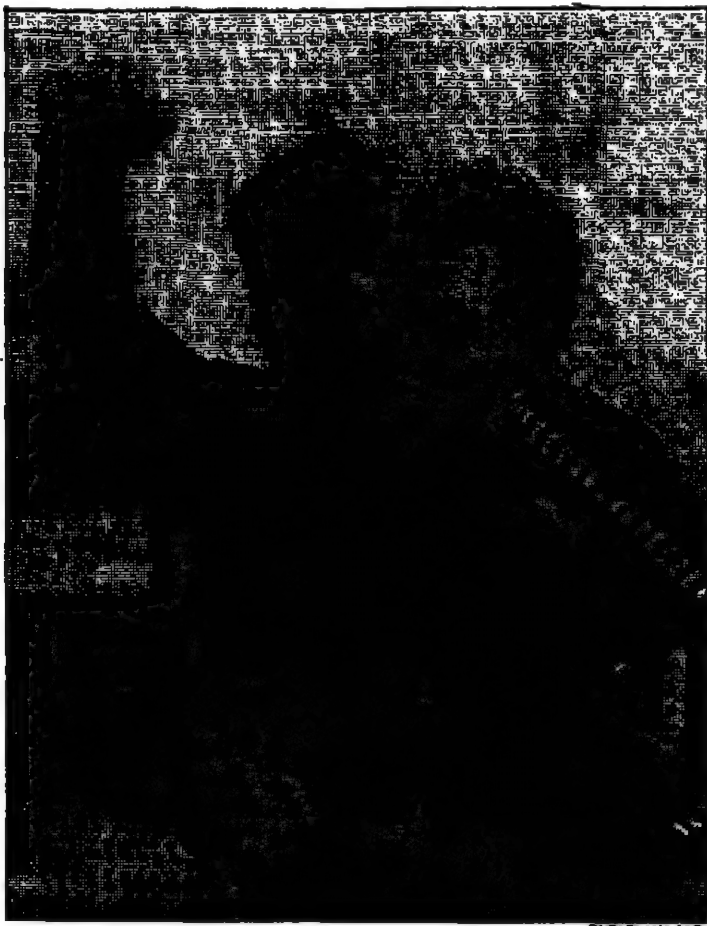
En fin de journée, à Séoul, ces deux nouveaux cas de dopage, encore hypothèses formelles,

paraissent choses acquises. Même si le CIO se gardait de toute déclaration, dans l'attente de la réunion de sa commission médicale, prévue pour la soirée.

Sinistre 100 ! Sa perfection ne résiste pas au jeu de massacre des contrôles. Lindford Christie n'est pas suspecté pour cette course, mais pour le 200 mètres. Il fait pourtant partie du trio sensationnel des moins de dix secondes. Et c'est à ce titre qu'on le jugera. Avec lui, Séoul pourrait bien perdre sa connaissance du langage médical. Après les enrobés de Ben Johnson, la pseudo-éphédrine de l'Anglais ? Le Canadien McKay, finaliste du 110 mètres haies, très proche de Ben Johnson et entraîné par la même personne a préféré rentrer dans son pays sans disputer comme prévu le relais 4 x 100 mètres. « Je préfère effectuer les tests antidopage au Canada », a-t-il déclaré. L'olympisme compte les jours.

Ph. Bg. et S.B.

## Un canoë de sauvetage pour la France



BLON BLANA/AP

Deux garçons ont atterri, vendredi 30 septembre, la mauvaise image acquise la veille par l'équipe de France de canoë-kayak, à la suite de la disqualification pour absence au départ d'une demi-finale de l'équipage Boccara-Bouchet (Le Monde du 30 septembre). En cas de deux places, sur la distance de 500 mètres, Philippe Renaud (au premier plan) et Joël Bettin ont réussi à se classer troisième lors de la finale. Pour quelques centimes de secondes ils voient même la médaille d'argent leur échapper au profit d'un équipage polonais, avec lequel ils avaient lutté pour rattraper d'insaisissables soviétiques.

Les Jeux olympiques sont une longue histoire de famille pour Philippe Renaud. Fils d'un médaillé d'argent aux Jeux de 1956 à Melbourne (déjà en C2), il a vu son frère Eric gagner le bronze, sur la distance de 1000 mètres, à Los Angeles. Lui-même présent à ce jeu, avait bien failli monter sur le podium puisqu'il s'était classé quatrième dans sa discipline. C'est aujourd'hui chose faite pour ce Parisien de vingt-cinq ans, enseignant d'éducation physique et sportive. Une victoire qui va reconforter les entraîneurs français très abattus par l'inconscience et le manque de sérieux des « vedettes potentielles » du kayak à deux.

## Au programme

**Samedi 1<sup>er</sup> octobre**  
Athlétisme. - 3 h 15 : Début des épreuves ; 3 h 25 : Finale du poids dames ; 3 h 45 : Finale du disque messieurs ; 3 h 55 : Finale du 1 500 m dames ; 4 h 10 : Finale du 1 500 m messieurs ; 4 h 30 : Finale du 5 000 m messieurs ; 4 h 55 : Finale du 4 x 100 m dames ; 5 h 15 : Finale du 4 x 100 m messieurs ; 5 h 35 : Finale du 4 x 400 m dames ; 6 h : Finale du 4 x 400 m messieurs.  
Boxe. - 1 h : Finales.  
Canoë-Kayak. - De 0 h à 2 h 30 : finales K1, K2, K4, C1 et C2 messieurs ; K4 dames.  
Football. - 10 h : Finale URSS-Breil.  
Handball. - 8 h 30 : Finale du tournoi messieurs.  
Hockey sur gazon. - 6 h 15 : Finale du tournoi messieurs.  
Judo. - 8 h : Finale des plus de 95 kg.  
**Lutte.** - 8 h 30 : Finales de la libre en 57, 68, 82 et 130 kg.  
**Natation synchronisée.** - 0 h 30 : Finales duos.  
**Tennis.** - 2 h : Finale du double messieurs et du simple dames.  
**Tennis de table.** - 11 h : Finale du simple dames ; 12 h 30 : Finale du simple messieurs.  
**Tir à l'arc.** - 5 h 30 : Finales par équipes dames et messieurs.  
**Water-polo.** - 10 h : Finale.  
**Dimanche 2 octobre**  
Athlétisme. - 7 h 45 : Arrivée du marathon messieurs.  
Boxe. - 1 h : Finales.  
Sports équestres. - 0 h : Finale du saut d'obstacles.  
Volley-ball. - 3 h : Finale du tournoi messieurs.  
**Cérémonie de clôture.** - 10 heures.

## BASKET-BALL : l'URSS bat la Yougoslavie en finale (76-63)

## Sabonis, la tour de contrôle

SÉOUL  
de notre envoyé spécial

Il n'est pas Américain, mais cela revient presque au même. Il n'est pas professionnel, puisqu'il est Soviétique. Arvidas-Romus Sabonis est pourtant un joueur hybride, une fin de guerre froide à lui seul.

Les États-Unis souhaiteraient l'attirer outre-Atlantique. L'URSS n'a pas dit non. Ce colosse de 2,23 mètres pour 122 kg a été opéré, ces derniers mois, des chevilles dans un hôpital américain, preuve que le basket occidental tient à lui. Signe de dégel évident, qui irritait l'équipe olympique de l'Oncle Sam. Bien soigné, Sabonis pouvait embellir dans ses propres joueurs, affaiblir l'aigle dans son face-à-face tant attendu, avec l'ours.

L'URSS et les États-Unis ne s'étaient pas retrouvés, après les paniers olympiques de Montréal, en 1976. Ils se sont ratés, on le sait, à Séoul. Le choc n'a en lieu qu'en demi-finale et il a tourné nettement à l'avantage des Soviétiques. La jeune équipe américaine n'obtient que la médaille de bronze.

Mais elle peut se reconforter en se disant qu'au fond un style très « yankee » a bousculé la Yougoslavie, vendredi, en finale. Sabonis a joué pour l'URSS comme un pro du championnat. Comme l'un de ces tours de contrôle que dressent, au basket, les universités américaines. Interminable, omniprésent sous un filet qu'il touche presque de la tête. Lourd à déplacer, lent comme un pivot.

Difficile, surtout, à réveiller. La Yougoslavie n'eut, de tout ce match, qu'un beau quart d'heure. Sabonis était tout, ses tirs comme ses sauts au rebond. L'immense machine tournait mal. Sous-entraînée, car le joueur star de ces Jeux n'avait disputé que de deux jours d'échauffement, entre sa convalescence et ce tournoi. Alors, cette grande brigue de prodige s'était contentée de s'améliorer rencontre après rencontre. Méconnaissable contre la Yougoslavie, au premier tour. Inerte, étourdi, comme s'il s'était trompé de terrain.

Retrouvé en cours de première mi-temps. Les Yougoslaves commencent à trouver trop d'obstacles

sur leur route, le sien essentiellement. L'espace se réduisait, comme la marque : 21 à 24 contre les Soviétiques, bientôt 31 à 28 au repos.

Sabonis, peut-être pour plaire aux Américains, déployait son savoir-faire, le bras défilé, un sens du jeu à remplacer un entraîneur. Il harcelait ses ordres de loin, car sa majesté ne courait pas : elle marchait, et ses compagnons l'attendaient, faisant mine d'attaquer, histoire, simplement, d'échapper à la raquette. Le ballon lui parvenait à bout de bras, c'est-à-dire bien au-dessus de ce que les autres, partenaires ou adversaires, pouvaient toucher.

### Usurpateur de nerfs

A écrouler les joueurs de l'équipe des États-Unis, bien obligés de regarder la légende de Sabonis. Ils étaient là pour la cérémonie. Les chevilles en état, bien que bandées, le pivot soviétique fut cause de perdition pour les Yougoslaves. Il récupérait tout, d'un tout petit saut, même les coups francs.

Le champion de la soustraction limitait le score adverse. Ses comparses marquaient des points. Lui assurait la défense, étonnant de décontraction, imposant simplement son corps, sans bouger, aux percées de Vladi Divac, excellent joueur de 2,03 mètres, qui, vendredi, dut se sentir trop petit. Sabonis, champion de l'inertie, mûr des nerfs yougoslaves, toujours tendus sur un terrain de basket.

Le score fut ce qu'il voulait. Modeste, comme peut un match amical. La finale olympique se conclut à 76 contre 63. Sabonis ne força point. Après les hymnes, son entraîneur, Alexandre Gomelski, rendit un hommage ému au phare national. Il se réjouit de ces retrouvailles américano-soviétiques et du talent de Sabonis.

Il louait sa tour de contrôle pour ne pas la perdre. Sabonis était déjà l'hôte des télévisions américaines. On lui demandait s'il allait venir jouer à Denver. L'autre souriait, sans répondre. Tout avait été dit par son jeu.

PHILIPPE BOGGIO.

## JUDO : l'Autrichien Peter Seisenbacher médaille d'or

## Fabien Canu refroidi

SÉOUL  
correspondance

Un petit courant d'air japonais, et c'est le titre olympique qui s'envole. Fabien Canu, champion d'Europe, champion du monde en titre, était venu à Séoul pour compléter sa collection de médailles en or. Mais c'est un homme souffrant qui est monté jeudi soir sur le tatami de la salle Changchung. Pour y échouer finalement d'un rien.

« En partant en stage au Japon deux semaines avant les Jeux, j'avais bien pensé qu'il faudrait faire attention aux dangers de la climatisation », raconte le Français. Pourtant, ça n'a pas raté : j'ai attrapé froid. Pendant cinq ou six jours, j'ai eu la tête prise, j'étais un zombie. Et avec cette saignée réglementaire contre le dopage, il était quasiment impossible pour moi de me soigner correctement. »

Dans l'avis qui transporte les judokas français du Japon en Corée, le 24 septembre, la pressurisation réveille le mal. Mais, à Séoul, les choses semblent s'arranger, et Canu affiche une belle confiance lorsqu'il vient voir combattre ses camarades des catégories inférieures. Jeudi pourtant, au matin du tournoi olympique, la situation est bien là, revenue aussi forte qu'au Japon.

Dans ces conditions, le double champion d'Europe ne va pas pouvoir défendre ses chances normales. Il n'a révélé à personne, sauf évidemment à ses entraîneurs, son état. Lors de deux premiers tours assez faciles, il se qualifie sans convaincre. Mais en quarts de finale son vieil adversaire, l'Autrichien du RCF, Peter Seisenbacher, tenant du titre olympique, l'attend. Et il semble avoir retrouvé sa forme blousante des années 1984-1985.

Seisenbacher, en route pour un deuxième titre olympique consécutif (une première dans le judo, qui n'est présent aux Jeux que depuis 1972), ne fait qu'une bouchée de Canu. « Dans mon état, je savais fort bien que je ne pouvais pas viser la médaille d'or », confie ce dernier. Le bronze me semblait la seule consolation à portée. »

Pourtant au bord de l'épuisement, Canu trouve les ressources pour battre en repêchage le Coréen Kim Seung Kyn. Évidemment soutenu par un public toujours aussi surexcité. Après être passé sur ordre de

son entraîneur Serge Feist sous une douche froide pour faciliter la récupération, il enchaîne avec le Japonais Osako, troisième marche du podium en jeu. Le Français, à l'origine de quelques mouvements avortés, est persuadé de l'avoir emporté. Mais l'arbitre en décide autrement, infligeant le coup de grâce à un homme au bout de ses forces.

### « Je suis prêt à attendre quatre ans »

Canu s'écroule sur le tatami avant d'aller récupérer pendant de longues minutes, enfoncé dans la salle d'échauffement réservée aux concurrents. Il en sort, le visage congestionné, la voix prise, encore ivre de fatigue.

« La sensation que j'ai éprouvée tout au long de la compétition a été très frustrante », raconte-t-il. Je sentais tous mes adversaires à ma portée, y compris Seisenbacher. Je savais que j'aurais pu les battre, mais j'étais incapable de les dominer. Je ne pouvais pas me sentir aussi mal. Mais tant que l'on n'a pas produit d'effort intensif, on ne se rend pas compte des conséquences réelles de la maladie. »

Même si il affirme qu'il n'aurait peut-être pas eu la force de se rendre jusqu'au podium, Canu s'estime volé d'une médaille de bronze. N'hésitant pas à mettre en cause l'arbitre américain de son combat contre Osako, qui, selon lui, n'aurait pas dû hésiter comme il l'a fait au moment de rendre son jugement, et dont il estime que les origines japonaises ne sont peut-être pas étrangères au sens de son verdict. Paroles de battu ? Les fautes d'arbitrage ont, semble-t-il, été assez fréquentes à Séoul.

Malgré ses vingt-huit ans, Fabien Canu s'est donné rendez-vous dans quatre années à Barcelone. « Il y a cinq ans, j'avais été battu en finale d'un championnat du monde et je m'étais promis de revenir pour l'emporter. J'y suis parvenu en 1987. Pour les Jeux, c'est pareil. Je suis prêt à attendre quatre ans, mais il n'est pas question de baisser les bras. Je vais prendre du repos, car un coup comme celui que je viens de recevoir marque aussi bien physiquement que moralement. Mais je remonterai la pente. »

GILLES VAN KOTE.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :  
**OU VA L'ÉDUCATION NATIONALE ?**

Avec notamment des articles de :  
LAURENT FABRIS, YANNICK SIMIRON  
FRANÇOISE BEST, JEAN-PIERRE MAILLES  
Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé au 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

# Jeux Olympiques Séoul

Vous avez rendez-vous avec la précision Longines

## LONGINES®

Chronométrier officiel des Jeux Olympiques 1988  
Calgary et Séoul.

Conquest VHP® Conquest VHP (pour Very High Precision), la montre la plus avancée du monde. Titane massif et plaqué or. Échelle à 100 mètres. Changement automatique de fuselage. Indicateur de fin de vie de pile. Glace saphir.



## Le Monde CADRES

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

Moyen-Orient et Europe  
- AREA MANAGER  
350 KF

RM. VM 502578 B



Commencer une carrière dans le groupe SNECMA comme :

- AUDITEUR INTERNE

RM. VM 11/296 N

Biens d'équipements  
- INGENIEUR DE PRODUCTION  
Côte Atlantique

RM. VM 17/2224 B

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie à :

EGOR  
8, rue de Bari - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM TRINIDAD

EGOR

## L'IMMOBILIER

appartements  
ventes

2<sup>e</sup> arrdt

OPERA

18, PLACE GAILLON

3 appart. 110 m<sup>2</sup>, studio/1

2 p/3 p, 5 p/4 p, ca. jour et

terr. 1<sup>er</sup>, 12 h 30-17 h 30.

5<sup>e</sup> arrdt

Recherche URGENT 110 à

140 m<sup>2</sup>, Paris, prof. 10<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>,

9<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>,

21<sup>e</sup>, 22<sup>e</sup>, 23<sup>e</sup>, 24<sup>e</sup>, 25<sup>e</sup>, 26<sup>e</sup>, 27<sup>e</sup>, 28<sup>e</sup>,

29<sup>e</sup>, 30<sup>e</sup>, 31<sup>e</sup>, 32<sup>e</sup>, 33<sup>e</sup>, 34<sup>e</sup>, 35<sup>e</sup>, 36<sup>e</sup>,

37<sup>e</sup>, 38<sup>e</sup>, 39<sup>e</sup>, 40<sup>e</sup>, 41<sup>e</sup>, 42<sup>e</sup>, 43<sup>e</sup>, 44<sup>e</sup>,

45<sup>e</sup>, 46<sup>e</sup>, 47<sup>e</sup>, 48<sup>e</sup>, 49<sup>e</sup>, 50<sup>e</sup>, 51<sup>e</sup>, 52<sup>e</sup>,

53<sup>e</sup>, 54<sup>e</sup>, 55<sup>e</sup>, 56<sup>e</sup>, 57<sup>e</sup>, 58<sup>e</sup>, 59<sup>e</sup>, 60<sup>e</sup>,

61<sup>e</sup>, 62<sup>e</sup>, 63<sup>e</sup>, 64<sup>e</sup>, 65<sup>e</sup>, 66<sup>e</sup>, 67<sup>e</sup>, 68<sup>e</sup>,

69<sup>e</sup>, 70<sup>e</sup>, 71<sup>e</sup>, 72<sup>e</sup>, 73<sup>e</sup>, 74<sup>e</sup>, 75<sup>e</sup>, 76<sup>e</sup>,

77<sup>e</sup>, 78<sup>e</sup>, 79<sup>e</sup>, 80<sup>e</sup>, 81<sup>e</sup>, 82<sup>e</sup>, 83<sup>e</sup>, 84<sup>e</sup>,

85<sup>e</sup>, 86<sup>e</sup>, 87<sup>e</sup>, 88<sup>e</sup>, 89<sup>e</sup>, 90<sup>e</sup>, 91<sup>e</sup>, 92<sup>e</sup>,

93<sup>e</sup>, 94<sup>e</sup>, 95<sup>e</sup>, 96<sup>e</sup>, 97<sup>e</sup>, 98<sup>e</sup>, 99<sup>e</sup>, 100<sup>e</sup>,

101<sup>e</sup>, 102<sup>e</sup>, 103<sup>e</sup>, 104<sup>e</sup>, 105<sup>e</sup>, 106<sup>e</sup>,

107<sup>e</sup>, 108<sup>e</sup>, 109<sup>e</sup>, 110<sup>e</sup>, 111<sup>e</sup>, 112<sup>e</sup>,

113<sup>e</sup>, 114<sup>e</sup>, 115<sup>e</sup>, 116<sup>e</sup>, 117<sup>e</sup>, 118<sup>e</sup>,

119<sup>e</sup>, 120<sup>e</sup>, 121<sup>e</sup>, 122<sup>e</sup>, 123<sup>e</sup>, 124<sup>e</sup>,

125<sup>e</sup>, 126<sup>e</sup>, 127<sup>e</sup>, 128<sup>e</sup>, 129<sup>e</sup>, 130<sup>e</sup>,

131<sup>e</sup>, 132<sup>e</sup>, 133<sup>e</sup>, 134<sup>e</sup>, 135<sup>e</sup>, 136<sup>e</sup>,

137<sup>e</sup>, 138<sup>e</sup>, 139<sup>e</sup>, 140<sup>e</sup>, 141<sup>e</sup>, 142<sup>e</sup>,

143<sup>e</sup>, 144<sup>e</sup>, 145<sup>e</sup>, 146<sup>e</sup>, 147<sup>e</sup>, 148<sup>e</sup>,

149<sup>e</sup>, 150<sup>e</sup>, 151<sup>e</sup>, 152<sup>e</sup>, 153<sup>e</sup>, 154<sup>e</sup>,

155<sup>e</sup>, 156<sup>e</sup>, 157<sup>e</sup>, 158<sup>e</sup>, 159<sup>e</sup>, 160<sup>e</sup>,

161<sup>e</sup>, 162<sup>e</sup>, 163<sup>e</sup>, 164<sup>e</sup>, 165<sup>e</sup>, 166<sup>e</sup>,

167<sup>e</sup>, 168<sup>e</sup>, 169<sup>e</sup>, 170<sup>e</sup>, 171<sup>e</sup>, 172<sup>e</sup>,

173<sup>e</sup>, 174<sup>e</sup>, 175<sup>e</sup>, 176<sup>e</sup>, 177<sup>e</sup>, 178<sup>e</sup>,

179<sup>e</sup>, 180<sup>e</sup>, 181<sup>e</sup>, 182<sup>e</sup>, 183<sup>e</sup>, 184<sup>e</sup>,

185<sup>e</sup>, 186<sup>e</sup>, 187<sup>e</sup>, 188<sup>e</sup>, 189<sup>e</sup>, 190<sup>e</sup>,

191<sup>e</sup>, 192<sup>e</sup>, 193<sup>e</sup>, 194<sup>e</sup>, 195<sup>e</sup>, 196<sup>e</sup>,

197<sup>e</sup>, 198<sup>e</sup>, 199<sup>e</sup>, 200<sup>e</sup>, 201<sup>e</sup>, 202<sup>e</sup>,

203<sup>e</sup>, 204<sup>e</sup>, 205<sup>e</sup>, 206<sup>e</sup>, 207<sup>e</sup>, 208<sup>e</sup>,

209<sup>e</sup>, 210<sup>e</sup>, 211<sup>e</sup>, 212<sup>e</sup>, 213<sup>e</sup>, 214<sup>e</sup>,

215<sup>e</sup>, 216<sup>e</sup>, 217<sup>e</sup>, 218<sup>e</sup>, 219<sup>e</sup>, 220<sup>e</sup>,

221<sup>e</sup>, 222<sup>e</sup>, 223<sup>e</sup>, 224<sup>e</sup>, 225<sup>e</sup>, 226<sup>e</sup>,

227<sup>e</sup>, 228<sup>e</sup>, 229<sup>e</sup>, 230<sup>e</sup>, 231<sup>e</sup>, 232<sup>e</sup>,

233<sup>e</sup>, 234<sup>e</sup>, 235<sup>e</sup>, 236<sup>e</sup>, 237<sup>e</sup>, 238<sup>e</sup>,

239<sup>e</sup>, 240<sup>e</sup>, 241<sup>e</sup>, 242<sup>e</sup>, 243<sup>e</sup>, 244<sup>e</sup>,

245<sup>e</sup>, 246<sup>e</sup>, 247<sup>e</sup>, 248<sup>e</sup>, 249<sup>e</sup>, 250<sup>e</sup>,

251<sup>e</sup>, 252<sup>e</sup>, 253<sup>e</sup>, 254<sup>e</sup>, 255<sup>e</sup>, 256<sup>e</sup>,

257<sup>e</sup>, 258<sup>e</sup>, 259<sup>e</sup>, 260<sup>e</sup>, 261<sup>e</sup>, 262<sup>e</sup>,

263<sup>e</sup>, 264<sup>e</sup>, 265<sup>e</sup>, 266<sup>e</sup>, 267<sup>e</sup>, 268<sup>e</sup>,

269<sup>e</sup>, 270<sup>e</sup>, 271<sup>e</sup>, 272<sup>e</sup>, 273<sup>e</sup>, 274<sup>e</sup>,

275<sup>e</sup>, 276<sup>e</sup>, 277<sup>e</sup>, 278<sup>e</sup>, 279<sup>e</sup>, 280<sup>e</sup>,

281<sup>e</sup>, 282<sup>e</sup>, 283<sup>e</sup>, 284<sup>e</sup>, 285<sup>e</sup>, 286<sup>e</sup>,

287<sup>e</sup>, 288<sup>e</sup>, 289<sup>e</sup>, 290<sup>e</sup>, 291<sup>e</sup>, 292<sup>e</sup>,

293<sup>e</sup>, 294<sup>e</sup>, 295<sup>e</sup>, 296<sup>e</sup>, 297<sup>e</sup>, 298<sup>e</sup>,

299<sup>e</sup>, 300<sup>e</sup>, 301<sup>e</sup>, 302<sup>e</sup>, 303<sup>e</sup>, 304<sup>e</sup>,

305<sup>e</sup>, 306<sup>e</sup>, 307<sup>e</sup>, 308<sup>e</sup>, 309<sup>e</sup>, 310<sup>e</sup>,

311<sup>e</sup>, 312<sup>e</sup>, 313<sup>e</sup>, 314<sup>e</sup>, 315<sup>e</sup>, 316<sup>e</sup>,

317<sup>e</sup>, 318<sup>e</sup>, 319<sup>e</sup>, 320<sup>e</sup>, 321<sup>e</sup>, 322<sup>e</sup>,

323<sup>e</sup>, 324<sup>e</sup>, 325<sup>e</sup>, 326<sup>e</sup>, 327<sup>e</sup>, 328<sup>e</sup>,

329<sup>e</sup>, 330<sup>e</sup>, 331<sup>e</sup>, 332<sup>e</sup>, 333<sup>e</sup>, 334<sup>e</sup>,

335<sup>e</sup>, 336<sup>e</sup>, 337<sup>e</sup>, 338<sup>e</sup>, 339<sup>e</sup>, 340<sup>e</sup>,

341<sup>e</sup>, 342<sup>e</sup>, 343<sup>e</sup>, 344<sup>e</sup>, 345<sup>e</sup>, 346<sup>e</sup>,

347<sup>e</sup>, 348<sup>e</sup>, 349<sup>e</sup>, 350<sup>e</sup>, 351<sup>e</sup>, 352<sup>e</sup>,

353<sup>e</sup>, 354<sup>e</sup>, 355<sup>e</sup>, 356<sup>e</sup>, 357<sup>e</sup>, 358<sup>e</sup>,

359<sup>e</sup>, 360<sup>e</sup>, 361<sup>e</sup>, 362<sup>e</sup>, 363<sup>e</sup>, 364<sup>e</sup>,

365<sup>e</sup>, 366<sup>e</sup>, 367<sup>e</sup>, 368<sup>e</sup>, 369<sup>e</sup>, 370<sup>e</sup>,

371<sup>e</sup>, 372<sup>e</sup>, 373<sup>e</sup>, 374<sup>e</sup>, 375<sup>e</sup>, 376<sup>e</sup>,

377<sup>e</sup>, 378<sup>e</sup>, 379<sup>e</sup>, 380<sup>e</sup>, 381<sup>e</sup>, 382<sup>e</sup>,

383<sup>e</sup>, 384<sup>e</sup>, 385<sup>e</sup>, 386<sup>e</sup>, 387<sup>e</sup>, 388<sup>e</sup>,

389<sup>e</sup>, 390<sup>e</sup>, 391<sup>e</sup>, 392<sup>e</sup>, 393<sup>e</sup>, 394<sup>e</sup>,

395<sup>e</sup>, 396<sup>e</sup>, 397<sup>e</sup>, 398<sup>e</sup>, 399<sup>e</sup>, 400<sup>e</sup>,

401<sup>e</sup>, 402<sup>e</sup>, 403<sup>e</sup>, 404<sup>e</sup>, 405<sup>e</sup>, 406<sup>e</sup>,

407<sup>e</sup>, 408<sup>e</sup>, 409<sup>e</sup>, 410<sup>e</sup>, 411<sup>e</sup>, 412<sup>e</sup>,

413<sup>e</sup>, 414<sup>e</sup>, 415<sup>e</sup>, 416<sup>e</sup>, 417<sup>e</sup>, 418<sup>e</sup>,

419<sup>e</sup>, 420<sup>e</sup>, 421<sup>e</sup>, 422<sup>e</sup>, 423<sup>e</sup>, 424<sup>e</sup>,

425<sup>e</sup>, 426<sup>e</sup>, 427<sup>e</sup>, 428<sup>e</sup>, 429<sup>e</sup>, 430<sup>e</sup>,

431<sup>e</sup>, 432<sup>e</sup>, 433<sup>e</sup>, 434<sup>e</sup>, 435<sup>e</sup>, 436<sup>e</sup>,

437<sup>e</sup>, 438<sup>e</sup>, 439<sup>e</sup>, 440<sup>e</sup>, 441<sup>e</sup>, 442<sup>e</sup>,

443<sup>e</sup>, 444<sup>e</sup>, 445<sup>e</sup>, 446<sup>e</sup>, 447<sup>e</sup>, 448<sup>e</sup>,

449<sup>e</sup>, 450<sup>e</sup>, 451<sup>e</sup>, 452<sup>e</sup>, 453<sup>e</sup>, 454<sup>e</sup>,

455<sup>e</sup>, 456<sup>e</sup>, 457<sup>e</sup>, 458<sup>e</sup>, 459<sup>e</sup>, 460<sup>e</sup>,

461<sup>e</sup>, 462<sup>e</sup>, 463<sup>e</sup>, 464<sup>e</sup>, 465<sup>e</sup>, 466<sup>e</sup>,

467<sup>e</sup>, 468<sup>e</sup>, 469<sup>e</sup>, 470<sup>e</sup>, 471<sup>e</sup>, 472<sup>e</sup>,

473<sup>e</sup>, 474<sup>e</sup>, 475<sup>e</sup>, 476<sup>e</sup>, 477<sup>e</sup>, 478<sup>e</sup>,

479<sup>e</sup>, 480<sup>e</sup>, 481<sup>e</sup>, 482<sup>e</sup>, 483<sup>e</sup>, 484<sup>e</sup>,

485<sup>e</sup>, 486<sup>e</sup>, 487<sup>e</sup>, 488<sup>e</sup>, 489<sup>e</sup>, 490<sup>e</sup>,

491<sup>e</sup>, 492<sup>e</sup>, 493<sup>e</sup>, 494<sup>e</sup>, 495<sup>e</sup>, 496<sup>e</sup>,

497<sup>e</sup>, 498<sup>e</sup>, 499<sup>e</sup>, 500<sup>e</sup>, 501<sup>e</sup>, 502<sup>e</sup>,

503<sup>e</sup>, 504<sup>e</sup>, 505<sup>e</sup>, 506<sup>e</sup>, 507<sup>e</sup>, 508<sup>e</sup>,

509<sup>e</sup>, 510<sup>e</sup>, 511<sup>e</sup>, 512<sup>e</sup>, 513<sup>e</sup>, 514<sup>e</sup>,

515<sup>e</sup>, 516<sup>e</sup>, 517<sup>e</sup>, 518<sup>e</sup>, 519<sup>e</sup>, 520<sup>e</sup>,

521<sup>e</sup>, 522<sup>e</sup>, 523<sup>e</sup>, 524<sup>e</sup>, 525<sup>e</sup>, 526<sup>e</sup>,

527<sup>e</sup>, 528<sup>e</sup>, 529<sup>e</sup>, 530<sup>e</sup>, 531<sup>e</sup>, 532<sup>e</sup>,

533<sup>e</sup>, 534<sup>e</sup>, 535<sup>e</sup>, 536<sup>e</sup>, 537<sup>e</sup>, 538<sup>e</sup>,

539<sup>e</sup>, 540<sup>e</sup>, 541<sup>e</sup>, 542<sup>e</sup>, 543<sup>e</sup>, 544<sup>e</sup>,

545<sup>e</sup>, 546<sup>e</sup>, 547<sup>e</sup>, 548<sup>e</sup>, 549<sup>e</sup>, 550<sup>e</sup>,

551<sup>e</sup>, 552<sup>e</sup>, 553<sup>e</sup>, 554<sup>e</sup>, 555<sup>e</sup>, 556<sup>e</sup>,

557<sup>e</sup>, 558<sup>e</sup>, 559<sup>e</sup>, 560<sup>e</sup>, 561<sup>e</sup>, 562<sup>e</sup>,

563<sup>e</sup>, 564<sup>e</sup>, 565<sup>e</sup>, 566<sup>e</sup>, 567<sup>e</sup>, 568<sup>e</sup>,

569<sup>e</sup>, 570<sup>e</sup>, 571<sup>e</sup>, 572<sup>e</sup>, 573<sup>e</sup>, 574<sup>e</sup>,

575<sup>e</sup>, 576<sup>e</sup>, 577<sup>e</sup>, 578<sup>e</sup>, 579<sup>e</sup>, 580<sup>e</sup>,

581<sup>e</sup>, 582<sup>e</sup>, 583<sup>e</sup>, 584<sup>e</sup>, 585<sup>e</sup>, 586<sup>e</sup>,

587<sup>e</sup>, 588<sup>e</sup>, 589<sup>e</sup>, 590<sup>e</sup>, 591<sup>e</sup>, 592<sup>e</sup>,

593<sup>e</sup>, 594<sup>e</sup>, 595<sup>e</sup>, 596<sup>e</sup>, 597<sup>e</sup>, 598<sup>e</sup>,

599<sup>e</sup>, 600<sup>e</sup>, 601<sup>e</sup>, 602<sup>e</sup>, 603<sup>e</sup>, 604<sup>e</sup>,

605<sup>e</sup>, 606<sup>e</sup>, 607<sup>e</sup>, 608<sup>e</sup>, 609<sup>e</sup>, 610<sup>e</sup>,

611<sup>e</sup>, 612<sup>e</sup>, 613<sup>e</sup>, 614<sup>e</sup>, 615<sup>e</sup>, 616<sup>e</sup>,

617<sup>e</sup>, 618<sup>e</sup>, 619<sup>e</sup>, 620<sup>e</sup>, 621<sup>e</sup>, 622<sup>e</sup>,

623<sup>e</sup>, 624<sup>e</sup>, 625<sup>e</sup>, 626<sup>e</sup>, 627<sup>e</sup>, 628<sup>e</sup>,

629<sup>e</sup>, 630<sup>e</sup>, 631<sup>e</sup>, 632<sup>e</sup>, 633<sup>e</sup>, 634<sup>e</sup>,

635<sup>e</sup>, 636<sup>e</sup>, 637<sup>e</sup>, 638<sup>e</sup>, 639<sup>e</sup>, 640<sup>e</sup>,

641<sup>e</sup>, 642<sup>e</sup>, 643<sup>e</sup>, 644<sup>e</sup>, 645<sup>e</sup>, 646<sup>e</sup>,

647<sup>e</sup>, 648<sup>e</sup>, 649<sup>e</sup>, 650<sup>e</sup>, 651<sup>e</sup>, 652<sup>e</sup>,

653<sup>e</sup>, 654<sup>e</sup>, 655<sup>e</sup>, 656<sup>e</sup>, 657<sup>e</sup>, 658<sup>e</sup>,

659<sup>e</sup>, 660<sup>e</sup>, 661<sup>e</sup>, 662<sup>e</sup>, 663<sup>e</sup>, 664<sup>e</sup>,

665<sup>e</sup>, 666<sup>e</sup>, 667<sup>e</sup>, 668<sup>e</sup>, 669<sup>e</sup>, 670<sup>e</sup>,

671<sup>e</sup>, 672<sup>e</sup>, 673<sup>e</sup>, 674<sup>e</sup>, 675<sup>e</sup>, 676<sup>e</sup>,

677<sup>e</sup>, 678<sup>e</sup>, 679<sup>e</sup>, 680<sup>e</sup>, 681<sup>e</sup>, 682<sup>e</sup>,

683<sup>e</sup>, 684<sup>e</sup>, 685<sup>e</sup>, 686<sup>e</sup>, 687<sup>e</sup>, 688<sup>e</sup>,

689<sup>e</sup>, 690<sup>e</sup>, 691<sup>e</sup>, 692<sup>e</sup>, 693<sup>e</sup>, 694<sup>e</sup>,

695<sup>e</sup>, 696<sup>e</sup>, 697<sup>e</sup>, 698<sup>e</sup>, 699<sup>e</sup>, 700<sup>e</sup>,

701<sup>e</sup>, 702<sup>e</sup>, 703<sup>e</sup>, 704<sup>e</sup>, 705<sup>e</sup>, 706<sup>e</sup>,

707<sup>e</sup>, 708<sup>e</sup>, 709<sup>e</sup>, 710<sup>e</sup>, 711<sup>e</sup>, 712<sup>e</sup>,

713<sup>e</sup>, 714<



# Économie

## SOMMAIRE

■ L'annonce d'une hausse des cotisations des cartes bancaires a suscité un tollé dans l'opinion publique. Une fois encore, les banques sont prises en défaut de communication (lire page 32). ■ En présentant

**les premières esquisses du X<sup>e</sup> Plan, M. Lionel Stoléru a insisté sur le parrainage du premier ministre qui s'engage personnellement (lire ci-contre). ■ Restructuration et**

**nouvelle organisation du groupe Olivetti avec la création de trois sociétés autonomes (lire ci-dessous). ■ Les chantiers navals de La Seyne-sur-Mer ont livré leur dernier navire (lire page 33).**

## Le lancement du X<sup>e</sup> Plan

## La France s'interdit de dévaluer...

L'hôtel du 18 de la rue de Martignac à Paris qui vit naître la planification française au lendemain de la seconde guerre mondiale avait retrouvé jeudi 29 septembre l'affluence des grands jours. On y côtoyait des vedettes de l'actualité économique comme MM. Jean Pirelevade, Antoine Riboud, Renée Rémord, François de Closets ou même l'astronaute Patrick Baudry. C'était en effet ce jour qu'avait lieu le choix MM. Lionel Stoléru et Yves Coesé — comme secrétaire d'Etat et comme commissaire — pour présenter à la presse les travaux préparatoires du 9<sup>e</sup> Plan qui couvrira la période 1988-1992 et amorcera le pays aux portes du marché unique européen.

les élections municipales de l'année prochaine, la France cherchera de chef du gouvernement ?

Maisur le fond, M. Stoléru a raison : le Plan va gagner en crédibilité, interrogés sur ce sujet, les syndicats et le patronat ont trouvé la méthode meilleure que la démarche d'autrefois. On a parlé, lors de la première rencontre avec les syndicats, d'une politique salariale dont le rigueur commence au bout de six ans à sembler un peu bon gou. On a parlé aussi d'un passage du document qui avait été rédigé par les entreprises. Economie devra au cours des années à venir être tirée par l'investissement et les exportations et non par la consommation.

Ce Plan, ou plutôt son esquisse, a déjà reçu l'imprimatur du gouvernement, celle du premier ministre en particulier qui en a écrit la préface (1). M. Stoléru, se réjouit d'une démarche qu'il veut toute nouvelle : les autres Plans, a-t-il souligné, étaient d'abord préparés en vase un peu clos — entre experts — et n'étaient soumis au gouvernement qu'après huit mois de travaux.

Cela n'a pas fait plaisir. Mais les choses au moins sont claires.

Le document du Plan tel qu'il sera rédigé et voté par le Parlement au printemps prochain ne comportera guère de chiffres, a assuré M. Stoléru. « Notre souci est de prendre des décisions et les décisions ne sont pas forcément des chiffres. » M. Cosé, le commissaire au Plan, n'était pas tout à fait de cet avis, nuances à peine perceptibles. « On ne peut pas renoncer à des cadrages chiffrés », a dit M. Cosé.

### Gagner en crédibilité

Désormais, le gouvernement s'engage dès la première minute dans l'affaire. Une affaire qui a commencé le 20 juillet au cours d'un conseil des ministres.

Le document élaboré est resté n° 1 sur une trentaine de pages. « Plus on fait de choix moins on a besoin de pages » a encore assuré le secrétaire d'Etat qui a insisté sur ce qui lui semble dominant pour les années à venir : l'engagement de la France à ramener à son niveau de référence les dépenses de santé des meilleurs pays européens. De la RFA bien évidemment. En annonçant cela, le pays s'interdit toute déviation. C'est un changement radical par rapport à ce qui s'est passé au cours des années précédentes, a ajouté en substance M. Stoléru.

M. Bérégovoï semble être pressé par là. Probablement davantage que M. Rocard. Le pari sera de toutes façons très difficile à tenir.

La démonstration de M. Stoléru n'est pas tout à fait convaincante. Il y a eu des Plans qui engageaient fortement le gouvernement. On pense évidemment aux premiers Plans, à ceux qui les pilotèrent : Jean Monnet, Étienne Hirsch et Pierre Massé. Ces personnages-là pesaient d'un tel poids qu'ils traitaient d'égal à égal ou presque avec les gouvernements. L'autre point discutable du raisonnement Stoléru est d'accrocher très fort le futur Plan à la vision et à la personne du premier ministre : en l'occurrence M. Michel Rocard. Qui se passerait-il si, après

**ALAIN VERNHOLES.**  
(1) Voir *le Monde* du 30 septembre.

## Dans l'attente d'une OPA

## Suspension de la cotation d'Epéda

La cotation de l'action Epéda-Bertrand-Faure (EBF) a été suspendue le 30 septembre par la Société des Bourses françaises dans l'attente du dépôt d'une offre publique.

EBF, spécialisée dans l'équipement automobile (sièges), la literie, les bagages et l'armement depuis la reprise de Luchaire en 1987, était depuis longtemps sur la liste des valeurs opérationnelles, son capital étant mal verrouillé. Les principaux actionnaires (famille, dirigeants, industriels espagnols et italiens, UAP, Crédit agricole) détiennent 40 % des actions et 47 % des droits de votes.

Les performances d'EBF dans le secteur automobile laissent penser que l'assaillant pourrait appartenir à ce secteur. On cite notamment Valéo, premier équipementier français, dans l'orbite du groupe de l'Italien Carlo De Benedetti. En outre, l'existence de l'activité armement devrait gêner toute velléité d'un attaquant étranger dans la mesure où elle peut se heurter au veto des pouvoirs publics français.

● **Reclassement du capital de la Compagnie des wagons-frs.** — La Caisse des dépôts et consignations (CDC) cède 20 % des Wagons-Lits à Softronic, une société commune qu'elle vient de constituer avec la société financière Marcoussé Investissement. La part respectée dans Softronic des deux partenaires était initialement de 54 % et 46 %. Ce désengagement de la CDC, qui conserve 8 % des Wagons-Lits, se fait en accord avec les deux autres principaux actionnaires, le groupe Bruxelles-Lambert (environ 20 %) et Rolcan Inco de 10 %.

La firme a notamment expliqué ses contre-performances par le coût de lancement de sa nouvelle gamme de produits. Mais, en 1987, le bénéfice avait déjà chuté de 28 % sur l'ensemble de l'année. Une reprise en main s'imposait.

FRANÇOISE VAYSSE

## Les prix ont augmenté de 0,3 % au mois d'août

La hausse des prix de détail a atteint 0,3 % en août, a confirmé l'INSEE, l'indice s'établissant à 172,7 contre 172,2 en juillet sur la base 100 en 1980. En un an, la hausse est de 2,8 %, août 1988 compris à août 1987 ; depuis le début de l'année, elle atteint 2,3 %.

L'augmentation des produits alimentaires est de 0,2 % en un mois et de 1,6 % en un an, celle des produits manufacturés de 0,4 % par rapport à juillet et de 1,9 % par rapport à août 1987. Les services ont, quant à eux, augmenté de 0,2 % en un mois et de 4,9 % en un an. Mais la hausse est plus forte pour les seuls services privés (+ 0,3 % et + 5,5 %).

M. Carlo De Benedetti, M. Franco De Benedetti.

## M. De Benedetti reprend en main Olivetti

Au lendemain de l'annonce d'une baisse de 23 % de ses résultats du premier semestre, M. Carlo De Benedetti a annoncé la réorganisation d'Olivetti, troisième constructeur informatique en Europe. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1989, l'entreprise va en effet être organisée en trois divisions (et non plus en neuf), appelées à devenir des sociétés de plein droit à compter de 1990. Ces trois divisions seront coiffées par la société Ing. C. Olivetti and C. SpA, qui conserve sa structure de holding.

La première des trois branches, dénommée Olivetti-Office, regroupera tout ce qui concerne la bureaucratie, activité originelle de l'entreprise. Elle sera confiée à M. Franco Tato, qui préside actuellement la filiale ouest-allemande de la compagnie Triumph Adler. La seconde division, dénommée Olivetti-Systems and Networks, réunira tout ce qui touche aux systèmes informatiques et aux réseaux (réseaux locaux intégrés, systèmes de terminaux et de télécommunications...).

Elle sera dirigée par M. Luigi Mercurio, ancien dirigeant du groupe qui a fondé en 1984 une entreprise d'équipement de télécommunication, David Systems Inc.

Enfin, le troisième secteur - Olivetti-Information Services - proposera les services informatiques tels que les logiciels, les réseaux à valeur ajoutée, l'édition électronique, la sous-traitance informatique... Il sera dirigé par le frère cadet de

Cette réorganisation était attendue depuis plusieurs semaines : pendant le feuilletage de la Société générale de Belgique, on avait prêté à l'homme d'affaires italien des intentions de désengagement, ce qu'il démentait vigoureusement : « Je vous confirme que, dans les cinq prochaines années, je serai présentement d'Olivetti », assurait-il dans nos colonnes (le Monde du 23 mars)...

Les rumeurs s'enflaient pourtant alimentées par la dégradation des relations avec le partenaire américain d'Olivetti : American Telephone and Telegraph, actionnaire à 22 % de l'entreprise. Aux termes de l'accord signé entre les deux groupes en 1963, lors de l'entrée d'ATT dans le capital d'Olivetti, il était en effet prévu que le géant américain du téléphone pouvait monter après cinq ans à 40 %. Ce qui n'a finalement pas été fait, M. De Benedetti souhaitait rester l'actionnaire de référence de l'entreprise et conserver son « indépendance »...

En avril, M. De Benedetti décidait d'ailleurs de porter de 14 % à 20 % sa propre participation dans l'entreprise, y consacrant environ 700 millions de francs... Cette opération, qui couvrait court aux projets de désengagement prêts à l'« Ingénier », avait été précédée moins d'un mois plus tôt par le départ d'ATT de M. Vittorio Cassini, un des bras droits de M. De Benedetti.

# L'Europe de demain compte déjà un Groupe Bancaire Italien.

**Banque de l'Union de Saint-James**, Institut Credit International, Credit Lombard, Banco di Sicilia, Istituto Nazionale di Credito per il Lavoro Italiano all'Estero et Italian International Bank. Sept banques du groupe. Représenté dans tout l'Italie, actif sur les continents africain, asiatique. Des stratégies globales en matière de rendit plus de 192. La force du groupe : 16.000 employés, 796 succursales en Italie et à l'étranger, des filiales et des bureaux de représentation à New York, Londres, Paris, Francfort, Bruxelles, Moscow, Singapore, La Havre, San Paulo. Principales participations étrangères dans la Banque du Sud et United Bank for Africa, United National Bank et Assicurazioni. En 1987, le volume global des activités financières du groupe dépassait 100.000 milliards de lires ■





# Économie

La polémique sur l'augmentation des cotisations

## Cartes bancaires, cartes boomerang

Les banques veulent-elles nous « prendre notre blé » ? C'est ce qu'a affirmé M. Michel Charasse, ministre délégué du budget, en point d'orgue à l'extrême droite lors d'un débat sur le relèvement des cotisations des cartes bancaires annoncé la semaine dernière. Le ministre des finances, plus nuancé mais tout aussi ferme, a invité les banques « à revenir sur une décision inopportune et mal venue » et a envoyé d'urgence les inspecteurs de la consommation perquisitionner pour chercher aux sièges de ces banques les preuves éventuelles d'une entente illicite. A n'en pas douter, tout ce qui, en France, touche aux banques prend immédiatement un tour passionnel.

Les associations de consommateurs ont profité pour monter au créneau, s'insurgeant sur cette tarification déguisée des opérations de banque et demandant aux établissements de publier le coût exact de chaque service.

L'essai de cette controverse est que personne n'est tout à fait sincère, et c'est là un euphémisme. Les banques d'abord, en se lançant à fond dans la monnaie électronique, comptaient bien réaliser à la fois des économies et une grande percée technologique. Des économies ? Il s'agissait de substituer progressivement au retrait des billets dans les guichets, coûteux en personnel et évalués à 20 F par opération, celui effectué dans les distributeurs automatiques utilisables sur tout le territoire de jour et de nuit et, en même temps, de réduire l'émission des chèques, également onéreux (2 F à 3 F de coût unitaire) en développant les règlements par carte.

L'objectif a été en partie atteint, puisque, en 1987, les 920 millions d'opérations traitées par carte, en retrait et en paiement, ont permis d'éviter l'émission de 730 millions de chèques, soit une économie de 10 millions de francs. Mais, en contrepartie, le compte d'exploitation des cartes bancaires a affiché, toujours en 1987, un déficit... de 1 milliard de francs, ce qui efface l'économie. En effet, face à 3,7 milliards de francs de dépenses, ce compte n'a pu aligner que 2,7 milliards

de francs de recettes dont 1,6 milliard de francs pour les cotisations des porteurs de carte et 1,1 milliard de francs pour les commissions versées par les commerçants sur chaque achat réglé par carte. Or, le taux de ces commissions est revenu en deux ans de 1,55 % à 0,87 %, moyenne qui recouvre les extrêmes de 2 % pour les très petits commerçants et de 0,40 % pour les grandes surfaces, au prix d'une perte de recette de 1 milliard de francs environ.

A cette occasion, de bons experts parlent d'un « comportement suicidaire » des banques, qui, en se livrant à une concurrence féroce auprès des commerçants et surtout des grandes surfaces, avec pour ennemi principal le Crédit agricole, ont fait chuter des commissions qui étaient déjà les plus basses du monde. Ce comportement s'est exercé, naturellement, au bénéfice de la distribution, qui, à l'exception de M. Michel-Edouard Leclerc, ne se plaint plus guère après de tumultueux affrontements. D'un tel comportement les banques ne se vantent pas, ce qui explique leur mutisme à ce sujet : un observateur sévère note même que « leur orgueil est tel et leur volonté de faire du chiffre si forte qu'elles ne font que des... ».

### Une autre forme de suicide

Quant aux particuliers, les établissements émetteurs de cartes réalisent un peu tard que leur offre d'un service gratuit, tout au moins pour les opérations, en remplacement d'un service déjà gratuit comme celui du chèque, peut constituer une autre forme de suicide. D'abord, personne dans le monde n'est capable de rentabiliser les seules fonctions de paiement d'une carte : il faut lui adjoindre la délivrance d'un crédit très rentable, comme c'est le cas, la plupart du temps aux États-Unis, où une carte de débit est déficitaire de 33 dollars par an et une carte de crédit bénéficiaire de 44 dollars. Or, en France, les banques préfèrent accorder directement des crédits per-

**L'annonce d'un relèvement des cotisations des cartes bancaires a fortement ému l'opinion publique que le gouvernement a suivi dans son indignation. Ce relèvement pouvait se justifier. Mais il apparaît une fois de plus que les banques ont négligé l'effort de communication qui leur est réclamé et n'ont pas songé à établir un minimum de concertation.**

sonnels à leurs clients, leur information au surplus n'étant guère équipée pour le crédit à la carte. C'est un premier handicap.

Le second est que, dans notre pays, les retraits dans les distributeurs sont gratuits, alors qu'ils sont le plus souvent payants à l'étranger de nos frontières. En Allemagne, par exemple, un retrait coûte 1 mark (3,40 F) dans un distributeur de la banque du client aux heures ouvrables, 1,5 à 2 marks après 18 heures et deux ou trois fois ce prix dans un distributeur d'une autre banque. En Espagne, ce genre d'opérations est taxé à 2 % et 4 % du montant retiré, avec un minimum de 14 F et 20 F.

Autre complication, et non la moindre, les opérations effectuées par carte deviennent ruineuses lorsque leur montant est faible, c'est-à-dire au-dessous de 150 F. Ainsi, un retrait à un guichet automatique coûte de 5 F à 8 F, et les paiements effectués aux guichets des autoroutes peuvent entraîner des frais de 2 F à 5 F pour un péage de 50 F, alors que la commission versée aux banques ne dépasse guère 0,50 F. L'avantage est très important pour les compagnies concessionnaires, qui peuvent supprimer des guichets et économiser sur la collecte des espèces, sans oublier l'assurance d'une totale sécurité : il n'est ainsi pour l'automobiliste qui n'a pas d'espèces à débours, mais il n'est beaucoup moins, comme on l'a vu, pour le système bancaire.

### Une percée technologique

En contrepartie, les banques françaises ont effectué une remarquable percée technologique. Leur système de carte est unique au monde par son étendue géographique (11 700 distributeurs automatiques contre 3 300 en Allemagne, 2 600 en Italie), par sa disponibilité, puisqu'il permet aux particuliers de retirer de l'argent n'importe où et n'importe quand, et par son interconnexion entre tous les réseaux bancaires. Il est également le moins cher au monde, notamment pour les commerçants, qui bénéficient d'une garantie de paiement directe ou indirecte.

D'où viennent alors ces protestations indignées de la part des organisations

de consommateurs, face à un service si remarquable ? Tout simplement du fait qu'à leurs yeux les banques ont floué leurs clients en les poussant à utiliser les cartes au lieu des chèques et, maintenant, en élevant les cotisations : un véritable piège. Les hommes politiques, prompts à entendre la voix de l'électeur, ne s'y sont pas trompés, tels M. Charasse, pour le gouvernement, et M. Juppé, pour l'opposition, qui, lui aussi, a l'impression d'être floué.

En fait, soupire un banquier, « nous avons fait vivre les gens avec la monnaie électronique et, surtout, nous avons commis l'erreur de vouloir remplacer un produit gratuit, le chèque, par un autre produit gratuit ou presque, la carte, alors qu'à l'étranger, tout est payant ». Par exemple, il ne fallait pas, selon lui, lancer le paiement des péages par carte électronique, mais des cartes « chargées » comme celle des PTT pour les cabines téléphoniques, sans traitement électronique.

### La rémunération des dépôts

A l'étranger, tout est payant, a dit notre banquier. Effectivement, en Allemagne, le client paie, que ce soit par chèque ou par carte, toutes les opérations, les virements, les retraits, à tel point que les clients préfèrent, le plus souvent, utiliser des espèces, billets ou pièces, ce qui n'est tout de même pas un progrès. Mais les banques allemandes rémunèrent toutes leurs dépôts de 0,25 % à 0,50 %, ce que les banques françaises faisaient avant 1967 à hauteur de 0,50 % dans les grandes villes et 1 % ailleurs, ce qu'elles ne font plus, et ce que les organisations de consommateurs leur réclament. Certes, ces dernières ne sont pas totalement innocentes. Aujourd'hui, les liquidités des ménages sont, d'une façon ou d'une autre, rémunérées, pour plus de 70 %, à l'insu des banques elles-mêmes : que l'on pense au développement foudroyant des SICAV dites de trésorerie, souscrites par les clients aux guichets des établissements pour plus de 300 milliards de francs à l'heure actuelle. Le consommateur a fait son éducation, Dieu merci !

Mais on comprend la réaction de ces organisations devant la maladresse des banques, empêtrées dans leurs contradictions, et qui, au surplus, « vendent » à l'opinion toutes leurs initiatives d'une manière absolument désastreuse.

« La communication bancaire est sinistère », avouait récemment un de leurs porte-parole. Car il faudra bien remettre sur le métier la question de la tarification des opérations de banque, question qu'a résolue depuis douze ans le Crédit mutuel d'Alsace et de Lorraine : là-bas, au nom du mutualisme (pour éviter aux emprunteurs de payer pour les déposants), toutes les opérations sont tarifées de façon à freiner la prolifération des petits chèques, la taxation ne touchant que 15 % des dépôts avec un montant moyen de 80 F. Mais voilà ! Les dirigeants du Crédit mutuel, en 1974, ont tenu mille réunions en Alsace-Lorraine pour exposer à leurs associés le problème et sa solution : la BNP, le Crédit lyonnais, la Société générale le pourraient-ils ? Difficilement.

Quant aux pouvoirs publics, leur comportement est aussi contradictoire que celui des banques. Leur indignation devant le relèvement des cotisations des cartes apparaît un peu excessive, en dépit des pourcentages annoncés (11 % à 26 %), lorsque l'on chiffre le relèvement en question, 20 F à 25 F sur une année, soit un timbre poste par mois. Il est probable que M. Bérégovoy, effrayé par le « dérapage » des prix des services, a voulu frapper un grand coup et effrayer les banques.

Ces dernières ont beau jeu de lui répliquer qu'aucune augmentation n'avait eu lieu depuis trois ans, avec une inflation cumulée d'environ 8 %, et que le coût du système des cartes augmente régulièrement : un distributeur automatique de billets, par exemple, vaut 400 000 F à 500 000 F. Le gouvernement va-t-il reprocher à un constructeur d'automobiles de relever ses tarifs tous les ans ? avancement-elles.

En fait, les pouvoirs publics, de quelque bord qu'ils soient, ne peuvent s'empêcher de considérer les banques comme un service public. C'est eux qui, en 1967, par la loi Debré, ont forcé les particuliers à utiliser le chèque et, en même temps, supprimé la rémunération des dépôts à vue.

C'est M. Balladur qui, au début de 1987, a contraint les banques à annuler leur projet de tarification des comptes, pour une question d'indice des prix, comme à l'heure actuelle M. Bérégovoy. C'est ce dernier qui, maintenant, veut bien autoriser les banques à rémunérer leurs dépôts, ce qu'elles ne veulent pas, mais leur refuse la tarification des opérations, ce qu'elles demandent.

Et ce sont les gouvernements successifs qui, depuis des années, poussent

en développement des cartes bancaires, merveilleux atout pour un pays à la pointe de la technologie mondiale, sans s'apercevoir qu'un tel développement est en train de faire écarter les circuits anciens. Après avoir accédé à la déréglémentation, ils s'alarment de voir les banques échapper à leur emprise. Dans le système bancaire, la révolution est en marche, à grande allure, avec des entreprises qui se désolidarisent, un public plus exigeant et une notion qui commence à se faire jour : l'argent est un produit comme un autre, qu'il faut payer à son prix, notamment au déposant-préteur. A la limite, il serait concevable d'aller jusqu'au bout de cette logique, en déréglémentant totalement la rémunération des dépôts, puisque celle des taux de crédit est faite.

En ce cas, des drames risqueraient d'éclater dans les banques, avec des réductions massives d'effectifs et, pourquoi pas, des faillites déguisées. « Cela ferait réfléchir tout le monde », estime un expert, qui, de toute façon, prévoit d'abord un coup d'arrêt à la croissance des profits des établissements, puis à leur dégradation, inéluctable du fait de la concurrence, de la désintermédiation et de la désinflation. C'est alors qu'une remise à plat des opérations de banque s'imposerait, la vérité des prix, la facturation des services et la rémunération des dépôts, quels qu'ils soient, devenant la règle.

FRANÇOIS RENARD.

## LA VIE DANS LES ENTREPRISES

### Plan d'épargne d'entreprise à la RATP

A compter du 1<sup>er</sup> octobre, tout agent de la RATP en activité depuis au moins six mois, pourra souscrire, pour une durée minimum de 5 ans, un « plan d'épargne » lui permettant de participer à la constitution d'un portefeuille collectif d'obligations émises par l'entreprise. Intitulé « Tick épargne », ce plan résulte d'un accord signé avec neuf organisations syndicales (notamment FO et la CFTC) et refusé par la CGT, la CFTD et la CGC. La direction veut « encourager l'épargne des agents » et les associer à « l'effort d'investissement de l'entreprise, auquel seront affectés leurs versements ». Il est prévu que les versements, dont la valeur plancher est fixée à 250 F par chèque ou 50 F par prélèvement automatique, ne peuvent excéder la part de la rémunération annuelle brute du salarié. Un versement complémentaire de l'entreprise est assuré dans la limite d'un plafond de 2 000 F par an. Les fonds sont bloqués pendant cinq ans et servent à acquies des parts d'un fonds commun de placement — Tick épargne — composé d'obligations émises par la RATP et non cotées en Bourse. La rémunération est égale au taux d'intérêt du livret A de la caisse d'épargne, majoré de 4 points et ne peut être inférieure à 7 %.

● Absentéisme en baisse à la SNCF. — Y a-t-il eu un effet « plan Séguin » sur l'absentéisme pour maladie à la SNCF en 1987 ? Le nombre de journées d'absence pour maladie ou accident a baissé de 10,37 %, contre 3,65 % en 1986, alors que l'effectif des agents n'a diminué que de 4,4 % (contre 4,1 % en 1986). La différence se constate pour toutes les catégories de personnel (sédentaires ou « roulants », maîtrise ou cadres) : elle est toutefois moindre chez les « roulants » hors conduite. Mais la SNCF n'a pas repéré de causes spécifiques à cette baisse 1987, le taux d'absentéisme pour maladie étant déjà inférieur à la moyenne auparavant, en raison notamment du système de soins et de médecine du travail. Une seule catégorie d'absences a augmenté : celles pour congé parental (passant de 18 660 journées à 151 884 en 1986 et à 201 837 en 1987).

Appelez le

36.69.1002  
LA BOURSE

EN DIRECT

LE JOURNAL  
TELEPHONE

239 F par appel

**ALTERNATIVES ECONOMIQUES** n° 60 octobre

**LA CRISE est-elle finie ?**

16 F

Crédit spécial 3 J à partir de 3000 F d'achats avec la carte Galeries Lafayette. (Gratuite dès acceptation du dossier). Horaires exceptionnels. Haussmann : 8 h 30 - 18 h 30. Montparnasse : 9 h 30 - 19 h 30.

**GALERIES Lafayette**

**3J.**

**Galeries les 3J.**

Du 28 septembre au 1<sup>er</sup> octobre.

La mode est là !

Paris Haussmann et Montparnasse. Arignon, Bayonne, Bordeaux, Chambéry, La Rochelle, Le Mans, Lyon, Le Port Dieu et Cordeliers, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Perpignan, Toulon, Toulouse.

50 من الأصل

Le track. Un an après



# Économie

## ETRANGER

### Les réunions monétaires de Berlin

#### M. Camdessus : pas de divergence avec l'administration américaine

Plus vivante et moins compassée que les réunions organisées par le FMI et la Banque mondiale, grâce sans doute au style personnel de M. Michel Camdessus et aussi peut-être à la relative « absence » des Etats-Unis qui a donné l'occasion à d'autres pays, Japon en tête, de s'exprimer publiquement, la quarante-troisième assemblée générale de ces deux institutions qui s'est terminée jeudi 29 septembre, à Berlin, aura pourtant été la conférence des retraites. Mais des retraites qui laissent des traces.

Sur le principal thème des discussions, l'allègement de la dette des pays pauvres, on a vu les principaux protagonistes avancer des pions, mais se retirer de la ligne du front. C'est ainsi qu'on attendait avec curiosité le « plan » japonais. Ce que finit par en dire le chef de la délégation nipponne, M. Satoshi Sumita, était encore si plein de lacunes et pour tout dire si embarrassé qu'on eut l'impression, juste très certainement, que Tokyo estimait opportun d'y voir plus clair, pour passer aux actes.

Les critiques à peine voilées, adressées de la tribune par le secrétaire américain au Trésor, Nicholas Brady, aux auteurs de propositions

propres à ne créer que l'« illusion du progrès » jetèrent un froid (on n'avait jamais entendu un tel langage de la part des Américains à l'endroit des Japonais). Finalement, les idées japonaises ne furent approuvées que par la France. Autant qu'on a pu le comprendre, le plan japonais était de nature à faire ressortir le contraste entre ce que peut faire un pays archi-déficitaire (les Etats-Unis) et un pays archi-excédentaire (le Japon).

On se souvient que pour garantir le service des intérêts des obligations nouvelles émises par le Mexique pour se substituer à une partie des dettes anciennes (moyennant un fort rabais consenti par les créanciers), ce pays a acquis des titres à long terme de la dette publique américaine. Autrement dit, le Mexique pays pauvre, a prêté au Trésor américain pour garantir sa propre dette ! Le Japon propose au contraire de consentir des prêts aux pays à revenus intermédiaires (le Mexique) et les autres grands pays latino-américains répondent à cette définition.

Quant à M. Pierre Bérégovoy, il a préféré attendre une occasion pour dévoiler ses propres propositions, dont M. François Mitterrand a révélé jeudi les grandes lignes à l'ONU.

Le président de la plus puissante banque d'outre-Rhin, la Deutsche Bank, M. Alfred Herrhausen, multiplie depuis un an les déclarations pour dire que la dette des pays du tiers-monde procède non pas d'une simple insuffisance de liquidités (déficit de trésorerie) mais d'une absence de solvabilité à long terme. A Berlin, M. Herrhausen s'est attaché à réduire la portée de ses propos sans toutefois se rétracter.

M. Michel Camdessus, directeur général du Fonds, qui, lui-même, a prononcé un discours particulièrement bien senti sur la situation dramatique de maints pays endettés, a, au cours de la conférence de presse qu'il a donnée après la clôture de l'assemblée générale, déclaré : « Je n'ai pas de tensions avec l'administration américaine sur les stratégies du Fonds ». Les Américains, à Berlin, avaient en toutes occasions, rappelé que le principe de base du FMI, c'est l'obligation de rembourser et non la remise des dettes.

Finalement, la seule décision concrète prise à Berlin a été l'approbation du menu « à options » offert au sommet de Toronto à une vingtaine de pays très pauvres. Une des options comporte la remise de 30 % environ de la dette publique (c'est-à-dire due à des Etats).

P. F.

## EN BREF

● Petrofina augmente son capital de 10 %. — Le groupe pétrolier belge Petrofina a décidé mercredi 28 septembre une augmentation de son capital de 3,4 milliards de francs belges (550 millions de francs français), le portant ainsi à 37,5 milliards de francs belges (6 milliards de francs français), par l'émission de 1 830 027 nouvelles actions. Ces dernières seront réservées aux détenteurs de titres anciens, à raison d'une action nouvelle pour dix anciennes. Les principaux actionnaires de Petrofina sont le groupe Bruxelles-Lambert avec 13,6 % du capital et la Société générale de Belgique avec 12,5 %.

● Nouvelle journée d'action CGT le 18 octobre. — Affirmant que « la combativité grandit », le bureau confédéral de la CGT a annoncé, le 29 septembre, l'organisation pour le 18 octobre d'une « grande journée nationale de grèves et manifestations pour le SMIC à 6 000 F, les salaires, l'emploi, les libertés, la protection sociale ». Il a appelé l'ensemble de ses organisations, « à imposer en grand, partout, et de suite, un véritable chantier revendicatif, sur le lieu du travail, avec les salariés eux-mêmes ». Les fédérations des finances FO, CFDT, CFTC et CGC ont, de

leur côté, appelé à une journée nationale d'action le 18 octobre, avec des « arrêts de travail de durée limitée », pour protester notamment contre la suppression de 2 079 emplois dans les services financiers prévus dans le projet de budget 1989.

● Lyonnaises des eaux : résultat en hausse de 22,5 %. — Le groupe de la Lyonnaise des eaux a déposé, au premier semestre, un résultat net de 350 millions de francs, en hausse de 22,5 % par rapport à la même période de 1987, indique un communiqué en date du 28 septembre. Le chiffre d'affaires a progressé, lui, de 12,8 %.

● Pêche : Grève dans les centres de formation professionnelle. — Environ cinq cents officiers et marins de la pêche maritime, actuellement en stage de formation professionnelle dans différentes écoles du littoral ont en grève depuis quatre jours pour protester contre la forte diminution des indemnités qui leur sont versées. Cette question donne lieu à une vive polémique entre le ministre de la mer, M. Jacques Mellick, et son prédécesseur, M. Ambroise Guénel puisque c'est en vertu d'un décret du 15 avril que les indemnités ont été diminuées.

### Le conflit sur la pêche

#### Paris et Ottawa enclenchent la procédure de médiation

Les négociateurs, MM. Jean-Pierre Puisseux pour la France et Jacques Fortier pour le Canada, devaient rencontrer, dans les tout prochains jours, l'une des deux personnalités présentes pour remplir la fonction de médiateur dans l'interminable conflit de la pêche entre les deux pays, à-t-on appris le 29 septembre au Quai d'Orsay.

Cette démarche visant à recourir à un tiers est la conséquence des échecs répétés que les deux pays ont essuyés avant et après mai 1988 pour trouver une solution négociée de manière bilatérale, et c'est aussi l'application de l'accord d'avril dernier que Paris et Ottawa avaient conclu, et qui institue une procédure de médiation. Le médiateur, qui devrait être connu d'ici une quinzaine de jours, aura deux ou

trois mois pour écouter les deux parties et formuler des recommandations en matière de quotas de morue. Ses conclusions ne seront cependant pas obligatoires.

Paris demande pour ses pêcheurs de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon et de métropole 15 000 à 20 000 tonnes de morue chaque année dans les eaux de la zone économique exclusive du Canada située au large du Labrador et de Terre-Neuve. Ces quantités s'ajouteraient aux prises faites dans la zone dont les limites sont disputées — située au large de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Sur un fond de prochaines élections législatives au Canada et de sourde bataille d'experts scientifiques sur les stocks de morue disponibles dans les parages de l'Atlanti-

que, deux grands chalutiers de l'armement Comapêche de Saint-Malo s'apprêtent à appareiller pour les zones de pêche les 6 et 10 octobre.

L'annonce de leur venue a provoqué la colère des six mille habitants et des équipages des six navires de Saint-Pierre-et-Miquelon qui, après avoir connu une mauvaise campagne cet hiver, estiment que les bateaux multinationaux viennent « leur enlever le pain de la bouche ». Au conflit franco-canadien vient donc s'ajouter une vive polémique franco-française qui ne déplaît ni aux autorités d'Ottawa ni à celles particulièrement « jusqu'au-boutistes » de la province de Terre-Neuve.

FRANÇOIS GROSCHARD.

## TRANSPORTS

### Les chantiers navals ont livré leur dernier navire

#### La Seyne, ville sinistrée

TOULON  
de notre correspondant

La Marine nationale a pris livraison, mardi 27 septembre, du pétrolier ravitailleur d'escadre La Somme 1444 et dernier navire construit aux chantiers navals de La Seyne (Var). Les quatre cent soixante-dix personnes qui travaillent encore sur le site quitteront définitivement cette entreprise le 28 février, la suite du dépôt de bilan de la NORMED, il y a deux ans.

Se confondant avec la création et l'épanouissement de la ville, la construction navale, dont le développement s'est affirmé dès le dix-huitième siècle, est restée l'activité économique essentielle, pour ne pas

dire unique, de La Seyne, seconde ville du département. Faute d'avoir su diversifier ses activités, la ville compte aujourd'hui 25 % de chômeurs. Le port de commerce de Bregallion, déficitaire depuis sa création il y a dix ans, et la zone d'entreprises, résolument désertée au profit de celle de Signes, un peu plus loin, ne pourront être d'aucun secours pour cette ville de soixante mille habitants, dont les finances locales vont subir le contre-coup de la fermeture des chantiers navals.

En l'absence du versement d'une taxe professionnelle, le budget communal sera amputé de 15 millions de francs dans les deux ans à venir.

Les spéculations et convoitises vont bon train en ce qui concerne les

40 hectares de terrain et les 5000 mètres carrés de bureaux qui vont se libérer du fait de la cessation des activités navales : une « technologie » de la mer, des installations d'entreprises performantes (mais pas forcément créatrices de nombreux emplois), une marina, une infrastructure touristique polyvalente... autant de projets à long terme qui n'apporteront pas de solutions économiques à cette ville sinistrée qui, de 1983 à 1987, a perdu 28 % de ses emplois.

Sans l'évoquer, on craint ici le « veto » que la Marine nationale pourrait opposer à certaines implantations pouvant être jugées « peu désirables » dans cette rade qui constitue un périmètre stratégique.

JOSÉ LENZINI.

## REPÈRES

### Commerce extérieur

#### Hausse de l'excédent japonais en août

L'excédent commercial japonais a atteint 7,53 milliards de dollars en août contre 7,24 milliards en juillet et 6,86 milliards en août 1987 annonce le ministère des finances. En données corrigées des variations saisonnières, les exportations ont représenté 21,85 milliards de dollars contre 21,7 milliards en juillet et les importations 14,3 milliards contre 14,43 milliards. L'excédent de la balance des paiements courants s'est établi à 6,18 milliard de dollars en août, contre 5,95 milliards en juillet et 5,75 milliards en août 1987 après un solde positif de 4,75 milliards en juillet.

### Eurochèques

#### Extension du système à la Hongrie et à l'URSS

Le système de paiement eurochèque, utilisé jusqu'à présent en Europe occidentale, va prochainement être étendu à la Hongrie et à l'Union soviétique, a annoncé le jeudi 29 septembre, l'organisme de gestion du système. Les premières cartes seront émises « dans les prochains mois » en Hongrie, l'URSS devant en faire autant à partir du premier janvier 1989, a précisé le secrétaire général d'Eurochèque international, Mark van Wauwe. Les autorités soviétiques s'affirment prêtes à émettre jusqu'à 120 000 cartes et chèques en deux à trois ans, les diplomates et hommes d'affaires en voyage devant avoir la priorité. Eurochèque table plus modestement sur 20 000 à 30 000 cartes, mais reconnaît que, pour l'URSS il s'agit d'une « petite révolution ». Mais et l'Italie ont par ailleurs également décidé d'adopter eurochèque.

# Our articles speak your language.



Independent Views of World Affairs, Finance, Science. Every Friday.

### TRADUCTION DU TEXTE CI-DESSUS :

#### « NOS ARTICLES PARLENT VOTRE LANGUE »

The Economist, des analyses indépendantes sur les affaires du monde, de la finance, de la science. Tous les vendredis.

### Le prix du Livre des affaires à Eric Fottorino

Le prix du Livre des affaires, doté de 50 000 F, a été décerné, pour la première fois, jeudi 29 septembre, à notre collaborateur Eric Fottorino pour le *Festin de la terre*, paru aux éditions Lieu commun. Le jury (11), selon une formule originale, avait à choisir entre six ouvrages, dont ceux de MM. Michel Albert et Jean Boissonnat (*Crise, krach, boom*), François Camé et Frédéric Filloux (*Le Jour le plus bas*), Yves Marnoux (*Une machine du pouvoir*). Le prix est décerné à l'initiative du Groupement des cartes bancaires.

Le jury s'est déclaré particulièrement sensible aux qualités littéraires de l'ouvrage et à l'originalité du sujet traité. *Le Festin de la terre*, dont M. Edgard Pisani a rendu compte dans le *Monde* du 10 mars, révèle les influences et les véritables enjeux politiques et financiers des marchés des matières premières.

Licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Eric Fottorino est entré au *Monde* en 1986. Il est responsable de la rubrique agriculture et agro-alimentaire, ainsi, bien sûr, que de celle des matières premières. Il a collaboré auparavant à l'*Événement* du jeudi et à la *Tribune de l'économie*.

(1) Le jury était composé de M<sup>mes</sup> Gilberte Beaux, Brigitte de Gasquins et Françoise Gomez, et de MM. Bernard Auberger, Raoul Belanger, Pierre Eelen, Jacques Maillet, Alain-Dominique Perrin, Antoine Vilbert, Gilbert Trigano et Thierry Tuffier.

ALTERNATIVES  
ECONOMIQUES

n° 60  
octobre

Le krach  
Un an après

16 F

Apprenez la  
36.69.100  
LA BOURSE  
EN DIRECT







## BOURSE DU 30 SEPTEMBRE

29/9

**Renseignements :**

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu



DÉBATS	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 « Revue minimum : salarier l'induction ? », par Christian Chassériau ; « Travail social et illusions », par Philippe Gaborian.	10 Avant le second tour des élections cantonales.	12 Infirmières : nouvel ordre de grève pour le 6 octobre.	23 La Mouette, par le Théâtre d'art de Moscou à Chailiot.	31 M. De Benedetti reprend Olivetti en main.	Abonnements ..... 2	• JO : en direct de Séoul, 24 heures sur 24 ..... JO
<b>ÉTRANGER</b>	11 Nouvelle-Calédonie : la préparation du référendum ; les étonnements de Bernard Kouchner.	— Le lancement de Discovery.	— Le VIII <sup>e</sup> Festival mondial des théâtres de marionnettes à Charleville-Mézières.	32 Polémique sur l'augmentation des cotisations des cartes bancaires.	Années classées ..... 30	• Les Jeux du Monde ..... JEU
3 Le prix Nobel de la paix.	14 Communication : la grève dans l'audiovisuel.	— Jean-Paul II exalte « la parité de l'homme et de la femme ».	24 Musica à Strasbourg.	33 La réunion du FMI à Berlin.	Carnet ..... 30	• Gorbatchev, Discovery, le prix Nobel : chaque matin, le journal de la rédaction ..... JOUR
4 M. Mitterrand aux Nations unies.		14 Education : le développement des universités.	— Stockhausen à Paris.	34-35 Marchés financiers.	Loto ..... 27	• IEP Paris : le 3 octobre, les admissions grandes écoles ..... 36-15 tapez LE MONDE
		28 à 30 Les Jeux olympiques.			Météorologie ..... 27	
					Jeux ..... 22	
					Philatélie ..... 27	
					Révisions-télévision ..... 26	

## En Corse

## L'ex-FLNC prolonge sa trêve

BASTIA de notre correspondant

Selon un scénario désormais habituel, une vingtaine d'hommes armés et cagoulés réunissent dans la nuit du jeudi 29 au vendredi 30 septembre, quelque part dans les maquis, les journalistes qu'ils avaient guidés à travers bois pour leur annoncer la décision de l'ex-FLNC de prolonger pour une durée indéterminée la trêve de cent vingt jours décidée le 31 mai dernier.

« La belle est toujours dans le camp de l'Etat. Après quatre mois de suspension de nos actions militaires, force est de constater qu'aucune mesure fondamentale n'est intervenue dans le sens de nos revendications... » Le porte-parole de l'ex-FLNC a évoqué le procès à venir de deux militants de l'organisation dissoute réputés en être les chefs.

« Le verdict du procès de Charles Piero et Felice Tomasi, qui doit s'ouvrir le 17 octobre devant la cour d'assises de Bastia, témoignera dans les faits, et non dans les discours, si cette volonté est réelle ou illusoire. »

## M. Poher reçu par M. Rocard

## Le financement des partis à l'ordre du jour

« En toute convivialité », selon l'expression d'un de ses membres, le bureau du Sénat, avec son président M. Alain Poher, a participé, le jeudi 29 septembre, à un déjeuner de travail à Matignon autour de M. Michel Rocard. Au menu : la préparation de la session parlementaire qui s'ouvrira le 2 octobre. Constant qu'une telle invitation ne s'était pas produite depuis de nombreuses années, M. Poher s'est félicité au terme de cette rencontre « d'une excellente innovation ».

Dans l'entourage du premier ministre, on faisait valoir que ce type de rencontre était apprécié « comme le moyen normal d'entretenir de bons rapports avec le Parlement ». Parmi les principaux points évoqués, le financement des partis politiques. La loi adoptée en février 1988 prévoit que des aides financières soient attribuées aux partis et groupements politiques

« proportionnellement au nombre de parlementaires ». Leur montant doit être inséré dans la loi de finances par un amendement gouvernemental. Le gouvernement a confirmé aux sénateurs cette procédure, et précisé que cet amendement gouvernemental proposerait entre 50 millions et 100 millions de francs par formation politique représentée au Parlement.

Deuxième point : l'éventuel regroupement des élections. Les sénateurs se sont déclarés « ouverts à la discussion » en mettant toutefois en exergue les problèmes techniques d'une telle réforme. Dernier point : l'audiovisuel. M. Poher a indiqué, à l'issue de cette réunion, que le texte relatif à la création d'un Haut Conseil de l'audiovisuel, qui doit remplacer l'actuelle CNCL, serait vraisemblablement examiné début novembre par le Sénat.

## Le regroupement des scrutins locaux devrait être mis en chantier après les élections municipales

La nécessité de revoir les actuels modes de scrutin des assemblées locales commence à être admise d'un bout à l'autre de l'échiquier politique. Au moins partiellement. Car nul ne remet en cause la loi électorale pour les municipales, qui pourtant avait été violemment combattue par la droite lorsque les socialistes l'avaient adoptée en 1983. Bien au contraire ce système, qui permet, tout à la fois, à la liste arrivée en tête d'être assurée d'une majorité au conseil municipal et aux autres de voir leurs représentants siéger, sert de modèle pour les réformes envisagées.

M. Michel Giraud, nouveau député RPR du Val-de-Marne, qui abandonne, pour cause de cumul, la présidence du conseil régional d'Ile-de-France, a annoncé, le jeudi 29 septembre, qu'il allait déposer une proposition de loi instituant un système identique pour l'élection des conseillers régionaux. Il se plaint, en effet, que la proportionnelle départementale et intégrale, qui est utilisée depuis 1986, ne permette pas de dégager une majorité stable dans les assemblées régionales. Il souhaite même que cette réforme soit votée avant les élections municipales de mars 1989, pour que l'on puisse grouper, à cette occasion, élections municipales et élections régionales. En revanche, M. Giraud a manifesté son hostilité à l'abandon du scrutin

« Deux Palestiniens tués à Hébron. — Deux Palestiniens ont été tués, vendredi 30 septembre, par balles au cours d'affrontements entre manifestants et militaires israéliens à Hébron, dans le sud de la Cisjordanie occupée, a indiqué le même jour le radio palestinien. Il y aurait également deux blessés. — (AFP). »

A C D E F G H

## Après la signature de l'accord entre les Etats-Unis et leurs partenaires

## Feu vert pour la construction de la station spatiale habitée

L'Agence spatiale européenne, les Etats-Unis, le Canada et le Japon ont signé, jeudi 29 septembre à Washington, un accord pour la construction de la future station spatiale habitée Freedom que les Américains projettent de mettre partiellement en service en 1995. Ainsi prennent fin trois années de négociations difficiles, souvent au bord de la rupture, entre les agences spatiales européennes (ESA) et américaine (NASA).

Le projet, il est vrai, méritait réflexion, en raison de son ampleur financière (22 milliards de dollars) et de ses conditions de réalisation. Une chose est de voyager quelques jours dans l'espace, une autre, d'y séjourner sur de longues périodes et de manière relativement autonome.

Lorsque l'assemblage de Freedom dans l'espace sera achevé, c'est une masse de 220 tonnes — vingt fois plus que le Mir soviétique — qui gravitera autour de la Terre. Elle offrira trois grands laboratoires de travail et les installations nécessaires

à l'équipage de huit astronautes qui s'en serviront pour observer l'univers, étudier le comportement de l'homme en apesanteur et fabriquer éventuellement de nouvelles substances impossibles à obtenir sur Terre.

Ce projet est donc à la portée de l'Europe. Mais pas à n'importe quel prix. Chacun des pays membres de l'Agence spatiale européenne se souvient, en effet, de la manière dont la NASA l'a flouée avec le projet Space-lab. On comprend donc mieux, aujourd'hui, la ténacité de l'Europe sur le projet Freedom, dans la mesure où elle financera 4,6 milliards de francs, ce qui est loin d'être le cas des deux autres partenaires de la NASA. A ce coût, nul n'hésiterait à demander des garanties, tant en ce qui concerne l'utilisation à venir de la station que l'intérêt technique des éléments dont la construction serait confiée à l'Europe.

Au moment le plus dur des négociations, les Européens n'avaient pas hésité à menacer les Etats-Unis de créer leur propre station orbitale desservie par le futur avion spatial Hermès. Il est aujourd'hui acquis

que le programme européen Columbus (1), décidé à la conférence spatiale de La Haye en novembre dernier, servira bien de base à la contribution des Européens à Freedom. C'est ainsi que l'Europe fournira un module pressurisé habitable de 14 tonnes et de 13 mètres de long, l'AFM, qui viendra se greffer à la station américaine et en deviendra partie intégrante. Lancement prévu : octobre 1996. S'y ajoutera un module autonome et visitable (MTFF) gravitant autour de la station et des plates-formes porte-instruments qui dériveront sur des orbites polaires.

Bref, de quoi meubler largement la coopération américano-européenne de la prochaine décennie, qui commence par un lancement réussi de Discovery et un accord signé le même jour entre tous les partenaires de la station.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Y participent l'Allemagne (38 %), l'Italie (25 %), la France (13,8 %), l'Espagne (6 %), la Grande-Bretagne (4,5 %), la Belgique (5 %), les Pays-Bas (1,3 %), le Danemark (1 %) et la Norvège (0,4 %).

## Les réseaux de chaleur pénalisés

## Les oubliés du budget

Les trois cent vingt-deux communes françaises équipées d'un réseau de chauffage urbain ont eu, en découvrant le projet de budget pour 1989, une très mauvaise surprise : on les avait tout simplement oubliées ! En effet, le projet prévoit, en l'état, une baisse de la TVA de 18,6 % à 5,5 % sur les abonnements EDF et GDF, qui réduira en moyenne de 100 F pour le gaz et de 150 F pour l'électricité la facture annuelle des usagers. Mais il n'envisage rien en faveur des réseaux de chaleur, concurrents directs du chauffage électrique ou au gaz, qui continueraient donc de supporter la TVA à taux plein (18,6 %).

« Tout le monde a oublié qu'il existe des réseaux de chaleur », gémit l'Association des maîtres d'ouvrage de réseaux de chaleur (AMORCE), laquelle a entrepris aussitôt une campagne d'information auprès de la presse et des parlementaires pour essayer de combler cette lacune. Non sans arguments.

Cette distorsion, si elle persistait, aurait non seulement pour conséquence d'encourager encore plus le développement du chauffage électrique, coûteux pour les usagers et la collectivité,

mais aussi de pénaliser les habitants des grands ensembles, souvent à caractère social (Sarcelles, Vénissieux, Villeurbanne, etc.), principaux utilisateurs des réseaux de chaleur.

Une iniquité d'autant moins justifiée que le chauffage urbain — 5 % de la consommation des secteurs résidentiel et tertiaire — utilise des énergies « bas de gamme » non brûlées par ailleurs (fioul lourd, charbon, ordures ménagères), contribuant ainsi à une utilisation plus rationnelle de l'énergie.

Ajoutons qu'un abaissement de la TVA en sa faveur coûterait infiniment moins cher que celui prévu pour l'électricité ou le gaz : environ 137 millions de francs au total (soit 137 F par an en moyenne pour un million de logements desservis) contre 2,4 milliards de francs pour EDF-GDF... En décalant d'un mois seulement l'application de la détaxation prévue sur les abonnements au gaz et à l'électricité, on économiserait 200 millions de francs, ce qui suffit à élargir la mesure aux réseaux de chaleur, plaide l'AMORCE. Le Parlement tranchera...

V. M.

## M. André Rousset invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. André Rousset, président de Canal Plus, administrateur d'Arte, sera l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde », le dimanche 2 octobre, de 18 h à 19 h 30.

L'ancien directeur du cabinet de M. Mitterrand à l'Elysée répondra aux questions d'André Passerou et de Jean-François Lacan, du Monde, de Jean-Yves Holliger et de Béatrice Hadjilov, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

• PTT : poursuite de la grève. — Réuni en assemblée générale, le 30 septembre, le personnel de distribution de la recette principale de la rue du Louvre à Paris a décidé de poursuivre son mouvement. Toutefois, la grève deviendrait minoritaire, la CGT ayant appelé à la reprise du travail, FO s'en remettant au choix exprimé par les postiers et la CFDT soutenant les grévistes. La revendication sur les effectifs a été en partie satisfaite, la direction ayant accordé 25 postes supplémentaires à la distribution et 9 au service général. Mais le conflit a révélé le même manque de personnel dans d'autres bureaux parisiens qui ont à leur tour débordé. A Paris-5 (Mouffette) 95 % du personnel est en grève.

Le numéro du « Monde » daté 30 septembre 1988 a été tiré à 523 738 exemplaires.

## Sur le vif

## J'achète

Je les plains, les confrères ! Les pauvres ! Ils me font vraiment pitié. Ils sont là, ils s'interrogent à longueur de colonnes, ils se harporent dans les couloirs : c'est qui qui veut racheter Bouygues, hein ? C'est Maxwell ? C'est Seydoux ? C'est Lagardère ? T'es pas une idée ? Ce matin encore, à la conférence, ils essayaient de percer cet épais mystère en prenant des airs mystérieux. Le chef en chef avait dîné chez quelqu'un avec quelqu'un qui lui a confié que ça pourrait être quelqu'un qui est quelqu'un.

Moi, je me marrais mine de rien. Je l'ai bouclé. Je voulais pas les obliger à mettre le nez dans leur pipi, mais bon, à vous, je peux bien le dire, allez, trêve de cachotteries : c'est qui ? Ben, tiens, c'est moi. Parfaitement, c'est moi qui l'ai fait, cette OPA. Je fais une Opération Pour Arriver. Arriver à me hisser au Top 50 du fric et de la célébrité. Allez, poussez-vous de là, mesdames Bettencourt et Sinclair.

Du coup, je fais du lâche-vitrines, je regarde, je compare. Tapié, c'est un peu cheap. Paribas, c'est pas ma peinture.

FR 3, ça fait province. A 2, mon Mimi me l'aurait peut-être cédé. Si je m'étais appelée Berlusconi, mais là, il veut pas. Bon, alors qu'est-ce qui reste ? Bouygues. Le béton c'est du solide, et TF 1, c'est du béton.

Question fauteuil de direction, je vous raconte pas. Parait que le sien, à Saint-Quentin-en-Yvelines, il est tellement moderne, tellement beau, qu'on le visite après les heures de bureau. C'est pas comme mon trou à rats. En plus, les copains qui se croient malins en me mettant au coin à droite au bout du journal seront bien obligés de parler de moi à toutes les pages : économie, communication, logement. Et, enfin, je vais pouvoir m'étaler à l'écran sur un matelas de billets à faire rêver cette gagne-petit d'Oakrent.

Mon seul problème — eh oui, j'en ai un — c'est Bouygues. Il a tellement la trouille que je lui pique son empire qu'il essaye de le racheter lui-même en sous-main.

CLAUDE SARRAUTE.

## Les tensions nationalistes en URSS

## Quinze mille policiers et soldats sont déployés en Arménie et en Azerbaïdjan

Environ deux cent mille personnes se rassemblent tous les soirs sur la place de l'Opéra, à Erevan, pour demander le rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie, a indiqué, jeudi 29 septembre, le quotidien Komunistika Pravda. « Même s'il y a moins de monde aux rassemblements de la place de l'Opéra, il est encore trop tôt pour parler d'une baisse de la tension », souligne le journal des journaux communistes dans l'un des rares articles explicites parus dans la presse soviétique sur la nouvelle vague d'agitation au Haut-Karabakh.

Par ailleurs, quinze mille policiers et soldats ont été déployés en Arménie et en Azerbaïdjan pour faire face à la situation, a indiqué, mardi, au cours d'une conférence de presse à Moscou, le général Vassil Ignatov, un responsable du ministère soviétique de l'intérieur. Le général, qui n'a pas précisé si ce chiffre incluait ou non les effectifs des forces de l'ordre locales présentes en temps normal, a déclaré que six cents personnes avaient été interpellées

dans les rues durant le couvre-feu au Haut-Karabakh.

Mardi, neuf des onze membres du comité Karabakh ont été condamnés à des amendes allant jusqu'à 500 roubles (plus de deux mois de salaire moyen) pour organisation de meetings non autorisés, selon M. Aleksan Akopian, membre du comité.

Enfin, les autorités arméniennes ont menacé les grévistes d'une série de sanctions comportant notamment des réductions de salaires et de congés payés, a indiqué Komunistika, l'organe du PC arménien. — (AFP, Reuters).

• POLOGNE : report de la visite de M<sup>re</sup> Thatcher. — La visite que le premier ministre britannique, M<sup>re</sup> Thatcher, devait faire en Pologne du 16 au 18 octobre a été reportée à la demande de Varsovie, en raison de la proximité des dates de la formation du nouveau gouvernement polonais (13 et 14 octobre).

C'est vous qui avez raison.  
**EXIGEZ :  
"LA MODE  
ET  
L'ARGENT  
DE LA MODE"**

La Mode vous séduit, alors que les prix de la Mode vous horrifient. Voyages, livres, sports, séries, sollicitez assez votre "budget-plaisir". Mais vous adorez la Mode, et la seule formule qui vous convienne, c'est... Beaucoup de Mode pour peu d'argent. Alors, avez-vous pensé aux Tissus Rodin ? Là, les prix n'ont plus rien à voir. A partir de 30 F le mètre, la Mode qui laisse votre budget intact ou presque...

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

**ENTRAÎNEMENT CARNEGIE®**  
Expression Orale et Relations Humaines



**Sachez mieux communiquer**

• Augmentez votre maîtrise en entretien, en réunions et en public.  
• Améliorez votre qualité de contact, votre influence, votre rayonnement.

Conférences d'information :  
PARIS : 25, av. Wagram  
15 h 30 à 17 h 15 :  
Lundi 3 octobre  
19 h à 20 h 45 :  
3, 4, 5, 6, 7 octobre

à noter !  
ENTRAÎNEMENTS CARNEGIE®  
leader mondial de la formation continue.  
Présenté en France par la  
Société de Formation GAD Weyen  
2, square Raymond, 75150 La Chesnaie  
(1) 38.54.81.06.

SNURF ACTION PRODUCTION, présente  
les XI<sup>e</sup> championnats de France de  
**SKATEBOARD au TROCADERO**  
les 1<sup>er</sup> et 2 oct. 1988 - Noct. le sam. de 20 h à 22 h  
avec la plus grande Rampe d'Europe  
Allô Sports : 42-76-54-54 - Snurf : 47-34-44-54

**PIANOS DAUDÉ** 75 bis av. de Wagram  
75017 PARIS  
47-63-34-17 — 42-27-83-64  
**VOTRE PIANO depuis 8 500 F TTC**  
En location-vente 190 F/mois - 61 mois  
**LIVRAISON GRATUITE**  
**GARANTIE 10 ANS**  
**LOCATION depuis 200 F/mois + Frais de transport**  
**OUVERT LE DIMANCHE**

**DIMANCHE 2 OCTOBRE 1988 DE 10 A 17 HEURES**  
**HALL DARL'MAT 146 BD DE GRENELLE 75015 PARIS**  
**1<sup>er</sup> SALON**  
**CLUB SOLIDO**  
**Darl'mat**  
**BOURSE/ÉCHANGE**  
**DE L'AUTOMOBILE**  
**MINIATURE**

50 من الأصل